

LE MONDE

MAI 1976

N° 266 - 23^e année

diplomatique

LES CHRÉTIENS
EN AMÉRIQUE
LATINE

(Pages 15 à 20)

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA
Canada : 5,00 \$
Espagne : 60 pes.
Italie : 650 lire
Abonnements : voir tarif page 11
Publication mensuelle
8, rue des Italiens, 75227 Paris Cedex 08

Nord-Sud

Par CLAUDE JULIEN

Le dialogue entre pays industrialisés et pays en voie de développement présente de graves difficultés. Les Nations unies ont bien posé de nouveaux principes, mais ils n'ont pas force exécutoire. De nouveaux organismes ont bien été créés, mais ils butent sur la volonté des puissances de préserver les avantages acquis. Et, au bout du compte, le « nouvel ordre économique international » ressemble étrangement à l'ancien, dont il occulterait plutôt les disparités.

Il faudrait beaucoup de volonté pour s'en étonner. Tel n'est pas le cas des pays en voie de développement qui, à Paris, participent au dialogue Nord-Sud. Ils reprochent à leurs partenaires industrialisés de ne pas accueillir favorablement les propositions qui leur sont soumises, et de ne pas présenter de contre-propositions constructives. On ne saurait mieux définir le blocage d'une négociation que la persistance des manœuvres dilatoires.

La réunion de Paris ne pouvait pourtant avoir qu'une raison d'être : mettre à profit le nombre restreint des délégations pour élaborer des solutions qui, autorisant un espoir, enlèveraient une part de sa violence à la conférence de la CNUCED qui vient de s'ouvrir à Nairobi avec la participation de tous les gouvernements concernés. Cette chance, on n'a pas voulu ou pas su la saisir. Ce qui semble confirmer un soupçon déjà ancien : des problèmes de même nature étant débattus dans deux arènes différentes, les véritables meneurs de jeu ont toujours la possibilité de freiner le mouvement en renvoyant de l'une à l'autre les questions les plus délicates. C'est ce jeu que les pays sous-développés ont voulu arrêter en proclamant le 28 avril que l'absence de résultats à la CNUCED compromettrait l'avenir de la conférence de Paris.

Pour les nations comme pour les plus déshéritées, la situation appelle pourtant des mesures drastiques. La dette des pays en voie de développement dépasse 120 milliards de dollars, et le service de cette dette absorbe chaque année la presque totalité de l'aide qu'ils reçoivent. Aussi les pays du tiers-monde cherchent-ils le salut dans d'autres directions, notamment la transformation du marché des produits de base et l'accroissement de leur part dans le commerce des produits manufacturés, tout en réclamant un pouvoir d'intervention dans la réorganisation du système monétaire international.

Mais, en dépit des discours officiels, les pays industrialisés savent que la finitude de la dette se manifeste en fait par l'absence de l'élection présidentielle aux États-Unis et que, pour les industriels, les problèmes économiques retrouvent leur sens et leur réalité. Il n'est donc pas question, pour eux, de renoncer aux avantages qu'ils retirent du désordre monétaire et du contrôle qu'ils exercent sur les marchés aussi bien des produits de base que des produits manufacturés.

UNE telle politique à court terme peut-elle être abandonnée au profit de l'élaboration d'un ordre économique mondial vraiment nouveau ? Celui-ci supposerait de ne plus considérer les pays du tiers-monde comme des réservoirs de main-d'œuvre pour les succursales des firmes transnationales, comme des fournisseurs de matières premières, comme des clients pour des brevets livrés au prix fort, comme déversoir d'une inflation exportée plus généreusement que ne l'est la technologie. Il s'agirait de voir en eux des partenaires offrant à l'Occident la seule possibilité d'une véritable relance économique. Car eux seuls ont des besoins assez vastes pour permettre à l'industrie capitaliste de tourner au plein de sa capacité.

Mais cette nouvelle approche remettrait en question les conceptions actuelles de la production et les secteurs qu'elle privilégie. Elle irait à l'encontre du grand dessein qu'analyse plus loin Noam Chomsky. Elle entraînerait une réforme fiscale plus audacieuse que les prudents projets de taxation des plus-values, pourtant si mal accueillis. Elle ne saurait s'accommoder de la véritable hémorragie que constituent les sorties de capitaux vers la Suisse (voir page 4 l'article de Jacques Attali).

Ce serait bouleverser trop d'habitudes. Les responsables préfèrent rester sur les chemins connus et fermer les yeux sur les catastrophes auxquelles ils conduisent. Cela permet au moins à certains de s'indigner des mesures draconniennes prises en Inde et au Bangladesh pour freiner la courbe démographique (voir page 21). Ils savent pourtant que leur imprévoyance ne leur épargnera pas des épreuves de force : ils les envisagent sans trop d'inquiétude, car la nouvelle idéologie qu'ils élaborent (voir page 4) leur donnera les moyens de maintenir l'ordre.

Incertain Portugal

Les Portugais ont élu, le 25 avril, les deux cent soixante-trois membres de l'Assemblée de la République. Ce jour, pour eux hautement symbolique, était aussi celui de l'entrée en vigueur de la Constitution élaborée par l'Assemblée élue au scrutin universel, et qui remplace la charte salazariste de 1933. Le nouveau texte prévoit l'élection au suffrage universel d'un président de la République doté de grands pouvoirs. Cet événement doit avoir lieu le 31 juin prochain. A l'heure où nous écrivons, c'est le général Ramalho Eanes qui semble avoir le plus de chance de recueillir l'appui des principaux partis et le soutien de la majorité des militaires. Si le chef d'état-major de l'armée de terre renouait à briser la magistrature suprême, le général Pires Veloso, commandant la région du Nord, serait susceptible de se porter candidat. L'amiral Pinheiro de Azevedo, actuel premier ministre, a déjà indiqué qu'il participerait vraisemblablement à la compétition. Plusieurs autres officiers ont également déclaré qu'ils ne se déroberaient pas s'ils étaient

appelés. Si aucune autre personnalité militaire ne parvenait à s'imposer, le général Costa Gomes, président de la République, serait le seul à pouvoir se présenter pour se succéder à lui-même au palais de Belem. Des formations d'extrême gauche, d'autre part, ont déjà annoncé qu'elles soutiendraient la candidature de l'ex-général Otelo de Carvalho, ancien chef du Copcon. La droite, pour sa part, pourrait faire appel au général Galvão de Melo, proche du Centre démocratique et social. Si, enfin, contre la préférence formellement exprimée par les quatre grandes formations — parti socialiste, parti communiste, parti populaire démocratique (P.P.D.) et Centre démocratique et social (C.D.S.) — devait s'imposer l'idée d'une candidature civile, on estime, à Lisbonne, que MM. Mario Soares, secrétaire général du P.S.; Henrique de Barros, ancien président, socialiste, de l'Assemblée constituante, ou Magalhães Godinho, ministre de l'Éducation des deuxièmes et troisièmes gouvernements provisoires, auraient les meilleures chances.

Les socialistes maîtres du jeu ?

Par JEAN-PIERRE CLERC

Premier parti avec 33,3% des voix, devançant le P.P.D. (24,3%), le C.D.S. (16,6%) et le P.C. (14,5%), le parti socialiste, bien qu'en recul, est maître du jeu au Portugal. Il peut théoriquement faire alliance avec l'une quelconque des trois autres grandes formations représentées à l'Assemblée et former avec elle une équipe majoritaire : front populaire (avec le P.P.D.), accord pour un « contrat de progrès » (avec le C.D.S.), ou « gouvernement de salut national » (avec le P.P.D. et le C.D.S.). Toutes ces solutions ont été suggérées, et continuent de l'être, à M. Mario Soares.

Mais le P.S. avait axé sa campagne électorale sur le slogan : « Nous gouvernerons seuls, ou nous passerons dans l'opposition. » Ce choix stratégique avait été

déclaré aux dirigeants socialistes par une constitution : rassemblant des tenants de la social-démocratie et des partisans d'un socialisme « à la française », leur parti est d'une extrême hétérogénéité. Dans ces conditions, toute alliance est susceptible de mettre en cause une cohésion fondée bien plus sur la prééminence d'un homme — M. Mario Soares — et l'existence de deux « repoussoirs » — le capitalisme et, surtout, le communisme — que sur une idéologie fermement définie et largement partagée.

L'alliance avec le P.C. était, de toute façon, à peu près exclue dès le départ, compte tenu de la profondeur du sentiment anticommuniste dans la plus grande

LE BOURBIER LIBANAIS

Par GEORGES CORM*

gauche, est un des leaders prestigieux par ses assises familiales et territoriales (1).

Sur le plan économique et social, le discours présidentiel ne contenait rien de marquant, sinon des principes généraux de justice sociale et la création d'un conseil économique et social. Il faut dire aussi que le programme de la gauche libanaise dans ce domaine est caractérisé par une très grande timidité, le but recherché n'étant que la mise en place d'un régime de capitalisme national rationnel.

Enfin, sur le terrain, la « médiation » de la Syrie n'avait rien apporté, se contentant de geler les positions militaires mais faisant pénétrer ses troupes dans les régions tenues par les milices de gauche par le biais de la Selka (mouvement de libération palestinien d'obédience syrienne) ou de régiments de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) sous contrôle de l'armée syrienne. En revanche, les régions chrétiennes, tenues par la droite, conservaient intactes leurs structures militaires, qui leur assuraient une quasi-autonomie de fait par rapport au reste du pays. C'est dire qu'en réalité la division du pays sur le terrain restait effective, les commissions mixtes de surveillance du cessez-le-feu n'ayant aucun moyen réel de dissuasion sur les milices, notamment dans les zones aux mains des milices de droite.

Les négociations sur la composition d'un nouveau gouvernement, qui devaient redonner l'équilibre politique entre la droite et la gauche, ont amené l'une et l'autre parties à tenter par diverses pressions de renforcer leurs positions politiques. En fait, il semble

bien encore une fois que l'extrême droite ait essayé d'éviter de payer les conséquences de ses erreurs cumulées. En favorisant la rébellion parmi les officiers chrétiens des casernes de Yonich, voulant porter secours à un village maronite de l'Akkar encerclé par des combattants de villages musulmans voisins à la suite d'incidents obscurs, l'extrême droite cherchait en réalité à faire pendre à la rébellion du lieutenant Khattab dans la Beka, favorable aux forces de gauche. Face à une nouvelle dégradation de la situation, les Syriens exerçaient une pression encore plus grande sur la gauche, qui réclamait la moitié des sièges du nouveau gouvernement aux fins de l'amener à faire des concessions sur ce plan.

Le résultat de cette action fut une spectaculaire extension de la rébellion du lieutenant Khattab dans la Beka, le nord et le sud du pays. Le coup manqué du général Ahdab, de confession sunnite, réclamant la démission du président de la République, devait être l'ultime sursaut d'un régime politique en plein effondrement. Appuyé par les officiers supérieurs du haut commandement de l'armée et jouissant de l'appui tacite des phalangistes et du soutien ouvert de la Ligue maronite et des Gardiens du cèdre (autres groupes d'extrême droite), le mouvement du général, qui ne disposait déjà plus de troupes, n'a fait qu'accroître la montée en flèche du lieutenant Khattab dans l'ombre protectrice du leader de la gauche, Kamal Joumblatt. Ainsi, l'armée libanaise, dernière institution nationale, a cherché à s'écrouler avec le contre-mouvement du général Barakat, inconditionnel du président Frangieh et originaire de la même région. Le haut commandement de l'armée était désormais sans troupes, même pour garder les bâtiments du ministre de la défense.

L'énigme syrienne

DANS le même temps, les manœuvres incessantes du ministre de l'Intérieur, M. Camille Chamoun, véritable chef d'orchestre de la droite, parvenaient à ramener au bercail les phalangistes, qui redonnaient leur soutien à la « légitimité » du président Frangieh, faisant fi de l'opinion de la base populaire qui avait accueilli avec enthousiasme le mouvement « correctif » du général Ahdab. Face à une nouvelle dégradation de la situation sur le terrain, notamment à Beyrouth, où les phalangistes reprénaient possession des grands hôtels, Kamal Joumblatt, fort de l'appui des troupes du lieutenant Khattab, décidait de mener une offensive militaire généralisée destinée à briser la droite au cœur de ses bastions, c'est-à-dire en pleine montagne maronite, ce qui provoqua une nouvelle extension de la zone des combats et un rétrécissement supplémentaire des zones de sécurité dans le pays.

C'est à ce stade qu'intervient l'« énigme » de l'attitude syrienne. Ayant d'abord dirigé ses efforts contre le gouvernement du général Ahdab, la Syrie devait ensuite prendre de plus en plus violemment à partie la gauche libanaise et, en fait, soutenir le président de la République en cherchant à lui assurer une sortie « honorable ». Ce dernier, en refusant de tenir compte du vœu de la majorité de la Chambre réclamant sa démission à la suite du mouvement du général Ahdab et en s'obstinant contre vents et marées à maintenir

une « légalité » depuis longtemps disparue dans le fracas des armes, a bel et bien encouragé sur le terrain la cohésion de la droite dans ses positions extrémistes, cohésion que l'on aurait pu croire entamée par le coup du 11 mars.

(Lire la suite page 12.)

Dans ce numéro :

NOAM CHOMSKY :
la dé de voute
du système américain
(Pages 2 et 3.)

< Croyez-vous
que la Grande-Bretagne
soit un pays libre ? >
(Pages 5 et 6.)

Le Tchad, pays divisé
(Pages 10 et 11.)

RLVES

la grande maroquinerie
de Paris



Tous les styles dans le reptile

156, rue de Rivoli métro : Louvre

Un projet mûri de longue date

LA CLEF DE VOÛTE DU SYSTÈME AMÉRICAIN

L'article publié ici met en lumière la continuité de la politique étrangère des États-Unis. Les récentes déclarations de M. Kissinger et Sonnenfeld sur l'Europe apparaissent ainsi dans la logique du grand dessein que l'Amérique, avant même son entrée dans la seconde guerre mondiale, s'appliquait à mettre au point pour assurer son hégémonie sur de vastes régions (1).

À U mois d'avril 1973, M. Henry Kissinger proclamait avec pompe l'« année de l'Europe ». La société internationale allait être remise en ordre sur la base de certaines « réalités nouvelles ». Ces réalités nouvelles, fruits de la réussite de la politique menée par la génération précédente, posaient un certain nombre de problèmes qu'il allait falloir affronter. Aux termes de l'exposé de M. Kissinger sur les « problèmes des relations atlantiques », les États-Unis avaient espéré qu'« une Europe unie travaillant en coopération avec (eux) dans le cadre de l'association atlantique (la) soulagerait d'une bonne partie de (leurs) fardeaux internationaux », mais leurs espoirs n'avaient pas abouti.

Plus profondément encore, d'autres problèmes avaient surgi, dus à une inégalité fondamentale entre les rôles des partenaires atlantiques. « Les États-Unis ont des responsabilités et des intérêts globaux », expliqua M. Kissinger, tandis que leurs alliés européens n'ont, eux, que des « intérêts régionaux ». Alors même que, dans les relations économiques, la Communauté européenne met de plus en plus l'accent sur sa personnalité régionale, les États-Unis jouent un rôle fondamentalement différent dans les affaires mondiales : en particulier, ils doivent agir comme « partie constituante et responsable d'un système commercial et monétaire de plus grande envergure ». Notre tâche, pendant l'« année de l'Europe », allait être de « réconcilier ces deux perspectives », ajoutait-il.

Cinq ans auparavant, M. Kissinger développait déjà une thèse analogue. Dans sa conception, « les blocs régionaux soutenus par les États-Unis doivent prendre en charge la responsabilité de leurs périmètres immédiats, les États-Unis étant plus soucieux de l'édification d'ensemble de l'ordre mondial que de la gestion de chaque entité régionale ». De même qu'on ne saurait attendre du conseil d'administration de

Le tribut des importateurs de pétrole à la prospérité américaine

plus grande envergure. Il fallait que la distribution et le marché du pétrole restent sous le contrôle effectif des sociétés multinationales de guerre mondiale, cette dernière avait très efficacement contribué à assurer la domination des États-Unis sur les régions, lesquels se voyaient d'ailleurs offrir « aucune transformation majeure ne serait tolérée dans ce système ».

La crise pétrolière fut largement utilisée pour résoudre les problèmes des relations atlantiques qui inquiétaient tant M. Kissinger. En effet, à mesure que le prix du pétrole augmentait, l'Europe et le Japon se voyaient contraints par la force des choses à financer le redressement de l'industrie américaine. Les trusts de l'énergie en bénéficieraient directement, si bien que, dès le début de 1975, les États-Unis jouissaient d'une balance commerciale favorable avec l'ensemble des pays du Proche-Orient (à l'exclusion d'Irak), ce qui représentait un progrès substantiel par rapport aux résultats déjà satisfaisants de 1974.

Les principaux pays producteurs de pétrole restent des États-clients loyaux. Le monde des affaires amé-

General Motors qu'il intervienne dans les querelles d'atelier d'une petite usine fabriquant des bougies pour Chevrolet... Voilà ce qu'on appelle la « multipolarité » ! Par ailleurs, il fallait éviter que la structure « bipolaire » États-Unis/U.R.S.S. qui sous-tend tout cela, ne soit réellement symétrique. Il valait mieux faire comprendre aux associés subalternes que toute marque d'« intranquillité » de leur part serait « pénalisable ». Toute autre attitude « ne servirait qu'à la cause de la paix » (2).

En fait, en 1973, la faillite de l'Europe à nous « soulager » de nos fardeaux internationaux commençait à poser un sérieux problème. La réticence dont l'Europe avait fait preuve pour partager le poids du maintien au pouvoir du régime-client des États-Unis au Vietnam du Sud était à cet égard d'une portée particulière. Les coûts aussi énormes qu'imprévus des guerres américaines en Asie du Sud-Est contribuaient au déclin relatif de la puissance des États-Unis face à leurs rivaux capitalistes. C'est là le facteur décisif qui amena les milieux dirigeants américains à opérer leur revirement contre la guerre ou, plus exactement, contre les tactiques employées.

Cela devint spécialement vrai au début de 1968, après que l'offensive du Têt eut fait tomber d'un coup la toile d'illusions tissée par les propagandistes. Les réalistes historiques du mouvement américain pour la paix eurent été d'avoir rendu impossible une véritable mobilisation nationale. Il fallut alors déguiser les coûts réels de la guerre et, la résistance vietnamienne ayant miraculeusement tenu le choc, la lecture finit par tomber, déclenchant une crise économique. À dater de 1968, l'Europe ne consentit plus à copier pleinement l'« agression américaine en Asie du Sud-Est, encore moins à prendre en charge la part encore plus importante du fardeau que lui assignait la doctrine Nixon-Kissinger. Un des objectifs de l'« année de l'Europe » était de remédier à ce genre de vices de fonctionnement dans les « relations atlantiques ».

L'« année de l'Europe » s'est achevée sur la crise pétrolière qui suivit la quatrième guerre israélo-arabe. Les puissances européennes et le Japon se mirent à explorer la possibilité d'entamer des relations bilatérales avec les pays producteurs de pétrole, mais ils furent très vite rappelés à l'ordre, et avisés qu'il fallait constituer un « front uni » sous la direction des États-Unis, forts de leurs responsabilités, de leurs intérêts « globaux » et de la position unique que leur valait le fait d'être les garants d'un système commercial et monétaire de plus grande envergure.

Le monde non allemand dominé par les États-Unis, auquel on devait donner plus tard le nom de « grande zone » (« Grand Area »), n'était pas considéré par le groupe comme plus souhaitable que l'instauration d'une économie mondiale, pas même comme un substitut entièrement satisfaisant (1941). Toutefois, il fallait que la « grande zone » se développe pour elle-même, en même temps que comme noyau à partir duquel devait constituer l'économie mondiale de l'après-guerre à laquelle on espérait que la défaite des puissances de l'Axe allait donner naissance. Plus spécifiquement, on espérait que « les institutions

Washington possède d'énormes réserves de puissance pour sauvegarder ses intérêts économiques dans le monde

Par NOAM CHOMSKY

Internationales dominées par les Américains.

On assiste actuellement à la naissance d'un nouvel ordre économique, au sein duquel les États-Unis espèrent bien être en mesure de restaurer une hégémonie que le désastre indochinois a sérieusement entamée, tandis que leurs associés subalternes se verront à nouveau confinés au développement de leur « personnalité régionale ».

Bref, l'« année de l'Europe » s'est soldée par un succès de taille.

Le concept de « multipolarité » formulé par M. Kissinger définit les États-Unis comme la puissance dominante à l'échelle mondiale, à cela près qu'elle se voit désormais contrainte d'accepter la « détente » dans les termes mêmes où l'U.R.S.S. l'avait vainement proposée autrefois. D'après les premières études de M. Kissinger, les États-Unis ont manqué l'occasion d'édifier à leur guise un ordre mondial stable à la fin de la seconde guerre mondiale, et parce qu'ils s'embarrassaient trop de scrupules moraux déplacés, alimentés par la propagande communiste. Il ne reste plus maintenant qu'à composer avec les réalités qui se sont formées à partir de là. La diplomatie Nixon-Kissinger a effectivement représenté une rupture avec le passé dans la mesure où elle admettait enfin ces réalités déplai-

santes. On a abandonné l'espoir de « libérer » l'Europe orientale afin qu'elle puisse accéder au statut bénéficiaire de nouvelle Amérique latine. La poigne de fer du totalitarisme russe y est dorénavant antérieurement de façon explicite, comme l'avait exigé Staline et ses successeurs.

Les stratèges du département d'État ont également — et non sans réticence — renoncé, au moins provisoirement, à leur rêve de voir un jour la Chine à nouveau gouvernée par le Koumintang. En revanche, les Américains cherchent à tirer parti de la rivalité sino-soviétique. Ils attendent de la Chine qu'elle joue dans les affaires mondiales un rôle conservateur, en apportant son soutien à des régimes-clients des États-Unis comme ceux de M. Marcos aux Philippines ou de Reza Pahlavi en Iran. Et, jusqu'à présent, la Chine ne les a pas déçus.

Bien entendu, ce n'est pas tout à fait ainsi que M. Kissinger formule les choses. L'interprétation qu'il prête en donnant à voir que la Russie et la Chine ont fini par comprendre, sous la tutelle attentive de M. Kissinger, qu'elles devaient tempérer les attitudes « révolutionnaires » et « belliqueuses » qui mettaient en péril depuis vingt ans l'équilibre mondial (c'est du moins ce que dit l'historiographie officielle), et rejoindre les partisans de la paix générale sous la houlette des États-Unis.

Même si les ambitions des États-Unis ont été un tant soit peu mises en veilleuse, les principes qui dirigent actuellement leur politique étrangère relèvent toujours de la conception d'ensemble de la structure de la société internationale qu'ils ont élaborée au cours de la deuxième guerre mondiale. Les plans, cotés américains étaient sans que les États-Unis aient envisagé comme puissance dominante à l'échelle mondiale. À partir de quoi les États-Unis allaient dorénavant se poser en « gardiens de la paix mondiale » car, comme le déclarait Harry Truman en octobre 1945, « nous avons appris une amère leçon, qui est que la faiblesse de notre grande République incite les hommes sans scrupules à menacer les fondements mêmes de la civilisation dans le monde entier ». Quant à savoir de quelle nature était la « civilisation » que les États-Unis se proposaient de préserver par la force, les événements ultérieurs allaient le montrer — quoique on ait déjà pu en trouver des exemples édifiants dans l'histoire des Philippines et de l'Amérique latine.

< Exercer un pouvoir incontesté > dans le monde

Mais il ne faudrait pas croire que ces événements aient sérieusement entamé le système de propagande instauré par les universités et les médias. Ainsi, au plus fort de la guerre du Vietnam, l'éditeur d'un « recueil de textes de chercheurs en sciences sociales épris de paix » pouvait expliquer dans sa préface que l'application des méthodes des sciences sociales au « jeu de la domination mondiale » allait améliorer les capacités de décision « des gouvernements et des législateurs de bonne volonté, comme ceux qui dirigent la politique étrangère des États-Unis et de nombreuses autres nations » (3). Les bilans rétrospectifs de la guerre du Vietnam dressés par les analystes libéraux, universitaires ou autres, ne s'écartent guère de ce dogme fondamental du système idéologique.

Les procès-verbaux des délibérations du Conseil des relations étrangères (4) entre 1939 et 1945 donnent un aperçu instructif de la vision que les Américains avaient alors du monde de l'après-guerre. Un mémorandum de 1944 esquissait les grandes lignes de la politique que les États-Unis se devaient d'adopter « dans un monde où ils entendent exercer un pouvoir incontesté ». Il définissait sommairement « les composantes d'une politique intégrée qui permettrait aux États-Unis d'asseoir leur suprématie économique et militaire sur l'ensemble du monde non allemand », c'est-à-dire tout l'hémisphère occidental, l'Empire britannique et l'Extrême-Orient.

Ce monde non allemand dominé par les États-Unis, auquel on devait donner plus tard le nom de « grande zone » (« Grand Area »), n'était pas considéré par le groupe comme plus souhaitable que l'instauration d'une économie mondiale, pas même comme un substitut entièrement satisfaisant (1941). Toutefois, il fallait que la « grande zone » se développe pour elle-même, en même temps que comme noyau à partir duquel devait constituer l'économie mondiale de l'après-guerre à laquelle on espérait que la défaite des puissances de l'Axe allait donner naissance. Plus spécifiquement, on espérait que « les institutions

ment aussi sur le plan culturel, à la dimension d'un satellite. L'Europe occidentale prise dans son ensemble a cédé aux États-Unis une part non négligeable de sa souveraineté, notamment par le biais de la pénétration économique. En Amérique latine, malgré la perte de Cuba, le contrôle impérial reste en général ferme et bien établi. Le Proche-Orient est instable, mais la majeure partie de ses ressources énergétiques sont aux mains de régimes-clients : les principales puissances militaires, Israël et l'Égypte, sont de plus en plus inféodées aux États-Unis, dont l'Irak demeure le fidèle allié. L'Indochine s'est séparée de la « grande zone », et les États-Unis dépensent une énergie considérable pour éviter que la contagion ne gagne d'autres « dominos ».

Mais, bien que le monde de 1976 ne corresponde pas exactement à la vision qu'en avaient les théoriciens des années 40, il n'en reste pas moins qu'il existe aujourd'hui quelque chose qui ressemble fort à leur « grande zone » étendue à l'Europe occidentale, au sein de laquelle les firmes américaines ont prospéré, les investissements étrangers s'étant multipliés par dix et qu'une économie globale intégrée s'est instaurée, contrôlée dans une large mesure par des sociétés multinationales ayant leur siège aux États-Unis.

Washington et Moscou contre un socialisme authentique

Dans les mémoires et les études du Conseil des relations étrangères et d'autres organismes représentatifs des élites régionales, la nécessité d'une planification globale répondant aux besoins de l'économie et des milieux d'affaires américains revient comme un thème constant et invariable. Il en va de même, en général, des rapports du Conseil national de sécurité et d'autres branches importantes de l'exécutif. Par contre, les considérations de ce genre sont régulièrement évacuées de l'historiographie universitaire, où l'on préfère mettre l'accent sur les grandes déclarations de principes, comme par exemple la prétendue fidélité des États-Unis aux « principes wilsoniens » de non-ingérence et d'autodétermination.

Il y a bien des historiens un peu plus réalistes que les autres pour relever le fait que c'est dans la rhétorique sur les pays situés au-delà du rideau de fer que ces principes s'expriment le plus clairement, alors qu'ils sont systématiquement foulés au pied par tout où prévaut la puissance américaine. Mais ce détail est alors présenté comme une « ironie du sort », car, bien entendu, ce ne sont pas de simples faits qui peuvent ébranler les dogmes fondamentaux de la religion d'État, tels que les formules le stérile séculier des intellectuels serviles.

Etant données la volonté des Américains de créer une économie mondiale dominée par les États-Unis et celle des Russes de maintenir au pouvoir des régimes-clients (ou « amis ») dans les pays conquis par l'armée rouge, il était plus ou moins inévitable que l'Europe finisse par évoluer en un système de colonies russes et de dominions américains. Pour les États-Unis, la solution optimale aurait été d'incorporer à la « grande zone » une Europe unie exclusivement préoccupée de sa « personnalité régionale ». Puisque c'est impossible, ils préférèrent une Europe divisée à une région indépendante et unifiée qui risquerait fort de devenir un véritable rival au sein du système global.

Il n'est donc pas étonnant que les velléités qu'avaient manifestées les Soviétiques dans les années 50 pour explorer la possibilité d'un système européen uni et indépendant aient été traitées par l'indifférence ou une fin de non recevoir : ainsi, par exemple, leur proposition de procéder à la réunification des deux Allemagnes en dehors du cadre de l'OTAN. De toute manière, il est peu probable que ces velléités aient eu des suites concrètes. La Russie soviétique vous à l'idée d'une Europe indépendante une antipathie aussi fondamentale que celle que lui portent les États-Unis, quelle que puisse être la structure politique et sociale de cette Europe unie. Le plus grand danger est d'ailleurs qu'elle se dole d'institutions authentiquement socialistes et forme une société libre, par exemple en instaurant la contrainte ouvrière sous un régime de libertés intellectuelles et culturelles et de démocratie politique et économique. Perspective qui réjouit au moins autant à l'U.R.S.S. qu'aux États-Unis.

Quand une société parvient à s'évader de la « grande zone » et que les États-Unis n'ont pas les moyens de l'y intégrer de force, ils chercheront à entraver comme ils pourront le développement de son économie. On s'occupe donc à un blocus ou à d'autres formes de

harcèlement des pays comme la Chine, Cuba, le Chili d'Attende et, aujourd'hui, l'Indochine, dans l'espoir que leur économie s'écroulera et qu'un régime dur et autoritaire s'installera au pouvoir. Les super-puissances sont unies dans la même crainte de voir apparaître quelque part un régime authentiquement socialiste, capable de servir de modèle à d'autres sociétés et de remporter ce que les théoriciens du Pentagone nomment des « succès idéologiques ».

La théorie des « dominos », du moins dans sa version réaliste, était en grande partie une rationalisation de cette crainte. Le Pentagone ne croyait pas vraiment que le Vietnam allait envahir la Thaïlande ou débarquer en Indonésie ou à San-Francisco. — Il s'agissait simplement d'histoires fabriquées de toutes pièces qui n'avaient d'autre objet que de terroriser l'opinion publique américaine. Par contre, et non sans raison d'ailleurs, il craignait que les nationalistes révolutionnaires d'Indochine ne favorisassent des progrès sociaux qui auraient pu paraître impressionnants à d'autres sociétés paysannes assaillies au modèle de développement dit « du goulis à goulte », qui détourne leurs ressources au profit du monde du capitalisme industriel.

(1) Ce texte est constitué de très larges extraits de la préface que le grand ingénieur américain a rédigée pour un ouvrage collectif à paraître prochainement aux éditions Maspéro. Les auteurs de cet ouvrage — Pierre Pélissier, André Fauriol et Jean-Pierre Vigier — analysent, notamment, les moyens par lesquels les États-Unis ont établi leur influence sur l'Europe occidentale et les perspectives qui s'ouvrent à eux dans une période de crise dont le terme ne saurait être entrevu par les premières indications d'une « reprise » qui ne semble pas devoir être durable.

(2) Henry A. Kissinger, *American Foreign Policy*, édition augmentée, Norton, New-York, 1974.

(3) Walter Lippmann (sous la direction de) : *Western Society Since 1945*, éd. Alternatives, Peace Research Society (International), Schenectady, Cambridge (Massachusetts), 1968.

(4) Citées par Lawrence H. Shoup dans « Shaping the Post War World », *The Insurgent Sociologist*, volume 4, printemps 1975. M. Shoup paraît être le premier chercheur à avoir entrepris une étude systématique et détaillée des délibérations du Conseil on Foreign Relations, un organisme consultatif formé d'experts extrêmement influents, calqué sur le modèle du Royal Institute of International Affairs britannique. Une caractéristique de la littérature universitaire (et cela n'a rien de surprenant) est d'ignorer complètement certains éléments qui jouent un rôle crucial dans la mise au point de notre actuelle politique étrangère, comme l'influence des intérêts des grands monopoles et de leurs représentants.

GROSPIRON
RAOULT GROSPIRON SUC

DEMÉNAGEMENTS
EMBALLAGE
GARDE-MEUBLES
EXPÉDITIONS

49, Rue de la Fédération XV^e
734-02-66

Dev. Administratifs

مكتبة الشامل

Il arrive parfois que les principes de base de la politique américaine — le maintien de l'ordre et de la stabilité — soient exprimés assez franchement. Ainsi, une étude, réalisée en 1955 sous l'égide de la Fondation Woodrow Wilson et de l'Association nationale de planification, situe le danger principal du communisme dans la transformation économique des pays communistes « suivant des modalités qui restreignent leur désir et leur capacité à jouer un rôle complémentaire par rapport aux économies industrielles des pays occidentaux ». Autrement dit, le danger réside dans le refus des pays en cause à jouer le rôle qui leur est assigné dans l'économie globale. P.S. encore, l'apparition d'un socialisme authentique pourrait bien faire passer des menaces sur l'ordre et la stabilité au sein même de la puissance impériale. Car il est possible, après tout, de soulever certaines questions sur l'usage et le contrôle des forces productives ou sur la redistribution des richesses dans une société où il reste encore beaucoup de sous-

alimentés chroniques. Pour des raisons idéologiques, l'U.R.S.S. ne peut tolérer l'apparition en Tchécoslovaquie de ferment socialiste infiniment plus dangereux que ne le serait, par exemple, un mouvement fasciste soutenu de l'étranger.

C'est la deuxième guerre mondiale qui a permis aux Etats-Unis d'organiser une « grande zone » étendue, et de se rapprocher, sans jamais véritablement l'atteindre, de son rêve d'une économie capitaliste à l'échelle planétaire. C'est elle aussi qui a mis fin à la grande dépression. Les mesures du New Deal n'y avaient pas suffi, même si elles avaient pu arrondir certains angles. Les administrateurs des grandes sociétés rassemblées à Washington pour prendre en main la gestion de l'économie de guerre ont appris quelque chose que les Allemands et les Japonais avaient compris sans avoir jamais lu Keynes : que la production massive d'armements, encouragée par l'Etat, peut résoudre, au moins provisoirement, une crise des institutions capitalistes.

faibles céderont le pas aux puissances monopolistiques : ce processus même droit à ce que l'hebdomadaire *Business Week* décrit comme un système de *Zaibatsu* : une poignée d'énormes conglomérats associés à un Etat fort. Pour garantir les investissements, l'Etat doit trouver un moyen de contourner les services et d'imposer de force une compression des salaires (ce qu'il fera par le biais de l'inflation si c'est l'unique recours qui lui reste).

L'attitude adoptée par le gouvernement fédéral dans la crise de la ville de New-York est fort instructive à cet égard. Contrairement à certains Etats, comme le Texas ou la Californie (qui ont bénéficié, eux, de la recherche spatiale et de la production d'armements stimulées par le gouvernement), la ville de New-York verse au gouvernement fédéral une masse d'impôts nettement supérieure au volume des services qu'elle reçoit en échange. Or le gouvernement fédéral ne fait montre d'aucune velléité de compenser ce déséquilibre : le président se borne à annoncer une intention fédérale pour soutenir les « services essentiels » — c'est-à-dire la police et le corps des pompiers. On ne sait jamais, après tout : accueillie au désespoir, la population de New-York serait bien capable de se mettre à piller la banque de Parsonage, senté et l'instruction publique ne sont pas considérées comme « essentielles », pas plus que la possibilité de trouver un travail gratifiant — ou du travail tout court. New-York s'effondre petit à petit, en même temps que le cours des obligations émises par la municipalité, et les charges des autres grandes villes vont augmenter en conséquence. Les grands monopoles et leurs représentants au gouvernement n'entendent pas, en effet, tolérer une diminution sérieuse du budget fédéral d'armements ; par contre, ils considèrent que les problèmes des services municipaux et des collectivités locales ne sont pas de leur ressort.

Aujourd'hui, on a largement admis la nécessité d'instituer une planification centrale sur une échelle beaucoup plus étendue que jadis. Puisque nous assistons à l'émergence d'un système de *Zaibatsu*, cela ne peut vouloir dire autre chose : que les gens qui contrôlent les institutions économiques centrales, et monopolisent par là même les fonctions de planification, useront de leur pouvoir pour manipuler d'une manière encore plus systématique l'exécutif d'Etat et l'utiliser à leur seul profit.

La crise que traversait avant la guerre les institutions capitalistes a abouti à la montée du fascisme dans une partie du monde industriel et

au renforcement des institutions capitalistes d'Etat dans le reste. La crise actuelle mène ce processus à un stade supérieur, surtout dans une société aussi atomisée et (c'est très important) aussi dépolitisée que la société américaine. Il n'existe pas aux Etats-Unis de partis réformistes de masse pour défendre les

droits des travailleurs et ceux de la « sous-classe » des sans-emploi. Ce qui pourrait entraîner (beaucoup le prévoient déjà) l'apparition d'une sorte de « fascisme bénin » — c'est-à-dire des structures institutionnelles de type fasciste, mais sans les excès de terreur de l'Etat policier.

Si la défaite indochinoise s'est indubitablement traduite par un net recul de la stratégie globale américaine, il serait faux de penser qu'elle lui a porté un coup fatal. Il s'agit simplement d'une aventure que se téméraire même condamnerait à éviter, qu'il faut effacer de l'histoire et d'oublier le plus vite possible afin que l'entreprise principale puisse reprendre son cours normal. Car les objectifs de cette entreprise — l'Europe, le Japon, le Proche-Orient — sont d'une tout autre importance que le sort d'une société paysanne perdue.

Un ordre stable favorable à la prospérité

quelque part au fin fond de l'Asie du Sud-Est, et c'est pour cette raison qu'il s'agit d'un ordre stable, et d'un ordre qui ne se voit pas à l'œil nu, mais qui est en fait juste à ce que l'on en revient à des perspectives un peu plus réalistes dans les affaires globales.

La « multipolarité » s'avère donc n'être rien de plus que la même mouture d'une doctrine déjà bien familière. Les Etats-Unis vont s'efforcer de mettre sur pied une économie globale organisée de manière à satisfaire les besoins du capitalisme international dont ils restent la base principale. La concentration économique va se poursuivre, et l'Etat se mettra de plus en plus au service de ses exigences, à l'intérieur comme à l'extérieur.

A l'intérieur, les forces qui s'y opposent sont faibles et dispersées, généralement bien tenues en main. Les Etats-Unis sont toujours à même d'imposer à l'ordre mondial la structure qui leur convient, structure au sein de laquelle ils permettent à leurs alliés européens de continuer à gérer leur entreprise « régionale », à condition de ne pas outrepasser les limites que leur a fixées la seule vraie puissance mondiale. Les associations subalternes de la détente doivent contribuer au maintien de l'ordre international de la manière qui leur est prescrite ; en échange de quoi les Etats-Unis leur abandonnent la charge de régler leurs problèmes intérieurs, quitte à faire leur main-forte si le besoin s'en fait sentir. Le monde de la prochaine génération ne devrait pas différer sensiblement de ce qu'il était jusqu'à maintenant.

Au moment où la guerre du Vietnam touchait à sa fin, on a vu se manifester un émoi certain en face des perturbations qui ambulaient imminentes. La presse économique américaine discutait des problèmes avec une franchise inaccoutumée.

Ainsi, dans son éditorial du 7 avril 1975, l'hebdomadaire *Business Week* parlait des « terribles bévues de notre politique étrangère dont le pays est en train de subir les conséquences », et constatait avec inquiétude « l'apparente impuissance du président Ford et du secrétaire d'Etat Henry Kissinger face à un désordre mondial grandissant ». Le même éditorial décrivait ensuite, succinctement, et avec beaucoup de justesse, « la structure économique internationale au sein de laquelle les firmes américaines ont prospéré depuis la fin de la seconde guerre mondiale », structure qui est aujourd'hui « mise en péril » :

« Alimentée à ses débuts par les dollars du plan Marshall, l'entreprise américaine a prospéré et s'est agrandie en tirant principalement sur les commandes étrangères, malgré la « guerre froide », malgré la décolonisation, malgré la création de nouvelles nations militantes et souvent anticapitalistes. Aussi négatif que pouvait être tel ou tel phénomène, le « parapluie » de la puissance américaine parvenait toujours à le contenir (...). La progression des firmes multinationales n'était que l'expression économique de la structuration politique du monde de l'après-guerre. »

Mais, à présent, « cet ordre mondial stable et si propice aux opérations commerciales est en voie d'écroulement ».

L'éditorial passe alors en revue certains des problèmes qui concourent à le détruire. « Même en Europe occidentale — qui constitue la clef

de voûte de l'ordre international édifié par les Etats-Unis — la stabilité est de plus en plus menacée ; il s'agit, évidemment, d'une allusion au manque de coopération manifesté par les pays européens au moment de la crise du pétrole. On pouvait également craindre, à l'époque, que « le mal qui ronge le Portugal ne contaminât l'Espagne ». A cette série de « coups de massue » venait s'ajouter un problème potentiel : celui qui surgissait « si le Japon ne pouvait continuer à écouler le tiers de sa production en Asie du Sud-Est ».

Mais les auteurs ne vont pas jusqu'à dire, à ce propos, qu'un des objectifs majeurs de l'intervention américaine au Vietnam fut, précisément, dès le départ, d'assurer au Japon le libre accès aux marchés du Sud-Est asiatique, de sorte qu'il ne soit pas tenté de se montrer « plus accommodant » à l'égard de la Chine communiste. Et le Congrès ne faisait que poser un problème supplémentaire par son refus de comprendre ce que M. Kissinger appelle « les relations normales entre l'exécutif et le législatif » — autrement dit, son refus de laisser la bride sur le cou à l'exécutif pour tout ce qui concernait la gestion globale.

Ces craintes n'étaient guère fondées. Ce serait bien mal comprendre le système politique américain que de penser que le Congrès pourrait adopter une attitude de nature à saper dans ses fondements « la structure économique internationale au sein de laquelle les firmes américaines » ont « prospéré ». D'entraver de quelque manière que ce soit la puissance américaine, qui doit être toujours prête à se déployer pour « contenir les phénomènes négatifs ». Une fois le premier choc passé, le Congrès se montrera aussi coopératif qu'il l'a toujours été. Il ne saurait en être autrement, étant donnée la répartition du pouvoir au sein de la société américaine.

Le monde n'est pas devenu ingouvernable à la suite des échecs subis par les Etats-Unis en Asie du Sud-Est. L'ordre mondial stable si propice aux opérations commerciales n'est pas en voie d'écroulement. D'immenses réserves de puissance économique et militaire sont là pour sauvegarder les intérêts des milieux d'affaires américains dans le monde entier (5), malgré les périls qui menacent de toute part l'ordre et la « civilisation ».

NOAM CHOMSKY.

(5) Chomsky utilise en anglais la formule « to make the world safe for American business », parodiant de la formule du président Wilson « to make the world safe for democracy ».

D'énormes conglomérats associés à un Etat fort

programme spatial fantasmagorique et absolument inutile. Dans le même temps, la production des biens utiles était graduellement transférée en d'autres lieux de la « grande zone » où les salaires étaient plus bas, les problèmes « secondaires » (comme la pollution) plus faciles à ignorer, et la force de travail plus aisément contrôlable.

Aux Etats-Unis, cela entraînait, parmi d'autres conséquences, une détérioration inexorable de la base matérielle indispensable à la bonne marche d'une société industrielle ; ainsi, par exemple, du déclin progressif de l'industrie des machines-outils. En même temps, l'aide accordée par le gouvernement à l'« agri-business » et à la mécanisation agricole aboutissait à un phénomène massif d'exode rural. Dans une économie réglée sur une production à haute technologie, cette « immigration de l'intérieur » ne pouvait être absorbée comme l'avaient été précédemment les vagues successives d'immigrants venus d'Europe. Les conséquences durables en sont le problème racial, qui affecte toujours les zones urbaines, et la crise gé-

ralisée des villes, qui doivent fournir des services mais ne peuvent offrir des emplois.

La presse économique nous en avertit constamment, les Etats-Unis souffrent d'une grave crise de liquidité. Le gouvernement fédéral dispose de capitaux gigantesques, dont une bonne partie est allégrement engloutie dans des entreprises hasardeuses qui visent au maintien « de nos responsabilités et de nos intérêts globaux », comme en Asie du Sud-Est. Les grandes sociétés sont accablées de dettes et commencent à se ressentir du manque de capitaux à investir. Tout cela aura fatalement pour conséquence une accélération du processus de concentration industrielle, au fur et à mesure que les secteurs les plus

UNION SOVIÉTIQUE

Critiqué à l'Ouest et par les contestataires de l'Est

Le bilan de la « détente » au cœur de nouvelles polémiques

La « détente » a fini par engendrer à l'Ouest un certain sentiment de désillusion qui apparaît notamment à l'occasion de la campagne électorale aux Etats-Unis. Plusieurs candidats à l'investiture, par exemple MM. Reagan chez les démocrates, accusent l'administration en place d'avoir capitulé devant les Soviétiques. Ils répondent à une inquiétude diffuse lorsqu'ils promettent de mettre fin au recul de l'Occident. Un sentiment comparable est perceptible dans certains milieux dirigeants d'Europe orientale : les communistes les plus militants reprochent à leurs leaders de ne pas profiter, autant qu'ils pourraient le faire, de la crise économique et morale qui frappe le monde capitaliste depuis plusieurs années.

A l'Ouest, un document a permis de cristalliser le malaise. Il s'agit de l'exposé fait en décembre dernier par M. Sonnenfeldt devant les ambassadeurs américains en Europe réunis à Londres. Sans doute le conseiller de M. Kissinger se serait-il exprimé autrement s'il avait su que le contenu de son rapport serait divulgué. En faisant quelques constatations qui peuvent paraître banales, il va à contre-courant des aspirations d'une partie de l'opinion. Qui peut aller pourtant que l'Union soviétique soit devenue et doit apparemment rester pendant une période indéterminée une superpuissance dont l'influence est reconnue en Europe orientale ? C'est à partir de cette réalité que le secrétaire d'Etat construit sa politique. Son conseiller souhaite alors « une évolution susceptible d'institutionnaliser les relations entre l'Europe orientale et l'Union soviétique ».

Une telle appréciation ne pouvait que choquer des millions de citoyens américains originaires de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, qui n'ont pas abandonné l'espoir d'assister à l'effacement des régimes imposés après la guerre aux pays d'Europe de l'Est. Ils retiennent de l'exposé de M. Sonnenfeldt ce qui les scandalise et oublient la justification qui en est donnée : « Répondre aux aspirations croissantes de l'Europe orientale à une existence plus autonome au sein d'une zone de forte influence géopolitique soviétique. » Il faut donc éviter les « excès de zèle » qui provoquent des résultats contraires à l'objectif visé.

La thèse de M. Sonnenfeldt a au moins le mérite de rendre compte non de tout ce qui a été dit, mais de ce qui s'est fait depuis trois décennies.

Au début des années 50, les hommes politiques américains se partageaient en deux écoles en ce qui concerne la conduite à tenir à l'égard de l'U.R.S.S.

Les uns disaient avec George Kennan qu'il importait avant tout d'empêcher une nouvelle expansion de l'Union soviétique. C'était la doctrine de l'« endiguement », qui trouva son illustration lors de la guerre de Corée. Le président Truman engagea de longues opérations militaires avec pour seul résultat, mais c'était pour lui ce qui comptait, de ramener les Nord-Coréens à leur point de départ. Le pont aérien organisé pour annuler les effets du blocus de Berlin-Ouest décidé par Staline constituait une autre application de la doctrine de l'« endiguement ».

A cette époque, des républicains, alors dans l'opposition, fustigeaient la propagande pour une autre doctrine défendue par Burnham, celle du « refoulement ». Le partage admis à Yalta était immoral ; il fallait obliger les Soviétiques à abandonner ce qu'ils avaient conquis. Cette doctrine inspira des discours tonitruants mais, une fois parvenus au pouvoir, les hommes d'Etat qui en chantaient les vertus se gardèrent bien de la mettre en pratique. Le décalage apparut vite entre une propagande qui annonçait de prochaines libérations et une politique beaucoup plus mesurée. L'expérience de 1956 est instructive. Les Polonais et les Hongrois s'étaient révoltés contre les gouvernements staliniens en place, mais ne bénéficièrent pas des concours qui avaient été inconditionnellement promis aux révoltés. Les grands Etats ne voulaient absolument pas passer de la « guerre froide » à la guerre thermonucléaire.

La cause devait être entendue. D'ailleurs quand, en 1968, les Tchécoslovaques essayèrent de donner un « visage humain » au socialisme, ils ne firent jamais entrer en ligne de compte une intervention des « démocrates bourgeois ». Seuls les Soviétiques affirmèrent, pour justifier l'action des troupes du pacte de Varsovie, que les imperialistes s'apprêtaient à détruire le socialisme à Prague.

De ces précédents de 1956 et 1968, on ne peut guère tirer que des leçons négatives. Le premier à montrer que, à moins de provoquer une épreuve de force aux conséquences redoutables pour l'humanité entière, les Occidentaux ne pouvaient modifier l'ordre établi à l'Est, ils n'ont pas pris directement part aux changements enregistrés dans cette région au détriment

de l'U.R.S.S. ; ils ont donné un appui à la Yougoslavie lorsque le schisme a été consommé, mais ils n'avaient pas été mêlés à la querelle Tito-Staline.

Le second cas, celui de 1969, prouve que, contrairement à certains espoirs, la « détente » internationale ne provoque pas nécessairement la détente à l'intérieur du camp socialiste. Les dirigeants soviétiques ont même affirmé à maintes reprises que la coopération avec le monde capitaliste exigeait un surcroît de vigilance. Ceci explique dans une certaine mesure la désillusion d'une partie de l'opinion publique.

Le malaise est d'autant plus aigu que beaucoup ont eu depuis un an le sentiment que le communisme inter-

Par BERNARD FERON

national étendait son empire. Il y eut en Indochine la déroute des protégés des Etats-Unis. L'Angola est considéré comme une nouvelle démocratie populaire. L'an dernier, de nombreux Américains croyaient que M. Cunhal allait conquérir le Portugal. Ils redoutaient de voir une partie de l'Europe occidentale, l'Italie demain peut-être, l'Espagne et la France après-demain, passer sous le contrôle des « rouges ». Les milieux informés font sans doute une distinction entre M. Berlinguer et M. Rusak par exemple, mais au bout du compte un succès des communistes « libéraux » servirait à leur point de vue, un désastre. M. Kissinger disait en décembre aux ambassadeurs américains en Europe : il importe peu que tel parti salue ou non la ligne de Moscou, « ce n'est pas uniquement parce que Cunhal est stalinien que nous sommes contre une telle évolution au Portugal ; même l'impact d'un parti communiste italien qui a offert l'apparence de gouverner de façon efficace serait désastreux pour la France et dans l'OTAN aussi ».

Le secrétaire d'Etat s'en tient à une politique qui a également la faveur d'une partie de la direction soviétique. Il faut maintenir le statu quo et organiser la coopération nécessaire de superpuissance à superpuissance ou de bloc à bloc. Les gouvernements en place à Washington et à Moscou ont le même intérêt à conserver l'état de choses dans la zone de l'autre superpuissance — en Europe — pour n'être

pas troublés dans leur propre zone. Ce n'est pas une nouveauté : on s'est déjà rendu compte lors de la campagne pour l'élection présidentielle en France que le Kremlin ne souhaitait guère la victoire de l'union de la gauche. Et il a suivi avec quelque appréhension les progrès du P.C. italien, qui, s'ils se confirmaient, risquaient de bouleverser toutes les règles du jeu.

Mais, aux Etats-Unis, M. Kissinger doit rendre des comptes à un public mal préparé à suivre sa diplomatie des « petites pas ». Il attache la plus grande importance à des accords de désarmement dont la complexité rebute une opinion très sensibilisée par les informations qui font état d'un renforcement constant de l'armée et de la marine soviétiques. Le secrétaire d'Etat a même été accusé d'avoir, par excès de confiance en soi ou par défaut de compétence, fait aux Soviétiques des concessions dangereuses. En cette période présélectorale, les critiques ne s'embarassent pas trop des subtilités d'une stratégie fondée sur l'équilibre nucléaire.

Soljenitsyne apporte sa caution puissante à ceux qui dénoncent les méfaits de l'apaisement. Rappelons — vous, bien sûr, le savez — qu'il a répété : « Avec Sakharov, il reproche à l'Occident de n'avoir pas su profiter de ses succès pour obliger les dirigeants du Kremlin à céder. L'U.R.S.S. a besoin d'une aide technique et économique. En échange de matériel, de crédits, il faut exiger de son gouvernement qu'il respecte tous les droits de l'homme, dit le prix Nobel de la paix. Quand l'U.R.S.S. se sera enrichie au détriment de l'Ouest capitaliste, elle n'aura plus à offrir quoi que ce soit puisqu'elle n'aura plus rien à demander. L'académicien, qui, en 1968, croyait encore à la convergence des deux systèmes, redoute maintenant que les contestataires soviétiques ne fassent les frais de la « détente ».

Ses craintes ne sont pas tout à fait irréelles. Dans son livre sur la vie quotidienne des Russes, M. Edvard Smith, ancien correspondant du *New York Times* à Moscou (1), montre comment le gouvernement soviétique sautait à la multiplication des contacts avec l'étranger pour réduire la dissidence à l'intérieur. Les membres de l'intelligentsia ont de plus en plus l'occasion de voyager, mais, pour

obtenir le visa de sortie ou pour être nommés dans une délégation, ils doivent faire preuve d'un loyalisme total. Dans l'espoir de faire le déplacement dont ils rêvent, ils laissent leurs descendants s'isoler en ont. Par un mélange de répression et de récompenses, les autorités étouffent le mouvement de contestation. Ainsi Sakharov est-il actuellement plus isolé dans son pays qu'il ne le fut dans le passé.

Le bilan n'est cependant pas complètement négatif. La répression est réelle, mais tempérée par la nécessité de ne pas faire trop de bruit. Le Kremlin se soucierait-il autant d'élever les standards s'il ne recherchait les crédits de l'Occident ? Aurait-il accordé à une centaine de milliers de juifs l'autorisation d'émigrer s'il n'avait été engagé dans une série de négociations avec Washington ? L'insouciance prônée par le sénateur Jackson aurait-elle permis d'obtenir davantage ?

Au début de 1975, le Kremlin a renoncé à l'application du traité de commerce soviéto-américain parce qu'il ne voulait pas se soumettre — pour l'émigration des juifs — au jugement du Congrès. Le gouvernement est sûr d'avoir l'appui de la majorité de la population quand il se fait le champion de la fierté nationale. Sa réaction était prévisible. Mais, trop souvent, ceux qui distribuent des recommandations et mènent en demeure sur la politique à suivre à l'égard de l'U.R.S.S. ignorent tout, ou à peu près tout, de la mentalité des habitants de ce pays.

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

présente une

Sélection hebdomadaire

ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien.

Numéro spécimen sur demande.

(1) Les Russes : la vie de tous les jours en Union soviétique, Ed. Pierre Belfond, Paris, 1976.

« **Crise** »
économique
« **crise** »
des démocraties

LA NOUVELLE IDÉOLOGIE

LA recetté est fort ancienne : un gouvernement impuissant résoudre les problèmes qui lui sont posés ne saurait évidemment avouer son incapacité ; il se doit d'en rendre responsables les individus, les groupes, les courants de pensée qui, toujours, sont conceptions et ses méthodes, les temps, les événements qui ont agité le gouvernement — de gouverner efficacement. Il se voit donc contraint de renforcer l'autorité dont il dispose.

« Au cours de la dernière décennie, nous sommes allés trop loin en définissant l'autorité, en la confiant à tous les ordres — importants et mineurs — réels et imaginaires. Le résultat est qu'il est aujourd'hui devenu très difficile pour quiconque de gouverner ce pays. » Ainsi s'exprime Samuel P. Huntington, professeur à Harvard, conseiller du gouvernement (1). Ce qui le préoccupe, c'est la dégradation de la notion d'autorité — « réels » et « importants », mais la dénégation qui en est faite.

Le pays dont parle S. Huntington, c'est évidemment les Etats-Unis. Mais, dans toutes les capitales européennes, des confidences analogues sont formulées par des ministres en exercice ou par des hommes proches du pouvoir. Tel est le cas à Londres, et surtout à Bonn. On croit que le chancelier allemand a bon à gouverner vraiment, mais aussi à Bonu et un gouvernement qui, mieux que d'autres, parvient à maîtriser la crise économique et s'en autorise, au besoin, pour faire la leçon à ses partenaires de la C.E.E. mesure néanmoins à chaque élection le déclin de la faveur publique. Tel est encore le cas, bien entendu, à Paris, où la majorité s'alarme non seulement par les progrès de l'opposition mais aussi par ses gains d'adhésion. Internet.

Le même phénomène atteignait tous les pays d'Occident, il paraissait naturel que les hommes au pouvoir et leurs conseillers mettent une certaine obstination à en rechercher les causes véritables. Mais ils préférèrent se comporter peu ou prou comme le professeur Huntington qui voit d'abord dans les guerres de l'après-guerre le résultat d'un abaissement des intolérables *déficits* lancés à une autorité dont nul ne saurait pourtant contester la lucidité, la compétence et le courage politique. Les gouvernements ne sont ni responsables ni coupables de leurs propres échecs, dont la faute inouïe procède principalement à des forces maléfiques, à des forces obscures, à des forces perverses, à des projets les plus généreux et les mieux conçus.

A travers toute l'acrimonie, ou parfois la bargne, mise à dénoncer ces sombres complots, perçe parfois, malgré tout, une tentative d'explication politique : « Pour être élu président, il faut mettre sur pied une coalition. (...) Pour gouverner le pays, vous avez besoin d'une coalition tout à fait différente. » Ces deux phrases ne visent pas le président Giscard d'Estaing dont les ré-

formes — abaissement de la majorité, libéralisation de la législation sur l'avortement — n'ont pourtant pas vu le jour que grâce aux voix de l'opposition, alors que ses autres projets — réforme fiscale, réforme de l'encadrement — sont contestés d'abord dans sa propre majorité électorale. Non, la remarque est due, une fois de plus, au professeur Huntington, principal théoricien d'un néo-conservatisme, qui songe non seulement au président Ford, dont nul ne sait encore s'il dispose d'une majorité électorale, mais aussi à ses prédécesseurs à la Maison Blanche.

L'une des principales causes du malaise réside pourtant là : conduite sans rigueur aucune, la compétition électorale porte les candidats à multiplier des promesses contradictoires que, de toute évidence, ils ne pourront tenir. Pour conquérir le pouvoir, ils s'engagent à satisfaire tous les intérêts sociaux, cadres supérieurs et petits salariés, jeunes et vieux... — bien incapables de constituer l'assise d'une harmonieuse majorité de gouvernement. Ce démagogique rocalage de suffrages souvent antagonistes fonctionnait tant bien que mal dans des sociétés homogènes, mais il est devenu impossible aujourd'hui. Mais les sociétés qui ont connu de brutales mutations économiques, sociales, culturelles, et qui voient s'exaspérer les contradictions d'intérêts, appellent des réformes profondes que des « majorités » aussi hétérogènes, dépourvues d'une définition de l'intérêt général, sont incapables de réaliser.

Dans une société « en miettes », une stratégie électorale tous azimuts ne peut fonctionner qu'une « majorité » numériquement faible et fragile dans sa cohésion. Divisée sur les solutions à apporter aux problèmes les plus pressants, elle s'affirme plus volontiers un « parti unique » que l'expression d'un consensus, qu'il convient de tenir en échec par un reportisme de plus en plus affirmé.

Deux boucs-émissaires

POUR expliquer leurs difficultés à mettre en œuvre les grandes transformations annoncées en période électorale, mais peu prisées par certains groupes d'intérêts qui les soutiennent, les hommes au pouvoir — Richard Nixon en fut un exemple éloquent, — rejettent le blâme sur deux boucs émissaires :

— **Les opposants** : il est en effet plus facile de maintenir ou de regrouper une majorité contre un adversaire auquel on attribue les pires intentions que pour un programme de transformation sociale qui, visant l'intérêt général, suppose nécessairement des sacrifices de la part des groupes privilégiés. Dès lors, l'action du gouvernement, tout comme la campagne électorale elle-même, devient essentiellement un exer-

cide de relations publiques ; l'action psychologique prime l'action proprement politique et économique ; on gouverne moins par actes que par signes et par symboles. Les efforts sont dirigés moins vers les problèmes concrets que contre l'opposition et les solutions qu'elle préconise. Dans ce jeu puéril, les véritables problèmes de l'Etat disparaissent, les véritables problèmes de la vie disparaissent. Les deux camps ou paraissent régressés dans le second plan. Des groupes de minoritaires, des groupes de minoritaires qu'on appelle « officineurs », trouvent une incitation à recourir à des méthodes illégales. Ils offrent ainsi à l'autorité l'occasion de brandir le slogan *law and order*, puis de prendre des mesures soit illégales (c'est le cas du *Watergate*), soit tout au moins légalement mais qui ont une apparence de démagogie, comme la loi sur la proximité des écoles, la loi sur les armes, la loi sur les secours à domicile, la loi sur les secours à l'Allemagne fédérale) (2) ;

— Les institutions : les inefficacités des hommes au pouvoir, les problèmes de l'incorruptibilité de la majorité qui les soutient, découlent nécessairement de l'inadéquation des structures aux problèmes des sociétés modernes. Il convient donc de renforcer — en droit ou de fait — les pouvoirs — dont il dispose, notamment pour assurer le maintien de l'ordre : augmentation des effectifs policiers, perfectionnement de l'arsenal scientifique de répression, prolongation de la garde à vue, restriction, comme en Allemagne, des droits de la défense. Parallèlement, il faut renforcer les institutions politiques, mais aussi d'institutions telles que l'Eglise (elle faillit à sa mission et intervient dans des domaines qui ne sont pas de son ressort), l'armée (elle perd le sens de la discipline), l'Université (elle se politise), la justice (elle se bureaucratise), le travail, l'administration (elle se sclérose, abuse de ses pouvoirs, se syndicalise, répond mal aux innovations qui lui sont données), etc.

Si certe « dégradation » est patente, ses causes restent mystérieuses. Elle ne peut s'expliquer que par l'action subversive, et, en tout cas, les gouvernements responsables sont innocents d'une telle détérioration d'un des piliers du régime. Ils ont subi, au lieu de l'aide de la société, les n'ont jamais sollicités l'autorité spirituelle, jamais imposé à l'armée d'impossibles missions, sources de malaise et de rancœurs; ils ont toujours prévu en temps utile l'évolution de l'enseignement, toujours respecté l'indépendance et l'impartialité de la justice, toujours traité l'administration comme il convenait...

Et pourtant la texture sociale se relâche. Il devient de plus en plus difficile de réaliser un consensus et donc de gouverner efficacement. Les auteurs de *The Crisis of Democracy* laissent percer leur nostalgie de la belle époque de la guerre mondiale et de la « guerre froide », où il était relativement facile de créer un consensus par la mobilisa-

« Une Suisse au-dessus de tout soupçon », de Jean Ziegler

LA FORME LA PLUS ACHEVÉE DE SOCIÉTÉ CAPITALISTE

La violence peut être sans clameur, le pillage sans soldats et l'injustice couverte par l'honorabilité. Parce qu'elle est aujourd'hui passée maître dans l'usage de ces nouvelles techniques de domination, la Suisse est en avance sur son temps. Elle est même, en ce domaine, la première. Elle a inventé l'organisation rationalisée, aseptisée du capitalisme où le pouvoir se fonde sur l'usage de dissuasion plus que sur la force, où il se camoufle derrière des « fondés » (de pouvoir) qui séduisent, convainquent, entraînent. Elle a inventé les guerres économiques, les chars dans les rues de villes vitales. Le pouvoir invisible des comptes sera le grand pouvoir des machines abstraites de demain. C'est dire l'importance de l'analyse clinique de Jean Ziegler (1) : elle nous fait saisir la portée véritable de la puissance de la Suisse et de son rôle dans la structure complexe et mou-

Quelques chiffres expriment ce pouvoir : six millions d'habitants, dix millions de comptes en banque, quatre mille banques dont cinq contrôlent un bilan supérieur au produit national brut du pays. A Lugano, ville de vingt-cinq mille habitants, il y a trois cents banques et 15 milliards de francs déposés !

Mais la Suisse, montre Jean Ziegler, n'est pas que cela. C'est aussi un pays dont le bilan commercial avec le tiers monde est excédentaire de 86 milliards de francs, un pays qui a deux fois plus d'avoirs à l'étranger (166 milliards) qu'il n'y a d'avoirs étrangers dans ses banques. Un pays tout entier tourné

• Par JACQUES ATTALI *

vers le recyclage rentable des fonds qui viennent s'y refaire une virginité par le biais de ses firmes ou des firmes qui ont des filiales. Un pays où l'imbrication entre le pouvoir d'Etat et le pouvoir du capital est partout, au point où l'on ne sait plus qui supporte l'autre, qui fonde l'autre, qui sert l'autre.

JEAN ZIEGLER décrit avec une minutie passionnante la fonction de ce pouvoir, la récupération et la circulation des élites politiques par les grandes instances financières. Le plus intéressant lieu de convergence me semble être le « département du commerce », fer de lance de l'administration économique internationale suisse, dont les similitudes

* Directeur de l'Institut de recherche et d'information socio-économique.

de comportement avec un commerce d'Etat sont considérables, sinon que, dans son rôle d'organisation des échanges extérieurs, elle est dominée par quelques grandes firmes pesant dans les moindres détails sur ses décisions. Le livre de J. Ziegler est à la fois brutal et lucide. Il est surtout remarquable de considérer seulement la Suisse comme le « cerveau du monstre », simple relais dans une hiérarchie pyramidale du capitalisme mondial inscrit dans une logique d'ensemble où la révolution serait particulièrement significative. On se sent coupé sous le couvert de la démocratie la plus traditionnelle, la plus bonhomme; elle est la forme la plus achevée de société capitaliste, tel qu'on peut prévoir que deviendront les pays occidentaux dans vingt ans, au mieux.

Un pays sans beaucoup d'industrie lourde, où s'annonce la technologie et

la conception de ce qui est produit ailleurs au profit de capitalistes suisses. Un lieu où viennent s'accumuler les compétences et les institutions financières, où se développe une rente par la production et la manipulation de signes comptables, où la violence interne et externe a pris une forme symbolique. Une violence propre, clinique. Comme on commence à l'observer dans les formes modernes de politique ou d'écoute sociale.

Un tel lieu de concentration du savoir et de la technologie est un obstacle majeur à tout tentative d'indépendance efficace pour les pays qui n'ayant pas atteint ce niveau de développement, la Suisse est devenue la forme moderne du développement inégal. Qu'il s'agisse des pays du tiers monde, mis en coupe réglée par des grandes firmes dont le dshonneur tache l'emblème de la Croix-Rouge. Ou des pays voisins de la Suisse dont le patrimoine se réfugie dans ses coffres. Quand, selon les estimations les moins incertaines (mais encore, à mon avis, trop approximatives), 400 milliards de francs suisses se trouvent dans les banques suisses, le problème n'est pas seulement d'empêcher la fuite des capitaux. Il est de les faire rentrer. Ce 400 milliards sont la production de quatre mois, le dixième du patrimoine national. On me pardonnera de ne pas entrer ici dans plus de détails : des mesures techniques et judiciaires peuvent être prises. Les révéler serait les rendre obscures : le secret est une arme que les banquiers ne sont plus les seuls à utiliser.

Enfin, il y a dans le livre de Ziegler un acte d'espérance un peu fou et qui peut être pour un sociologue l'aspect le plus passionnant de sa recherche.

Il parle, en fait, non pas de son pays, mais à son pays, avec un courage admirable et avec, au bout du compte, beaucoup d'amour pour ce qu'il veut devenir. Car, enfin, qui oserait écrire : « Une Allemagne » ou « Une France au-dessus de tout soupçon » ? On y verrait sans doute au bout du compte que la violence n'y serait pas que symbolique. On trouverait, derrière la même collusion des pouvoirs publics privés, derrière le même pillage cynique et méthodique du tiers monde, derrière la même complexité des réseaux de pouvoirs et de argent, beaucoup plus de sang et autant d'urgence d'un changement radical.

(1) *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, de Jean Ziegler, édité du Seuil, coll. « Combats », Paris, 1978, 102 p., 24 fr.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

CHILI
(8 mars 1976)

Président de la République : général Pinochet ; ministre de l'intérieur : général Pinochet ; ministre de la justice : général Pinochet ; ministre des affaires étrangères : vice-amiral Patricio Carvajal Prado ; défense nationale : général Herman Brady Roche ; économie, développement, recouvrement : général Sergio de Castro Spilhaus ; finances : M. Jorge Cauas Lama ; éducation : contre-amiral Arturo Trodanoz Durach ; justice : M. Juan Antonio Rodríguez ; affaires sociales : M. Hugo Leon Puelma ; agriculture : général Tucapel Valdivia Rezzon ; terres : général Mario Mac-Kay Farcaschewski ; travail et prévoyance sociale : M. Sergio Fernandez Fernandez ; santé publique : général Fernando Matthei ; culture : général Fernando Matthei ; sports : général Fernando Matthei ; médias : général Fernando Matthei ; religion : général Fernando Matthei ; autres : général Fernando Matthei ;

[illegible]

pêcheries : *M. Frederick Peart* ; emploi :
M. Albert Booth ; commerce : *M. Edmund
Dell* ; affaires sociales : *M. David Ennals* ;
chancelier du duché de Lancaster :
M. Harold Lyster ; lord du sceau privé :
Lord Shepherd ; éducation et sciences :
M. Frederick Mulley ; développement :
M. Reginald Prentice ; plan et adminis-
tration locale : *M. John Silk*.

KAMPŪCHA
(14 avril 1976)

Président du préidium : *M. Khieu Samphan* ; premier vice-président : *M. So Phim* ; deuxième vice-président : *M. Nhtim Ros* ; premiers ministres : *M. Pol Pot* ; vice-premiers ministres : *MM. Ieng Sary* (chargé des affaires étrangères), *Von Vet* (chargé de l'économie) et *Sen Sam* (chargé de la défense nationale) ; information et propagande : *M. Nu Hm* ; santé : *M. Thiounn Tholoun* ; affaires sociales : *Mme Ieng Thirith* ; travaux publics : *M. Toch Phoeun* ; culture, éducation et enseignement : *Mme Yun Yut*.

Sr Oon Kee Hui; santé : M Tan Sri Lee Sook Yew; bien-être social : M Puan Huiyah Aishah binti Hafiz Abdul Ghani; culture, jeunesse et sports : M Datuk Abdul Halim Ali; Affaires indiennes : M Datuk Amar Hafiz Abdul Taib bin Mahmud; gouvernement local et territorial : M Tan Sri Puan Hui Hassan Ali; Agriculture : M Tan Sri Puan Hui Hassan Ali; développement des villages : M Enock Michael Chen Wing Sum; communications : M Tan Sri Y. V. R. Subramaniam; transports : M Tan Sri Y. V. R. Subramaniam; affaires publiques : M Datuk Abdul Hafiz Abdul Ghani; Affaires étrangères : M Tengku Datuk Ahmad Ethasdeen Ali Haf bin Tan Sri.

À 30 avril, le titulaire du portefeuille de l'agriculture n'avait toujours pas été

REPUBLIQUE MALGACHE
(11 janvier 1978)

Premier ministre, ministre de la défense nationale, commandant en chef des armées : **M. Jacques Ratsiraha** ; ministre de l'intérieur : **Hautenontolaino Jaoana Mampela** ; ministre du travail : **M. Jean-Jacques Ratsiraha** ; ministre de l'économie : **M. Andréantiana Rakotonosoa** ; ministre de l'éducation : **M. Marius Randrianjato** ; postes et télécommunications : **M. Andréantiana Rakotonosoa** ; agriculture : **M. Jean-Jacques Ratsiraha** ; la République, chargé de l'information, de l'orientation idéologique et des recherches : **M. Jean-Jacques Ratsiraha** ; affaires étrangères : **M. Marius Randrianjato** ; finances et plan : **M. Nandimania Rakotonosoa** ; affaires sociales : **M. Célestin Radio** ; éducation : **M. Nandimania Rakotonosoa** ; développement urbain : **M. Nandimania Rakotonosoa** ; recherche scientifique : **M. Pierre Rakotonosoa** ; santé : **M. Jean-Jacques Ratsiraha** ; transports, ravitaillement et tourisme : **M. Evariste Ratsiraha** ; condition sociale : **M. Georges Thomas** ; jeunesse : **M. Richard Thomas Rami** ; culture : **M. Georges Thomas** ; étrangers : **M. Jean Benjamin Ramilison** ; la République : **M. Gaston**.

Calendrier des fêtes nationales

17 NORVEGE	16-31 MAI	Fête de la Constitution
25 ARGENTINE		Fête nationale (anniversaire de la révol. de 1810)
28 JORDANIE		Fête de l'indépendance
27 AFGHANISTAN		Fête de l'indépendance
31 AFRIQUE DU SUD		Fête nationale
1 TUNISIE	1-15 JUIN	Fête nationale
2 ITALIE		Anniversaire de la République
4 TONGA		Fête nationale
12 PHILIPPINES		Anniversaire de la proclamation de l'indépendance
13 GRANDE-BRETAGNE		Fête nationale

GRANDE-BRETAGNE
(8 avril 1976)

Premier ministre : **M. James Callaghan** ;
président du conseil : vice-premier
ministre : **M. Anthony Brown** ;
chancelier (Justice et Chanciers des lords) :
Lord Clement-Jones ; intérieur : **M. Roy**
Webster ; affaires étrangères : **M. Michael**
Dennis Beale ; secrétaire au Foreign
Office : **M. Anthony Crosland** ; secrétaire
aux prix et à la consommation : **M. John**
Major ; général : **Mme Shirley Williams** ;
énergie : **M. Anthony Wedgwood Benn** ;
industrie : **M. Eric Varley** ; environne-
ment : **M. John Gummer** ; Irlande du
Nord : **M. Merlyn Rees** ; agriculture et

(MALAISIE)
(25 Mars 1976)

Procurier militaire et ministre de la défense - **M. Datuk Mustapha bin Osman** ; vice-premier ministre et ministre de l'éducation - **M. Mohattir bin Mohamad** ; ministre de l'agriculture - **M.M. Datuk Abdul Samad bin Idris**, **Datuk Ahi Nappaman** et **Tan Sri Ghong Hong Hoo** ; ministre de l'industrie - **Sri Razendish Ramahaz** ; intérieur - **M. Tan Sri Haji Muhammad Ghazali bin Shafie** ; ministre de l'aviation - **M. Datuk Kodir bin Yusoff** ; commerce et industrie - **M. Datuk Haji Hamzah bin Datuk Yusoff Hassan** ; transports - **Sri M. Datuk Lee San Choon** ; industries primaires - **M. Datuk Musa bin Hitam** ; mines - **M. Datuk Yusoff bin Daud** ; **Mohamed bin Yacob** ; terres et développement régional - **M. Datuk Haji Yusoff bin Yusoff** ; science, technologie et environnement - **Tan Sri**

هڪ ڏهن لکيل

tion de toutes les énergies contre le fascisme, puis contre le communisme. Alors les « moyens traditionnels de contrôle social » fonctionnaient au maximum de leur efficacité. En l'absence d'une nouvelle croisade, le tissu même de la société se détend ; chaque groupe social perd de vue l'intérêt général, dont on oublie de dire qu'il fut trop longtemps identifié à l'intérêt d'une couche dominante ; l'esprit critique se développe et gagne les rouages dont on attendait une passive obéissance.

D'un pays à l'autre, ce tableau général appelle des retouches particulières. Par exemple, un gouvernement français n'a pas à redouter, comme le gouvernement américain, une télévision indépendante, sans laquelle le dénouement du Watergate, crime de lèse-autorité, n'était pas concevable. En revanche, il doit affronter une coalition des partis de gauche et les progrès du parti socialiste, prédateurs qu'interdisait la croisée de la « guerre froide » et que la « détente » a au contraire rendus naturels et possibles. C'est donc pour des causes différentes que les « moyens traditionnels de contrôle social » ont perdu, d'un pays à l'autre, une bonne part de leur efficacité. Mais, partout, l'autorité a plus de mal à s'exercer. Pourquoi ne pas la renforcer ? Tel est l'ultime service que les hommes au pouvoir peuvent rendre à la démocratie, faute de quoi celle-ci ne tarderait pas à disparaître dans le chaos et l'anarchie frayant la voie à une solution totalitaire.

Prétexte démocratique enjeu économique

MAIS la démocratie ne serait-elle pas bel un prétexte ? Sans être indifférents aux libertés individuelles, à la justice, à l'égalité des citoyens, les hommes au pouvoir les subordonnent toutefois à un objectif qui leur paraît déterminant : la prospérité économique. La démocratie a bien fonctionné en période d'expansion et serait menacée par des revendications excessives aggravant la récession ou la crise. Toute la « guerre froide » a été marquée par une propension à vouloir faire le principal argument de la supériorité de l'Ouest sur les pays de l'Est. Les régimes socialistes sont allégrement tombés dans le même travers lorsque, avec Khrouchchev, ils ont annoncé, sans aucune chance de tenir leur stupide pari, qu'ils auraient tôt fait de rattraper le niveau économique de l'Occident.

De fait, par une étrange connivence, dans les deux camps le développement économique est devenu prioritaire. L'Ouest a connu un essor extraordinaire, mais au détriment de principes démocratiques violés par l'inégale répartition des fruits de la croissance, par la

tolérance ou le renforcement de grands privilèges, par le pillage du tiers-monde. A l'Est, le système socialiste, tout en oubliant d'immenses pans de son idéologie, n'a réalisé que de bien plus modestes performances. Ce décalage a pourtant été interprété comme une preuve décisive de la supériorité de la « démocratie » sur le « socialisme », alors même que cette « démocratie » était subordonnée à un capitalisme privé dont les grandes firmes sont plus puissantes que jamais, et que ce « socialisme » n'était jamais qu'un capitalisme d'Etat demeurant totalitaire après la répression du stalinisme.

La rhétorique en honneur en Occident ne s'est guère encombrée de telles subtilités. Elle a cherché et sans doute réussi à attribuer à une démocratie qui pourtant s'annulait les réussites matérielles d'un capitalisme en pleine expansion qui affermissait sans cesse son emprise sur le pouvoir politique au point de faire régresser la démocratie dont on vantait les mérites. Rien de plus dangereux que cette confusion entre démocratie et capitalisme : une sérieuse crise du second risque d'annoncer l'agonie de la première.

Interrogé sur la crise des régimes démocratiques, un économiste américain met le doigt sur la plaie : « Bien que notre système économique ait produit d'extraordinaires résultats (...), les laïcs (dans les quartiers noirs) sont pires aujourd'hui qu'il y a vingt ans. (...) Nous avons pensé que la prospérité dissoudrait la plupart de nos maux sociaux et politiques. (...) L'ensemble de l'Occident et le Japon se sont assurés d'extraordinaires augmentations de production (...). L'augmentation de la prospérité matérielle n'a pas apporté de satisfaction sociale » (3). Or, si l'en est ainsi, c'est précisément parce que l'expansion économique n'a pas été accompagnée d'une équivalente expansion démocratique, seule capable d'orienter la prospérité nouvelle vers la satisfaction des besoins sociaux, l'élimination des taudis noirs, etc.

Parce que les deux systèmes ont cohabité depuis deux siècles, la confusion entre démocratie et capitalisme reste enracinée dans les esprits. Ce n'est pourtant pas la démocratie, mais le capitalisme, qui a besoin d'exploiter les Noirs et les « Chicanos » aux Etats-Unis, ou la main-d'œuvre immigrée en Europe. Ce n'est pourtant pas la démocratie, mais le capitalisme qui trouvait intérêt dans les guerres coloniales ou dans l'instauration de dictatures dans les pays dont il exploite avec profit les ressources naturelles.

Si la démocratie est identifiée à l'expansion économique, si cette expansion devient le signe privilégié de la vitalité d'une démocratie, alors il est légitime, dans l'intérêt même de la démocratie, de renforcer le caractère autoritaire du pouvoir pour mieux lui permettre de surmonter les difficultés économiques. Une opinion publique persuadée que la « société de consommation » constitue l'enviable aboutissement de la démocratie

acceptera, pour conserver ce douloureux privilège, quelques entraves à ses libertés démocratiques.

Le problème majeur des sociétés occidentales, tel qu'il apparaît dans l'importance que lui accordent les discours officiels, est donc de résoudre leurs difficultés économiques, ce qui vaut bien une sourdine aux droits des citoyens. Dans une phase difficile, le gouvernement n'a aucune chance de ramener la prospérité si des individus et des groupes s'acharnent à faire valoir leur droit de critique, qui sappe l'autorité pourtant gardienne d'une richesse matérielle sans laquelle les libertés perdent leur sens concret. En poussant le raisonnement jusqu'à l'absurde, on arrive à justifier la dictature au nom de son efficacité économique supposée, efficacité économique indispensable à la démocratie. C'est ce que fait Samuel P. Huntington :

« Prenons l'exemple du Brésil, qui a, dans les sept ou huit dernières années, connu un développement très spectaculaire. Il aurait eu de grandes difficultés à accomplir cela avec un régime démocratique » (4).

Le professeur de Harvard ne porte ainsi aucun jugement de valeur sur la dictature militaire et sur ses moyens, ferme les yeux sur la misère des trois quarts de la population brésilienne, oublie les difficultés économiques que le Brésil connaît du fait de la crise mondiale. Il ne dit rien non plus de la notoire inefficacité économique de la dictature au Chili. Son jugement est rejoint par celui d'un Européen, qui constate avec satisfaction que les pays « qui ont adopté le système de la libre entreprise ont été capables d'élever de manière significative le niveau de vie de leurs populations ; cela vaut pour la Corée du Sud, pour Taïwan, pour le Brésil... » (5). La libre entreprise serait la garante de la démocratie politique...

Le néo-conservatisme

FORT heureusement, l'Europe occidentale et les Etats-Unis ne sont pas dans la situation de détresse économique que connaissent ces infortunés pays. Il n'est donc pas question de leur appliquer une dictature aussi féroce. Mais, la démocratie étant un luxe de pays riches, la Corée, Taïwan et le Brésil pourront y accéder le jour où la dictature leur aura permis d'atteindre un niveau économique suffisant. La dictature militaire joue dans cette optique le rôle assigné à la dictature du prolétariat dans les systèmes communistes, en attendant le dépeuplement de l'Etat.

Le soutien donné par l'Occident aux régimes dictatoriaux qui s'accommodent de la « libre » entreprise confirme que les objectifs poursuivis par le capitalisme transcendent les objectifs démocratiques, qui, de toute façon, ne peuvent être réalisés que dans un

climat de prospérité. Une question se pose toutefois : les mêmes gouvernements peuvent-ils appliquer ce raisonnement à certains pays « exotiques » et, simultanément, inverser leur hiérarchie des valeurs lorsqu'il s'agit de leurs propres pays ? Il serait réconfortant de le penser dans la mesure où les populations des pays hautement industrialisés ne sont quand même pas comparables à celles sur lesquelles régnent le général Giscard ou le président Park Chung Hee...

Il existe entre elles et entre les conditions objectives de leurs pays respectifs une différence au moins de degré. Sans donc promettre aux pays industrialisés, en vue d'assurer la prospérité, un régime de fer et de sang, il convient tout de même d'inciter leurs peuples à plus de modération dans l'usage de leurs libertés, à plus de respect pour une autorité qui, au besoin, sera renforcée.

« Je pense parfois que l'Amérique s'en trouverait mieux si elle pouvait fermer pour un an ou deux le New York Times et le Washington Post... »

Ce n'est pas un extrémiste de droite, un « fasciste » plus ou moins inconscient, qui conclut ainsi sa réflexion sur le devenir des démocraties. C'est un politologue respecté, auteur de nombreux ouvrages faisant autorité, ancien professeur à Oxford, président de l'University College à Buckingham, Max Beloff (6).

Telle est, à peine formulée, la nouvelle idéologie d'une classe sociale au pouvoir, et qui entend bien y rester. Pour sauvegarder ses privilèges économiques, elle n'envisagerait pas sans un sursaut de cœur une brutale rupture de la tradition démocratique. Mais, après tout, dans des situations désespérées — Allemagne nazie, France de Vichy, elle a quand même choisi contre la démocratie et, par la suite, elle n'a pas eu à le regretter trop amèrement... Bien évidemment, nous n'en sommes pas là. Mais déjà on rêve à haute voix d'une démocratie plus musclée, assurant l'ordre par des « moyens de contrôle social » assez sophistiqués pour que nul n'ait « besoin » de recourir à des procédés plus barbares.

C. J.

(1) Dans U.S. News and World Report (8 mars 1976), qui consacre seize pages à huit interviews regroupées sous le titre général « La Démocratie est-elle en train de mourir ? » (The Democracy Dying?). Voir dans le Monde diplomatique de mars (p. 14) le compte rendu du livre The Crisis of Democracy, qui exprime des préoccupations analogues et dont le professeur Huntington est d'ailleurs l'un des co-auteurs.

(2) Cf. les articles du professeur Greenwald dans le Monde diplomatique de décembre 1975, et de Daniel Varouf dans le même numéro d'avril 1976.

(3) Robert L. Heilbroner, président du département économique de la New School for Social Research, à New-York, dans U.S. News and World Report, op. cit.

(4) Dans l'interview citée plus haut.

(5) Friedrich A. Hayek, économiste, « visiting professor » aux universités de Salzburg, Chicago, Londres, dans U.S. News and World Report, op. cit.

(6) The Democracy Dying ?, op. cit.

« Croyez-vous que la Grande-Bretagne soit un pays libre ? »

Par CHRISTIAN MARTIN

La Grande-Bretagne est connue pour être un des pays les plus libres du monde. L'Habeas Corpus, l'indépendance de la télévision et la « civilité » de policiers non armés font partie des éléments qui bâtissent cette réputation. L'octroi de la plupart des libertés britanniques fut lié à l'action d'un groupe social précis, l'aristocratie des dix-septième et dix-huitième siècles. Ces anciennes libertés aristocratiques ont-elles été préservées lorsqu'elles ont été mises à la disposition des citoyens ordinaires ? Par ailleurs, les libertés britanniques ne sont définies dans une Constitution ; il n'existe qu'un dédale de droits coutumiers et coutumiers. Fait significatif : Sir Leslie Scarman, président du tribunal du banc de la reine, a récemment lancé un appel en faveur d'une « charte des droits ».

On observe, dans la période de crise actuelle, la même évolution dans tous les pays libéraux : apparition de législations répressives nouvelles, développement des appareils policiers, multiplications des abus (1). Qu'en est-il en Grande-Bretagne, un des pays les plus traditionnellement libéraux mais aussi les plus touchés par la crise ? L'affaire irlandaise et la situation économique (près de 10 % d'inflation en 1975 et 5 % de la population active au chômage) menacent-elles les libertés ? La presse conservatrice a pris l'habitude de lancer des appels en faveur d'un gouvernement autoritaire qui saurait se faire obéir des travailleurs et des Irlandais en colère. Ces incitations ne font que renforcer les craintes de la gauche quant aux menaces qui pèsent, selon elle, sur les libertés. La télévision nationale avait accordé, à la fin de l'année dernière, une « tribune ouverte » au Conseil national pour la défense des libertés civiles. Cette organisation choisit d'ouvrir l'émission en posant aux téléspectateurs une question : « Croyez-vous que la Grande-Bretagne soit un pays libre ? »

L'21 novembre 1974, deux attentats à la bombe font vingt morts dans des bars de Birmingham. La plupart des journaux réclament l'interdiction de l'IRA et la pendaison des coupables. Une semaine plus tard, M. Roy Jenkins, ministre de l'Intérieur, propose au Parlement un projet de loi sur la prévention du terrorisme. Le débat à la Chambre des communes et à celle des lords ne dure qu'une seule nuit. La loi provisoire sur la prévention du terrorisme (« Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Act ») entre en vigueur le 29 novembre. En la présentant, M. Jenkins décrit les pouvoirs qu'elle lui donne comme étant « draconiens et sans précédent en temps de paix ». Certains commentateurs laissent alors entendre que le ministre essaie d'abuser les parlementaires et l'opinion publique et que les nouvelles mesures de lutte contre le terrorisme ne sont draconiques qu'en apparence. Les quinze premiers mois d'application de la loi semblent prouver qu'ils avaient tort.

La loi sur la prévention du terrorisme se divise en trois parties. La première autorise le ministre de l'Intérieur à interdire toute organisation impliquée ou encourageant les actes de terrorisme en Grande-Bretagne, en rapport avec les affaires d'Irlande du Nord. L'IRA, notamment désignée, est désormais une organisation prosaïque, la seule jusqu'à maintenant. Il est interdit de lui appartenir mais aussi de la soutenir d'une quelconque manière, par exemple en collec-

tant des fonds ou en organisant des réunions en sa faveur.

L'appartenance à l'IRA étant extrêmement difficile à prouver, le pouvoir n'a guère fait usage de la nouvelle législation sur ce point précis. En revanche, la police a eu largement recours aux dispositions concernant le soutien à une organisation interdite. La loi ne fait pas de distinction entre l'IRA provisoire et l'IRA officielle, pas plus qu'entre les ailes politiques et militaires des deux organisations. La police harcèle parfois des vendeurs de journaux républicains politiques. Certains militants décident d'autocensurer une propagande pourtant parfaitement légale. De nombreux Irlandais craignent, enfin, que le simple fait de réclamer l'unification de l'Irlande ou le retrait des troupes britanniques soit considéré comme un délit.

Dans sa deuxième partie, la loi permet d'expulser de Grande-Bretagne tout suspect, à l'exception des personnes qui y sont nées ou qui y ont résidé pendant plus de vingt ans. La police peut demander au ministre de l'Intérieur l'autorisation d'expulser un suspect si elle n'a pas les preuves nécessaires à son arrestation. Le ministre et lui seul — le pouvoir judiciaire n'a aucun droit de regard — décide du bien-fondé de cette mesure. Un suspect frappé de mesure d'expulsion peut faire appel dans un délai ne dépassant pas quatre jours. A la fin du mois de novembre 1975, soixante-six personnes avaient été invitées à quitter le territoire, dont seize avaient fait appel auprès d'une

commission indépendante « dont le président est lord Alport, un ancien ministre conservateur. Ni le suspect ni son avocat n'ont le droit de connaître les motifs de la mesure d'expulsion : ils doivent démentir des accusations dont ils n'ont pas connaissance. Des seize personnes d'origine irlandaise, cinq seulement ont entrepris cette démarche avec succès. Une cinquantaine de suspects ont été effectivement expulsés vers l'Irlande du Nord sans qu'on y soit certain qu'il s'agisse vraiment de terroristes. L'Ulster a été ainsi coupée du reste du Royaume-Uni — ce qui a d'ailleurs alarmé la communauté protestante irlandaise — et est devenue une espèce de terre d'exil pour suspects.

Le troisième et dernière partie de la loi permet à la police de détenir un suspect pendant quarante-huit heures afin de l'interroger. Après autorisation du ministre, ces quarante-huit heures peuvent être prolongées d'un nouveau délai de cinq jours. Prés d'un millier de personnes ont été ainsi détenues dans des postes de police ou aux frontières. Cinq pour cent d'entre elles se virent incriminées, finissant, pour des délits n'ayant, le plus souvent, aucun rapport avec le terrorisme. Une seule personne a été accusée et condamnée pour appartenance à l'IRA.

La police utilise, en fait, ses nouveaux pouvoirs pour rassembler des informations sur la communauté irlandaise et ses organisations. La plupart des victimes de la loi évitent les opérations de fouilles

que des policiers armés, dépourvus de mandats, effectuent à l'aube à leurs domiciles, saisissant carnets d'adresses, dossiers et correspondance privée. Elles racontent aussi les longues séances d'interrogatoires et, si aucune ne se plaint de brutalités policières, les procédés de coercition psychologique (privation de sommeil, de nourriture, de se changer de vêtements ; impossibilité d'avertir parents ou amis) semblent couramment utilisés.

La police et le gouvernement tiennent à conserver les pouvoirs extraordinaires que leur confère cette loi. Les députés, que les terroristes prennent parfois pour cibles, soutiennent massivement le gouvernement. Ainsi la loi a-t-elle été prorogée pour la seconde fois, le 25 mars dernier. La quasi-totalité des journaux avaient fait campagne pour la maintien des pouvoirs exceptionnels et, si l'on en croit les sondages, dans sa forte majorité l'opinion publique, exaspérée par les attentats, n'aurait pas admis son abrogation. En 1975, les actes de terrorisme ont fait six morts et près de deux cents blessés en Grande-Bretagne. Les villes anglaises ne vivent certes pas dans un état de terreur permanente mais les Irlandais attentifs sont là pour rappeler que l'homme de la rue peut être la victime d'une action aveugle dans un bar, un restaurant, un magasin ou le métro. Les Britanniques réputés tolérants semblent de moins en moins enclins à assumer cette réputation lorsqu'il s'agit de l'IRA ou même de la communauté irlandaise en général.

par des terroristes, a voté, une fois de plus, contre la pendaison.

Autre preuve du libéralisme de la société britannique : l'acquiescement, par un tribunal d'Old Bailey, après un procès qui a duré près de deux mois fin 1975, des quinze pacifistes membres d'un groupe qui menait campagne pour le retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord. L'accusation leur reprochait d'avoir pris part à une conspiration (conspiracy) (2) incitant des soldats à désertir et, plus précisément, d'avoir été en possession d'un tract intitulé : « Quelques informations à l'usage des soldats mécontents ». Ce tract expliquait aux soldats comment abandonner le service armé. La peine maximale encourue pour la possession de tels tracts est de deux ans de prison ou 200 livres d'amende, mais l'accusation de « conspiration » est passible de peines illimitées. Deux des pacifistes ont été condamnés à des amendes après avoir reconnu qu'ils avaient « aidé des déserteurs » en leur fournissant un refuge, de l'argent et de faux papiers. Il n'a fallu que quatre-vingt-dix minutes au jury pour rejeter l'accusation de conspiration. La défense a fait valoir que les tracts distribués se contentaient d'énumérer les droits des soldats et d'indiquer la procédure à suivre par ceux qui désiraient quitter l'armée.

(Lire la suite page 6.)

Un groupe de pression classique

Le Conseil national pour la défense des libertés civiles (N.C.C.L.) fut créé en 1924 par un groupe de juristes, de journalistes et d'hommes politiques libéraux ou radicaux décidés à défendre les libertés contre le gouvernement conservateur partiellement répressif de l'époque.

Le N.C.C.L. constitue un groupe de pression dans la plus classique tradition britannique. L'efficacité de son action repose notamment sur le soutien qu'il trouve auprès des hommes de loi, des journalistes et des députés. Son secrétaire général, Mme Patricia Stewart depuis 1974, joue un rôle crucial ; c'est elle qui décide des questions prioritaires à court et à long terme.

Le personnel permanent (une vingtaine de personnes) est responsable devant un comité exécutif élu chaque année par les quelques cinq mille membres de l'organisation. Les ressources financières proviennent des cotisations des membres et des organisations affiliées, et surtout des dons du public et des organisations de charité.

(Suite de la page 5.)

D'autres cas similaires restent pourtant en instance. Une commission de juristes a été chargée de réexaminer les lois sur la trahison, la sédition et l'incitation à la mutinerie et à la désertion maintenues entre-temps en vigueur. La loi sur l'incitation à déserter, qui date de 1924, a été révisée en 1972 lorsque Michael Tobin a été condamné à deux ans d'emprisonnement pour avoir été en possession — sans les avoir distribués — de tracts essayant de persuader les soldats à déserter. En 1974, Pat Arrowsmith était, à son tour, condamné à dix-huit mois de prison pour avoir, elle, effectivement, distribué des tracts à des soldats. La cour d'appel a finalement décidé sa mise en liberté afin d'éviter que ne se développe une polémique d'ordre politique.

Pour le Conseil national de défense des libertés civiles, la loi de 1934 représente une entrave directe à la liberté d'expression. Définie en termes vagues, elle peut être utilisée pour essayer de museler toute propagande à l'égard des forces militaires et du rôle qu'on leur fait jouer. Le simple fait de détenir des matériaux de propagande de cette nature est considéré comme un délit si l'accusation parvient à prouver — ce qui n'est pas difficile — l'intention de les utiliser à des fins subversives.

La présence de l'armée britannique en Irlande du Nord a coïncidé avec un accroissement du nombre des soldats qui

s'absentent sans permission et aussi avec un déclin des chiffres de recrutement. Lorsque le service militaire obligatoire est aboli, en 1963, le gouvernement britannique décide, afin de pouvoir disposer du temps nécessaire à la formation de hauts techniciens, d'imposer aux recrues des contrats à long terme. De très jeunes garçons, engagés alors qu'ils viennent de quitter l'école, se trouvent ainsi pris dans une espèce de piège. Le gouvernement accepte finalement, en 1970, de permettre aux recrues de quitter l'armée à l'âge de vingt et un ans en les dispensant, dans certains cas, de rembourser les frais de leur formation. La décision continue pourtant d'appartenir à la hiérarchie militaire qui persiste, par ailleurs, dans son refus de reconnaître aux soldats le droit de se syndiquer.

C'est sans doute à l'occasion de la crise irlandaise qu'ont eu lieu les plus sérieuses tentatives de censure politique en Grande-Bretagne. En 1971, la B.B.C. institue une sorte de « code maison » qui revient à interdire l'I.R.A. d'écran en dehors des journaux télévisés. La N.C.C.L. estime alors que la B.B.C. tend ainsi à confondre l'intérêt national avec celui du gouvernement et que « la télévision britannique risque fort de ressembler à la télévision française qui est sous contrôle gouvernemental ». Les protestations des journalistes aboutissent finalement à l'abandon de cette pratique. Pourtant, aujourd'hui encore, l'Irlande reste un sujet périlleux, dont tout journaliste de la B.B.C. se méfie.

Les effets de la crise irlandaise

À gauche et à l'extrême gauche redoutent que les affaires irlandaises n'aient déjà corrompu les institutions, l'armée et les forces de sécurité, mais aussi, dans une certaine mesure, la presse et le Parlement. Dans un livre sur les libertés en Grande-Bretagne (4), Barry Cox se demande dans quelle mesure le pouvoir n'a pas intégré dans son idéologie les théories contre-gauche des années 60, qu'il appelle « l'invention de nouveaux délits, ressusciter d'anciennes lois et utiliser les lois sur la conspiration pour répondre à l'usage — devenu, à leurs yeux, trop fréquent — du droit de manifester. Le processus parlementaire bipartite a perdu beaucoup de son sens pour une minorité active, et, s'il n'y a eu, depuis le début du siècle, aucun exemple de véritable violence insurrectionnelle, certaines formes d'expression de la contestation, utilisées de ce côté-ci de la Manche, sont devenues courantes en Grande-Bretagne : *sit-in*, *agot*, occupations de locaux ou d'usines.

Un groupe d'habitants d'une banlieue de Londres décide, en mars 1974, de mener une campagne contre l'agence immobilière Prebibles, à laquelle ils reprochent ses opérations de spéculation ainsi que des évictions de locataires. Un piquet est formé devant l'agence qui, au bout de quelques mois, fait appel à la police. Sept manifestants sont arrêtés. L'un d'eux passe un mois en prison. En mai 1975, la cour d'appel confirme l'illégalité du piquet, estimant que le préjudice que cette affaire porte à l'agence est plus grave que celui qu'elle fait subir à la liberté d'expression. Aujourd'hui encore, Prebibles continue de poursuivre les manifestants en justice pour « diffamation, dommages, ingérence et conspiration ». L'accusation fait valoir qu'aucune loi n'autorise les rassemblements sur la voie publique, même si ces rassemblements sont non violents, et même s'ils n'obstruent pas la circulation. La défense remarque, en revanche, que, dans une société démocratique, chacun a le droit

Branch, ainsi que la prorogation de la loi sur la prévention du terrorisme signifiaient qu'en cas d'agitation sociale majeure tout ministre de l'Intérieur, travailliste ou conservateur, disposait d'un instrument répressif fin prêt et d'une organisation de police politique perfectionnée pour l'utiliser.

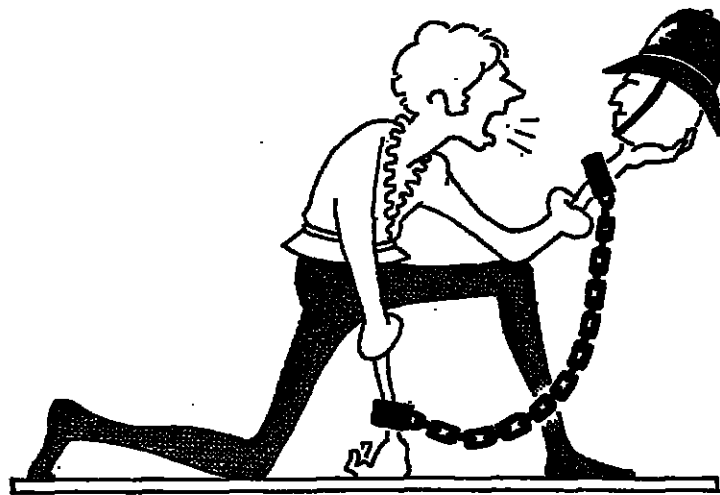
Les autorités britanniques ont d'ores et déjà montré, depuis le début des années 60, qu'elles savent inventer de nouveaux délits, ressusciter d'anciennes lois et utiliser les lois sur la conspiration pour répondre à l'usage — devenu, à leurs yeux, trop fréquent — du droit de manifester. Le processus parlementaire bipartite a perdu beaucoup de son sens pour une minorité active, et, s'il n'y a eu, depuis le début du siècle, aucun exemple de véritable violence insurrectionnelle, certaines formes d'expression de la contestation, utilisées de ce côté-ci de la Manche, sont devenues courantes en Grande-Bretagne : *sit-in*, *agot*, occupations de locaux ou d'usines.

Un groupe d'habitants d'une banlieue de Londres décide, en mars 1974, de mener une campagne contre l'agence immobilière Prebibles, à laquelle ils reprochent ses opérations de spéculation ainsi que des évictions de locataires. Un piquet est formé devant l'agence qui, au bout de quelques mois, fait appel à la police. Sept manifestants sont arrêtés. L'un d'eux passe un mois en prison. En mai 1975, la cour d'appel confirme l'illégalité du piquet, estimant que le préjudice que cette affaire porte à l'agence est plus grave que celui qu'elle fait subir à la liberté d'expression. Aujourd'hui encore, Prebibles continue de poursuivre les manifestants en justice pour « diffamation, dommages, ingérence et conspiration ». L'accusation fait valoir qu'aucune loi n'autorise les rassemblements sur la voie publique, même si ces rassemblements sont non violents, et même s'ils n'obstruent pas la circulation. La défense remarque, en revanche, que, dans une société démocratique, chacun a le droit

inalénalement d'organiser un piquet pour exprimer son mécontentement et attirer l'attention du public.

En 1973, des ouvriers du bâtiment en grève manifestent contre l'emploi de personnel extérieur à leur entreprise. Ils essaient, par des arguments pacifiques, de dissuader ces travailleurs de prendre leur poste sur le chantier de construction. Les autorités décident de donner une leçon à ces militants : six des grévistes sont accusés de « conspiration visant à intimider ». Le jury de Shrewsbury condamne trois des accusés à des peines de prison allant jusqu'à trois ans. La cour d'appel confirme cette sentence un an plus tard.

La loi sur les piquets de grève est extrêmement confuse. Sur un plan strictement légal, le droit de piquet est pratiquement limité à une action symbolique. Lorsque des grévistes utilisent le piquet pour exercer des pressions sur d'autres travailleurs, ils ne se fondent pas sur la loi mais sur un éventuel soutien du



PLANU.

public. En 1972, les mineurs qui avaient, eux aussi, organisé des piquets de grève jouissaient de ce soutien et le tribunal les acquitta. Un an plus tard, les ouvriers du bâtiment étaient isolés et ils furent condamnés.

La commission des lois a récemment proposé la définition de deux nouveaux délits possibles d'emprisonnement : pénétrer de force dans une propriété privée ; s'y installer et refuser d'obtempérer aux ordres d'évacuation du propriétaire. Des travailleurs occupant leur usine, des étudiants leur faculté, pourraient tomber sous le coup d'une telle loi dont un des objectifs est la lutte contre le *squatting*. Cette technique, qui consiste à s'installer dans une maison inoccupée, est née à la fin de la seconde guerre mondiale et a été reprise en 1969 pour dramatiser le problème du logement. On compte aujourd'hui quelque cinquante mille *squatters* dans l'ensemble de la Grande-Bretagne, dont trente mille à Londres. Jusqu'à maintenant, la loi considère que les *squatters* sont coupables d'une violation de propriété, ce qui n'est pas possible d'emprisonnement. Certains *squatters* obtiennent même des municipalités leur logement après s'être longtemps battus contre des ordres d'expulsion.

D'ores et déjà, les charges de conspiration sont de plus en plus utilisées dans les affaires d'occupation. En effet, si l'occupation illégale d'un local n'est pas une violation de la loi, la « conspiration visant à occuper » est passible d'emprisonnement. Un groupe d'étudiants du Sierra-Leone occupent, en 1972, le haut commissariat de leur pays, à Londres.

Accusés de « rassemblement illégal » et de « conspiration », les étudiants sont condamnés pour ces deux délits. Alors qu'une seule et unique personne accusée d'occupation illégale n'est passible que d'une contravention, deux personnes accusées du même délit encourant une peine d'emprisonnement. Un des personnages de « Monty Python », feuilleton populaire de la B.B.C., a dénoncé cette situation absurde : « Vous êtes accusés de conspirer quelque chose qui n'est pas normalement considéré comme un délit. » La majorité des Britanniques considèrent que l'existence de corps de police locaux et autonomes les protège contre une force centralisée et contrôlée par le gouvernement. En pratique, les commissaires de police disposent d'une liberté quasi totale pour s'occuper des affaires qui sont de leur ressort, et l'acceptation de cet élitisme professionnel a limité la responsabilité de la police à l'égard de la justice. Quelques dix mille plaintes sont pourtant déposées chaque année contre

tant, à deux occasions et sous le gouvernement travailliste de M. Wilson, l'attitude de la police britannique a été mise en cause. En juin 1974, elle disperse violemment une manifestation d'extrême gauche organisée pour protester contre une marche du Front national d'extrême droite, à Londres. Cette intervention provoque la mort d'un manifestant. Deux mois plus tard, la police interrompt, de manière tout aussi brutale, un Festival de musique pop à Windsor, deux cents personnes sont arrêtées en une seule journée. De nombreux spectateurs sont maltraités. On ne comprend pas la raison de cette intervention si on ne se réfère pas aux déclarations d'un des policiers qui y ont participé, le commissaire Holdsworth : « Le Festival de Windsor n'est apparu comme étant une manifestation contre l'Establishment et toutes formes d'autorité. » La société « permissive » a ses limites.

Jusqu'à preuve du contraire, de tels incidents demeurent pourtant l'exception plutôt que la règle. En revanche, les abus de pouvoir tendent à devenir de plus en plus fréquents dans la police. Depuis 1967, elle peut fouiller sans mandat des personnes ou des locaux, à condition d'avoir des motifs « raisonnables » de penser qu'elle peut ainsi découvrir des armes, de la drogue ou des objets volés. On a déjà évoqué les raids dont les sympathisants de l'I.R.A. sont les victimes depuis la loi de 1974. Mais la détention pour interrogatoire est devenue pratique courante des premiers attentats de l'I.R.A. à Londres, entre 1970 et 1973, alors que la loi de 1974 n'existait pas et que la mesure était illégale. En 1973, trente mille personnes — en majorité des jeunes gens — ont été interpellées dans la rue aux termes des lois contre la drogue. Un quart seulement d'entre elles ont été arrêtées.

Enfin, selon le Conseil national pour la défense des libertés civiles, « une partie significative de la communauté noire estime qu'elle est mal traitée par la police et que celle-ci fait preuve de davantage de témérité lorsqu'il s'agit de pénétrer dans un domicile appartenant à un Noir ». En octobre 1974, la police effectue une descente au « Carib Club », un club pour Noirs, sous prétexte d'y chercher un voleur de voiture qui s'y était réfugié. Des combats éclatent : cent quarante policiers interviennent, quarante personnes sont arrêtées. Or, seulement sont poursuivies en justice. Huit sont acquittées et le jury ne parvient pas à rendre un verdict sur les trois autres cas. C'est, en fait, la police qu'on accuse d'avoir utilisé inhumainement la force et d'avoir « fabriqué » des preuves.

La lutte contre la discrimination raciale

Si le racisme ne prend généralement pas en Grande-Bretagne, les formes violentes qu'on a pu déplorer en France, la discrimination raciale n'en est pas pour autant absente. C'est en 1965 que le Parlement britannique vote le premier texte destiné à la combatte : la loi sur les relations raciales (*Race Relations Act*) a pour objet de répondre à la situation sociale nouvelle créée par l'arrivée de nombreux immigrants du Commonwealth. Cette loi de 1965, qui rend illégale la discrimination dans les lieux publics (bars, restaurants, etc.), ne met fin qu'àux formes de discrimination les plus flagrantes. En 1968, elle est remplacée par un nouvel instrument qui couvre également la discrimination dans l'emploi, le logement, le commerce et les services. En 1976, pourtant, la majorité des immigrants continuent à exercer les métiers les plus ingrats et les moins bien rémunérés et à vivre dans les logements les plus médiocres. Des formes de discrimination, certes plus subtiles que dans le passé, persistent. Le taux de chômage parmi la communauté de couleur est deux fois plus élevé que parmi les Blancs. Le gouvernement a donc décidé de présenter un nouveau projet de loi destiné, en principe, à accroître au million et demi de personnes (40 % d'entre eux sont nés en Grande-Bretagne) les mêmes droits qu'aux Britanniques. Cette nouvelle loi définit de manière plus précise et plus complète ce qui constitue une discrimination. Elle réunit les deux organismes officiels auprès desquels sont déposées les plaintes en une seule « Race Relations Commission » afin d'accélérer les procédures.

Le N.C.C.L. a fait remarquer que ce nouveau organisme s'occupera de la question générale de la discrimination raciale mais pas des plaintes des particuliers. Ceux-ci devront désormais s'adresser aux tribunaux industriels (au niveau de l'emploi) ou de comté (pour les autres cas). Or, constate le N.C.C.L., la justice continue de représenter, pour de nombreux immigrants, un territoire inconnu, sinon hostile. Les dommages et intérêts versés à la suite de plaintes ont, par ailleurs, été jusqu'à maintenant si modestes que l'on peut craindre que la très grande majorité des victimes de discriminations raciales ne préfèrent s'abstenir d'entreprendre de telles démarches.

Le Conseil national pour la défense des libertés civiles se demande enfin s'il n'est pas paradoxal de prendre des mesures pour réduire la discrimination à l'intérieur du pays alors que les lois sur l'immigration sont discriminatoires à l'égard des membres de groupes ethniques minoritaires qui demandent à entrer en Grande-Bretagne.

Malgré cela, quatre-vingt-neuf mille immigrants de couleur sont arrivés en Grande-Bretagne en 1974 (contre cinquante-trois mille en 1964). L'annonce récente de ce chiffre a permis à M. Enoch Powell, champion de l'extrême droite nationaliste, de relancer sa campagne contre l'immigration des gens de couleur qui « submerge la population britannique » et « risque de faire couler une rivière de sang dans les rues de ses villes ».

Jusqu'il y a deux ans, la loi de 1971 sur l'immigration représentait aussi un des plus flagrants exemples de discrimination sexuelle. Seul, le citoyen britannique de sexe masculin avait le droit de faire venir dans son pays son conjoint étranger. Comme la remarque alors le N.C.C.L., « cela revenait à traiter les femmes comme de simples appendices de l'homme ». Le ministre de l'Intérieur devait pourtant décider, en 1974, d'amender cette loi et d'autoriser les maris étrangers de femmes britanniques à rejoindre leurs épouses. L'année suivante apporte une nouvelle victoire sur le front de la lutte pour les droits des femmes : dans cette société britannique traditionnellement mâle, une forte majorité de parlementaires votent en faveur d'un projet de loi visant la discrimination sexuelle. Le texte, entré en vigueur le 29 décembre dernier, interdit toute forme de discrimination dans l'éducation, l'emploi, le logement et les services. La femme a désormais le droit de suivre l'importe quel type d'enseignement, d'exercer le métier de son choix, d'avoir un salaire égal à celui de l'homme. Mariée ou non, elle a droit aux prêts hypothécaires et aux mêmes facilités de crédit. Accompagnée ou non, elle a le droit de se faire servir dans n'importe quel bar. La nouvelle législation prévoit divers recours contre les cas de discrimination : plaintes auprès des tribunaux ou du ministère de l'éducation. La commission pour le respect de l'égalité entre les sexes, créée pour assurer le respect des nouvelles dispositions, reçoit plus de deux mille cinq cents appels dès ses quinze premiers jours de fonctionnement.

« Croyez-vous que la Grande-Bretagne soit un pays libre ? » Certes, la tradition libérale continue de s'y manifester : refus de la peine de mort, même pour les terroristes ; acquittement de pacifistes ; vote de lois contre la discrimination sexuelle ou raciale.

La loi de novembre 1974 sur la prévention du terrorisme prouve pourtant que, dans une situation « exceptionnelle », de fortes pressions politiques peuvent menacer les libertés et la suprématie du pouvoir judiciaire sur l'action policière. L'invention de nouvelles lois, la réécriture de vieux textes législatifs ainsi que l'attitude de la police montrent que le pouvoir est décidé à se défendre contre le recours croissant à de nouvelles formes de manifestation et d'expression de désobéissance. La loi sur l'immigration indigne, quant à elle, qu'en période de chômage les autorités n'hésitent pas à prendre des mesures qui porte atteinte à la liberté de mouvement et aux principes humanitaires.

Comme les autres démocraties, la Grande-Bretagne se met à l'heure de la crise. Mais si les difficultés doivent favoriser l'avènement de l'Etat policier, la société britannique est mieux armée pour se défendre grâce à ses traditions plus anciennes et mieux ancrées, grâce aussi à l'action du Conseil national pour la défense des libertés civiles.

CHRISTIAN MARTIN.

(4) *Civil Liberties in Britain*, Penguin Books, Harmondsworth.

« APOLITISME » ET COLLABORATION « Chantons sous l'occupation »

« Je veux qu'on ne tourne actuellement pour les Français que des films légers, superficiels, divertissants, mais stupides. Le peuple français s'en contentera probablement. »

J. Goebbels, le 15 mai 1942.

Pour l'Etat nazi, les productions culturelles — théâtre, beaux-arts, littérature, cinéma, chanson, presse, publicités, vitrines —, précise Hitler dans *Mein Kampf* constituent des instruments politiques de propagande au service de l'idéologie national-socialiste. En France occupée, les bureaux de la *Propagandastaffel*, installés dans un hôtel des Champs-Élysées, contrôlaient et censuraient l'information et la vie artistique du pays. Cela, le film de André Halimi, pudiquement, ne le rappelle pas ; il le suppose connu, comme l'expulsion brutale de tous les artistes chassés par le nazisme pour des raisons ethniques, politiques ou esthétiques. Les Juifs surtout, du monde des spectacles, qui virent leurs affaires et leurs places occupées sans remords par toutes sortes de « charognards ».

C'est sur cette double constatation (politisation de toute la vie culturelle par les nazis et répartition impudique des vides créés par les persécutions nazies) que s'édifie *Chantons sous l'occupation* et que prennent sens les matériaux dispersés qui l'organisent : presse filmée d'époque, extraits de films, témoignages d'aujourd'hui. Le montage parcellaire d'images de la vie insouciance, frivole (cabarets, chansons, réceptions, cinémas...) que poursuivait le monde des « artistes », et de celles des réalités politiques (discours de Pétain, rafles antisémites, rationnement, travail obligatoire...) que connaissait le pays, souligne la fonction distrayante (au sens fort du terme), aliénante, des spectacles sous l'occupation.

Halimi dénonce ainsi (au grand scandale de certains) une des zones d'apolitisme les plus protégées — celle de la chanson, des variétés, du music-hall — préservée jusqu'à présent de l'analyse idéologique. Il ruine l'alibi d'innocence, d'irresponsabilité qui protège les actes trivols des artistes mondains et démontre que les comportements de « gens publics », lorsqu'ils sont montrés à tout le pays (au moyen des Actualités mondiales, filiale de la Deutsche Wochenschau, qui avaient le monopole de l'information filmée mais devaient être projetées dans des salles à demi délaissées pour dégrader les protestations des spectateurs) possèdent une indéniable portée politique : ils permettaient aux nazis de faire

croire que la vie était « normale », que la répression n'était qu'un épiphénomène.

En poursuivant leurs activités, les artistes favorisaient le dessein hitlerien de faire de Paris la capitale des plaisirs de l'Europe nouvelle, son lupanar, repos du quartier aryan, arrière doré de tous les fronts. « Plus de 50 % des spectateurs étaient des Allemands », confirme un témoin dans ce film. Prétendre alors que ce fut pour la France une manière de sauvegarder sa culture, c'est oublier que d'autres manières plus dignes d'enrichissement mieux, comme le prouve l'admirable exemple de Verneyns écrivant et éditant dans la clandestinité le *Silence de la mer*.

AINSI, s'en prenant aux cigares de l'occupation, la tourmi Halimi soulève le problème des complicités entre l'art et le pouvoir, non plus, comme Sartre l'avait fait à la libération, à propos des écrivains, mais à propos des chanteurs, des comédiens, des danseurs et de tous ces « amuseurs publics » dont la profession est de faire partie du Tout-Paris en toutes circonstances. Par ce biais, le film peut se lire comme une parabole sur une actualité plus récente incitant à s'interroger sur le comportement des gens du spectacle durant la guerre d'Indochine ou celle d'Algérie.

Et, même aujourd'hui, alors que les programmes de télévision font l'objet de choix conscients, déterminés, d'exclusions admises, tolérées, que certains chanteurs et certaines personnalités ne sont jamais invités, des producteurs déçus, des émissions supprimées, nous pourrions nous demander si le prétendu apolitisme des variétés (qui sont les émissions dominantes) ne sert pas trop bien les desseins des gouvernements.

C'est cela aussi que dévoile le film de Halimi : tout pouvoir voulant limiter l'exercice des libertés démocratiques intensifie les entreprises idéologiques d'abaissement ; les équilibres modernes (chanteurs, cinéastes, comédiens) lui fournissent, souvent inconsciemment, les moyens. Mais le film pourrait leur ouvrir les yeux : déjà François Truffaut y contribue en demandant : « Aujourd'hui, en 1976, quand nous faisons filmer nos films par des banques étrangères liées aux fabricants de nappes, quand nous acceptons d'aller les présenter dans des pays où des prisonniers politiques sont exécutés par pendaison, ne sommes-nous pas, à notre tour, des collaborateurs ? » (1).

L. R.

(1) *Pariscop*, n° 414 du 23 avril 1976, page 7.

سكوان النفل

INCERTAIN PORTUGAL

(Suite de la première page.)

Mais, pour « gouverner seul » en toute tranquillité, il fallait que les socialistes aient la majorité à l'Assemblée de la République. Compte tenu du système électoral, ils devaient, pour ce faire, recueillir au moins 42 % des voix. Ils n'en ont eu que 35 %.

Si, comme il est vraisemblable, M. Mario Soares est désigné par le prochain président de la République pour former le gouvernement, il devra pratiquer, devant l'Assemblée législative, le difficile système des « majorités circonstancielles ». Le gouvernement « homogène » qu'il devrait former — et qui pourrait comprendre, il l'a annoncé, outre des ministres socialistes, des indépendants, situés à gauche et à droite du P.S., et, peut-être, des militaires — sera contraint de négocier en permanence. Il devra quérir tantôt à sa droite, tantôt à sa gauche, les voix supplémentaires qui lui seront nécessaires pour faire approuver son programme, pour faire passer les lois et voter le budget et, enfin, pour éviter les motions de censure.

M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.C.P., a déjà annoncé que, pour sa part, il ne jouerait pas ce jeu-là. « Les socialistes vont-ils, les jours pairs, faire approuver les lois par le P.P.D., et les jours impairs par le P.C.P. ? », a-t-il ironiquement interrogé. Le P.P.D. et le C.D.S., pour leur part, ont annoncé leur opposition à un « gouvernement minoritaire », qu'ils considéraient antidémocratique par essence, et très dangereux dans le cas d'une démocratie aussi jeune et fragile que celle du Portugal. « Vous avez vu ne pas être Kavaniski, Sacha, ne pas être Aliouba », a dit M. Freitas do Amaral au secrétaire général du P.S. Mais le leader du C.D.S.

a également annoncé qu'il pratiquerait une « opposition civilisée ».

M. Soares a annoncé, durant la campagne électorale, que les quatre années à venir ne seraient pas consacrées à « édifier le socialisme » au Portugal, mais à résoudre les problèmes concrets du pays. De leur côté, les leaders du P.P.D. et du C.D.S. ont assuré qu'ils n'entendaient pas remettre en cause, dans leur principe, les « acquis fondamentaux de la révolution » : la réforme agraire et les nationalisations. M. Freitas do Amaral a même déclaré qu'il ne souhaitait pas restaurer au Portugal un capitalisme qui y avait « fait faillite ». Le secrétaire général du P.S. devrait donc, théoriquement, avoir une certaine marge de manœuvre.

La droite en progrès

En attendant, les états-majors ont commencé à étudier à la loupe les résultats des élections législatives. Improbable Portugal ! Après la tourmente qui, l'été et l'automne derniers, l'avait conduit au bord de la guerre civile, ce pays vient d'être une Assemblée législative qui ressemble beaucoup à la Constituante qu'il avait désignée une année auparavant pour pourvoir. Avant toute étude détaillée des résultats par parti ou par région, par-delà toute analyse prospective des solutions ouvertes par le scrutin, c'est en effet, la relative stabilité du corps électoral qui force l'attention.

Les deux principales formations du pays, qui sont également celles qui se situent au centre de l'échiquier politique — le parti communiste et le parti populaire démocratique — gardent, et de loin, la première et la deuxième place. Elles enregistrent l'une et l'autre un léger recul, de l'ordre respectivement de 3 et de 2,5 %.

Il estime que ses adversaires n'ont pas le choix. Le P.C. prendra-t-il le risque de « gâcher » au P.P.D. et au C.D.S. pour renverser les socialistes ? Ces trois partis formeront-ils, ensuite, un gouvernement commun ? A narquoisement demandé le secrétaire général du parti communiste. Mais, dans ces conditions, le P.S. ne serait-il pas poussé à gouverner plus à droite qu'il ne le voudrait ? Et le parti communiste ne sera-t-il pas tenté de faire sentir dans les usines et dans la rue un poids qui ne lui serait pas reconnu au Parlement ? Ces questions ne viendront au premier plan de l'actualité qu'au début de l'été, lorsque sera formé le gouvernement. Elles n'en restent pas moins, d'ores et déjà, sur la solution des problèmes les plus immédiats, tels que le choix d'un candidat à la présidence de la République.

ficé d'une bonne partie des voix du M.D.P.-C.D.E. Au parti communiste, un interlocuteur a admis devant nous que sa formation avait sans doute recueilli au moins la moitié des voix du M.D.P.-C.D.E. Ainsi le « courant communiste » aurait effectivement perdu un petit nombre d'électeurs depuis le 25 avril 1975. Symétriquement, les socialistes auraient perdu un peu plus de leurs électeurs de 1975 que ce que suggère une analyse superficielle des chiffres.

La lecture des résultats montre qu'il y a un certain glissement du centre de gravité politique du pays vers la droite. Mais le « raz de marée » conservateur, voire réactionnaire, que la plupart des observateurs avaient pronostiqué ne s'est pas produit. M. Freitas do Amaral a d'ailleurs lui-même reconnu — rare franchise ! — que les résultats de son parti, le C.D.S., n'étaient pas conformes à ce qu'il attendait.

Si l'on admet qu'il y a actuellement deux camps au Portugal, il s'avère que 53 % des Portugais environ ont voté à gauche, soit, à peu près, 5 % de moins que l'année dernière.

On peut admettre, en première analyse qu'il y a eu un glissement de proche en proche. Un nombre appréciable de voix gauchistes, tout d'abord, se sont portées vers le P.S. pour « voter utile contre la réaction ». Même en tenant compte de ce phénomène conjoncturel, le nombre de révolutionnaires (P.C.P. et extrême gauche) a diminué depuis l'an dernier. C'est la traduction électorale de la réaction « anti-gauchiste » qui a culminé en juillet-août derniers parmi la population, et le 25 novembre sur le plan militaire.

Un nombre important d'électeurs socialistes, d'autre part, ont voté pour le P.P.D. ou pour le C.D.S. Ce phénomène était attendu. L'année dernière, beaucoup de Portugais avaient, contre leurs sentiments conservateurs, voté socialiste. Ils y avaient vu le moyen le plus efficace de « barrer la route au communisme ». Ils ont, simplement, retrouvé cette année leurs familles naturelles. Enfin, de nombreux électeurs du P.P.D., dans le nord du pays notamment, ont voté pour le C.D.S. Ils ont affirmé ainsi qu'ils tiennent le parti populaire démocratique — membre de la coalition gouvernementale — pour responsable des difficultés actuelles du pays, dans le domaine économique notamment. En outre, tout permet de penser que la majorité de cent cinquante mille rapatriés du Mozambique et de l'Angola, qui s'étaient inscrits sur les registres électoraux depuis l'an dernier ont voté pour le C.D.S., seul parti qu'ils ne pouvaient pas considérer comme responsable de leurs malheurs, puisqu'il n'a participé à aucun gouvernement depuis la « révolution des œillets ».

Un fossé entre le Nord et le Sud

UNE analyse plus détaillée des résultats permet de nuancer l'impression selon laquelle les Portugais ont, dans leur ensemble, manifesté un certain désenchantement envers la « processus révolutionnaire » engagé deux années auparavant. En effet, les électeurs se sont comportés de façon totalement différente selon qu'ils vivaient dans des zones où la « révolution » s'était traduite par des mesures concrètes, ou bien dans des régions qui, pour tout changement, n'avaient connu qu'un redoublement de la traditionnelle propagande menée par l'Eglise et les notables contre les rouges. Ainsi, l'Alentejo — cette grande plaine située au sud du Tage, où les immenses domaines appartenant à des propriétaires plus ou moins absents étaient occupés et transformés en coopératives — a massivement voté pour le parti communiste. Ainsi encore, les habitants de la circonscription de Setúbal, dont la ranga septentrionale fait partie intégrante de la ceinture industrielle de Lisbonne — avec en particulier les chantiers navals de la Lisnave et de Setenave — ont également, cette année, donné la majorité au P.C.P.

Dans les deux cas, ce sont d'importantes « conquêtes révolutionnaires » qui étaient ainsi plébiscitées : la réforme agraire et les nationalisations. Dépassant désormais le parti socialiste dans trois grandes circonscriptions où le prolétariat, rural et urbain, est majoritaire (Beja, Évora et Setúbal), le P.C.P. peut se présenter comme le parti ouvrier du Portugal. Il conteste ainsi les prétentions du P.S. sinon à lui ravir ce titre du moins à le partager avec lui. Un cadre du parti communiste a tiré pour nous cette conclusion : « Notre avance s'est surtout manifestée là où la révolution s'était concrétisée ». M. Marcelo Curto, secrétaire national du P.S., secrétaire d'Etat au travail, a, en effet, déclaré que l'avance du P.C.P.

s'expliquait par la « position cohérente de défense de la réforme agraire assumée par ce parti », alors que le P.S., emporté dans la coalition gouvernementale, n'avait pas appuyé ouvertement cette réforme.

Dans les circonscriptions du Nord, au contraire, où deux années de « processus révolutionnaire » n'ont pratiquement pas changé la vie quotidienne des Portugais, on constate une avance quasi générale de la droite la plus conservatrice. Dans cette région de minuscules exploitations agricoles, assez isolée du reste du pays, où l'Eglise catholique conserve une grande influence, le C.D.S. est partout en progrès. Ses gains par rapport à l'année dernière vont de 7 à 14 %, selon les circonscriptions. En revanche, le P.S. qui dans le Nord, est nettement le parti de la gauche, voit son score diminuer dans toutes les circonscriptions, sauf dans celles de Viseu, de Viana-do-Castelo, à l'extrême nord, et, curieusement, à Braga, capitale de l'intégrisme catholique portugais.

Ainsi le fossé qui sépare le nord du pays — où la P.C. a partout moins de 10 % des voix — du sud — où, sauf dans l'Algarve, le P.P.D. et le C.D.S. recueillent, chacun, également moins de 10 % des suffrages — s'est plutôt creusé à l'occasion de ces dernières élections. Lisbonne, située au centre du pays, et qui est l'endroit où se sont joués les épisodes politiques les plus « chauds » de la révolution, enregistre deux mouvements contradictoires : le P.C. y a gagné plus de trois points, et le C.D.S. plus de huit. Le P.S., en revanche, y est en baisse de 8 %. Néanmoins, comme dans les deux autres circonscriptions centrales, celles de Santarém et de Portalegre, les résultats obtenus par les quatre grands partis y sont plus équilibrés que dans le reste du pays, avec une sensible prédominance du parti socialiste.

A ce phénomène inquiétant pour l'unité nationale, les dernières élections ont apporté deux compensations. D'une part, le vote des « îles adjacentes » a été moins « autonomiste » que celui de l'année précédente. Le P.P.D., qui était l'agent de propagation du séparatisme aux Açores et à Madère, a subi une sévère défaite dans les deux archipels, perdant de 9 à 11 % de ses voix. Il demeure le premier parti dans les quatre circonscriptions insulaires. Mais le P.S., qui arrive en seconde position partout, a progressé de 5 à 12 %. Le mouvement autonomiste s'y était renforcé, en 1975, au fur et à mesure que le Portugal semblait évoluer vers l'extrême gauche, ce dont les habitants des îles (les portugaises de l'Atlantique — qui vivent du tourisme et, pour les Açores, des revenus que leur procurent les bases étrangères — craignent de supporter les conséquences. La « normalisation » du pays après le 25 novembre constitue l'explication la plus plausible du reclassement politique enregistré aux Açores et à Madère le 25 avril dernier.

Il existe un autre facteur favorable à une meilleure cohésion du pays : la bonne implantation du P.S., malgré son recul dans les deux tiers des circonscriptions. Ce parti arrive encore en tête dans huit des dix-huit circonscriptions « continentales » — essentiellement dans le centre du pays — et notamment à Lisbonne. Il enregistre, en revanche, des progrès dans certaines zones septentrionales où il était assez mal représenté. Alors que les communistes le Centre démocratique et social et le Parti populaire démocratique enregistrent, dans leurs scores, des amplitudes considérables — de 1,5 % à 44,3 % pour le P.C., de 4,2 % à 32,1 % pour le C.D.S. et de 6,2 % à 57 % pour le P.P.D. — le P.S. obtient partout des résultats honorables, recueillant de 22,6 % à 44,7 % des voix. La formation de M. Mario Soares n'est pas devenue « le grand parti majoritaire » qu'elle ambitionnait d'être. Elle n'en demeure pas moins, dans les circonstances présentes, le meilleur ciment de l'unité nationale portugaise.

JEAN-PIERRE CLERC.

A PERPIGNAN

Les Amériques latines dans le miroir du cinéma

L'AVÈNEMENT du cinéma latino-américain comme élément spécifique du combat culturel pour la revendication d'une identité latino-américaine coïncide avec l'épanouissement du cinéma cubain dès 1963 et avec l'éclosion du cinéma novo brésilien. Des films nouveaux relèguent soudain à l'arrière-plan la plupart des fictions précédentes : les prolifiques cinématographies mentales et argentines qui dominaient le marché sud-américain se voient définitivement discréditées à cause de leur démarche folkloriste et de leur goût du compromis.

Le mérite principal du Festival de Perpignan aura été de le souligner. Il nous rappelle par ailleurs que de nombreux films étrangers, ayant l'Amérique latine pour objet, ont récemment dans le monde une image faussée de la réalité sud-américaine. En particulier, les réalisateurs de Hollywood considèrent généralement l'Amérique latine comme un simple décor d'un cadre aventureux où ils installent habituellement leurs fictions. Dès 1916, David W. Griffith établit dans *The Americano* le modèle narratif de bien des films qui abâtissent la vie politique en Amérique du Sud : un ingénieur des mines nord-américain (Douglas Fairbanks), dans une République tropicale d'opérette, contribue à renverser une dictature militaire abusive, épouse la fille du nouveau président et devient ministre de l'armée...

D'autres fictions hollywoodiennes attribuent aux hommes d'Amérique du Sud un comportement psychologique primaire : ils sont instinctifs, cruels, « machistes », superstitieux... Même lorsque des films illustrent des combats politiques importants, c'est pour mieux insister sur l'aspect spectaculaire, folklorique, et réduire leur portée, leur portée. Dans *Viva Villa* (de Jack Conway - 1935), *Viva Zapata* (de Elia Kazan - 1932) et *Chucho* (de Jacques Tourneur - 1953), la révolte des héros tient davantage à des raisons d'ordre sentimental, à un conflit amoureux, qu'à une prise de conscience politique. Les femmes sont d'ailleurs présentées comme des freins au progrès, ne rêvant que d'intégration sociale et d'ordre bourgeois ; les masses servent de prétexte à la fiction, elles sont méprisées, sous-estimées, prêtes à suivre aveuglément des chefs charismatiques au projet politique confus.

Un seul film hollywoodien a su donner des combattants politiques sud-américains une description favorable. celui de John Huston, les *Insurgés* (1949), qui sacrifie aux règles du thriller, mais présente avec sympathie la préparation d'un attentat contre le dictateur de Cuba, Machado (1932), par un réseau clandestin de militants cubains.

Le festival permet de mesurer l'influence que ces films ont exercée sur le regard que les cinéastes sud-américains allaient longtemps porter sur leur propre réalité ; il distingue toutefois l'empreinte positive que le travail de G.M. Eisenstein et de son opérateur Edouard Tissé dans *Que Viva Mexico* (1932) (œuvre inachevée dont nous vîmes les montages approchés réalisés par Sol LeWitt - *Ten pèdes sur le Mexique*, 1933 — et par Marie Seton - *Time in the Sun*, 1939) laissa sur le réalisateur mexicain Emilio Fernández et son photographe Gabriel Figueroa, qui imitèrent les cadrages et le montage des Soviétiques dans des œuvres baroques comme *Maria Candelaria* (1945) ou *Excmo* (1947).

C'est contre toute influence, contre l'impérialisme culturel, que le nouveau cinéma latino-américain semble se définir. Des œuvres comme *Lucia*

(de H. Solas - 1968), le *Sang du Condor* (J. Saulnier - 1968). Trois tristes tigres (de R. Ruiz - 1969), les *Dieux et les Morts* (de R. Guerra - 1970), la *Terre promise* (de M. Littin - 1971) ou *El desierto principal* (de J. Saulnier - 1974) contribuent à élaborer une dramaturgie nouvelle nourrie des traditions narratives vernaculaires, attentive aux mentalités populaires, à la mémoire collective. Ils élaborent en commun une autre histoire de leur continent qui tient compte du courage du peuple, de sa culture et de ses luttes.

Les cinéastes européens, surtout après la mort de « Che » Guevara et les événements chiliens, se sont intéressés à la problématique latino-américaine dans des films froidement politiques (*Eliaz* - 1974) contribuent à élaborer une dramaturgie nouvelle nourrie des traditions narratives vernaculaires, attentive aux mentalités populaires, à la mémoire collective. Ils élaborent en commun une autre histoire de leur continent qui tient compte du courage du peuple, de sa culture et de ses luttes.

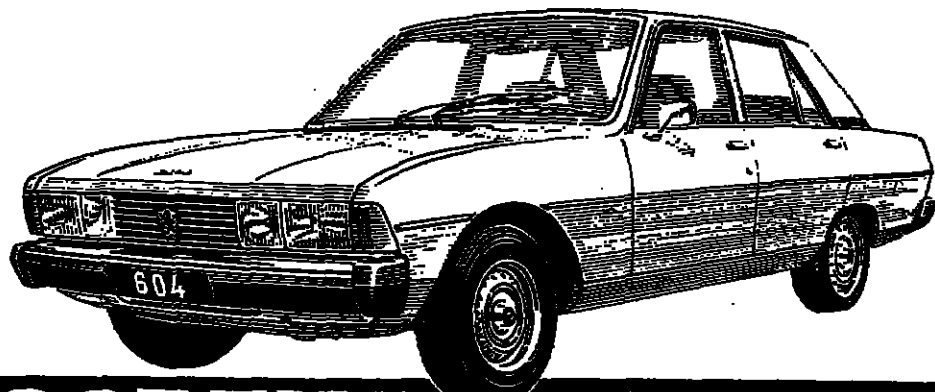
EN filigrane, au cours des journées, l'œuvre du réalisateur classique argentin Leopoldo Torre-Nilsson, présent à Perpignan, était projetée et analysée. Elle couronne ce cycle la cas de Torre-Nilsson : Welles, Visconti et Bardem), faisant des problèmes psychologiques de quelques personnages en huis clos (*La Chute* - 1968, et *Solitaire* - dix fois sept - 1962, sont caractéristiques de cette veine) l'essentiel de leurs préoccupations. Si des problèmes directement politiques sont abordés (dans *Fin de fête* - 1968) ils sont traités dans les limites des mentalités d'une démocratie traditionnelle, propres à une mentalité citadine.

L'impact des nouveaux films latino-américains les tire cependant de leur tour d'ivoire : Torre-Nilsson réalise alors des œuvres qui apparemment coïncident avec les préoccupations (sujets historiques, personnages populaires, luttes pour l'indépendance, esthétique de la violence...) des auteurs de la nouvelle génération. Mais ses films (*Martin Pierre* - 1968, *La Tierra en armas* - 1976) reprennent en fait, en les aggravant, les structures des fictions d'aventures américaines : héros coupé du peuple ou conduisant le peuple, personnalisation de l'intrigue, narration à effets, goût du spectaculaire, racisme... et démontrent qu'en Amérique latine, comme ailleurs, le cinéma politique doit prendre source dans le militantisme de ses auteurs et leur culture populaire ; il ne relève jamais des opportunités carriéristes.

Il faut savoir gré aux organisateurs de ce premier Festival de Perpignan d'avoir présenté un programme dont la vocation anti-impérialiste n'était ni l'humour ni la tolérance : ils ont osé présenter des œuvres ontranchées nationalistes (parmi lesquelles l'incroyable *Commando à Cuba* de A.C. Gannaway - 1964), confiant à la maturité du public. Ils rappellent enfin que l'idéologie de l'impérialisme imprègne tous ses produits culturels, même les plus anodins comme les dessins animés, les documentaires ou les reportages. Ils sont de la sorte parvenus à faire d'un festival de cinéma un passionnant forum d'initiation à la lecture politique de tous les films.

I. R.

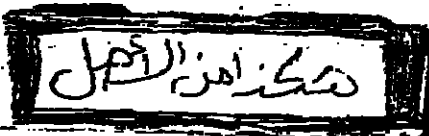
automobiles
PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :
• aux Membres du Corps Diplomatique
et des Organisations Internationales
• aux Clients se rendant en France
Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT

26, RUE CAMBACÉRÈS • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.99 • Telex Peujoxa 280.426



AFRIQUE DU SUD

Ayant dilapidé les fruits de sa politique de «détente»

Pretoria doit s'efforcer de briser son encerclement par des régimes progressistes

A Kinshasa, le dernier carré des dirigeants du F.N.I.A. boucle ses valises. Le président du Front, M. Holden Roberto, se prépare à partir pour la Tunisie. Les dernières troupes de l'UNITA, qui continuent à recevoir une aide matérielle de l'Afrique du Sud et de certaines puissances occidentales, en particulier via la Zambie, sont adossées à la frontière sambienne dans l'extrême sud-est du pays. Mais on ne voit pas comment l'UNITA pourrait gagner un appui populaire qui lui permettrait de sortir de son ghetto. La victoire du M.P.I.A. est acquise. De son côté, le Front de libération du Mozambique tient fermement la situation. L'accession au pouvoir de ces deux régimes progressistes à l'intérieur et anti-imperialistes à l'extérieur placent l'Afrique du Sud dans une situation délicate.

Depuis 1973, Pretoria savait que les jours du colonialisme portugais étaient comptés. Ce facteur contribuait à lacer le gouvernement Vorster dans sa politique de «détente» qui n'était rien d'autre que l'adaptation de la politique étrangère sud-africaine à la nouvelle orientation de sa politique intérieure. Parlant des Bantoustans, M. John Vorster souhaitait établir avec eux «une politique de bon voisinage basée sur deux principes : l'indépendance politique et l'interdépendance économique». L'Afrique du Sud voulait appliquer les mêmes principes à ses relations avec les Etats voisins. Elle devait s'engager dans cette voie parce que le glacis portugais en Angola allait disparaître. Pretoria a toujours considéré la Zambie comme sa ligne de défense naturelle et le rio Save, qui traverse le sud du Mozambique, comme sa ligne de défense avancée. D'autre part, le maintien du système de l'apartheid limite le marché intérieur et subordonne la croissance économique sud-africaine à la conquête de marchés extérieurs.

Très vite, les Etats africains «modérés» ont saisi la main tendue par Pretoria. Puisque l'armée sud-africaine est invincible, estimait-on, il fallait éviter avec Pretoria toute confrontation armée qui, de toute façon, précipiterait l'Afrique australe dans le champ de l'Afrique noire. Les grandes puissances. En fait, la séduction qu'exerçait la force de l'économie sud-africaine auprès de ces régimes, tous intégrés au système économique occidental, étouffait leur opposition au régime de Pretoria, surtout si elle était d'abord justifiée par une solidarité raciale. Les succès de cette poli-

tique ont été tels que l'Afrique du Sud, peu à peu, gagnait son pari : diviser suffisamment l'Afrique pour paralyser toute menace sérieuse et pour élargir son espace économique.

Sous la pression de l'alle droite du parti nationaliste, fort de promesses américaines qui ne seront pas tenues, surestimant la force politique et le potentiel militaire du F.N.I.A. et de l'UNITA, Pretoria s'est lancée dans l'intervention en Angola parce que sa politique de «détente» lui paraissait suffisamment avancée pour bloquer toute riposte africaine. Avant même que cet échec ne soit consommé, l'intervention des troupes cubaines transformait en déroute l'expédition angolaise. La politique de «détente», à sans doute sombré dans ce fiasco.

Le mythe de l'invincibilité de l'armée sud-africaine s'est ainsi effondré, même si l'appui des troupes cubaines a joué un rôle primordial pour empêcher vite la déstabilisation militaire. L'image que l'Afrique du Sud souhaitait donner d'elle-même — un pays africain comme les autres, désireux d'établir des relations normales avec les autres Etats de l'Afrique — a disparu pour révéler une puissance agressive et expansionniste. A tel point que tous les chefs de file de la coopération avec l'Afrique du Sud, Houphouët-Boigny, Bourguiba, Seretse, Tlopiro, Kaunda — ont affirmé que la «détente» ne pourrait survivre au désastre angolais. La position diplomatique de Pretoria est encore plus mauvaise qu'au début des années 70. Sa situation stratégique a elle aussi empiré.

La faiblesse des intérêts économiques sud-africains en Angola ne peut pousser Kaunda à modérer son hostilité à l'encontre de Pretoria. Par contre, la République populaire du Mozambique est obligée de tenir compte de sa dépendance, héritée de la période coloniale, à l'égard de l'Afrique du Sud. Mais les dirigeants du Frelimo ne cachent pas que la reconstruction nationale vise aussi à une indépendance complète par rapport aux circuits économiques occidentaux, et donc par rapport à leur centre le plus puissant en Afrique : Pretoria.

A l'est comme à l'ouest, l'Afrique du Sud est donc adossée à deux Etats qui lui sont résolument hostiles et qui veulent bloquer son expansion économique. La seule brèche par laquelle Pretoria peut éviter un encerclement total s'ouvre vers le nord à travers

la Rhodésie et la Zambie. Or les chances d'une solution négociée, donc de l'installation en Rhodésie d'un régime qui accepterait de négocier avec Pretoria, sont très faibles.

Quel que soit l'interlocuteur avec lequel le régime de M. Smith ou un quelconque des représentants de la minorité blanche conclurait un accord, aucune solution durable ne peut être trouvée sans l'aval du commandement militaire unifié de l'A.N.C. Les quatre chefs historiques du mouvement nationaliste — M.M. Nkomo, Sithole, Muzorewa et Chubbena — ont perdu la confiance des quinze mille combattants qui ont choisi une nouvelle stratégie : la guerre populaire prolongée. Ils veulent désormais une véritable révolution dont les méthodes et les objectifs sont très proches de ceux du Frelimo.

Cette évolution du conflit rhodésien illustre la conséquence principale de la déroute sud-africaine en Angola : la stratégie face aux régimes blancs

Par RENE LEFORT

d'Afrique a basculé. Les partisans des solutions négociées rangent leurs dossiers. A l'inverse, les partisans de la lutte armée intensifient leurs efforts. Ils ne sont pas déçus par l'issue de l'opération. Il leur est maintenant possible de s'infiltrer à travers 1 500 kilomètres de frontières communales avec un Angola dont le président Neto démentirait récemment : «Nous sommes désormais en mesure de contribuer à l'indépendance d'Afrique». Le Frelimo, de l'A.N.C. sud-africain affirme : «Les victoires de l'Angola et du Mozambique commencent à sortir nos militants de l'impasse où les avait conduits la répression de ces dernières années». Il révèle aussi que l'entraînement des combattants s'intensifie et que le déclenchement de la lutte armée est proche.

An contraire, la Zambie et le Zaïre, qui étaient en Afrique australe les plus fervents partisans de la politique de «détente», sont acculés à la défensive. Après le «sommet» de Lusaka, le président Kaunda a dû pour la première fois admettre que la seule perspective qui s'ouvrait aux nationalistes rhodésiens était l'intensification de la lutte armée. Il n'avait pas hésité un an plus tôt à recevoir officiellement en Zambie même le Dr Vorster pour arracher au régime de M. Smith des concessions qui

permettraient l'accession au pouvoir en Rhodésie des représentants de la bourgeoisie noire. Pourtant la prépondérance dans le mouvement nationaliste rhodésien de l'aile militaire de l'A.N.C., qu'une guerre prolongée ne peut qu'accroître, isolerait encore plus la Zambie de son futur économique sud-africain. Par contre, la Zambie a cédé aux pressions sud-africaines en continuant à soutenir l'UNITA, retardant ainsi une normalisation de ses relations avec l'Angola, qui conditionne l'exportation du cuivre zambien. Le président Kaunda ne semble même plus avoir les moyens de s'en tenir à une politique cohérente.

POUR la première fois depuis son accession au pouvoir, le président Mobutu a dû céder officiellement toute aide au F.N.I.A. et admettre que le seul mouvement représentatif du peuple angolais est le M.P.I.A. L'effondrement de l'économie zambienne, largement imputable aux dépenses que Kinshasa a engagées dans ses opérations militaires en Angola et à la fermeture du chemin de fer de Benguela, ne laissait pas de toute façon une quelconque marge de manœuvre au régime de M. Mobutu. En échange de la Zambie, le Zaïre s'est engagé à empêcher l'armée des opposants katangais réfugiés au nord-est de l'Angola de s'infiltrer au Zaïre. Mais déjà la guérilla s'étend dans les zones frontalières avec le Soudan et la Tanzanie. En fait, malgré une aide américaine accrue, le président Mobutu aura beaucoup de mal à se remettre de sa défaite dans l'opération angolaise, où il avait jeté tout son poids. Seule l'accession au pouvoir de personnalités «modérées» pourrait bloquer la radicalisation de l'opposition actuelle.

La division du continent africain face au régime de Pretoria pourrait être dépassée. La crise angolaise a démontré une fois de plus que, dans un conflit majeur, l'O.A.A. est incapable de surmonter ses divisions. Les régimes progressistes d'Afrique semblent donc avoir perdu leurs dernières illusions sur les capacités offensives de l'organisation africaine. Autour des anciennes colonies portugaises, les seules à avoir conquis leur indépendance par une guerre populaire prolongée, un front des pays africains commencent à se dessiner. L'accession armée viendrait à bout du régime de Pretoria est en train de se constituer. Les premiers jalons en ont été posés lors de la rencontre de Conakry

où M. Fidel Castro a déclaré : «Si l'Afrique noire organise une armée multiraciale pour régler une fois pour toutes son compte avec l'apartheid, la responsabilité en reviendra entièrement aux Sud-Africains».

Cuba semble devoir jouer un rôle essentiel dans cette offensive, et pourrait être, au moins sur le plan matériel, l'intermédiaire indispensable du soutien des pays du bloc socialiste. Les bases arrière de cette offensive seraient l'Angola, où rien ne laisse prévoir un départ rapide des forces cubaines qui y stationnent. On assiste donc à la renaissance d'une sorte d'O.S.P.A. (1) qui, après la fin des conflits dans le Sud-Est asiatique et la stabilisation en Amérique du Sud, concentrerait ses activités sur l'Afrique. Mais les différents Etats qui la composeraient ne semblent pas être d'accord sur la place respective qu'occuperaient dans ses luttes de libération nationale les forces intérieures et les aides extérieures.

L'Afrique du Sud a donc anéanti par son intervention angolaise l'acquis patiemment gagné dans sa politique de «détente». La crise politique interne va s'y ajouter entre les tenants d'un assouplissement de l'apartheid et les «durs» du régime dont l'intransigeance depuis vingt-cinq ans ne fait que s'accroître. L'inflation aggrave par la baisse du prix de l'or et la hausse des dépenses militaires, va s'accroître. Pendant des marchés limitrophes et des voies de communication, la production devrait continuer à décroître.

Pretoria, ayant perdu la manche militaire, va maintenant essayer d'influencer l'évolution en Angola et au Mozambique ; il s'agit de chercher d'abord à provoquer l'effondrement de l'économie, espérant ainsi déstabiliser le M.P.I.A. et le Frelimo une population qui dans sa majorité n'a découvert que très récemment les mouvements de libération. La crise atteignant son point culminant, Pretoria s'apprête alors un grand coup pour renverser ou diviser ces régimes radicaux et favoriser l'accession au pouvoir de factions plus modérées. Comptant sur l'énorme capacité d'intégration du système impérialiste, l'Afrique du Sud pense qu'elle pourrait alors, peu à peu, trouver des accommodements avec ces nouvelles autorités et regagner les positions qu'elle a perdues en Afrique australe.

(1) O.S.P.A. : Organisation de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, créée à l'initiative des autorités cubaines.

UNE ETUDE SUR LA LITTÉRATURE ALGÉRIENNE DE LANGUE FRANÇAISE

Textes profanes et parole sacrée

A LORS qu'à peine douze ans nous séparèrent de l'accession de l'Algérie à l'indépendance, n'est-ce pas, n'est-ce pas facile de retrouver le fil d'une littérature algérienne. C'est pourtant cette gazerne qu'a traitée Charles Bonn dans un ouvrage qui propose une intéressante approche de cette littérature au triple plan de ses structures profondes, de ses rapports à la politique et enfin de la relation qu'elle entretient avec ses lecteurs réels ou potentiels (1).

Prise entre ces trois pôles, la littérature doit trouver ce que Michel Foucault appelle son «existence escarpée», et c'est sans doute au niveau de l'imaginaire que se déchaînent le mieux les intentions réelles des écrivains algériens. C'est la raison pour laquelle l'auteur s'attache en premier lieu à détecter, sous l'idéologie du discours social, les structures profondes de l'imaginaire créatrice articulées autour d'un certain nombre d'obsessions fondamentales : l'enfance, l'affranchissement de la terre et de la cité, la trahison des pères et enfin le combat contre la ville.

«Chez nous, l'enfance est un monde privilégié, remarque Kateb Yacine. Nous baignons dans un univers féerique. Les femmes ne sortant pas sont coupées du temps et racontent des histoires. Elles sont portées d'un monde enchanté fermé aux hommes à partir de douze à treize ans... Et pourtant, en dépit de cet attachement au jardin clos de l'enfance, la littérature algérienne est le plus souvent une littérature de l'ennemi et du déracinement dans laquelle s'affrontent impitoyablement la fascinante cité des Européens et l'obsédante terre des ancêtres. A la terre, l'ennemi, le voyageur ou le passant clandestin associent en général l'image de la mère et surtout d'une unité fermée sur elle-même, tandis que la cité irrégulière et étrangère devient le lieu de la quête problématique d'un père toujours fuyant et toujours absent».

Dévoit-on refuser, hostile ou faussaire, la ville est en effet l'une des dimensions essentielles du roman algérien, et l'approche que fait d'elle le colon est toujours lourde de condescendance : «Rêves de possession : s'asseoir à la table des colons, roucher dans le lit du colon, avec sa femme si possible» (Fanon). Mais en tant que lieu privilégié du regard étranger, la ville fouet-

teronne à la manière d'un piège dont il faut se méfier : «Se trouver face à une multitude de fenêtres braquées sur soi n'a rien de particulièrement réjouissant, comme Kateb Yacine. J'ai déjà été pris au piège quatre ou cinq fois, et à chaque fois je n'ai pas donné cher de ma peau».

A cet espace de la cité s'oppose celui de la mère, maison-caverne, ombre et silence. Mais la

grotte est aussi le séjour des ancêtres, et si la ville demeure toujours le lieu de l'altérité, l'espace maternel constitue par excellence le lieu de l'unité et de la paix des origines. Il faut bien cependant sortir de la caverne et basculer dans la lumière et la dissémination. Ce brusque franchissement qu'accompagne toujours la tentation de la fuite constitue pour le héros une des hantises les plus fortes de la littérature algérienne, car il s'agit d'un moment décisif qui prend les dimensions d'un véritable rite de passage après lequel tout retour est impossible. Au cours de son entreprise, le héros trouve appui auprès des vieillards dont la sagesse et la sérénité le conduisent à la rencontre des terribles ancêtres fondateurs qui, dans leur affrontement à la cité, atteignent parfois à la dimension tragique des dieux anciens immoies sur la scène urbaine.

TOUTEFOIS, si dans son passage de l'espace maternel vers l'espace ouvert des adultes l'adolescent des romans algériens entre parfois en contact avec l'ancêtre, jamais il ne rencontre le père. Pourtant la quête du père est l'une des constantes de cette littérature. Toute l'histoire de Medjah est celle d'une quête éperdue des pères par les quatre amis condamnés à une perpétuelle errance, comme des ombres sans rudi. Mais, de même qu'ils nient l'identité des pères, les autres (c'est-à-dire les Européens) ont supprimé le père, quand ils ne l'ont pas réduit à une existence humiliante : «Du jour où le Français est entré dans ce pays, plus aucun de

nous n'a eu de vrai père. C'était lui qui avait pris sa place, c'était lui le maître. En les prenant plus tôt chez nous, nous les rendrions plus nôtres. Ils n'ont plus été que les violateurs et les engorgements de nos mères, et ce pays n'a plus été qu'un pays de bâtards».

Ainsi la quête du père est-elle le plus souvent vaine, car, ou bien il est absent, ou bien il a trahi. A l'époque coloniale, c'est surtout ce

Par JACQUES CHEVRIER

deuxième aspect que l'on retiendra : «Les héritiers des preux se vengeaient dans les bras des demi-mondaines ; ce furent des agapes, des frades de vaincus, des tables de jeu et des passages en première classe en direction de la métropole», ainsi, quand les fils se révoltent, leur première victoire est souvent remportée sur le père : les pères de Medjah se réfugient à la montagne, «garage de la mort lente», où Lakhdar vient les haquer. Souvent même les fils ont appris à ignorer le père et s'ont dirigés directement à l'ancêtre-fondateur : grâce à cette création de l'imaginaire collectif, la communauté peut en effet s'inventer une revanche fictive, transformant en victoire mythique une défaite réelle. L'écrivain ajoute à cette création mythique une dimension supplémentaire, celle d'une réponse possible à sa quête d'identité alors que le père fait défaut : «Il peut désormais se regarder comme un enfant trouvé ou adopté, auquel on a une famille, royale bien entendu, ou noble, ou puissante en quelque façon, se révélant un jour avec éclat pour le mettre enfin à son rang».

Mais, pour les écrivains exilés, pour ceux qui l'indépendance n'a pas satisfait, ceux qui créent à la révolution conclue, le fondateur lui-même a trahi une fois sa vocation : «Le fondateur, notre chef clandestin ? Le volé qui bombe le tonne et narque les sorciers», disait déjà Kateb Yacine en 1956. Ainsi le père, l'ancêtre ou Dieu lui-même se débloquent au moment où on croyait les rejoindre. Et la longue marche vers la caverne, la longue vie en creux des fils dans l'attente du père s'avère fautive et même culpabilisante. Allégoirement peut alors consister, à la fin du village des septuagénaires : «L'époque héroïque de la chevalerie est définitivement révolue ; celle des technocrates, des comptables et des marchands de tapis commence».

CEPENDANT, si l'écrivain a pour fonction de traduire l'imaginaire, il est aussi amené à prendre position, à se déclarer par rapport à une idéologie et même à en élaborer les grandes lignes, soit pour lutter contre le colonialisme, soit pour prendre part au processus révolutionnaire déclenché par la guerre de libération nationale. La littérature algérienne de langue française a d'abord été en effet une arme, conçue sous la forme d'une réponse à la phraseologie négative du colonialisme, et c'est donc tout naturellement que, l'indépendance une fois acquise, elle a continué à exercer un rôle idéologique. Toutefois, dans son sonnet d'efficacité,

l'idéologie a trop souvent tendance à se constituer en discours social, c'est-à-dire en norme. Elle suscite alors des textes en général médiocres et cherche à récupérer toute la littérature qui s'est faite à son lusus ou avant son apparition.

Il est hors de doute que, comme dans la plupart des pays du tiers-monde, la littérature algérienne traverse une crise dont une des causes fondamentales doit être recherchée dans une série de malentendus cristallisés autour de la notion ambiguë d'engagement. S'il est normal en effet que la littérature se prononce sur les problèmes de l'heure ou comment par contre trop souvent l'erreur, à l'égard des dirigeants, de confondre l'engagement personnel de l'écrivain avec la pure et simple propagande. D'où la bon-tade déshabillée de Kateb Yacine : «Quant aux artistes, nous n'en avons pas vu un seul».

Reste à déterminer malgré tout quel est l'impact réel de la littérature algérienne sur le public auquel elle s'adresse désormais en priorité. Question difficile dans la mesure où l'acte de lecture se laisse difficilement réduire à des explications rationnelles, mais à laquelle une enquête systématique permet cependant d'apporter d'appréhensibles éléments de réponse. Les analyses auxquelles se livre l'auteur ne pouvant trouver place ici, nous retiendrons de cette enquête cinq conclusions :

- 1) La littérature algérienne de langue française touche une minorité de «classe», en majorité citadine ;
- 2) Les femmes sont peu concernées par le problème ;
- 3) Le choix de la langue française apparaît lié au désir de modernité et de liberté individuelle ;
- 4) La lecture est perçue comme un acte sévère ;
- 5) Les lecteurs réclament une littérature authentiquement nationale qui aborderait les problèmes politiques, les problèmes de la femme et de la famille et enfin le problème du couple et la situation de la femme dans l'Algérie et le Maghreb d'aujourd'hui.

Si l'on en croit l'auteur de cette étude, la littérature algérienne reste un phénomène marginal en raison de son caractère sévère et élitiste, mais surtout dans la mesure où l'idéologie actuelle semble vouloir la restreindre et l'enfermer dans une fonction commémorative et ethnographique. Or le public est avide de nouveauté ; il attend de l'écrivain qu'il désigne ce qui est confusément ressenti comme une tare dont il est dangereux de parler.

En réalité, il est permis de penser que, par-delà le contenu de la littérature, c'est l'objet littéraire lui-même qui fait problème dans un pays à forte tradition orale comme l'Algérie. On peut donc se demander, ainsi que le suggère Jean Duviols, si le refus des écrivains de nommer certains états ne provient pas du fait que la langue française reste le lien par excellence de la laïcité, dans un monde où la parole appartient encore pour une grande part au registre du sacré.

(1) Charles Bonn, *La Littérature algérienne de langue française et ses lectures*, Ed. Beaumont, Sherbrooke, Québec, 1974, 256 pages, 7 dollars.

ETUDIANTS ET ADULTES
« DISCOVER THE AMERICAN WAY OF LIFE »
 4 SEMAINES DANS UNE UNIVERSITE AMERICAINE
 1^{er} juillet - 29 juillet
 An Intensive English Programme
 Socio-Cultural and Socio-Economic Studies
 Activités récréatives et sportives sur le campus.
INSTITUT DE RECHERCHE EN EDUCATION
 80, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS.
 Tél. : 548-10-94 ou 548-20-03 (le soir).

LE TCHAD, PAYS DIVISÉ

Une "indépendance" qui se conquiert

Éleveurs et paysans ont payé un lourd tribut à l'administration néocoloniale. Leur révolte coïncide souvent avec les objectifs du FROLINAT.

Reportage de DIDIER BAUSSY *



COMBATTANT DU FROLINAT DANS L'ENNEMI
Un terrain propice à la guérilla.

LE 21 avril 1974, Mme Claustre, une archéologue française, M. Marc Combe, un agent de la Mission de réforme administrative (organisme créé par la France pour réorganiser l'appareil administratif tchadien et dont le directeur, M. Pierre Claustre, est le mari de l'archéologue), le docteur Shawen, un médecin allemand, neveu par alliance de l'ancien président Heine- mann, sont enlevés à Bardai dans le Tibesti, dans l'extrême nord du Tchad, par un groupe de rebelles. Au cours de l'attaque de la mission dirigée par le médecin allemand, l'épouse de ce dernier et deux officiers tchadiens sont tués.

Un peu plus d'un mois et demi plus tard, le 12 juin, le docteur Shawen est libéré après que des négociateurs envoyés par le gouvernement de Bonn eurent versé aux rebelles une rançon de 5 millions de francs et accepté de faire diffuser un communiqué dans lequel ils exposaient leurs revendications.

Mme Françoise Claustre et M. Marc Combe, citoyens français, subirent un autre sort. Considérés par leurs ravisseurs comme « prisonniers de guerre », ils vont être l'objet d'une négociation beaucoup plus compliquée. Un an plus tard, les deux Français étaient toujours prisonniers au Tibesti, l'« affaire Claustre » éclate au grand jour, à l'initiative du mari de l'archéologue. Ce qui n'aurait pu rester qu'un « fait divers » devient une affaire politique qui met en lumière la nature des relations entre la France et l'une de ses anciennes colonies.

En négociant directement avec les rebelles du Tibesti, le gouvernement français a fait peu de cas de la souveraineté d'un État dont les frontières avaient été dessinées par la France (1) et qui avait reçu sa Constitution de la France. En refusant de livrer des armes à Hissène Habré, ce même gouvernement a cherché à ménager son système d'alliances avec ses anciennes colonies. Son attitude ne fut tempérée que par le souci de préserver les avantages qu'il retire de sa politique dans cette partie de l'Afrique.

Les résultats de cette politique furent lourds de conséquences. N'Djamena dénonça les accords de coopération avec la France et demanda le départ des troupes françaises qui stationnaient au Tchad. La France se voyait ainsi imposer des limites à l'utilisation de bases militaires qui lui étaient surtout indispensables pour le ravitaillement de Djibouti.

Les négociations reprises par les Tchadiens pour la libération de Mme Claustre (M. Marc Combe avait pu fuir accompagné de ses ravisseurs début juin 1975) n'eurent pas plus de succès que celles qui avaient été conduites par les Français. Et le véritable problème qui se posait aux dirigeants tchadiens n'était pas résolu : celui de la rébellion armée qui s'étendait sur presque les trois quarts du territoire du Tchad, et dont les rebelles du Tibesti n'étaient qu'une faction dissidente.

Depuis dix ans, le Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) lutte contre le pouvoir issu de la décolonisation et de l'« indépendance » pour faire aboutir un programme politique qui s'oppose à toutes les formes du néo-colonialisme et qui prévoit l'édification d'une société socialiste.

Le FROLINAT est né le 22 juin 1966 à Nyala, au Soudan, de la réunion, dans une organisation politique et militaire, d'un certain nombre de mouvements et de partis d'opposition au régime du président Tombalbaye. Le premier secrétaire général du Front, Ibrahim Abatcha, représente l'Union nationale tchadienne (U.N.T.), le parti progressiste qui avait, en 1958, préconisé le « non » au référendum constitutionnel proposé par le général de Gaulle. L'U.N.T. avait été interdite en 1962 et ses dirigeants emprisonnés par le président Tombalbaye.

Premières dissensions

PEU de temps après la formation du Front, la direction d'Ibrahim Abatcha est contestée par le représentant du Mouvement national de libé-

ration du Tchad (M.N.L.T.), Mahamat Moussa, qui estime que la direction du Front doit lui revenir, sous prétexte que sa formation est numériquement plus importante et qu'il a déjà organisé au Ouaddaï un foyer de lutte armée.

Ainsi, aux premières heures de son existence, se manifestent à l'intérieur du FROLINAT des tensions entre les différentes tendances qui s'étaient réunies dans le but de renverser le régime de Fort-Lamy. Aux nationalistes progressistes qui veulent étendre la lutte de libération à tout le pays en combattant le néo-colonialisme s'opposent les représentants de tendances qui font valoir un point de vue régionaliste ou religieux. Mahamat Moussa se retire du Front quelques mois après sa formation. Jusqu'à son ralliement au régime de N'Djamena, en octobre 1975, il combattait épisodiquement les forces gouvernementales, mais aussi parfois les combattants du FROLINAT : son action, cependant, ne dépassera jamais les frontières du Ouaddaï et ses forces seront toujours limitées à quelques petits groupes armés. Quelques années plus tard, après la mort, au cours d'un accrochage, d'Ibrahim Abatcha en 1968, Abba Siddick étant devenu secrétaire général du Front, l'éviction de Baghalani, un chef musulman qui avait été, lui aussi, un des fondateurs du Front et qui combattait pour des motifs essentiellement religieux, signifie bien la volonté des dirigeants du FROLINAT de ne pas se laisser déborder par des éléments fanatiques.

Ces dissensions furent exploitées par les autorités françaises et tchadiennes. En effet, en leur donnant une importance qu'elles n'avaient pas, elles purent affirmer que la rébellion était le fait de « soulèvements de tribus », de « valeurs de haine » ou encore de « fanatismes religieux armés par l'étranger », et surtout pas d'une organisation politique qui combattait pour renverser non seulement le régime de Fort-Lamy, mais aussi le système néo-colonial qui le soutenait.

L'intervention française et son inefficacité démentirent ces assertions.

La persistance de la rébellion



En 1969, l'armée française intervenait donc pour liquider les rebelles tandis que, pour supprimer les « causes de la rébellion », des experts français (pour la plupart d'anciens militaires) développaient un programme de réformes administratives, surtout destiné à rallier les chefs tradition-

nels dont l'autorité avait été supprimée par le président Tombalbaye. L'intervention française sous cette double forme fut un échec : les quatre mille hommes du corps expéditionnaire, malgré leur équipement de lutte antiaérienne, n'arrivèrent pas à enrayer la rébellion. Bien sûr, le FROLINAT fut durement touché, ses camps fixes furent détruits par les raids aériens, et il subit de nombreuses pertes. Mais la présence étrangère ranima les souvenirs de la colonisation et poussa de nombreux paysans à rejoindre ses rangs, donnant à ses dirigeants de meilleurs arguments pour faire valoir leur cause auprès des pays qui étaient susceptibles de les aider. Ainsi, le gouvernement algérien, qui savait par expérience ce que représentait une intervention armée de la France, et les pays qui avaient soutenu le F.L.N. renforcèrent-ils leur soutien au FROLINAT.

Quant à la Mission pour la réforme administrative (M.R.A.) (2), si elle put opérer dans les zones où la rébellion n'agissait pas encore, elle eut beaucoup de difficultés à travailler dans les zones touchées.

En 1971, l'intervention militaire française cessait « officiellement ». Malgré les démentis des autorités, on peut affirmer que l'armée française est intervenue directement par la suite, surtout en apportant l'aide de son aviation à l'armée tchadienne, dans laquelle servaient par ailleurs, « sous uniforme tchadien », deux cent cinquante militaires français. Faut-il rappeler que la garde nationale et les services de renseignements tchadiens étaient commandés par un officier français, le commandant Gouvenet ?

Un groupe de combattants du FROLINAT nous a mené jusqu'à Am-Djarras, dans le Biltine, où se déroulèrent encore en novembre 1974 de vio-

* Réalisateur du film *Le Tchad des rebelles* (Agence française d'images, 26, rue de l'Étoile, Paris).

lents combats entre l'aviation française et les troupes du Front. Les parois de la montagne, creusées dans cette région d'innombrables grottes, laissent voir en de nombreux points des traces de mitrailleurs aériens. On nous a montré des éclats d'obus, de roquettes et aussi une bombe qui n'avait pas explosé.



Géographiquement, le Tchad est divisé en quatre régions d'innombrables grottes, laissent voir en de nombreux points des traces de mitrailleurs aériens. On nous a montré des éclats d'obus, de roquettes et aussi une bombe qui n'avait pas explosé.

La partie sahélienne du Tchad s'étend au-dessus du dixième parallèle sur également à peu près le quart de la superficie du territoire. Environ 30 % de la population y vit, partagée entre des activités agricoles et l'élevage. A part quelques plantations de coton, l'agriculture y est surtout de subsistance (mil, sorgho), et l'élevage se développe selon des transhumances annuelles entre le sud et le nord de cette région jusqu'à la limite de la zone désertique. La majorité de sa population est islamisée.

Intercalée entre cette zone mixte et le Nord désertique (BET), se dessine la zone subdésertique où vit environ 12 % de la population. Les habitants y subsistent exclusivement d'activités pastorales et sont dans leur majorité islamisés.

Les trois préfectures du BET (Barkou, Ennedi, Tibesti) correspondent à la partie désertique du territoire. Environ quatre-vingt mille personnes y vivent (2 % de l'ensemble de la population).

L'objectif visé par les troupes gouvernementales aidées par l'aviation française était le camp où se trouvait l'état-major des Forces populaires de libération (F.P.L.), l'armée du FROLINAT.

Quelques mois après ces combats, nous rencontrâmes dans un camp de l'Ennedi, où s'en-

Une mosaïque d'ethnies

C'est la région traversée par les grands nomades sahéliens. Dans les oasis du Tibesti et de l'Ennedi, quelques populations ajoutent au nomadisme des activités semi-sédentaires. Ainsi, les Toubaux vivent une partie de l'année d'une agriculture essentiellement axée sur le palmier dattier et d'un petit élevage de moutons et de chèvres.

Sur ce découpage en régions climatiques, il faut superposer un découpage selon les groupes ethniques, bien plus complexe. Plus d'une centaine de langues sont parlées au Tchad, et cela rend bien compte des particularismes culturels et ethniques qui font de ce pays une mosaïque de micro-sociétés souvent très indépendantes les unes des autres.

Cependant, l'implantation de l'islam sur la plus grande partie du territoire a eu pour conséquence la diffusion de l'arabe comme langue véhiculaire. Aujourd'hui, sans aucun doute, l'arabe tchadien est la langue la plus répandue dans le pays. Cette diffusion de l'arabe véhiculaire explique la pénétration relativement modeste du français, qui n'a pu servir d'outil centralisateur et unificateur au service du nouvel État. Ainsi, bien que le français soit la langue officielle, moins de 10 % de la population peut l'employer pour s'exprimer (3).

Éleveurs et agriculteurs

LA population du Tchad peut donc être partagée en deux groupes sensiblement d'égale importance. D'un côté, les populations islamisées et, de l'autre, les ethnies animistes, parmi lesquelles la colonisation a fait de nombreux chrétiens.

Les deux groupes se distinguent aussi par leurs activités économiques. Si les islamisés de la région sahélienne sont à la fois agriculteurs et éleveurs, en général, dans les autres régions où ils vivent, l'activité principale de leur groupe est l'élevage (4). Les animistes, quant à eux, sont, dans leur immense majorité, des agriculteurs. L'élevage

Idriss, le chef d'état-major des F.P.L., qui fit pour nous le point de la situation militaire du FROLINAT :

« Au nord, nous a-t-il dit, nous contrôlons l'Ennedi et la plupart des zones qui l'entourent, ainsi que les provinces du Biltine et du Ouaddaï, jusqu'au Salamat. Au centre, les provinces du Batha et du Guera. A l'ouest, l'essentiel du territoire du Chari-Baguirmi, à l'exception de la capitale. Au sud, nous ne contrôlons pas la Logone occidentale, ni la Logone orientale, ni le Mayo-Kebbi. Dans le Sud, nous ne possédons pas de camps dans toutes les régions, mais nous avons de nombreux agents qui préparent le terrain sur le plan politique. Il ne faut pas oublier qu'on y trouve de nombreuses bases militaires françaises. Il en va de même pour le Kanem, pour lequel nous avons établi un plan militaire en vue d'y étendre notre contrôle et de faire communiquer avec les régions qui nous sont acquises.

— Qu'entendez-vous par « contrôler » une région ?

« Nous ne disposons pas d'installations fixes à proprement parler, mais, dans chaque région, nos forces armées s'installent dans des camps qui ne restent jamais plus de trois ou quatre mois à la même place. Cette mobilité est commandée par notre tactique militaire, mais elle permet aussi un brassage des combattants et des populations.

Le FROLINAT contrôle-t-il ainsi plus de la moitié du territoire et près de 40 % de la population du Tchad ? Plusieurs indices donnent crédit à ces affirmations. Tout d'abord, les dirigeants du Front et Mahamat Idriss ont proposé de faire accompagner des observateurs dans les zones contrôlées, invitation que nous-même avons déclinée pour des raisons d'emploi du temps. Ensuite, dans les camps que nous avons visités dans l'Ennedi, nous avons rencontré des combattants qui venaient de la plupart des régions du Tchad. Presque tous nous ont dit s'être engagés dans les rangs du FROLINAT après avoir rencontré des bandes rebelles qui opéraient près de leurs villages. Enfin, tous les témoignages de voyageurs qui se sont rendus ces dernières années au Tchad concordent pour affirmer qu'en dehors des régions de la zone cotonnière à l'ouest du Chari, des environs immédiats de la capitale et du Kanem, il est impossible de circuler dans le pays sans escorte militaire.

En progressant dans son contrôle politique du pays, le FROLINAT vise un objectif que ni le colonisateur ni le régime post-colonial n'ont atteint : réaliser au Tchad l'unité nationale. Y arrivera-t-il dans ce pays artificiellement façonné par la colonisation et qui reste fortement divisé ?

d'ailleurs leur est interdit par la trypanosomiose qui sévit dans la plus grande partie des territoires qu'ils occupent.

Il existait traditionnellement entre les éleveurs et les agriculteurs des liens fondés sur l'échange de leurs produits. Ces relations n'étaient pas toujours pacifiques, surtout à l'époque où la capture des esclaves était une entreprise très rentable. Cela peut expliquer en partie l'attitude différente de chaque groupe face au colonisateur : les agriculteurs, en général, acceptèrent avec une relative docilité la présence de l'étranger, et nombreux furent même parmi eux ceux qui adoptèrent la religion de l'homme blanc. Au contraire, les nomades et les agriculteurs-éleveurs islamisés, opposèrent une résistance farouche à la pénétration coloniale, et il fallut une succession de campagnes très meurtrières pour que l'ensemble du pays fût enfin pacifié en 1920 (5). Une fois terminée la pacification, la « mise en valeur » du pays pour le compte de la puissance coloniale allait pouvoir commencer. Les agriculteurs en furent les premiers bénéficiaires — ou plutôt les premières victimes — quand il fut décidé que le Tchad serait producteur de coton.

(1) A la suite de la convention franco-anglaise du 21 mars 1890 (un an après Fachoda), qui établissait la souveraineté française sur le Kanem, le Baguirmi et le Tibesti.

(2) M. Pierre Claustre en a été le directeur de 1972 à mars 1974. Son dernier représentant a quitté le Tchad en janvier 1976.

(3) Ce fait a d'ailleurs fini par être admis par le pouvoir central quand, en février 1975, il a été décidé que le passeport tchadien ne serait plus seulement rédigé en français mais aussi en arabe.

(4) Il faut aussi signaler l'existence, dans les villes du Sud, de colonies importantes d'artisans et de commerçants musulmans qui tiennent une place importante dans la vie économique.

(5) Le BET restera sous administration militaire française jusqu'en 1965, c'est-à-dire cinq ans après l'indépendance du Tchad.



Les ravages de la culture du coton

L'introduction de la culture commerciale du coton au Tchad (comme, dans d'autres pays d'Afrique, l'introduction de l'arachide, du café ou du cacao) permettait de monétiser le système d'échanges qui, traditionnellement, fonctionnait sur le principe du troc, et de transformer le paysan en contributeur tout en ouvrant le marché africain aux produits européens. La vie de la plus grande partie de la population en fut dramatiquement transformée, car très vite les cultures commerciales se sont trouvées en concurrence directe, pour le main-d'œuvre et pour les terres, avec les cultures vivrières. Plus la culture du coton s'étendait, et plus il était difficile pour les populations de s'approvisionner en produits vivriers, à tel point que lorsque la sécheresse atteignait la zone sahélienne (1969-1974), les populations ne purent pas s'approvisionner dans les régions du Sud qui, elles, n'avaient pas été atteintes. Et la disette se transforma en famine (6).

L'introduction de la culture du coton a ainsi progressivement accentué la division entre agriculteurs et éleveurs en les classant dans leurs types d'activités et en supprimant les échanges économiques qui les reliaient. Elle a aussi procuré à l'Etat nouvellement formé une classe politique liée aux intérêts de la puissance coloniale.

Venue au pouvoir après l'indépendance, cette classe politique, née dans les écoles primaires des régions cotonnières (7), a continué docilement la politique économique de l'ex-colonisateur, toujours pour le profit de ce dernier. Bien sûr, elle en a tiré pour son propre compte de nombreux avantages et l'assurance d'être protégée, tandis que le sort de l'immense majorité de la population subissait la pression de plus en plus intolérable de l'impôt et avait de plus en plus à craindre les abus d'une administration qui s'identifiait à la classe dirigeante.

L'impôt est bien le moteur du système d'exploitation du paysan : le seul moyen dont ce dernier dispose pour se procurer l'argent d'un impôt qui sans cesse augmente est d'augmenter sans cesse sa production de coton. Pour ce faire, il doit délaisser ses cultures de subsistance et se procurer, en les achetant, les vivres qui lui sont nécessaires et qu'il ne peut plus produire. Il devient alors la proie de tous ceux qui, spéculateurs et usuriers, détiennent le pouvoir de l'argent.

L'impôt était étendu aux agriculteurs ne produisant pas de coton et aux éleveurs. De ce fait, ces derniers furent encore plus exploités dans la mesure où pour eux s'ajoutait à l'impôt de capitation une taxe sur les bovins et les ovins (9).

La résistance ou la fuite

CETTE mesure touche l'activité traditionnelle la plus importante du pays et frappe près de la moitié de sa population. Mais les éleveurs n'acceptèrent pas passivement cette contrainte imposée par un pouvoir qu'ils avaient toujours refusé, qu'il soit colonial ou issu de l'indépendance. Ils fuirent ou résistèrent en prenant les armes. Les nomades arrivaient tout bien que mal à échapper aux contrôles des fonctionnaires. Les éleveurs, qui étaient également des agriculteurs fixés à la terre, s'opposèrent sur place aux envoyés du pouvoir central chargés de les recenser et de collecter l'impôt, et qui se signalaient souvent par leurs maladroites et leur cupidité.

Car les mœurs de l'autorité administrative avaient bien changé depuis l'indépendance. L'administration française, au temps de la colonisation, assurait la collecte de l'impôt avec rigueur, mais aussi, la plupart du temps, avec équité. Les percepteurs de la nouvelle administration vont se livrer à d'innombrables abus, n'hésitant pas, par exemple, à percevoir l'impôt pour leur propre compte, plusieurs fois par an chez les mêmes contribuables, bien souvent avec la complicité des autorités locales et des forces de l'ordre. La révolte des éleveurs et des agriculteurs-éleveurs islamisés contre les collecteurs d'impôt venus pour la plupart des régions animistes du Sud-Est pouvait, en se généralisant, se transformer en

une guerre à caractère tribal et religieux, comme ce fut le cas, à son début, pour la jacquerie des Maubis de la région de Mangalmé, en 1965. Mais le FROLINAT sut conférer à ces révoltes une autre dimension : la première mission que se donnaient les quelques militants qui commençaient l'action du Front fut, en effet, de fournir un contenu politique nationaliste à ces révoltes spontanées et d'étendre le combat contre l'administration tribalisée du président Tombalbaye à la lutte contre le néo-colonialisme français.

Eti, progressivement, furent réunies les conditions nécessaires à la réussite de cette lutte : — Un soutien actif de l'étranger : le FROLINAT trouva une aide auprès d'un certain nombre de gouvernements, de pays arabes pour la plupart, surtout la Libye qui a une frontière commune avec le Tchad ;

— Un terrain propice à la guérilla : les régions du nord-est du Tchad furent utilisées comme des « sanctuaires » où pouvaient s'entraîner les combattants des F.P.L. ;

— L'appui de la population : l'importance du rôle des milices dans l'organisation de la lutte rend bien compte de la volonté de faire participer l'ensemble de la population à la libération du pays. En effet, l'influence du Front a pu s'étendre par la création, dans les villages des zones contrôlées, de comités de miliciens qui assurent la permanence du Front auprès des populations. Car si les miliciens jouent un rôle militaire en renseignant les F.P.L. sur les mouvements des troupes gouvernementales, ils sont également chargés auprès de la population d'appliquer la loi du FROLINAT et de collecter les cotisations. Souvent, les présidents des comités de miliciens sont d'anciens chefs traditionnels qui ont mis leur autorité au service de la rébellion. Par haine du pouvoir central, ou par conviction politique ? En fait, ils n'ont guère le choix car, pour eux, la loi du FROLINAT est impitoyable : les chefs qui ne se soumettent pas ou qui trahissent sont liquidés physiquement.

Le Front bénéficie aussi d'un soutien de la part des communautés tchadiennes qui vivent à l'étranger du pays. Bien implanté parmi elles, il en obtient des aides financières et des possibilités de refuge pour ses militants.

Le Front dispose alors de tous les moyens pour exercer une action de longue durée, au moment où le président Tombalbaye voit son pouvoir s'épuiser, surtout à partir de 1973.

La chute de Tombalbaye

A cette époque, les relations entre les gouvernements français et tchadien sont très tendues. Il semble que la France ne veuille plus soutenir un homme compromettant et qui se tourne un peu trop vers d'autres partenaires ; en même temps, elle ne peut tolérer la victoire de la rébellion qui accroît son impact sur les populations décimées par la sécheresse. Elle continuera donc à aider l'armée tchadienne en attendant la venue au pouvoir d'un homme plus docile. Le président Tombalbaye réagit brutalement, comme un homme menacé. Il fait emprisonner ceux parmi ses proches qui pourraient prendre sa place avec le consentement (ou l'aide ?) de la France, tel le général Malloum, son chef d'état-major à la même époque, le docteur Outei Bona, un opposant qui faisait figure de représentant de la troisième force entre le régime et le FROLINAT, est « mystérieusement » assassiné à Paris, puis il s'attaque aux institutions.

Il dissout la parti unique, qui d'ailleurs ne s'était jamais opposé à sa politique, et le remplace par le Mouvement pour une révolution culturelle et sociale (M.N.R.C.S.), chargé de véhiculer une propagande délinquante et de mettre en action un programme cotonnier parfaitement irréalisable (récolter, en 1975, 750 000 tonnes de coton graine, c'est-à-dire multiplier par 8, sans modifier les conditions d'exploitation, le tonnage d'une récolte habituelle), tout cela sur un fond d'« authenticité africaine ».

Les valeurs occidentales sont rejetées et remplacées par l'enseignement de la tradition et la pratique des rites de l'éthnie du président. C'est la politique du « yondo », le tribalisme devient ouvertement une méthode de gouvernement. Cette pseudo-africanisation — à la zairoise — de la vie politique va contre les intérêts et le confort de la clientèle la plus proche du président, en particulier l'armée. Quand le dictateur s'en prend directement à celle-ci en la critiquant publiquement, il s'engage dans une épreuve de force qui a toutes les chances de le conduire à sa perte. Et, le 13 avril 1975, il est abattu par un coup d'Etat militaire.

«Du tombalbayisme sans Tombalbaye»



Le lendemain, le M.N.R.C.S. se dissout par les militaires et quelques personnalités trop compromises avec l'ancien chef d'Etat sont emprisonnées, comme Abdoulaye Djinnoune, l'ancien responsable des approvisionnements pendant la sécheresse. Le 16 avril est constitué le Conseil supérieur

militaire, le nouvel exécutif, composé de neuf membres, dont la présidence est confiée au général Malloum, l'un des premiers détenus libérés des prisons du dictateur.

La politique des nouveaux dirigeants, jusqu'à la dénonciation des accords de coopération avec la France et la demande du départ des troupes françaises stationnées au Tchad, ne se distingue pas fondamentalement de celle du régime qu'ils ont renversé. En effet, si des mesures d'apaisement ont été prises pour « récupérer » la classe politique qui, après l'avoir soutenu, s'était détachée du précédent régime, il n'en reste pas moins que les tentatives de réconciliation nationale, c'est-à-dire de régler le problème posé par la rébellion, ont été bien timides, et les arguments utilisés bien peu crédibles.

S'adressant à leurs « frères de l'intérieur », les militaires se présentent eux aussi comme des rebelles qui ont combattu et vaincu la dictature. Le FROLINAT répond qu'une réconciliation nationale n'est possible que sur un programme politique qui conduirait le pays à « une indépendance nationale véritable et qui permettrait l'édification d'une société sociale et qui jusqu'à présent la politique du Conseil supérieur militaire est du « tombalbayisme sans Tombalbaye ». Dans ses tracts, il rappelle aussi que les partis politiques et la principale fédération syndicale sont toujours interdits au Tchad et que le congrès des associations d'étudiants n'a pas reçu l'autorisation de se réunir à N'Djamena.

L'accord secret avec la Libye

LES rebelles du Tibesti mettent d'autres conditions à toute négociation, conditions qui font apparaître d'ailleurs les principales raisons de leur opposition au FROLINAT.

Cette rébellion est le résultat d'une dissidence, une de plus, à l'intérieur du FROLINAT. M. Goukouni, un de ses chefs, avait commandé jusqu'en 1971 l'armée qui opérait dans les provinces du BET. Ses troupes étaient composées essentiellement de Touabous (groupe ethnique rassemblant les ethnies teda et daza) ; cette armée avait donc la particularité d'être structurée autour d'un groupe ethnique déterminé, qui opérait sur un territoire bien délimité et dont le commandant en chef était le fils d'un chef traditionnel, le dèrde, exilé par le président Tombalbaye. Au Tibesti se retrouvait le problème posé par Mohamed Moussa dans l'Ouaddaï en 1966.

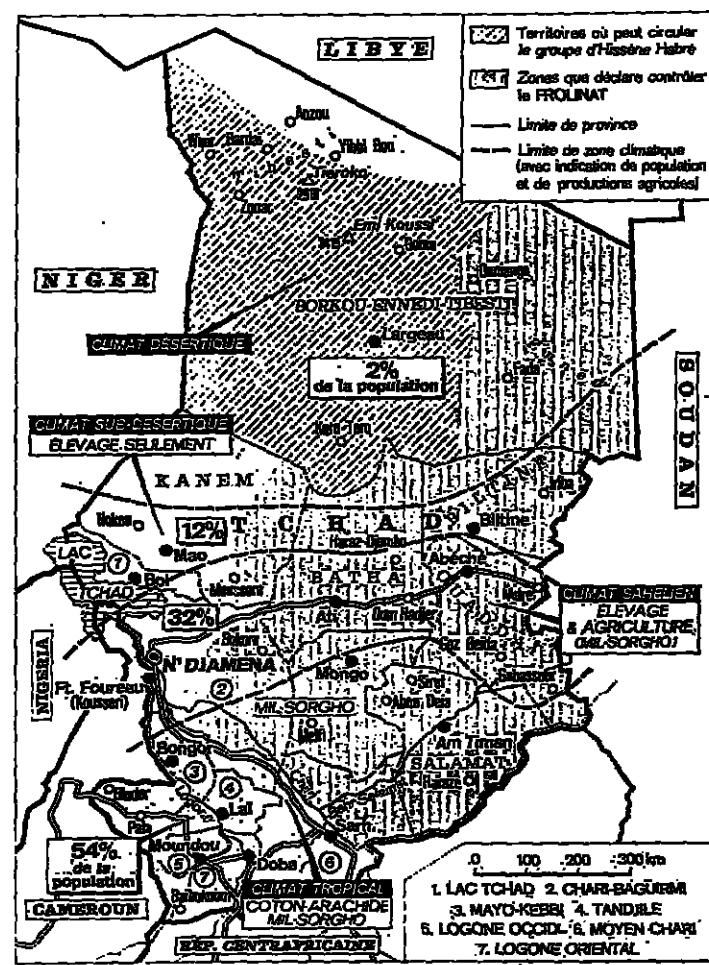
Comme ce dernier, M. Goukouni, en conflit avec la direction politique du Front, se retirait et restait dans le maquis du Tibesti avec un groupe de combattants teda.

Il s'agit alors d'affronter une situation nouvelle issue des manœuvres du président Tombalbaye. Celui-ci, en effet, dans un accord secret avec le colonel Khadafi, avait vendu une partie du Tibesti à la Libye. M. Goukouni et ses hommes se trouvaient en face d'un nouvel ennemi : l'armée libyenne, qui, en 1973, occupait le poste tchadien d'Aozou. Or la Libye était soutenue par la Libye et c'était de Libye que partaient les indispensables convois d'armes et de ravitaillement vers les maquis de l'intérieur.

Il était exclu pour le Front de rompre avec son principal soutien extérieur, encore moins

d'engager des combats pour reconquérir les territoires d'Aozou. Ce que MM. Goukouni et Isène Habré, un ancien sous-préfet qui l'avait rejoint, vont essayer de faire, mais avec des effectifs et des moyens extrêmement faibles.

L'enlèvement des otages devait leur permettre de se procurer des armes à bon compte (ils ne disposent d'aucun soutien extérieur). De plus, la notoriété qu'ils comptaient retirer de cette opération pouvait leur donner l'espoir d'attirer dans leur mouvement des combattants des F.P.L. Il ne semble pas qu'ils aient parvenus à leurs fins. Leur action, paradoxalement, va servir les intérêts du FROLINAT.



L'intervention française dans ce que les responsables tchadiens considéraient comme une question de politique intérieure faisait ressortir au grand jour la dépendance de l'Etat « souverain » du Tchad à l'égard de son ancienne métropole. Après l'échec des négociations conduites par les Français, le gouvernement tchadien, pour ne plus avoir à subir d'autres humiliations qui l'avaient encore affaibli auprès de l'opinion nationale et internationale, annonçait que désormais les négociations pour la libération de Mme Claustre ne se feraient que dans le cadre de celles qui doivent conduire à la « réconciliation nationale », et par conséquent sous sa seule responsabilité. Pour bien signifier à tout le monde cette volonté d'être maître chez soi, le Conseil supérieur militaire dénonçait les accords de coopération avec la France et exigeait le départ des troupes françaises du Tchad.

Hypothétique négociation

LES nouveaux accords de coopération signés à N'Djamena par M. Chirac, premier ministre français, les 5 et 6 mars derniers, indiquent bien qu'une telle mesure, au demeurant approuvée

par la population tchadienne, ne pouvait être définitive. Par ces accords, en effet, le gouvernement tchadien permet officiellement aux avions militaires français d'utiliser la base de N'Djamena. En contrepartie, la France s'engage à former le plus rapidement possible les cadres militaires qui manquent encore à l'armée tchadienne, ce qui permettra sans doute d'augmenter le nombre de soldats français qui servent « sous uniformes tchadiens ». L'armée tchadienne reçoit en outre le matériel utilisé auparavant par les troupes françaises.

Cette décision de renforcer l'armée tchadienne, dans l'espoir de compenser le vide que laisse le

départ des troupes françaises, montre bien que ces dernières jouaient un rôle important dans la politique intérieure du Tchad. Leur départ pourrait avoir des conséquences importantes, même si les nouveaux accords de coopération tendent à en amortir les effets, quant à la stabilité du pouvoir de N'Djamena face au FROLINAT. En effet, le Front a toujours affirmé que seule la présence militaire française entravait sa progression dans les régions du Sud-Ouest et qu'elle était donc le seul obstacle à sa victoire dans l'ensemble du pays. Si cette analyse est exacte, le FROLINAT peut, à moyen terme, accéder au pouvoir par la poursuite de la lutte armée qu'il entretient depuis presque dix ans. Cette hypothèse n'exclut pas les possibilités de négociation. Jusqu'à ce jour, le Conseil supérieur militaire n'a obtenu que le ralliement de M. Mahamat Moussa, mais il semble bien que l'ancien leader du F.L.T. ne représente que lui-même. D'autre part, les négociations avec MM. Isène Habré et Goukouni, par l'intermédiaire du père de ce dernier, le dèrde, que l'on avait fait revenir de Libye, n'ont pas abouti. En face du FROLINAT, dont la position est renforcée par le départ des militaires français, le Conseil supérieur militaire, s'il n'arrive pas à trouver une force de remplacement, sera peut-être conduit finalement à proposer une négociation sur le terrain politique choisi par le Front.

A moins que celui-ci, comme l'attendent à la grande majorité les tchadiens, le général Malloum, le 13 avril dernier à N'Djamena, tendait à la démission, n'estime qu'il est temps pour lui de passer à l'action dans les villes avant même d'avoir réussi à contrôler tout le territoire. L'action du FROLINAT peut encore, si elle n'entraîne pas une insurrection généralisée, aboutir à une révolution de palais : le Front aurait des alliés à l'intérieur du régime actuel.

(Copyright Didier Baussy et le Monde diplomatique.) (Debut de FLANTU.)

(6) Voir Qui se nourrit de la famine en Afrique ?

Conférence internationale, Maspéro, 1974.

(7) Ces dernières années, encore plus des trois quarts des écoles primaires du pays se trouvaient dans les régions de l'ouest du Tchad.

(8) La COTONFRAN ne deviendra la COTON-TOURNAI que le 14 avril 1971.

(9) En 1970, cette taxe a été supprimée, les éleveurs ayant été considérablement appauvris par la sécheresse. A l'époque, il avait été prévu de la rétablir en 1976.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert SEUVE-MERY
Directeur de la publication : JACQUES FAUVET
Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN
Rédactrices en chef adjointes : MICHELE FAUVET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie) 55
Etranger 75

PAR AVION (abonnement et taxes)

Europe (y compris Turquie d'Asie, Afrique, Chine, Indonésie, Algérie, Maroc et Tunisie) 87

Afrique francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion 96

Comores, Madagascar, Laos, Vietnam du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles Hébrides, Polynésie française, Cameroun, Saint-Pierre et Miquelon, Wallis et Futuna 116

Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Syrie 101

Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Malaisie, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Timor, Thaïlande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie 140

Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 121

Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75121 PARIS CEDEX 09

(Chèque postal : Paris n° 4201-23)

Tél. Rédaction : 316-72-23

Tél. Abonnements : 320-63-03

Tél. Le Monde : 320-57-53 Paris

Adm. télégraphique : Journaux Paris

Edité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérant : Jacques Fauvet, directeur de la publication.

Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, rue des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 428

La crise intérieure libanaise

CONVERGENCE SYRO-ISRAËLIENNE

Les responsables israéliens ne donnent guère l'impression de s'inquiéter des derniers développements de la guerre civile au Liban. A court terme, ils ne voient pas se profiler aucun risque d'affrontement majeur dans lequel ils seraient impliqués, et l'intervention syrienne n'est pas jugée, jusqu'ici, comme une menace pour leur sécurité.

Cette attitude est relativement récente. Elle aurait été adoptée à la fin du mois de mars après que des assurances concernant les intentions syriennes eurent été fournies à Israël. Dans la mesure où l'intervention des forces contrôlées par Damas devait être limitée, ou elle ne visait pas à menacer Israël, mais à bloquer la progression de la gauche libanaise et de ses alliés palestiniens, Israël n'avait aucune raison de se fâcher.

Un accord plus ou moins tacite aurait donc été conclu. D'après les révélations de la presse américaine — renseignées par des fuites très intentionnelles — les termes de l'accord auraient été discutés par le canal des ambassadeurs américains en poste à Damas et à Jérusalem. Rusek, en visite à Washington, aurait, de son côté, cautionné les « bonnes intentions » du président syrien, M. Hafez El Assad.

Cette « alliance objective » syro-israélienne, fut-elle conjoncturelle, cadre mal avec l'idée que la population libanaise se fait de la Syrie, considérée comme une espèce d'ennemi héréditaire, de mal absolu. Dès lors, on comprend qu'Israël ait mis à un quelconque accord permettant une intervention limitée de la Syrie au Liban ait jamais été passé. Mais les molles dénégations des autorités n'ont apparemment convaincu personne. Une caricature parue dans le quotidien *Haaretz* montre M. Rabin et Ford donnant le feu vert au président Assad, tandis que des commandos d'un char, une mitrailleuse (1).

Aujourd'hui, les responsables israéliens peuvent donc affirmer en toute sérénité qu'ils n'interviendront pas dans les affaires intérieures d'un pays voisin tant que leur propre sécurité ne sera pas menacée. Reste évidemment à savoir jusqu'où une intervention syrienne peut aller sans constituer une telle menace, qui exigerait une réplique. Ici, les choses deviennent moins précises. Les autorités israéliennes ont établi une « ligne rouge » au-delà de laquelle, à leurs yeux, la poussée syrienne deviendrait dangereuse. Cette ligne n'est pas purement géographique. Elle se définit par la combinaison de plusieurs facteurs : aspect territorial, importance des forces engagées, objectif poursuivi. Ainsi quand, après avoir imposé un blocus terrestre et naval au

camp progressiste et palestinien, la Syrie intervient militairement — mais de façon limitée — en faveur de la droite, Israël n'a rien à redire. Et l'impression de la formule lui laisse toute latitude pour, le cas échéant, changer de politique. Mais, par l'intermédiaire des Etats-Unis, il sera toujours possible d'avertir les Syriens s'ils s'ajoutent trop loin.

Cependant, il ne faut pas surestimer la « collusion syro-israélienne », selon la formule employée sans relâche par les radios égyptiennes et irakiennes. La rencontre ne s'est faite que ponctuellement, sur un objectif limité. Israël continue de considérer la Syrie comme son voisin le plus dangereux et, surtout, la position d'Israël à l'égard de la guerre civile au Liban ne peut être réduite à l'attitude adoptée au cours du dernier développement du conflit.

On ne peut ignorer que, dès le premier jour, Israël est partie prenante dans la guerre, même si son rôle effectif n'a pas été très spectaculaire. Car, indirectement, cette guerre est aussi un épisode du conflit israélo-arabe.

Les premiers mois de l'année 1976, qui ont précédé le déclenchement de la guerre civile, ont été marqués par une recrudescence des incidents à la frontière syro-libanaise. Le conflit palestinien-israélien ne connaissait pas de répit. Le scénario était simple : de la frontière libanaise étaient tirés des coups de feu ou des obus de mortier. Des commandos de trois ou quatre fedayin israéliens, à la frontière, se faisaient intercepter et le plus souvent, décimés par l'armée israélienne. Mais ils savaient ce qu'ils faisaient : leur action n'avait pas d'objectif militaire de nature à gêner réellement leur adversaire ; ils prétendaient simplement rappeler au monde que le problème n'était toujours pas réglé et créer une certaine insécurité aux frontières nord d'Israël.

La réplique de Jérusalem est bien connue. Des incursions étaient lancées en territoire libanais, des maisons « connues pour abriter des terroristes » étaient dynamitées, des Libanais, souvent communistes, étaient capturés et emmenés en Israël. Les protestations de Beyrouth, plus ou moins véhémentes selon l'importance de l'attaque, étaient toujours accueillies de la même façon. En substance, les dirigeants israéliens répliquaient : Quand vous vous décidez à tenir en main vos Palestiniens, nous n'aurons plus à intervenir pour le faire (2).

En écho, les dirigeants des partis chrétiens de droite libanaise reprenaient l'argument. Avec une rigueur croissante, ils exigeaient que l'Etat restaure sa souveraineté sur « l'ensemble du territoire ».

Une explosion politique et sociale

Cependant, la seule dynamique du conflit palestinien-israélien à partir de la frontière libanaise ne saurait suffire à expliquer le déclenchement de la guerre civile. Le feu a été réellement mis aux poudres lorsque ce conflit s'est conjugué avec l'explosion d'une crise politique et sociale due aux conditions internes du Liban.

L'exemple le plus révélateur de cette coïncidence est peut-être la rébellion du Sud-Liban un mois avant le déclenchement de la guerre civile proprement dite.

Au début du mois de mars 1976, en effet, la population du sud du pays manifeste contre la décision des autorités libanaises de concéder le monopole de l'exploitation des produits de la pêche à une société industrielle nouvellement créée. L'incident prend tout son sens quand on sait que cette population est excédée par la passivité du pouvoir, alors que les bombardements et les incursions israéliennes sont monnaie courante et que le P.D.G. de la société industrielle en question n'est autre que M. Camille Chamoun, ministre de l'Intérieur et chef de la deuxième milice chrétienne de droite du Liban. Les affrontements avec l'armée libanaise furent plusieurs fois mortels du côté des manifestants, l'un d'entre eux étant Massarouf Saad, député progressiste du Sud. La protestation populaire prend alors une telle ampleur que l'armée croit plus prudent d'évacuer le Sud, le laissant sous le contrôle de la résistance palestinienne et des partis de gauche. Cette nouvelle situation pousse les israéliens à multiplier les incursions en territoire libanais, ce qui a pour effet d'envenimer la crise intérieure du pays.

A cette occasion, c'est toute la structure politique et confessionnelle sur laquelle repose le régime libanais qui commence à se craqueler. La domination politique des dirigeants de la communauté chrétienne est de plus en plus mal supportée alors que le Sud (musulman chiite) est soumis aux bombardements et aux incursions, que la misère s'ajoute à l'insécurité et que la bourgeoisie, sous le règne du président Frangé, continue de s'enrichir avant qu'il ne soit trop tard. Pour couronner le tout, une bonne partie de la population du Sud évacue la région pour aller s'entasser dans des bidonvilles aux portes d'une capitale où réside le régime libanais, ce qui crée une situation explosive.

Deux autres facteurs importants devaient être pris en compte à l'égard de la situation libanaise : la pression du régime baasiste irakien sur le plan intérieur syrien et son appui aux organisations palestiniennes du Front du refus ; d'autre part, les conséquences internes qu'une confessionnalisation absolue de la guerre civile libanaise pouvait entraîner en Syrie, pays qui comprend lui aussi de nombreuses minorités ethniques et religieuses.

L'erreur tactique du soutien au président Frangé devait provoquer un autre développement spectaculaire sur le terrain libanais : la rencontre historique de M. Yasser Arafat avec M. Georges Habbash, chef de file des organisations palestiniennes du Front du refus, en rupture de bas avec l'O.L.P., accusée de défaitisme dans la recherche d'une solution négociée au problème palestinien. M. Kamal Joublati devait lui aussi se rappro-

Par SELIM TURQUIE

cher les termes de l'accord intérimaire avec l'Egypte, accord qui sera signé le 2 septembre. En attendant, il n'est pas trop mécontent de voir la résistance palestinienne « fixée » par le conflit libanais.

Cela ne l'empêche évidemment pas de maintenir sa pression sur les Palestiniens. Ainsi, au cours du mois de juillet, le gouvernement israélien lance un assaut combiné des forces terrestres, aériennes et navales sur des camps de réfugiés dans la région de Tyr, au Sud-Liban, assaut qui fera treize morts et trente-sept blessés. Quelques jours plus tard, un autre raid de l'aviation israélienne contre le camp d'Al-Fu'a, près de Saïda, fera cinq tués et permettra de détruire, d'un seul coup, deux cent vingt-sept maisons et abris. Une opération similaire est lancée, début août, contre le camp d'El-Bas, près de Tyr. Au lendemain de cette incursion, qui avait mis à contribution des forces des dix-sept armées, M. Shimon Pérès, ministre israélien de la Défense, devait déclarer : « Tout a été fait pour éviter les pertes civiles. Mais le fait est que les terroristes occupent des régions peuplées... »

Durant tout le mois d'août, la tension est ainsi maintenue : la presse israélienne ne fera pas mystère du fait que cette politique est liée à la signature de l'accord avec l'Egypte.

Un cours imprévisible

Si la propagande a ses impératifs, la guerre sur le terrain possède aussi les siens. Après la signature de l'accord intérimaire, la préoccupation majeure en Israël consistait à empêcher une intervention syrienne au Liban. A ce moment, une telle intervention n'aurait pas eu d'autre mobile que de faire échouer les efforts de la résistance libanaise à la relative détente sur le front sud. D'autant que, sans perdre de temps, le régime syrien passe un accord avec le régime jordanien et poursuit son assistance au camp progressiste libanais.

En conséquence, les mises en garde adressées à la Syrie se multiplient. « Israël n'interviendra pas dans la région », a déclaré, fin septembre, M. Shimon Pérès, tant qu'elle restera une affaire intérieure libanaise. Si la syrienne... (3) En début du mois de novembre, le gouvernement israélien se positionne à l'égard de la Syrie. Il déclare que la Syrie a échoué dans sa tentative de mobilisation du monde arabe contre l'accord du Sinaï. M. Rabin devait alors déclarer : « L'Etat d'Israël ne fera pas mystère du fait que, au cours du mois de novembre, l'ambassadeur israélien aux Etats-Unis fera de même. En attendant, le nombre d'incidents à la frontière libano-israélienne a beaucoup diminué ».

En revanche, sur le plan diplomatique, Israël découvre quelques difficultés. Alors que le mandat des forces

Au lendemain de la signature de l'accord intérimaire, M. Rabin déclare : « Nous devons maintenant faire face à des problèmes dans d'autres secteurs, le terrorisme au Liban et la position syrienne. » (4) En début du mois de septembre, la guerre civile est alors suffisamment avancée pour permettre aux dirigeants israéliens d'en tirer des conclusions philosophiques. « Les chrétiens, déclare le premier ministre, peuvent subir le même sort que les Assyriens et les Kurdes, ce qui prouve que, une fois de plus, les majorités arabes musulmanes ne permettent à aucun autre groupe minoritaire de vivre en Proche-Orient, à moins d'être totalement dominé. Il y a également un enseignement à tirer à propos de la position de l'O.L.P. en faveur d'un Etat laïque et démocratique en Palestine. » (5) Depuis cette déclaration, la tension entre la radio et la télévision israéliennes reprend régulièrement l'argument pour conforter la position intransigeante prise par le gouvernement. Un parallèle entre le Liban et la situation en Iran, la dimension sociale et politique de la confrontation étant largement sous-estimée.

De l'ONU, sur le Golan, la Syrie réussit à faire inviter, pour la première fois, des représentants de l'O.L.P. à la réunion du Conseil de sécurité devant débattre, début janvier, de la situation en Proche-Orient. La réaction israélienne est vive. Le 1^{er} décembre, une centaine d'avions israéliens lancent une attaque contre des camps de réfugiés au nord et au sud du Liban. De source israélienne, on reconnaît que ce raid aura fait soixante-sept morts et cent cinquante blessés.

Intervenant au beau milieu d'un défilé cessez-le-feu dans la guerre civile, ce raid meurtrier sera regardé un peu partout comme une provocation. Le camp libanais déplorait cette attaque. Fait plus grave pour Israël, les Etats-Unis n'apprécient pas non plus, condamnant le raid et enjoignant à Israël de ne pas recommencer sans les consulter au préalable. Effectivement, cette action sera la dernière opération d'envergure lancée par les israéliens au Liban. A partir de cette date, les Etats-Unis tentent de contrôler de plus près les différents protagonistes.

Il ne reste plus aux israéliens qu'à se cantonner dans une politique plus traditionnelle qui consiste à mettre en garde la Syrie contre une ingérence directe dans la guerre civile. « La grande menace à la paix », déclare M. Pérès au mois de mars, vient aujourd'hui des

Syriens, qui essaient de renforcer leur influence au Liban et de la transformer en un pays de confrontation (avec Israël). » (7) M. Rabin s'exprime en consultant à Damas de « ne pas jouer avec le feu. » (8) Cependant, dès la fin du mois de mars, le revirement de la politique israélienne se fait déjà sentir : la Syrie peut sans crainte intervenir pour limiter les ardeurs de la gauche libanaise.

Même lorsqu'il adopte une relative passivité, le gouvernement israélien continue de jouer son rôle dans le déroulement de la guerre civile libanaise. Si une partie du peuple palestinien ne se trouvait pas au Liban et si elle ne s'y trouvait pas en armes, jamais la guerre civile libanaise n'aurait pris une tournure aussi tragique. Si Israël n'était pas en mesure d'intervenir au Liban, si la situation dans la région n'était pas aussi délicate, jamais on n'aurait, sans réagir, laissé une guerre aussi totale se dérouler jusqu'à ses plus ultimes conséquences — la disparition d'un Etat et une armée centralisée. La prise en compte de la situation dans la région et la proximité d'Israël ont permis à la guerre civile d'aller aussi loin.

L'Amérique, de son côté, n'est pas trop mécontente de la tournure que prennent les événements. Pour Washington, il est « raisonnable » que la Syrie tienne les succès du camp progressiste, même si, par la même occasion, elle renforce son influence au Liban. Il est également « raisonnable » qu'Israël admette que dans ce cas précis, l'intervention syrienne sert ses propres intérêts.

Dans la partie qui se joue, d'autres enjeux que la seule issue de la guerre civile libanaise sont en cause. Si sous le patronage des Etats-Unis, les Palestiniens du Liban étaient « ramènés à la raison » par la Syrie, un pas important serait franchi sur la voie d'une paix américaine dans toute la région. Mais, parce que plusieurs batailles se jouent dans la guerre civile libanaise, son évolution reste imprévisible et peut déjouer les plus habiles stratégies.

- (1) *Haaretz* du 12 avril 1976.
- (2) Cette attitude à l'égard de la résistance palestinienne au Liban est classique. Ainsi, le 7 septembre 1975 (déclaration reprise par le *Jerusalem Post* du 8 septembre), le premier ministre, M. Rabin, affirmait : « Le problème est évident. Il n'est pas de soumettre le Liban au Liban avec qui négocier. Il n'est pas de problèmes territoriaux entre le Liban et Israël. Mais il existe le problème des organisations terroristes et de la faiblesse du gouvernement libanais ».
- (3) Déclaration du 7 septembre, reprise par le *Jerusalem Post* du 8.
- (4) Déclaration du 11 septembre, reprise par le *Jerusalem Post* du 8.
- (5) On peut trouver, à partir du mois d'octobre, de nombreux commentaires de la presse israélienne abordant ce thème. Voir par exemple le *Jerusalem Post* du 3 novembre 1975.
- (6) Déclaration du 24 septembre 1975, reprise dans le *Jerusalem Post* du 25.
- (7) Déclaration du 3 mars 1976, reprise dans le *Jerusalem Post* du 4.
- (8) Déclaration du 10 mars, reprise dans le *Jerusalem Post* du 11.

LE BOURBIER

cher du Front du refus et hier encore plus étroitement sa cause à celle du mouvement palestinien.

L'Etat libanais disparu, la logique de la guerre civile devient donc naturellement celle d'un affrontement sans merci, par Libanais interposés, entre droites et gauches dans le monde arabe, conflit qui se polarise sur la nature des solutions à apporter au problème palestinien. Dans cette tourmente, où règne le pur, la Syrie est le seul pays du « champ de bataille » à disposer d'une force militaire opérationnelle après la neutralisation de l'Egypte : il paraît normal qu'elle y soit de plus en plus impliquée et que la crise qu'elle cherche à maîtriser ait tendance à lui échapper pour s'arabiser et s'internationaliser.

Les perspectives d'une solution semblent plus éloignées que jamais, d'autant qu'une grande inconnue demeure sur cet échiquier compliqué :

Les carences de la gauche

TOUTEFOIS, la réouverture du dossier des minorités dans cette région arabe, marquée d'une intervention historique du colonialisme occidental dans les pays du Proche-Orient sert les intérêts des forces hostiles à une paix fondée sur la justice. On peut s'étonner ici que la gauche libanaise ait accepté de se laisser enfermer dans le piège du blocage politico-confessionnel que l'extrême droite libanaise lui a tendu, et d'entraîner les Palestiniens dans ces sables mouvants. En réalité, en plaçant au départ ses revendications dans le cadre des institutions confessionnelles islamiques traditionnelles du Liban, la gauche a certes bloqué la liberté d'action de l'alle musulmane de la droite libanaise, qui n'a plus en comme recours naturel que de se jeter dans les bras de la Syrie. Cependant, elle a en même temps aggravé la déviation et la perversion confessionnaliste de la dialectique de la lutte entre Libanais, d'autant plus que sur le terrain des combats, qui n'épargnent pas les incursions comme dans toute guerre civile — elle-même n'a pas toujours su éviter et en tout cas réprimer certains abus et certaines flambées de violence d'origine confessionnelle qui n'avaient rien à voir avec les objectifs d'une victoire militaire.

Parallèlement au maintien du blo-

la position de l'Union soviétique à l'égard du régime syrien et sur le front du problème palestinien. L'U.R.S.S. peut aujourd'hui avoir intérêt à prendre ses distances à l'égard du régime de Damas et de toute forme de négociation sur le problème israélo-arabe, parlant sur l'échec à long terme des forces de droite à l'échelle régionale.

Si les Etats-Unis, de leur côté, cherchent à gagner du temps pour ménager les intérêts israéliens, maintenant la région en état de « déstabilisation », tout en renforçant la sécurité des pays du Golfe, où se trouvent les réserves stratégiques d'énergie pour les trente prochaines années, on pourrait fort bien assister à une « balkanisation-vietnamisation » progressive du conflit dans une région qui, en tout état de cause, n'aura plus le même intérêt stratégique une fois que de nouvelles formes d'énergie auront pris la relève du pétrole.

Le cas politico-confessionnel, aucune politique de réchange ne s'esquive dans les régions tenues par la gauche, notamment sur le plan économique et social, où les relations traditionnelles entre oppresseurs et opprimés restent inchangées, alors que la condition essentielle du succès durable de toute force militaire progressiste est l'introduction rapide de changements dans les rapports de production dans les régions militairement libérées. En réalité, le Front des forces progressistes libanaise est un assemblage hétéroclite de groupes, et souvent de groupuscules indisciplinés, qui tiennent ensemble la forte personnalité et la grande habileté politique de M. Kamal Joublati.

CITE UNIVERSITAIRE
« PAVILLON DU LAC »
Bâtiment, Boulevard de la République,
Poissons d'Or, Bâtiment, Bâtiment.
Ouvert à tous les jours, tous les jours.
22, rue de la République (face à la Gare)
696-28-28
Salle pour banquets, 15 à 40 couverts.

FRANCE PAYS ARABES

La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe
Des rubriques politiques, culturelles, économiques et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores, à Paris en province et au Maghreb : 4 F

Spécimen sur demande : 12-14, rue Augereau 75007 PARIS — Tél. 555.27-52 - 705.81-45

Centre France-Pays Arabes à LYON : 36, rue Tramassac, 69005 Lyon — Tél. : 37-16-63
Centre France-Pays Arabes à NANCY : 45, rue de Metz, 54000 Nancy

دكتور حسن النجمل

et le conflit israélo-arabe

LA LEVÉE PALESTINIENNE EN CISJORDANIE

Le 12 avril dernier, un événement est venu sanctionner l'importance de la poussée nationaliste palestinienne en Cisjordanie occupée.

A l'origine, les autorités israéliennes avaient voulu s'appuyer sur les élections municipales pour tenter de mettre sur pied, avec le concours des élus, un statut d'« autonomie interne » dans les territoires arabes s'étendant à l'ouest du Jourdain. Cette politique, qui avait le soutien du roi Hussein de Jordanie, visait à briser le projet poursuivi par l'O.L.P. d'établir un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Pour réussir, la manœuvre israélienne supposait que les dirigeants nationalistes se fassent battre aux élections ou, mieux encore, qu'ils refusent de s'y présenter sous prétexte qu'elles avaient lieu sous contrôle israélien. L'exemple des précédentes élections municipales, boycottées en 1972 par les nationalistes palestiniens, venait étayer cette hypothèse.

Malgré, quatre ans plus tard, le climat a complètement changé dans les territoires occupés. En effet, c'est seulement depuis la guerre d'octobre 1973 que l'O.L.P. a travaillé dans l'optique de la « création d'une autorité nationale sur toute portion de territoire libérée par l'ennemi (1) ». De plus, ses victoires diplomatiques ont largement stimulé le mouvement nationaliste. La conscience d'appartenir au peuple palestinien et de vivre dans une région de Palestine, telle est la réalité première pour les habitants de « la rive ouest du Jourdain », qui préfèrent utiliser cette appellation géographique, politiquement neutre, pour désigner leur région.

Longtemps, ces Palestiniens de l'intérieur ont attendu de l'extérieur leur libération. Occupés par un Etat dont la puissance militaire est supérieure à celle de plusieurs pays arabes réunis, ils ne pensaient pas devoir jouer un rôle prépondérant dans le combat contre l'occupation. Mais aujourd'hui, après des semaines de manifestations et d'agitation, ils savent que leurs seules forces ne suffiront pas. Mais, désormais, ils feront ce qu'ils pourront, leur expérience récente

leur ayant appris qu'ils peuvent, plus qu'ils ne le pensaient, en grande partie grâce aux autorités d'occupation, ils se retrouvent plus unis qu'ils ne l'avaient jamais été.

Pourtant, au moment où s'ouvre la campagne électorale, la direction du mouvement nationaliste (2) donne l'impression d'hésiter. La population n'a pas de consigne précise, alors que l'échéance et les enjeux du scrutin sont connus de tous. Finalement, le Front national prend l'initiative de constituer des listes de large coalition et lance un appel à une participation massive aux élections. Par contre, le Front du refus (3), soutenu — pour des raisons opposées à celles des Israéliens — à éliminer la perspective d'un mini-Etat palestinien, lance un appel au boycottage. Enfin, jusqu'au dernier jour, l'O.L.P. elle-même reste dans l'expectative, multipliant les prises de position ambiguës (4). Pourtant, toute la campagne orchestrée par les « listes du bloc patriotique », dressées à l'initiative du Front national, s'articule autour de la reconnaissance de l'O.L.P. comme « représentant légitime du peuple palestinien ».

Cette fois encore, le scrutin devait être organisé sous l'égide de la loi jordanienne. Cependant, les autorités israéliennes l'ont modifiée dans un sens progressiste. Alors que, suivant cette loi, seuls les hommes possédant des propriétés avaient le droit de prendre part au vote, pour la première fois les élections du 12 avril ont été ouvertes à tous les hommes et à toutes les femmes de plus de vingt et un ans.

Cette modification a provoqué, au sein de la population, de nouvelles objections à la participation électorale. Pour les partisans (et surtout les partisans) du Front du refus, accepter la transformation de la loi jordanienne revenait à reconnaître l'autorité de l'occupant. Le Front national a adopté cette position de compromis, bancale mais efficace, qui consistait à demander aux femmes de participer au scrutin mais de renoncer volontairement à présenter leur candidature. Ainsi fut fait.

Par ARTHUR RABAB

rité qu'il s'était acquise sur les municipalités de Cisjordanie.

Les élections se déroulent dans une parfaite régularité, et la participation masculine et féminine est massive : 72,3 %. Le sens politique du résultat n'est pas moins clair : la rive ouest s'est

forte propagande nationaliste palestinienne, les autorités israéliennes avaient tenté de freiner le mouvement en imposant aux candidats de s'en tenir à des arguments strictement municipaux. Au lendemain des élections, s'abritant derrière le même argument — nous ne sommes, après tout, disant en substance les élus, qu'un pouvoir municipal — les nouvelles maires

gne plutôt sur les positions des « colonisés », favorables à une annexion partielle des territoires, englobant près du tiers des terres occupées. Pour les habitants de la rive ouest, qui n'entrent pas dans toutes ces considérations, cette déclaration vient couronner l'attitude jugée provocatrice des dirigeants israéliens. Quant à l'opinion publique à l'intérieur



Les nouveaux élus n'entendent pas discuter de questions politiques avec les autorités israéliennes. (Photo Gamma.)

La déconfiture des notables

Le 12 avril, tous les courants politiques hostiles à une collaboration avec Israël, à l'exception du Front du refus, se sont donc présentés sur les mêmes listes. En règle générale, les candidats étaient jeunes, instruits (médecins, ingénieurs ou professeurs), parfois commerçants et, autant que possible, militants fraîchement libérés ou même encore emprisonnés. Dans le camp des adversaires, des listes du « bloc patriotique », la défaite était déjà sensible. Ceux qui l'on appelé « les collaborateurs » avaient beaucoup de

mal à constituer des listes complètes et se retrouvaient, la plus souvent, contraincts de se présenter à titre individuel. Exemple significatif, le notable le plus connu pour ses accointances avec les autorités israéliennes et le royaume hachémite, le cheikh Jaabari, dont la famille assure sa domination sur la ville d'El-Khail (Hébron) depuis une cinquantaine d'années, renonça à faire acte de candidature. En un seul jour, le roi Hussein de Jordanie vit s'écrouler toute l'auto-

doles d'une administration municipale qui, à une exception près (celle de Bethléem), est favorable à l'O.L.P. Ces premières élections libres en Cisjordanie ont fourni son assise municipale à un éventuel Etat palestinien sur la rive ouest du Jourdain. Au lendemain de la victoire nationaliste, quelle va être et quelle peut être l'attitude d'Israël ?

Une tendance minoritaire s'est manifestée en faveur d'un dialogue constructif avec les nouveaux élus. Ce qu'il est convenu d'appeler la « gauche sioniste » a fait valoir que, les nouvelles autorités municipales étant réellement représentatives, il ne restait plus qu'à traiter avec elles. Mais, dans les faits, il devait en être autrement. Un mois plus tôt, au moment où la campagne électorale laissait percer une

ont fait savoir qu'elles n'entendent pas discuter de questions politiques avec Israël. Pour cela, ont-elles ajouté, Israël devra s'adresser à l'O.L.P.

Cela ne signifie pas pour autant que les maires vont s'en tenir exclusivement aux questions municipales. Elles entendent, par exemple, s'opposer à toute implantation de colonies de peuplement, demander que l'on mette fin aux difficultés de circulation sur les ponts reliant la rive ouest à la Jordanie, que l'on supprime les taxes imposées aux étudiants arabes et qu'on libère les prisonniers dits « administratifs » détenus sans inculpation ni jugement, comme le permet la loi britannique d'occupation, reprise et maintenue par Israël. Les sujets de confrontation ne manquent donc pas.

d'Israël, elle semble étrangère à toute cette agitation et paraît vivre dans un autre monde. Les plus lucides parmi les Israéliens comprennent que les Arabes se soulèvent contre l'occupation, mais estiment que leur gouvernement n'a pas d'autre choix que de réprimer la révolte. Les rares personnalités qui s'opposent à l'occupation et proposent une politique conciliatrice avouent que leur perspective a peu de chances d'être adoptée.

Neuf années d'occupation de la rive ouest du Jourdain se sont donc terminées. Aujourd'hui, la situation y est comparable à celle dans laquelle se sont trouvés nombre de pays colonisés au moment de l'éruption des mouvements de libération nationale. Ici et là, les populations ont passé des alliances de classes pour chasser l'occupant. Ici et là, celui-ci a tenté d'utiliser la manière forte pour mater la rébellion. Ici et là, la répression a nourri, uni et élargi le mouvement.

Malgré, dans le cas présent, la situation d'ensemble est bien plus explosive. Car les manifestations en Cisjordanie ne peuvent être dissociées de la lutte que mène à l'extérieur une fraction bien plus vaste du peuple palestinien.

L'aboutissement de neuf ans d'occupation

L'ÉTINCELLE devait pourtant venir d'ailleurs. Cinq jours après le scrutin, un partisan de la liste victorieuse à Ramallah, candidat assassiné par un riche notable, candidat malheureux aux élections. La manifestation de protestation qui se déroula aussitôt se heurta à l'armée. Celle-ci ouvrit le feu et tua un enfant de six ans.

Au même moment, le départ est donné à une marche de deux jours à travers les territoires occupés, organisée par le Gush Emounim (le « bloc de la foi »), organisation israélienne regroupant les partisans d'une annexion totale des territoires sous contrôle israélien. Les placards publicitaires d'appel à la marche, publiés dans toute la presse israélienne, demandent aux participants d'apporter « leurs armes à feu et leurs instruments de musique (5) ». Protégée par l'armée, la marche réunira plus de vingt-cinq mille personnes, de souche populaire pour la plupart. Elle se déroulera sans incidents majeurs.

Par contre, à cette occasion, toutes les villes de la rive ouest se mettent en grève. Des enfants et des jeunes gens attaquent les soldats israéliens à coups de pierres. Ceux-ci ripostent en ouvrant le feu de nouveau. Un homme de cinquante-cinq ans est abattu à Naplouse. Plus de dix blessés par balles sont dénombrés. Dans la plupart des villes, le couvre-feu est imposé.

A la vague nationaliste palestinienne

(1) Adoptée par le Conseil national palestinien, cette position a été endossée par le « sommet » arabe de Rabat, en octobre 1974. A la même réunion, les chefs d'Etat arabes ont reconnu au roi Hussein sa souveraineté sur la Cisjordanie pour la transmettre à l'O.L.P.

(2) Le Front du refus regroupe les organisations de la résistance palestinienne (notamment le F.P.L.P. dirigé par Georges Habbache, et le Front de libération arabe, pro-irakien) hostiles à la perspective de création, dans l'actuel rapport des forces, d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Cette dernière organisation est soutenue par la majorité de la résistance, notamment le Fatah et le F.P.L.P. dirigé par Nayef Hawatmeh.

(3) A posteriori, l'O.L.P. se félicitera tout de même des résultats électoraux et de la poussée nationaliste en Cisjordanie.

(4) De telles annonces ont été publiées, par exemple, dans les numéros du *Jerusalem Post* parus dans la semaine précédant le 12 avril.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de mai est paru

• M. HABY : « On est allé trop loin dans certaines réformes. »

Parlant des programmes de l'école élémentaire, le ministre de l'éducation estime qu'il faut « donner un coup de frein » à la réforme des mathématiques et à celles du français et des activités d'éveil, et réhabiliter la notion de « connaissances ».

Dans les collèges, M. Haby estime que les programmes actuels du premier cycle doivent être à la fois élargis à des domaines nouveaux (sciences économiques et humaines, sciences physiques et technologie) et rendus moins ambitieux dans leur contenu.

• LES BONNES AFFAIRES DE L'« ANGLAIS RAPIDE »

Comment on peut faire de confortables bénéfices en promettant mants et merveilles aux apprentis managers désireux d'apprendre en quelques heures la langue du dollar.

également dans ce numéro :

La vie dans les lycées : débat avec les lecteurs. Allemagne de l'Est : une formation professionnelle pour tous les enfants. Suisse : l'allemand à la française. Animation culturelle dans le Nord. Philippe Soupeult interviewé par des écoliers.

En France, un étudiant sur dix est étranger. Des professeurs jugent la réforme. La formation continue dans les entreprises belges. Comment s'inscrire en maternelle.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F - Etranger : 68 F

5, rue des Italiens, 75422 Paris Cedex 09

LIBANAIS

blait, secrétaire général du Front de soutien arabe à la résistance palestinienne.

Dans ces conditions, il est difficile de savoir si l'évolution de la crise libanaise se fera plus dans le sens d'une « balkanisation », qui pourrait se prolonger en d'autres pays, et notamment en Syrie, ou d'une « vietnamisation ». Les projets de fédération interne agités par la droite libanaise

favorisent la première hypothèse, cependant que la gauche s'y refuse à tout titre et que la résistance palestinienne semble encore garder espoir dans la reconstitution d'un Liban refuge pour son autonomie ; elle a d'ailleurs annoncé son intention de combattre, tout en laissant porter l'initiative à l'unité du pays, ce qui implique la mise en place d'un processus de vietnamisation.

Vers un « gel » provisoire du conflit ?

L'ESPOIR de voir le Liban retrouver sa stabilité, son autonomie et un minimum d'unité morale, dans l'immédiat avenir, n'est pas vain. On ne voit pas, en effet, comment l'élection d'un nouveau président de la République pourrait modifier les données de la situation libanaise, ni l'absence de toute force militaire à l'échelon national capable de s'opposer aux milices et de refaire l'unité du pays. Le Liban d'inter est mort sous les coups répétés de l'extrême droite chrétienne, qui a mis en route la dialectique de la violence confessionnelle et qui s'est acharnée à créer ou amplifier des contradictions entre l'Etat, qu'elle dominait de concert avec la droite musulmane, et la résistance palestinienne. Il serait étonnant que les Phalanges, qui ont parfois essayé de tenir des positions centristes mais qui se sont toujours laissées déborder par les manœuvres de leurs alliés d'extrême droite, puissent maintenant ressortir de l'ornière. Le Liban de demain n'est pas encore conçu, semble-t-il, faute d'une tactique efficace de la gauche articulée sur une stratégie effectivement révolutionnaire, brisant le blocage politico-confessionnel et freinant la dégradation des conditions de vie des masses désertées, à quelque confession qu'elles appartiennent.

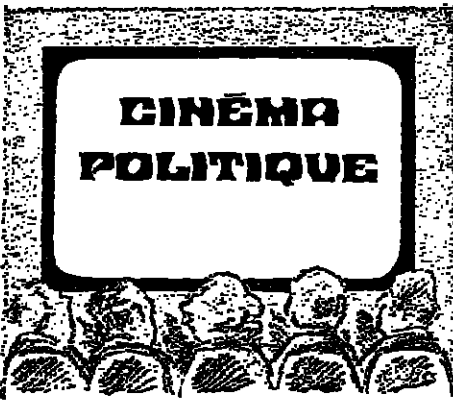
Les projets de fédération avec la Syrie, dont on parle de temps à autre, pourraient peut-être arrêter le cycle interminable de violences, mais trop de forces et d'intérêts contradictoires agitent les milices qui se battent sur le sol libanais et dont la puissance de feu augmente tous les jours. En fait, les deux logiques de la balkanisation et de la vietnamisation risquent de continuer de s'amplifier de concert. D'un côté, balkanisation, que la Syrie s'efforcera de récupérer, pour empêcher Israël d'en tirer avantage et pour assurer son emprise régionale en vue d'une négociation « satisfaisante » pour elle, en tant que force « centriste » : de

l'autre, vietnamisation, les événements du Liban renforçant la logique du Front du refus, pour qui le chemin de l'Etat arabe passe par les capitales arabes. Les deux processus paraissent extrêmement dangereux, puisque la Syrie elle-même risque d'être victime de la balkanisation, cependant que, dans le second cas, compte tenu de l'équilibre des forces régional et international et de l'absence de structuration et d'unité de la gauche arabe, l'issue de la lutte peut ne pas être favorable à la cause palestinienne, ni, de façon plus générale, à celle de la libération du monde arabe de toutes les formes néocoloniales d'oppression, internes et externes.

C'est pourquoi la Syrie, qui a toujours cherché à empêcher le problème libanais de déborder du cadre syro-palestinien, sera peut-être amenée, dans le futur, à réclamer elle-même une intervention arabe dans un cadre « ouisien ». Ce serait une façon de « geler » provisoirement un conflit colonial insoluble dans le cadre actuel de l'équilibre des forces internationales, sans toutefois empêcher que les forces de l'histoire n'accomplissent leur lent cheminement souterrain. La situation libanaise, elle-même issue d'ambiguïtés coloniales dans son système confessionnel, est désormais intimement liée au conflit israélo-arabe.

Depuis 1968, les dirigeants libanais ont accepté de subir les menaces américano-israéliennes visant à les pousser à rééditer un second « septembre noir » contre la résistance palestinienne. De même, ils ont laissé les forces israéliennes dévaster le Sud-Liban sans jamais faire intervenir l'armée, qui, en revanche, était de plus en plus fréquemment appelée à réprimer les manifestations étudiantes, paysannes et ouvrières. Tout le pays paie aujourd'hui le prix de cette politique.

GEORGES CORM.



Des réalisations, peu nombreuses mais décisives, sont venues depuis exaucer ce souhait. En particulier, *Milestones* (1974), de Kramer Douglas, et *Numéro deux* (1975), de Jean-Luc Godard : ces films opèrent aujourd'hui, dans un cinéma militant en crise d'identité, une coupure semblable à celle que produisit en 1968 la Hora de los hombres, le célèbre film péroniste de Octavio Getino et F. Ezequiel Salas.

Ce que minent désormais les œuvres de Kramer et de Godard,

Nous réclame-mions, il y a deux ans, dans cette même page (1), l'avènement d'un cinéma militant d'avant-garde et d'extrême gauche.

c'est l'arrogance friable des démonstrations militantes, ainsi que leur didactisme, leurs certitudes, le ton volontariste de leurs commentaires. Ni Godard ni Kramer ne s'opposent, sur le terrain de celui-ci, au pouvoir télévisuel. La télévision n'est pas leur ennemi. Ils déplacent l'ordre du discours militant, le font dériver vers d'autres fronts, vers d'autres rivages. Là où de nombreux cinéastes militants s'efforcent, sans aménité, et sans y parvenir, de nous faire « prendre conscience », Godard et Kramer y parviennent et nous font prendre plaisir. Ils parlent politiquement les thèmes que le film militant s'obstine à forcer : le corps, la sexualité, l'histoire, le couple... Ils utilisent et assument la fiction, l'ontolisme à en discours politique légal, troué, conscient des stratégies mais indifférent aux tactiques, non dogmatique, radicalement subversif. Ils élaborent, et sont les seuls aujourd'hui à le faire, un cinéma militant, non plus de la réalité ou du monde (pièces de toutes les normativités) mais du sujet. Ils réintroduisent surtout, dans une problématique militante obsédée par le didactisme, l'efficacité, l'impact, le prosélytisme (qui reposent sur la surelévation de l'influence du cinéma, piège où tombent, entre autres, tous les publicitaires), un débat vivant, fondamental, sur

l'art révolutionnaire. Ils se souviennent des paroles de Gramsci qui rappellent aux porteurs d'un art pédagogique : « Si l'art éduque, il le fait en tant qu'art et non pas en tant qu'art éducatif car, s'il est éducatif, il cesse d'être art, et un art qui se nie lui-même ne peut éduquer personne. »

L'exemple de Kramer et Godard, les problèmes de déontologie militante qu'ils posent rejoignent les préoccupations de cinéastes qui remettent de plus en plus en cause une certaine conception du film militant. De ceux-là, nous analysons les œuvres dans cette page : *Bonne chance la France* (1975) de Ciné-Lutte, et *Quand tu disais, Valéry* (1975) de René Vautier, émanant des grèves ouvrières et permettant la circulation d'une parole née de la lutte, de corps épanouis dans une culture nouvelle. Les productions du Havre relèvent d'un autre registre, c'est l'arsenal rhétorique du discours — critique populaire qui les organise ; il permet la création d'œuvres gringantes, railleuses et justes, qui sont les seuls films populaires français d'aujourd'hui.

IGNACIO RAMONET.

(1) « Filmer en militant », *Le Monde diplomatique*, mai 1974.

« Quand tu disais, Valéry »

L'intérieur du combat

DE l'anticolonialisme au socialisme : les trois longs métrages que René Vautier a réalisés (avec le concours de Nicole Le Garrec pour les deux derniers) dans le cadre de l'unité de production Cinéma Bretagne illustrent bien le propos que s'est assigné ce collectif de cinéma militant. Tandis que *Avant vingt ans dans les Aurès* dénonçait la répression française en Algérie, la Folle de Teupène établissait une certaine relation entre la revendication nationaliste du Maghreb et la revendication régionaliste en Bretagne : *Quand tu disais, Valéry* s'attache maintenant à illustrer la lutte des classes en France en exaltant la détermination des mille ouvriers d'une usine de la zone de Saint-Nazaire, qui se sont battus durement pour conserver leur emploi.

Les faits : en 1967 avait commencé à Trignac la fabrication de caravanes Caravelair dont M. Trignac avait pris le contrôle en 1971. Se disant favorable à l'union de la gauche, ce « patron moderne » pratiquait dans son usine une politique démocratique par nombre de ses ouvriers, qui consistait notamment en une décentralisation très poussée, au moins en apparence, de la responsabilité. Mais, en 1972, M. Trignac démissionnait du conseil d'administration de la S.E.M.M. et s'apprêtait à déplacer son entreprise afin, dit-on, de bénéficier dans une autre région des fructueuses primes d'installation. Dès lors, les travailleurs de l'usine amorcèrent une longue série de grèves pour protester contre les premiers licenciements. Leur mouvement, d'une persévérance étonnante, fut marqué par de nombreux rebondissements. C'est ainsi, par exemple, qu'en juin 1974, ateliers et personnels étaient « rachetés » tout uniment par un nouveau président-directeur général, M. Maury, qui manifestait l'intention de transformer l'usine en fabrique de matériel agricole sous le sigle SOTRIMEC. Une partie des ouvriers suivirent dans cette nouvelle perspective un stage adéquat de formation professionnelle : en vain, puisqu'en 1975 leur nouveau patron démissionnait à son tour...

C'EST en février de cette année-là que René Vautier et Nicole Le Garrec, intervenant : pendant quatre mois, ils suivirent de l'intérieur le déroulement de la lutte avec une caméra 16 millimètres. Pour le financement, ils renouvelèrent d'une certaine manière l'expérience de Jean Renoir avec la Marseillaise en 1938 : c'est-à-dire qu'ils sollicitèrent et obtinrent une souscrip-

tion anticipée de 10 francs des dix mille ouvriers qui sont membres du Centre de culture populaire de Saint-Nazaire (parmi lesquels les mille salariés de la S.E.M.M.-SOTRIMEC). C'est avec un premier budget de 100 000 francs qu'a donc été commencé *Quand tu disais, Valéry*.

Le titre du film donne une idée assez juste de son contenu : les auteurs, cinéastes et ouvriers, l'ont apparemment conçu comme une brutalement apostrophe envers les responsables de la situation d'insécurité dans laquelle vit aujourd'hui une grande partie des salariés en France et, par-delà le patronat et l'administration locale, ils interpellent l'actuel président de la République sur les paroles d'une chanson dont le refrain accompagnait à l'accordéon est ainsi libellé : « Quand tu disais, Valéry, que tout changerait, Valéry, nous on savait qu'il était d'la »

D'une durée initiale de 140 minutes, ce long métrage militant a été ramené à 2 heures afin de rendre sa projection plus facile. Les auteurs espèrent qu'il pourra sortir dans les circuits commerciaux en octobre prochain. En attendant, il a été déjà vu par quarante mille spectateurs dans de nombreuses usines (ainsi que dans plusieurs villes étrangères : Amsterdam, Alger, etc.). Pour faciliter sa présentation durant la pause de midi, il a été délibérément coupé en cinq parties, respectivement intitulées : « Vivre à Trignac », « Il n'y a pas de bon patron », « La Vie d'ouvrier », « Le Changement et la Continuité », « Nos libertés et leur justice ». Plusieurs sont d'une acuité assez surprenante : le choix du direct, par la vertu conjuguée d'un regard très quotidien et d'un montage rigoureux, se révèle ici particulièrement heureux. Tout en conférant à l'œuvre un ton d'authenticité sur le plan de la restitution du vécu des grévistes, il lui ménage, grâce aussi à une bande sonore très étudiée, un rythme alerte et incisif qui est souvent du meilleur effet. A l'exception de certains éléments qui paraissent escamotés pour des raisons de « ligne », sans doute, *Quand tu disais, Valéry* procure le sentiment de vivre de l'intérieur le combat mouvementé des ouvriers. A cet égard, la scène de la séquestration des syndicats fait figure de morceau de bravoure : la caméra y apparaît formidablement « du côté » des grévistes... à tel point qu'un tribunal de Saint-Nazaire a exigé la coupure de deux plans (ou total : 40 secondes) au cours desquels était montrée une bousculade un peu violente entre séquestrants et séquestrés.

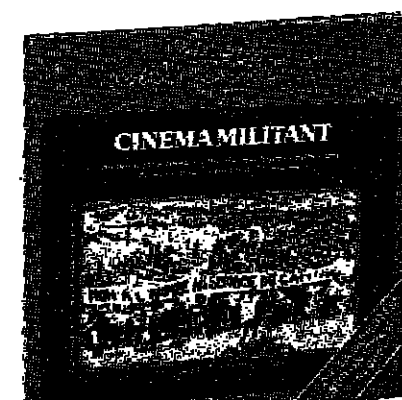
On peut ne pas partager la ligne politico-syndicale de ce film qui, à la différence du Coup pour coup de Marin Karmilz, ou de *Bonne chance, la France* de Ciné-Lutte, se veut exemplaire d'un certain type de démarche et de stratégie (peut-être moins représentative que les auteurs ne le laissent entendre) ; mais on ne peut pas ne pas reconnaître et saluer la valeur, esthétique et autre, du témoignage de René Vautier et Nicole Le Garrec sur un aspect important de la réalité d'aujourd'hui.

GUY HENNEBELLE.

Pour des projections-débats

— *QUAND TU DISAIS, VALÉRY* : Réalisation René Vautier et Nicole Le Garrec (150 mn, couleur, 16 mm). Diffusion : Unité de production Cinéma Bretagne, 35, rue Singer, 85016 Paris, tél. : 224-74-24.
— *BONNE CHANCE LA FRANCE* : Réalisation Ciné-Lutte (100 mn, noir et blanc, 16 mm.). Diffusion : Ciné-Lutte, 38, rue des Batignolles, 75017 Paris, tél. : 228-25-80.
— *Films de la Maison de la culture du Havre*. Diffusion : Unité cinéma, Maison de la culture du Havre, 76000 Le Havre.

vient de paraître



CINÉMA D'AUJOURD'HUI

N° double 5-6. Mars-avril 1976

Cinéma militant

un dossier exceptionnel réuni par Guy Hennebelle

TEXTES. ENTRETIENS. DÉBATS. NOTICES. INDEX
228 pages, 100 photos - 24 F

1, rue de Metz, 75010 Paris
C.C.P. La Source 34795 10 S

Objectifs militants

« Bonne chance la France »

Une double scène

BONNE chance la France est une œuvre collective du groupe Ciné-Lutte. C'est aussi un collectif de films, une collecte (militante) d'images, puisqu'en fait, sous ce titre, trois films nous sont proposés : un simple exemple (sur la grève à l'imprimerie Darboy au printemps 74), l'autre façon d'être une banque (grève au Crédit lyonnais à la même époque), et un court métrage sur l'activité militante d'un comité de soutien à la candidature de M. Glacard d'Estérel à la présidence de la République. On voit que depuis le moment du tournage il s'est passé des choses.

Alors pourquoi réunir ces trois films en un seul programme ? Pourquoi l'intituler *Bonne chance la France* ? Tout simplement pour proposer un certain tableau de la société française, développer une certaine imagerie politique de la France au moment où celle-ci est en pleine fébrilité électorale, et l'on s'en tient à la scène politique, ou en pleine abdication si l'on prend soin de regarder ce qui se passe, au même moment, du côté des travailleurs.

C'EST là le pari du film de Ciné-Lutte : mettre en scène deux fois des choses alors contradictoires, du moins qui ne coïncident pas de façon automatique : comment, au moment même où un pays choisit un président, un régime, un type de société, ailleurs, dans la « France d'en bas », des gens, des travailleurs, hommes et femmes, s'interrogent sur la façon et les moyens de lutter, de s'organiser, de vivre. Et puis comment représenter cette interrogation, ce questionnement, avec des images et des sons, des images nouvelles qui apparaissent inédites à ceux pour qui et avec qui elles sont fabriquées ?

Cette opposition, cette nature différente des choses, on voit comment Eisenstein les aurait abordées de son temps, du point de vue du montage contradictoire, du montage alterné, assésant, jouant des oppositions juxtaposées. Mais à l'appelle du montage, il s'agit d'intégrer les sons. Et le cinéma militant français est en butte au son. Littéralement, il ne sait que faire du son, il hésite entre le son direct, le son parlé, bredouillant (parce que les gens en lutte bredouillent, bégayent quant à leurs objectifs politiques, et c'est une situation dont il faut partir, tenir compte), et le son off, plaqué, qui s'impose aux images, de l'extérieur des luttes, des discours populaires, au nom d'un savoir scientifique, venu d'ailleurs.

Dans *Bonne chance la France*, ces difficultés, qu'on aurait crues presque inhérentes au cinéma militant, sont levées : on a une gamme plus riche de sons, d'enregistrements, de positions des parleurs. C'est là l'intérêt du film, sa profonde nouveauté. Il y a du son direct et il y a du son off. C'est peut-être assez courant, sauf que ce sont les mêmes qui parlent in off : les gens concernés, les personnages qui sont dans l'image, sont aussi dans la bande son, ils sont filmés, mais ils sont aussi dans le studio d'enregistrement où ils commentent leurs images.

C'est ce qui donne cette impression

assez forte de travail collectif. Les travailleurs filmés ont un pouvoir de commenter les images, ils sont mis en position de commenter les images et les sons, de commenter le cinéma. Ils passent du rang de sujets filmés, de sujets à filmer ou à faire parler, au rang de manipulateurs d'images — même inconscients. C'est là une chose capitale pour le cinéma militant, et le cinéma documentaire en général. Posons-nous la question : que deviendrait la télévision, ses documents filmés quotidiens, si la quantité innombrable de personnes filmées, interrogées, avisées le droit, le pouvoir de dire leur mot quant au montage, quant à la voir off, quant aux discours ? Ce principe démocratique — que seul le cinéma militant peut intégrer quand il n'est pas dogmatique — est un principe anti-media parce qu'il conçoit une information qui

est un vecteur à double sens : celui qui parle dans le réel est aussi celui qui peut parler dans le film, dans le media, et, inversement, celui qui tient une position dans le media, le cinéaste par exemple, est contraint de définir sa place dans le réel.

QUELLE est votre position en tant que cinéastes par rapport à nos luttes ? Telle est la question que semblent poser les travailleurs de l'imprimerie Darboy ou du Crédit lyonnais. A cette question, Ciné-Lutte répond : nous sommes avec vous dans la lutte, à condition que vous soyez avec nous dans le film. C'est là un simple exemple de partage démocratique des tâches, des savoirs, des responsabilités, dont on aimerait que le cinéma en général s'inspire.

SERGE TOUBIANA.

AU HAVRE

« Le langage riche et vivant des masses »

ON s'étonnera sans doute un jour de découvrir que des films de première importance, en ce qu'ils reflètent au plus juste la réalité française depuis 1968, aient été réalisés dans un atelier de cinéma amateur, loin des circuits classiques de production — information — diffusion, sans avoir suscité cette rumeur qui accompagne nombre de pseudo-événements cinématographiques : le cinéma amateur, c'est vrai que les Havrais ont le privilège de disposer, au sein de leur Maison de la culture, d'une unité de production 16 mm professionnelle et de la présence de deux animateurs-cinéastes : Christian Jarfian, réalisateur, et Vincent Pinel, responsable de l'unité Cinéma. Le principe de leur intervention culturelle est posé clairement dès 1969 : mettre leurs compétences de cinéastes professionnels et leur expérience du travail collectif à l'écoute, et au service de groupes constitués et relativement homogènes, car c'est toujours d'entreprises collectives qu'il s'agit avec des jeunes travailleurs pour *On voit bien qu'on est pas toi* (1969), avec une classe de lycéennes pour *A suivre* (1970), avec un groupe de jeunes travailleurs, lycéens et chômeurs pour *Moi j'ai qu'est-ce bien* (1973-1974).

Ces films-là, patiemment et sans éclats, mettent en place des jalons pour ce qui, par ailleurs, bien sûr, est une alternative au cinéma classique comme cinéma d'auteur et de professionnels, sans rejoindre les rangs du cinéma militant comme cinéma de l'acmé des années 70. Ce qui est remarquable, en plus profond de l'institution du spectacle cinématographique, ce sont les rapports auteurs-acteurs-spectateurs. Ici les acteurs, ordinairement objets soumis de la fiction classique, sont le sujet moteur et énonciateur du film : c'est depuis leur inscription sociale et culturelle vivante, depuis leur situation historique concrète qu'ils occupent l'écran avec des paroles et des gestes que nul ne leur a dérobés et auxquels nul ne les a contraints, et sans jamais déléguer leur pouvoir de contrôle tout au long de l'élaboration et de la diffusion même du film. Ces bases de travail produisent un cinéma incontestable, qui offre peu de prises à ces discours connus, répérables, codés qui avalisent tant d'autres films, un cinéma difficile à tenir à distance, à maîtriser, à classer de façon rassurante. Sur un marché où la notoriété d'un film dépend si souvent du discours qui peut le prendre en charge pour le précéder (publicité), l'accompagnement (critique) ou le signer (l'auteur), ces films provoquent souvent de la gêne, voire de l'agressivité, par leur manque de complaisance à entrer dans ce circuit langagier de la marchandise cinématographique.

C'EST que la parole qui se déploie dans un film comme *Moi j'ai qu'est-ce bien*, loin d'être soufflée ou volée, est une parole attendue, plus exactement inattendue, vivante et riche, celle d'une partie de la population, ici de jeunes ouvriers, qui n'a jamais eu pouvoir, à l'écran, de tenir son propre discours, frontalement, sans y être autorisé par la caution du réalisateur ou du discours directement politique.

Cette parole dérange en ce qu'elle ne prétend pas donner de leçon (contrairement, souvent, à la parole militante), elle ne cherche pas à se

farder pour séduire (une certaine vulgarité ne lui fait pas peur, mais vulgarité aux yeux de qui ?), elle ne se donne pas comme une parole désirable, elle ne s'autorise d'aucun prestige, un atelier emprunté, mais une seule conviction : de sa vérité. Ce qui fait la force de cette parole exemplaire, incontournable, d'une certaine façon irrefutable, c'est qu'elle est ramassée, déportée, contrairement à celle de la petite bourgeoisie, vers un ailleurs, vers d'autres modèles culturels, un autre espace social, un passé ou un futur mythiques : elle est entièrement assumée comme présente ici et maintenant, à elle-même plus qu'aux prestigieuses idéologies dominantes.

Dans ces films, et de ce fait ils ne relèvent pas du cinéma dit militant, il est peu question de luttes comme événements paroxystiques. C'est tout un cinéma de lutte, celle que même une culture et une idéologie populaires dominées pour frayer quelques traces, témoignent de son existence quotidienne, et cela sur des écrans d'où elle a toujours été écartée, tout au moins recouverte par d'autres discours mieux intégrés ou plus prestigieux.

L'important, enfin, est que ces films du Havre ne soient plus tout à fait une exception unique et exemplaire : dans d'autres ateliers de province, des films collectifs, des bandes vidéo (1), pris en charge par d'autres groupes, continuent à précéder un événement plus important que bien des grands films, un autre usage social du cinéma.

ALAIN BERGALA.

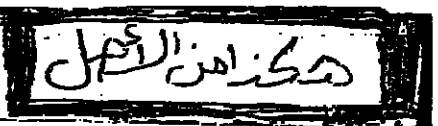
(1) Dans le sillage direct de l'entreprise Havraise, signalons le *Dernier départ*, un film réalisé à Orléans autour de Dominique Fournier et *Montevideo*, une bande vidéo réalisée avec des élèves de G.E.T. à Rouen autour de Thierry Moulé.

BIBLIOGRAPHIE

« Cinéma militant », de Guy Hennebelle

Une somme ! Le dossier établi par Guy Hennebelle aborde l'histoire, les structures, les méthodes, les idéologies et l'esthétique du cinéma militant (1). On y trouve toutes les adresses des groupes de cinéastes militants, et dix-huit entretiens qui s'expliquent dans des entretiens sur la conception qu'ils se font de leur labeur et sur leurs objectifs. La partie la plus riche est cependant celle qui étudie l'idéologie et l'esthétique du film militant avec, en particulier, un intéressant texte de J.-P. Fargier. L'index qui termine le livre est impressionnant par la précision, la finesse du classement et le nombre des films décrits et répertoriés. Le travail de Guy Hennebelle établit désormais le cinéma militant parmi les genres consacrés de l'histoire du cinéma.

(1) Numéro spécial de la revue *Cinéma d'aujourd'hui*, n° 5-6, Pierre Cheramie éditeur, Paris, 1976, 228 pages, 24 F.





(Photo: Capelle-Jammy)

En Amérique latine

LES CHRÉTIENS ENTRE LA DICTATURE ET LA RÉVOLUTION

Tué dans les maquis de Colombie en 1966, le Père Camillo Torres entendait servir non pas l'Eglise en tant qu'institution, mais un peuple écrasé par tout un système qui, estimait-il, ne pouvait être renversé que par la lutte armée. Prêtres ou non, d'autres chrétiens, sur le continent, se sont engagés dans la même voie et, aux côtés de marxistes, ont payé de leur vie le choix qu'ils avaient fait.

Au Brésil, des manifestations à caractère religieux, inspirées par le colonel (depuis général) Vernon Walters pour le compte de la C.I.A., avaient précédé et préparé le coup d'Etat qui, en 1964, instaura une dictature contre laquelle se dresse aujourd'hui une partie de l'épiscopat. Au Chili, la direction du parti démocrate-chrétien a harcelé le régime Allende puis s'est faite complice du putsch du général Pinochet, à l'égard

duquel M. Eduardo Frei, en accord avec Washington, semble vouloir aujourd'hui prendre ses distances. Ces quelques exemples suffisent à montrer qu'il était important de clarifier les positions, très diverses, souvent contradictoires, des chrétiens en Amérique latine. Quand les chrétiens auront le courage de donner un témoignage révolutionnaire intégral, la révolution latino-américaine sera

invincible», disait «Che» Guevara. Bien que ce dernier se soit lourdement trompé dans la confiance excessive qu'il plaçait en un certain type de lutte révolutionnaire, il avait raison de penser que, sur un continent profondément marqué par le christianisme, l'attitude des chrétiens serait décisive. Aussi déplore-t-il que «leur doctrine soit utilisée par les réactionnaires». De fait, on verra plus loin comment les dictatures et les services américains exploitent à leur profit certaines institutions religieuses.

Les articles réunis ici (1) n'épuisent certes pas le sujet. Leur seule ambition est d'introduire à la compréhension d'une situation complexe dont l'évolution aura des effets politiques déterminants.

(1) Avec le concours de DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris), association à but non lucratif fondée voilà cinq ans pour diffuser en traduction française des documents sur les divers aspects de l'actualité en Amérique latine.

Devant la misère
l'injustice
et l'oppression

Du conservatisme à la recherche d'une authentique libération

Par YVES MATERNE *

DEPUIS la séparation de l'Eglise et de l'Etat, à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, l'Eglise catholique d'Amérique latine vit en régime d'autonomie administrative. Par la suppression de l'antique institution du «patronat», disparue avec les liens coloniaux, le catholicisme n'est plus aujourd'hui considéré officiellement comme religion d'Etat dans pratiquement toutes les nations du continent.

Néanmoins, l'importance sociologique du catholicisme est telle que celui-ci bénéficie d'une considération particulière : certains Etats, comme la Colombie, le reconnaissent «comme un élément fondamental du bien commun et du développement intégral de la communauté nationale» (accordé de 1975). Les gouvernements ne peuvent négliger son poids

dans l'équilibre des forces politiques de la société. De ce fait, les institutions ecclésiastiques continuent de jouer un rôle non négligeable dans le jeu des institutions politiques, civiles ou militaires.

Pour la période qui va de 1959, date de la révolution cubaine, à 1973, année du coup d'Etat au Chili, le comportement de la hiérarchie catholique s'ordonne autour de deux motifs-clés, employés successivement au cours de ces quinze dernières années : « la transformation », comme fait social, économique et politique, et comme invitation à l'action ; « le pluralisme », comme norme dans la situation de division entre membres de l'Eglise, et comme doctrine unitaire. Ces dernières années voient naître un troisième mot-clé, celui de « droits de l'homme » et de leur défense.

La deuxième Conférence générale de l'épiscopat latino-américain. L'ouverture se fait en présence du pape Paul VI. « Moment décisif du processus historique du continent... » ; « Au seuil d'une nouvelle époque de notre histoire... » ; « L'engagement douloureux d'une civilisation... » : ces expressions émaillent le texte des conclusions de la rencontre. Elles traduisent un fait admis par les quelque six cents évêques titulaires du continent : l'Amérique latine est en pleine phase de « transformation ». Ce phénomène ne peut laisser les catholiques indifférents, même si c'est pour des raisons diamétralement opposées. Le président de la Conférence de Medellin, le cardinal Landasuri, parle de la nécessité de « s'engager » du côté des efforts d'« émancipation », de « s'identifier aux pauvres du continent » et d'exercer « la fonction prophétique de l'homme ».

Les objectifs sont clairs. Mais les moyens proposés ne le sont pas. Malgré un accord apparent, de graves divergences subsistent au sein des évêques. Elles ne vont pas tarder à se préciser.

L'épiscopat chilien. Sa déclaration de 1971 intitulée « Evangile, politique et socialisme » demeure actuelle : « le service de l'unité » rendu par l'Eglise est « un service capital à l'époque où nous vivons ». L'unité des catholiques dans la divergence de leurs choix de société n'est possible que dans « le respect du pluralisme politique ». Trois ans plus tard, les évêques chiliens arrivent à la même conclusion dans leur document sur « l'Eglise et la politique ».

Ainsi, sans renier l'acquis de Medellin, la hiérarchie catholique est amenée à tenir ouvertement compte de ses dissensions internes. Elle mesure les risques des tensions considé-

rables dont elle est le lieu : l'éclatement du bloc catholique. Le mot d'ordre du « pluralisme » est dans la logique de son comportement.

Paradoxalement, malgré leur vives critiques envers le caractère artificiel d'une telle unité, les catholiques de gauche en mesurent l'importance pour eux-mêmes. Les « chrétiens pour le socialisme », par exemple, savent qu'ils ont politiquement plus d'influence comme groupe dans la mouvance de l'Eglise que comme force d'appoint fondée dans un parti. C'est parce qu'ils introduisent dans l'Eglise un « facteur de déséquilibre favorable aux courants de gauche ».

Les droits de l'homme

POUR les secteurs d'Eglise sensibles à la problématique sociale, économique et politique du continent, le respect des droits de l'homme est devenu le nouveau centre de cristallisation des efforts pastoraux. C'est en effet l'intensification et la généralisation de la répression, avec son cortège d'arbitraire, de tortures et d'assassinats, qui anime les évêques à définir comme essentielle la défense des droits de l'homme. Leur effort en ce sens est d'autant plus grand que des secteurs ecclésiastiques sont eux-mêmes plus directement touchés par la répression.

Mais c'est aussi la permanence de problèmes fondamentaux non résolus de la société latino-américaine qui autorise l'action des chrétiens : principalement le droit à la terre, à la santé et au travail. Loin de n'être préoccupée que d'elle-même et de ne défendre que ses droits, l'Eglise s'efforce, à travers ses éléments les plus lucides et les plus avancés, de défendre les droits des paysans et des ouvriers. En l'absence des médiations normales de la société que sont les syndicats et les partis, l'Eglise joue un rôle de « substitution politique », comme disent les théologiens.

Il faut ici souligner l'importance du travail irremplaçable effectué par ces organisations ecclésiastiques que sont les Commissions Justice et Paix du Brésil, d'El-Salvador et de Bolivie, pour ne citer que les plus connues ;

ou le Comité ecuménique de coopération pour la paix au Chili, aujourd'hui dissous sur ordre du général Pinochet, mais continuant sous d'autres dénominations.

En schématisant, on peut conclure que, considérée au niveau de sa hiérarchie, l'Eglise catholique n'apparaît pas révolutionnaire : elle refuse de reprendre à son compte l'analyse marxiste de la société. Elle n'apparaît pas non plus traditionnelle : au Chili, en son temps, elle n'a pas refusé de collaborer avec un régime socialiste ; au Pérou, elle supplée par certains côtés aux faillies idéologiques du régime ; au Brésil, elle tend à demeurer « la voix des hommes sans voix ». Elle se veut, dans l'état actuel de l'évolution sud-américaine, le lieu d'une unité possible malgré les contradictions d'un pluralisme allant jusqu'aux choix politiques les plus extrêmes. Elle veut sauvegarder une unité au plan qui lui semble essentiel : celui des valeurs de la foi chrétienne. Elle estime qu'aux côtés de l'action politique, mais sans lui être forcément réductible, la foi vécue est aussi une force de libération.

L'avenir dira ce qu'il en est de cette analyse. En attendant, le fait que la répression politique épargne de moins en moins les milieux catholiques — et chrétiens en général — montre que les choix de Medellin ne sont pas, dans les faits, remis en question.

L'avancée de Medellin

DE même que le siècle précédent avait vu la participation de clercs au mouvement d'émancipation coloniale, de formation des Etats nationaux et d'organisation de l'Etat libéral, de même aujourd'hui l'industrialisation et l'émancipation économique ne laissent pas indifférents certains milieux ecclésiastiques. Pour eux, Cuba est devenu un point obligé de référence, même s'il n'est pas cité expressément.

Jean XXIII ne s'y est pas trompé. Sensible aux nouveaux équilibres mondiaux qui se cherchent, il écrit à plusieurs reprises aux différents évêques latino-américains pour, littéralement, les « réveiller ». Le cours du concile Vatican II met quelque temps à arriver sur le continent ; mais, quand il le touche de ses remous, il trouve un milieu favorable.

préparé par le nouveau pastoral importé d'Europe.

Fruit de cette maturation, l'évolution des mentalités en milieu catholique trouve son point d'aboutissement et son expression dans la tenue à Medellin (Colombie), en 1968, de

De la division au pluralisme

Le programme de Medellin était simple dans son énoncé : « La recherche d'un type de présence plus intense et renouvelée de l'Eglise dans l'actuelle transformation de l'Amérique latine. »

Ses retombées vont mettre à rude épreuve la hiérarchie catholique des différents pays du continent. Au cours des années suivantes, après 1968, les évêques sont en effet aux prises avec un double mouvement dont les contradictions vont s'accentuant. C'est, d'une part, la prise de position politique de type socialiste par des chrétiens, plus spécialement des prêtres et des religieux se réclamant de l'« esprit de Medellin ». Ce sont, d'autre part, les activités des groupes intégristes et la poussée des forces conservatrices de l'Eglise.

« Prêtres pour le tiers-monde » en Argentine, « Prêtres pour l'Amérique latine » en Colombie, « Prêtres pour le peuple » au Mexique, « Chrétiens pour la libération » en Equateur et en Argentine, « Chrétiens pour le socialisme » au Chili, « Eglise et société en Amérique latine » en Bolivie, « Eglise solidaire » au Pérou : tous ces groupes, parmi d'autres, reprennent à leur compte l'analyse politique sous-jacente aux documents de Medellin. Le sous-développement n'est pas un retard dans le développement, mais un phénomène de dépendance ; l'action à mener passe donc par une modification structurelle des rapports de dépendance interne et externe. La « théologie de la libération » inspire ce courant de pensée et d'action qui se veut évangélique au plan de la foi, populaire quant au style de vie et socialiste du point de vue politique.

LIRE PAGES 16 A 20

P. 16-17. — Le rôle particulier des mouvements protestants populaires, Christian Lalive d'Epémy. — L'action idéologique et culturelle de l'Eglise, Gonzalo Arroyo. — Mystiques violentes et stratégie non violente, Michel de Certeau.

P. 18-19. — Suite de l'article de Gonzalo Arroyo sur l'Eglise. — La démocratie chrétienne chilienne et la junte, Julio Silva Solar.

P. 20. — Espoirs et déceptions des démocrates-chrétiens au Venezuela, Luis Ugeldo.

FONDATION DE L'ECOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE
62, route de Chêne
1208 GENEVE (Suisse)
Tél. : 022-36.71.30

LA CHATAIGNERAIE
1297 FOUNEX (Vaud)
(Suisse)
Tél. : 022-76.17.76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL
Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français
Interne et externe pour filles et garçons
Sports d'été et d'hiver

Apport d'une dignité et dépolitisation des masses

Le rôle particulier des mouvements protestants populaires

Par CHRISTIAN
LALIVE D'EPINAY *

La population latino-américaine est, du point de vue numérique, la première fille de l'Eglise catholique. Les recensements de tous les pays indiquent que la population, pour au moins 80 %, se déclare catholique. Partout aussi — même au Mexique où le conflit entre l'Eglise et l'Etat provoque une guerre civile et religieuse (1) — la religion catholique jouit d'un statut privilégié, le plus souvent inscrit dans la Constitution elle-même.

Si le statut juridique et les recensements décennaux mettent en lumière la primauté de l'Eglise catholique, d'autres indices en marquent les limites. Par exemple, la très faible densité de prêtres, malgré le grand appoint fourni par les Eglises d'Europe et d'Amérique du Nord. Et ce clergé déjà clainement s'est vu décerner une vague de laïcisation au cours des dernières années. Autre exemple : la fréquentation de la messe est très faible. Et si l'on adoptait ce critère de la pratique du culte pour établir un classement des diverses religions, alors, dans plusieurs pays du sous-continent — Brésil, Chili, Haïti dans tous les cas — ce ne serait plus le catholicisme qui occuperait le premier rang, mais l'expression chrétienne la plus récente, le pentecôtisme.

Son nom renvoie à la Pentecôte, la première Pentecôte telle qu'elle est décrite au chapitre 2 du livre des Actes des apôtres, jour de l'irruption de l'Esprit parmi les disciples du Christ. Cette irruption se traduit par des faits merveilleux : faculté de se faire entendre en des langues étrangères, don de prophétie, etc.

Vers la fin de la première décennie de ce siècle, presque simultanément sur divers points du globe, mais surtout et d'abord aux Etats-Unis, des communautés à la recherche d'un renouveau spirituel redécouvrent la lettre de ce texte des Actes ainsi que des grands textes prophétiques sur le pouvoir de l'Esprit (particulièrement le chapitre 2 du livre de Joel).

Cette orientation va démarquer le

(1) Cf. J. Meyer : *La Christade*, Paris, Payot, 1974.

renouveau pentecôtiste des revivals qui, périodiquement, secouent la torpideur des grandes Eglises protestantes. L'Esprit est pouvoir : sa venue et sa présence dans la communauté sont immédiatement visibles, empiriquement constatables en ceci qu'une « folie sacrée » s'empare de l'assemblée et que plusieurs fidèles se révèlent porteurs des charismes — des dons — distribués par l'Esprit. Parmi la communauté en transe, certains témoignent en des langues étrangères (glossolalie), d'autres prophétisent ; certains dansent et d'autres imposent les mains aux malades. Parfois même se déroulent de très délicats simulacres d'actes chirurgicaux.

A la transe de la communauté réunie succède l'autre manifestation de l'Esprit-pouvoir : le témoignage de la communauté dispersée sous la forme d'un appel passionné à la conversion. « Quand l'Esprit venait de tomber avec puissance, les personnes baptisées, enfants, hommes et femmes, se sentaient poussées à sortir dans la rue et à donner à haute voix leur expérience, à visiter leurs amis et leurs voisins, à voyager en d'autres lieux dans le seul but d'appeler les hommes à la repentance », déclare un témoin de la première communauté pentecôtiste sud-américaine.

L'émergence du pentecôtisme provoque au sein du christianisme une révolution dont on ne mesure pas encore toute la portée. Après deux millénaires de combat acharné pour les détruire, les rites de possession sont maintenant

placés au centre de la vie culturelle d'une des familles chrétiennes, où ils trouvent aussi une raison théologique. De plus, en faisant place aux modes d'expression non verbaux (ou para-verbaux) — balbutiement, danse, geste, délire, — le pentecôtisme met ainsi en question toutes les hiérarchies établies, toutes les spécialisations codifiées, et ouvre toute grande la porte soit à ceux, si nombreux dans le tiers-monde, pour qui l'usage de la parole est difficile quand il s'agit de s'adresser à un grand personnage que Dieu, soit à ceux, dont le volume croît constamment dans l'hémisphère nord, qui s'insurgent contre l'oppression exercée par la catégorie du « rationnel » dans les sociétés industrielles avancées.

C'est d'ailleurs en invoquant ses aspects déraisonnables et irrationnels que les dirigeants des grandes Eglises protestantes excluent les adeptes de la nouvelle doctrine, les conduisant ainsi à se constituer en mouvements autonomes, les « sectes de l'Esprit », pour reprendre le mot de R. Bastide. Signaux enfin que, depuis les années 50, devant l'impact universel du phénomène, les Eglises chrétiennes — l'Eglise catholique en tête — révisent leur position et que l'on assiste aujourd'hui au développement d'un néo-pentecôtisme au sein même des grands corps religieux.

Le monde, univers satanique

Le pentecôtisme a rencontré des succès très variables selon les pays. Mais, partout en Amérique latine, sa croissance est accentuée et il s'impose comme la principale minorité religieuse.

Si l'on examine de près les données statistiques disponibles, on observe que, dans bien des cas, la « conquête pentecôtiste » (l'expression est de certains observateurs catholiques) démarre dans les années 30. Cette indication est importante : la crise de 1929-1931 se répercute avec une violence multipliée en Amérique latine ; elle y marque le début

d'une crise structurelle qui aujourd'hui encore est loin d'être résolue. Les campagnes stagnent et expulsent leurs habitants ; les villes connaissent une croissance anarchique, sans relation aucune avec leur taux d'industrialisation. L'idéologie traditionnelle basée sur un lien de dépendance et de dévouement envers le patron le grand propriétaire — et sa crédibilité s'effrite. Dans un univers marqué par la rupture des régulations sociales, la faim, le chômage, la misère,

* Professeur à l'Université et à l'Institut d'études du développement, Genève.

le pentecôtisme propose aux masses la foi dans un Dieu d'amour, la certitude du salut, la venue du Royaume, la sécurité de la communauté fraternelle et la participation aux responsabilités d'une œuvre commune à accomplir. Par là même, il leur offre une humanité que la société leur refuse.

L'ensemble des croyances pentecôtistes compose un dualisme (conviction d'un conflit irréductible entre les forces divines et les pouvoirs sataniques, ces derniers contrôlant la terre) combiné avec l'attente impatiente du Royaume qui sera instauré par Dieu ou son fils. Cette vision s'accompagne d'un système d'action réel par deux réglementations principales : la rupture avec le « monde » (leitmotiv de la première épître de saint Jean). Le précepte, à lui seul, pourrait conduire à un retrait total de la société civile et politique, déniant toute légitimité aux autorités de ce « monde », donc de l'univers de Satan. Un tel refus intrinsèque de la part d'une minorité significative conduirait sans doute à des situations explosives, les croyants se mettant ainsi hors du cadre de la loi. Mais cette première réglementation est tempérée par une seconde, celle que saint Paul adresse aux Romains (ch. 13) qui exhorte aux respects des « autorités de ce monde ». Cette mise en perspective de deux textes assez contradictoires oriente l'action socio-politique vers un conformisme le plus souvent passif et qui se prête à de nombreuses ambiguïtés, parfois même à l'opportunisme le plus cru.

L'univers social et politique est placé sous le signe du mal. La question n'est ni de le réformer, ni d'y faire la révolution, puisque Dieu annonce la venue abrupte de son règne dont l'imminence est attestée par tant de signes concrets : tremblements de terre et raz de marée (fréquents dans la zone andine), guerres et désordres sociaux (ces derniers presque ininterrompus dans l'un ou l'autre des pays latino-américains), scandales, ou encore ce congrès mondial des magiciens réuni à Bogota en septembre dernier. La conviction apocalyptique est entretenue par la répétition constante des « signes », qui déchaînent les pro-

phéties, réactivent la prédication, l'appel forcé à la conversion.

Ici apparaît la première implication politique évidente du pentecôtisme. En évacuant par l'espérance apocalyptique toute volonté d'engagement et de responsabilité socio-politiques, ce phénomène religieux — qui est en soi l'expression d'un puissant mécontentement social — désamorce le potentiel insurrectionnel, voire insurrectionnel, que des siècles d'oppression ont accumulés dans les couches sociales populaires. On comprend alors que ces mouvements religieux soient particulièrement bien accueillis par les régimes dictatoriaux ou autoritaires d'Amérique latine, puisqu'ils castraient le potentiel insurrectionnel vers une révolution toute symbolique. Et cela d'autant plus à une période où l'Eglise catholique cherche, elle, à se démarquer des dictatures. En Haïti, « Papa Doc » savait tirer les fils non seulement des cultes vaudou, mais aussi des mouvements pentecôtistes qui ont connu une croissance fabuleuse sous son régime, pour englober le cinquième de la population environ en 1970. D'ailleurs, combien de missionnaires qui ont voulu ou dû quitter Cuba dans les années 60 se sont-ils recyclés à Haïti ?

Les photos abondent qui montrent les dirigeants pentecôtistes (mais aussi baptistes, etc.) en conférence avec tel président d'une République bananière ou avec l'éternel Stroessner, dictateur du Paraguay, à la veille de lancer une grande campagne d'évangélisation. Généralement, de telles photos sont soigneusement encadrées et accrochées au mur des locaux du pasteur.

Ceci nous conduit à un deuxième aspect. Même si le feu sacré est préservé, le mouvement pentecôtiste vit une durée plus longue que celle qu'il prévoit. Le Royaume est sur le point de venir, tout l'indique, mais il n'a toujours pas atterri. Le grand soir pentecôtiste est proche, mais la vie quotidienne se poursuit. Et, avec elle, l'éveil d'appétits nouveaux. Les grands pasteurs pentecôtistes sont à la tête de communautés locales imposantes, dont les fidèles — et il faut prendre ce mot dans le sens le plus fort — se chiffrent par milliers. Le pasteur dispose d'une autorité énorme

Une activité proliférante

MYSTIQUES VIOLENTES ET STRATÉGIE NON VIOLENTE

Par MICHEL DE CERTEAU *

VIOLENCE ou non-violence : des positions idéologiques se décomposent entre chrétiens selon cette alternative. Sans doute ont-elles encore des implications pratiques, mais elles s'articulent de moins en moins sur l'effectivité des combats ou des débats. Les affirmations de principe (par exemple : « Le christianisme condamne la violence ») reçoivent leur force des groupes (politiques, ecclésiastiques, etc.) qui les portent et où elles jouent un rôle mobilisateur. Il en est ainsi (il en a été ainsi) dans les pays où l'institution ecclésiastique garde, par sa cohérence, la capacité d'organiser la crédibilité d'un combat (par exemple, pour l'ordre) et fournissent même à ses contestataires de l'intérieur ceux qui prônent la nécessité de l'action « violente » le point d'appui d'où leur opposition tire un effet politique. Mais, dans la plupart des pays d'Amérique latine (ce n'est pas vrai en Argentine ou en Bolivie), cette situation change avec l'amoindrissement des pouvoirs des institutions ecclésiastiques disposées, avec les divisions qu'y introduisent de plus en plus les différences nationales, les clivages entre classes et les divergences politiques, ou avec la lente dérive des unités religieuses d'origine européenne (catholiques, protestantes, etc.) vers des mouvements de type nationaliste comme l'Umbanda au Brésil (1), correspondant à ce que Robert Bellah appelle justement des « religions civiles » (2). Sur le sol fissuré et mouvant des Eglises, les déclarations doctrinales ont bien moins d'impact et d'intérêt.

Il en va de même pour les formations politiques de gauche quand, écartées par un pouvoir autocrate et/ou militaire, elles doivent aller de « coup » en « coup ». Leurs théories, programmes d'action où les convictions chrétiennes ont longtemps joué un rôle décisif (3), se métamorphosent en mémoires symboliques ; privées de soutiens publics et organiques, elles s'effritent dans l'air pollué des masses médias ou se retirent dans le secret des conversations privées. La théorie du foco (le focisme), qui date de 1965, est du passé.

Des interventions ponctuelles se tiennent à distance d'un discours commun. Trop disséminées pour être contrôlables par le pouvoir (la répression d'un cas n'atteint pas les autres), elles constituent d'innombrables laboratoires socio-économiques où des hommes d'origines très diverses sont beaucoup moins déterminés par leur position de « délégués » de partis (et donc aussi de représentants de la

coupe entre une avant-garde militante et les masses) que par des collaborations locales à la recherche de nouvelles formes. Fournisse-

* Anthropologue et historien à l'université de Paris VII.

ment sous l'herbe, cette proliférante activité enlève sans doute beaucoup de leur pertinence aux discussions d'antan sur la violence ou la non-violence. Il faut donc plutôt analyser quelles directions prend cette écriture multiple mais tracée dans l'époque complexe de terroirs différents, épousant leurs replis, bousculant, presque illisible. Murs de révolutions aussi, à travers la pluralité indéfinie des « contras d'action » entre travailleurs, paysans, notables ou intellectuels. Quelques sondages seulement peuvent l'évoquer.

Le martyr guérillero

DU Père Camilo Torres, prêtre colombien tué le 15 février 1966 par l'armée nationale (4), ou du Père Domingo Lain, tué le 22 mars 1974 au cours d'un affrontement avec les troupes gouvernementales, une tradition s'est formée, celle du « martyr » sous le signe d'une « guérilla mystique » (5). Elle honore des clercs combattants. De ces clercs, une littérature est née : des récits, des chants, des images. La sang des héros morts a circonscrire une place de sens où se trouve symboliquement scellée l' Alliance entre la foi chrétienne et la révolution, et où se raconte en même temps le reflux des mouvements guérilleros déclinés par la répression. Ces chrétiens politiques font signe — un signe indissociable de leur écheu, et qui prend donc valeur « spirituelle » beaucoup plus qu'exemplaire ou stratégique. Cette littérature « évangélique » n'enseigne pas des méthodes ou des tactiques ; elle est plutôt l'équivalent, lui aussi mobilisateur, des martyrologes qui habitaient jadis les communautés chrétiennes. Elle articule une foi — sa violence révolutionnaire — dans un champ politique. Elle constitue un nouveau discours chrétien.

Peu importe qu'il n'occurent d'être guérilleros et martyrs chrétiens, dans un monde dont les trois quarts des habitants meurent de faim, qu'importe la vie d'un simple homme comme moi ? Ce message, envoyé de Teoponte (Bolivie) par le Père José Prats en 1970 (6), désigne assez bien les effets de ce discours : la misère populaire, ici, met les chrétiens à ces deux extrêmes d'hier, la guérilla et la « communion ». Une biographie valorise ces deux interdits. Les héros ne sont pas morts en vain. Une autre idéologie — une autre symbolique chrétienne — a été par eux signée et légitimée. A leur sujet, une journaliste brésilienne parlait d'un « second vendredi saint » (7).

Morts et martyrs chrétiens continuent de partir dans les guérillas montagnardes, comme jadis vers les déserts d'Egypte. Ainsi, le Père Domingo Lain, engagé dans l'armée de libération nationale et « carreau » de la guérilla colombienne depuis 1970 (8). Il déclara en 1970 : « C'est maintenant que débute ma vraie consécration sacerdotale, qui exige le sacrifice total de soi afin que tous les hommes puissent vivre ». En Colombie aussi, les Pères Laurentino Rueda, Pedro Duarte et José Eguerra, sans parler de prêtres accusés de servir de boîtes aux lettres et de soutiens aux guérilleros (9). En Bolivie, l'Argentin Nestor Paz ; à Panama, Gallegos, prêtre colombien, etc.

Ces prêtres « délinquants » ont provoqué un débat public qui faisait écho à Javier Dario Restrepo, dans le très officiel « El Tiempo » de Bogota : « Les cas des prêtres guérilleros tels que Camilo Torres ou Domingo Lain en

Colombie ont servi à mettre tout le continent en garde contre ceux qui accusent l'Eglise d'être subversive. C'est un fait que les prêtres latino-américains sont parvenus à la conclusion que l'unique solution viable en vue du changement radical qu'exige le continent, c'est la lutte armée » (10). Même si, dans la plupart des pays, elle est devenue impossible ou de plus en plus réduite ; même si, dans le monde clercal, les grandes vagues réformatrices de Medellín (1968), tout comme celles de Vatican II en Europe, reculent aujourd'hui, apparaissent atypiques, voire elles aussi « subversives » (11), cette poétique de la guérilla (d'ailleurs orchestrée par la littérature réactionnaire qui en souligne les dangers) a fait vivre la mystique du côté de la révolution et créé une symbolique chrétienne. Elle reste habitée par la figure mythique de « Che » Guevara. Elle a orienté bien des prêtres latins américains vers les risques d'une tâche sociale chargée pour eux de sens, et les a détournés des bonheurs individuels et des sécurités professionnelles qui, en Europe occidentale, servent si souvent de portes de sortie aux déceptions engendrées par une idéologie surannée de la « vocation ». Fait plus important, la spiritualité instaurée par ces morts a créé l'espace d'un espoir ; elle a rendu croyable la révolution qu'ils désignaient ; elle a forcé mystique au moment où elle perd une portée directement politique.

« Impasses » et dépassements

de la religion populaire (12)

L'ECHEC de la politique du « foco » conjugué à une conception de la foi chrétienne a eu aussi pour effet pratique une massive orientation de la pastorale, de la pédagogie ou de la catéchèse vers les « religions populaires » (13). C'est une révision déchirante. Avant 1970, l'avant-garde militante critique assez violemment les religiosités « folkloriques », élitistes sociaux, coupées d'incertitude politique (et, de fait, les grands mouvements religieux spirituels populaires étaient souvent soutenus, de l'intérieur ou de l'extérieur, des Etats-Unis par exemple, comme des moyens de fermer la porte de la révolution en ouvrant celle du ciel). L'effondrement des organisations politiques démocratiques ramène aux vastes régions, apparemment immobiles, de l'expression religieuse populaire. On l'a constaté au Brésil depuis le coup d'Etat de fin 1968. Le fait est plus spectaculaire encore au Chili depuis l'installation de la junte en septembre 1973. Il faut pourtant déclarer dans ce courant des éléments très divers, qui sont au moins à signaler :

1. Une importance plus grande est accordée à l'analyse économique de situations misérables qui, relevant d'un système pour le moment inextinguible (la révolution est loin !), appellent des opérations (coopératives, formations professionnelles, exploitations collectives). Il faut introduire localement, dans l'organisation actuelle (14), une autre expérience sociale (coopérationnisme) et des moyens techniques modestes (à la portée de tous). Cette activité promotionnelle, dans la mesure où elle veut passer par l'adhésion et la participation des paysans ou des travailleurs ruraux, est « matérialiste » comme un ensemble d'expériences fondamentalistes. Mais s'il s'agit de « résistances » à l'innovation, elles ont poids et sens. La recherche de moyens techniques mieux

ajustés à une action doit être associée aux longs cheminement fraternels de la compréhension et donc aussi à une autre intelligence de ce qui se dit en des langages religieux d'ailleurs souvent mixtes, stratifiés et complexes.

2. Dans l'étude des religions populaires s'inscrivent aussi une très ancienne nostalgie latino-américaine du « pays de l'intérieur », lieu d'un « propre » dominé et occulté par les réseaux de structures politiques et socio-économiques multinationales. La religion populaire, c'est, racontée en fables, la mémoire du peuple. Son histoire est cachée dans ces métaphores où se maintient un vouloir. Le folklore laisse entrevoir ce noir soleil qui ne se lève pas. Désormais, le retour prend une forme plus anthropologique et plus nationaliste. Il bénéficie de travaux plus techniques : l'activité scientifique en anthropologie, ethnologie ou sémantique se substitue souvent à des engagements politiques devenus marginaux ou impossibles (15). Mais, en chaque pays, se fait jour

(1) Cf. Renato Ortiz, *La Mort blanche du sorcier noir, Umbanda : intégration d'une religion dans une société de classe chère rotout*, Paris, 1973.

(2) Robert N. Bellah, *Beyond Belief, Essays on Religion in a Post-traditional World*, New York, 1970, pp. 168-189 : « Civil religion in America ».

(3) Cf. M. de Certeau, « Les chrétiens et la dictature militaire au Brésil », in *Politique aujourd'hui*, nov. 1969, pp. 38-51. Sur les positions ecclésiastiques latino-américaines, cf. deux importants dossiers publiés à Lima par le CEP : *Signos de Renovación*, 1969 ; *Signos de Liberación*, Testimonios de la Iglesia en América Latina, 1969-1974.

(4) Cf. Walter Broderick, *Camilo Torres, Biography of the priest-guerrilla*, Doubleday, New York, 1971. La meilleure biographie de O. Torres.

(5) Michael McKale, « Nestor Paz : the mystic Christian guerrilla », in *Radical Religion* (Berkeley, U.S.A.), vol. II (1975), n° 1, p. 36-44. Cf. Nestor Paz Zamora, *My Life for my Friends*, Orléans, France, 1974.

(6) *Noticias Aliadas* (Lima), 25 juillet 1970.

(7) Nicole Bonnet, « A guérilla des chrétiens », in *Estado de São Paulo*, 3 janv. 1971.

(8) *Noticias Aliadas*, 20 décembre 1973. Le P. Lain est l'auteur d'un appel à la révolution, adressé aux prêtres de Colombie (texte in *Nadoc*, Lima, 8 sept. 1971) et d'une étude sur *El sacerdote y la Revolución* (1973).

(9) P.G., « De plus en plus de prêtres dans la guérilla », in *Le Croix*, 11 janv. 1974.

(10) *Noticias Aliadas*, 3 février 1972.

(11) Cf. Ricardo Antónich, « El tema de la liberación en Medellín y el Sínodo de 1974 », dans la revue *Medellín*, 3, 1976.

(12) Cf. le titre d'un important dossier : *Pres Denito e os impasses da religião popular*, Recife, décembre 1971. Il y a un beau coup d'œuvre analogues, constitués par des équipes réunissant chercheurs, militants, travailleurs, etc.

(13) Il y a toute une littérature du sujet depuis 1966-1970. Ainsi sur le catholicisme : A. Santini, S. Galles, J. Monast, etc., *Catholicismo popular*, Quito, 1969 ; F.A. Ribeiro de Oliveira, *Catholicismo popular na América Latina*, Rio (Brésil), 1971 (avec une importante bibliographie, pp. 77-79) ; S. Galles et M. Gonzalez, *Catholicismo popular*, Quito, 1972 ; ITREX, *La Fé populaire au Nordeste*, Salvador-Bahia, 1974, etc.

(14) Ainsi, au Brésil, l'expérience du PUNDEPLAN (Programa de desenvolvimento integrado do São Francisco) dans la vallée du São Francisco, à Barra (Etat de Bahia) : cf. le dossier des Cadernos do Ceas (Salvador), août 1972, et Freddy A.J. Serrão, « Un projet de développement au Brésil », in *Demain le Monde*, 18 février 1974. Ou bien, au Pérou, la CIPCA, à Píura.

(15) Exemplaires, à cet égard, les *Ensaio de Antropologia estrutural* de Roberto da Matta, Rio, 1973 (en particulier sur « le carnaval comme rite de passage », pp. 121-138), qui renouveau les méthodes après les études classiques de Luis de Camara Cascudo, *Folclore do Brasil* (Rio, 1967), *Tradição, Ciência do Povo* (Rio, 1971), *Cultura de massa e cultura popular* (Rio, 1973), etc.

سكازان الفصحى

suprême des stens, il est devenu une nouvelle étoile dans la constellation des pouvoirs locaux. Dans les pays à régime électoral (rare aujourd'hui, mais où le vote est alors obligatoire), il sera sans doute l'objet de sollicitations de la part de divers partis. Il sera fréquemment consulté avant les décisions affectant la collectivité. Cet homme, issu très souvent des milieux les plus populaires et dont l'accès au pouvoir ne doit rien aux études ou à la fortune, mais beaucoup à une capacité insoupçonnée de

meneur d'hommes (dans le langage pentecôtiste, on dira qu'il a le « don »), prend conscience des différentes dimensions de son pouvoir, et alors de puissants désirs de reconnaissance, voire de revanche sociale, peuvent se manifester. Ces photos que j'ai mentionnées plus haut ne sont-elles pas le témoin de l'immense réalisation des rêves enfantine : pouvoir voir le président et lui parler ? A ce propos, passons en revue des événements récents survenus au Chili.

Pinochet chez les pentecôtistes

DEBUT septembre 1974. Le chef de la Junta, le général A. Pinochet, déclare en hauteur de l'incompréhension de la part de l'Eglise catholique, mais qu'heureusement il n'en va pas de même dans toutes les Eglises chrétiennes.

15 décembre 1974. « Lors d'une cérémonie à laquelle assista le chef suprême de l'Etat, le général A. Pinochet, le

temple-cathédrale de l'Eglise méthodiste pentecôtiste de Santiago (...) fut solennellement inauguré (...). Assistent également à la cérémonie le ministre de l'Intérieur, le général C. Benavides, le commandant de la garnison de Santiago (...), le chef de l'état-major de la défense nationale... » (Mercurio, 18 décembre 1974).

19 décembre 1974. « Déclaration :

L'Eglise évangélique chilienne est aujourd'hui satisfaite, car pour la première fois dans ses cent années d'existence, un chef d'Etat reçoit officiellement ses autorités, pasteurs et dirigeants, mettant ainsi en valeur la force spirituelle constituée par 15% de la population chilienne. (...) Aujourd'hui, nous marquons le pas pour témoigner à Dieu notre gratitude de nous avoir libérés du marxisme grâce au prononcement des formes armées en qui nous reconnaissons le mur de protection que Dieu a établi contre l'impérialisme. Mais nous sommes convaincus que le marxisme ne peut être totalement mis en déroute que par Jésus-Christ, car lui seul change les cours. C'est pour cela que nous sommes ici, pour appuyer notre gouvernement dans sa lutte courageuse et décidée contre le marxisme et pour lui offrir notre concours spirituel. » (Mercurio, 19 décembre 1974).

Ce fragment d'une déclaration qui couvre une page entière du Mercurio (et qui cite explicitement le texte de saint Paul mentionné plus haut) est signé par les dirigeants des principales Eglises

pentecôtistes. Ces citations renvoient à des événements qui parlent d'eux-mêmes. Voilà le grand signe d'un nouveau statut social. Mais, en même temps, les chefs pentecôtistes perçoivent l'occasion unique qui leur est offerte dans le Chili de la dictature militaire. Alors que l'autre grande idéologie d'espérance, le marxisme, est prosaïque et ses adeptes persécutés, alors que la situation économique empire et va devenir insupportable pour les masses, le pentecôtisme reste seul avec son message de salut qui reçoit le blanc-seing de César — et de quel César !

Un élément qui transparaît dans la dernière citation est l'anticommunisme virulent. Il fait de tout temps partie d'une vision du monde dualiste qui oppose le spirituel au matériel, le message évangélique au « marxisme », expression maximum de la force satanique des ténements (déclaration du 19 décembre 1974).

La cas chilien est un bon révélateur de la tendance dominante au sein des mouvements pentecôtistes en Amérique latine. Certes, il existe des exceptions, mais elles sont de peu de poids. Les plus significatives sont peut-être l'Eglise « Brazil para Cristo » qui mène une action sociale décidée et, au Chili, la Iglesia Pentecostal Wesleyana, proche du parti socialiste, aujourd'hui déclinée par les persécutions. Mais dans l'ensemble, l'analyse des implications socio-politiques des « ecclésiastiques » aboutit à cette double conclusion : pour des millions d'hommes sans espoir ni matériel ni spirituel, le pentecôtisme a apporté et apporte concrètement un salut, une dignité humaine, une communauté ; mais en même temps ce mouvement renforce, en lui donnant une logique, la dépolitisation des masses populaires et soutient ainsi, plus indirectement que consciemment, le statu quo en Amérique latine.

CHRISTIAN LALIVE D'EPINAY.

Domination économique et retour aux sources

QUAND on examine la situation de l'Amérique latine, on ne peut qu'être frappé par la vague de répression, d'une ampleur jamais connue jusqu'à présent, qui s'abat aujourd'hui sur le continent. Dans le Sud, en particulier, cette vague de répression s'accompagne ou résulte d'une dégradation économique et politique particulièrement visible dans des pays naguère relativement prospères et politiquement stables, comme l'Argentine, le Chili ou l'Uruguay. Dans ces pays, la répression est dirigée non seulement contre les militants politiques, le mouvement ouvrier, les étudiants et les intellectuels, mais aussi, de façon systématique et répétitive, contre les Eglises de plusieurs pays, et cela dans le but de les neutraliser et d'éliminer leurs secteurs progressistes dans la mesure où ceux-ci, en prenant la défense des droits des classes dominées qui sont systématiquement violées, mettent des obstacles d'ordre politique devant les gouvernements répressifs. militaires ou non, qui font à l'œuvre dans cette partie de l'Amérique.

Cette recrudescence de la répression — coups d'Etat, torture institutionnelle, politique économique aboutissant quasiment au génocide, etc. — peut s'interpréter de plusieurs façons. L'interprétation obvie est que, à l'heure de la récession économique mondiale et de la crise plus ou moins profonde du capitalisme multinational — davantage encore lorsque la politique de « détente » envers le bloc des pays socialistes pourrait être remise en cause, — s'ouvre nécessairement une période de plus grande exploitation de la main-d'œuvre dans les pays dits du tiers-monde et, par conséquent, une période de renforcement des régimes militaires, y compris militaires, dans une Amérique latine considérée, jusqu'à maintenant, ainsi que l'affirme de fait la doctrine Monroe, comme « arrière-pensée » de l'impérialisme nord-américain. Il ne nous appartient pas d'analyser ici comment la révolution cubaine de 1959 a probablement été, dans presque toute l'Amérique latine, le détonateur d'un soulèvement politique des masses ouvrières et d'un

Par GONZALO ARROYO *

renouveau de ses mouvements politiques. Il n'est pas non plus de notre ressort de voir comment les coups d'Etat successifs, du moins ceux qui se sont produits au cours des années 70, sont pour une bonne part l'expression de la nouvelle politique « dure » que M. Kissinger et Nixon ont appliquée vers la fin des années 60 pour contenir l'avancée de la gauche en Amérique latine. Mais il est important de souligner que cette situation révèle surtout une crise de domination des classes nationales alliées au capitalisme international. Celles-ci ont perdu leur capacité de gouverner « démocratiquement » par manque de consensus social, consensus qui, auparavant, légitimait jusqu'à un certain point certains Etats latino-américains (pour lesquels le libéralisme était plus qu'un mot). Pour ne pas courir le risque d'une désintégration et d'une perte de leur

* Professeur associé à l'université de Paris X.

hégémonie politique, elles se sont vu dans l'obligation de recourir aux forces armées et aux gouvernements qui utilisent la répression politique (judiciaire et policière) contre les masses laborieuses. Mais cette vague de répression, qui affecte surtout le cône sud du continent, révèle aussi un autre fait : l'échec du système politique capitaliste sur un continent considéré comme partie intégrante de la civilisation occidentale.

Tels sont les faits qui s'imposent : aujourd'hui, la forme « normale » de gouvernement est la dictature, aux types divers ; l'« anormale » est le fonctionnement réel de la démocratie libérale limitée des pays capitalistes industrialisés, telle que la traduisent de nombreuses Constitutions, même si ces dernières restent pratiquement et toujours lettre morte. Un rapide tour d'horizon sur les dix nations d'Amérique du Sud montre qu'il n'en reste encore que deux ou trois cas qui ont un gouvernement élu au suffrage populaire. Parmi ces dernières, une seule, sans doute (le Venezuela), ne pratique pas les lois d'exception, qui sup-

priment, en fait, les garanties constitutionnelles. Cela veut dire, en d'autres termes, que le capitalisme pénètre en Amérique latine, mais qu'il ne se développe réellement que durant les années 60, sous l'égide des multinationales ; il domine évidemment le continent point de vue économique, mais il est incapable d'y établir son « hégémonie » au sens de Gramsci (1).

(Libre la suite page 18.)

(1) Pour Gramsci, l'Etat n'est pas seulement un appareil coercitif mais aussi hégémonique. « En politique, l'erreur provient d'une compréhension fautive de l'Etat dans son sens intégral : dictature plus hégémonie. » Autrement dit, la bourgeoisie capitaliste ne se contente pas seulement au moyen de la contrainte, à travers l'appareil policier, judiciaire, etc., mais encore au moyen de son hégémonie (domination idéologique) par laquelle elle neutralise tout un ensemble de forces révolutionnaires. Cf. M. A. Gramsci, Pour Gramsci, Le Seuil, 1974, p. 129.

aussi une réserve plus soupçonnée à l'égard de manifestations propres à d'autres nations latino-américaines, à tortiori à l'égard de généralités sur la division élites/masses. Un nationalisme se cherche, se manifeste en effet — sous une forme religieuse ou s'annonce à tous ce qui n'a pour personne encore une effectivité politique.

3. Le reflux des cadres ecclésiastiques sur la religion populaire est lié, chez eux, à un échec qui aurait le double effet de trahison et d'une humiliation. Il est évidemment téméraire d'en parler ainsi. Pourtant, d'une part, les clercs (au Brésil, au Chili, etc.) ont majoritairement abandonné, au moment de l'épreuve, du danger et des conflits, les militants qu'ils avaient d'abord encouragés. D'autre part, leur alignement (lui aussi « prudent ») sur l'ordre établi ne leur a même pas valu un surcroît de puissance ; au contraire, il s'est traduit par une marginalisation et une dépendance par rapport aux instances réelles (économiques, militaires ou technocratiques) du pouvoir. Trahison des clercs, humiliation des Eglises. Le soud travail qui les ramène vers le peuple semble conduit à la fois par la volonté d'un service à l'échelle modeste des unités locales (celle des curés et des militants de base) et par le besoin de retrouver, dans une sorte de « misère » à moitié commune, les adhésions et les alliances devenues illusoire dans les lieux politiques où l'on se contentait d'exploiter au service du régime une faillibilité religieuse d'ailleurs de moins en moins nécessaire.

Dans cet ensemble, une disparité croissante se produit entre les deux termes d'abord associés : religion et populaire. L'intérêt des militants va du premier au second. L'élément religieux n'est pas pour eux un objet d'opérations conservatrices ou muséographiques visant à recueillir des restes précieux, et pas davantage un moyen de retrouver dans les masses des proximités qui compensent ou expriment la marginalisation des Eglises. Il est plutôt réfracté à deux composantes qui s'y combinent. L'une concerne la possibilité d'une identité de classe ; l'autre, la base rurale ou populaire de transformations socio-économiques nécessaires. L'une et l'autre désignent ce qui doit se trouver une forme révolutionnaire enracinée dans une tradition vivante.

A cette double pertinence des religions populaires dans les pratiques militantes, il faut ajouter tout ce qui, désigné comme syncrétisme, renvoie en fait à un transit d'un passage culturel, et tout ce qui, sous une figure religieuse, indique la relation d'une culture dominée avec un langage longtemps dominant, c'est-à-dire avec un langage imposé qui lui sort de masque. Ce dernier aspect surtout retient l'attention. La culture dite « populaire » se réapproprie subitement la culture dominante par la manière même dont elle s'en sert. C'est le ruse de se dire dans le langage de l'autre, — une façon de jouer-déjouer le pouvoir qui s'est imposé, et de reprendre la parole sans avoir (encore) une place propre. Le champ religieux est un champ privilégié pour ces stratégies de langage qui caractérisent, violence invisible, un réemploi ou une pratique de la langue regia là où il n'y a pas encore l'instauration d'une expression autonome.

Les populations encore rurales et déjà soustraites du service des ouvriers de Recife affectent ainsi des manifestations « messianiques » un rôle particulier (16). Une

sorte de bilinguisme culturel s'y développe. Un premier discours constitue une organisation de pouvoirs connotés par leur fatalité (la raison du plus fort est toujours la meilleure), par leur message (le riche temps et vole toujours) et par le silence qu'ils créent (« les gens savent mais ne peuvent rien dire »). Il s'accorde aucune justification religieuse à ce monde mal fait avec lequel il faut bien ruser. A côté, les pratiques et les représentations religieuses constituent un autre espace, symbolique, où un espoir peut se dire. Ce deuxième discours énonce un quand même. Il dispose d'une poétique en grande partie installée par le colonisateur européen. Mais il s'en sert pour articuler les tabous objectifs de la mine sur le poème (encore atypique, sans lieu) d'une société différente, égalitaire, où les pauvres triomphent et les corps malades guérissent. Ce qui n'est pas constatable s'énonce là comme possible, extraordinaire, miraculeux. Ce langage religieux, habité par l'expérience du malheur, croît dans la mesure même où décroît l'effectivité d'institutions démocratiques ; il faiblit quand elle grandit. Il est la figure de ce qui ne peut pas encore prendre forme socio-politique.

Une protestation « révolutionnaire » inverse l'ordre des forces se relaient dans un espace « sacré », en absence et en attente des moyens nécessaires à sa réalisation. Elle courbe sous la métaphore sociale des mouvements religieux. Bien plus, tout se passe, souvent, comme si elle devenait l'indice d'une stratégie qui n'a pas de lieu propre (sa part, une force, une représentation), mais s'insère dans l'organisation dominatrice. Elle signifie déjà le murmure et le soud travail d'une érection qui, sans pouvoir encore se nommer, manifeste la revendication du dominé dans le langage même du dominant. Alors même que l'ordre répressif est (semble) accepté faute de pouvoir à lui opposer, mille tactiques y infiltrent, sous la masque de l'adhésion, la possibilité pour une autre ambition de se le réapproprier. Une subversion s'insinue sous le mode de la participation. C'est la résistance compatible avec la faiblesse. Une patience arme des compromis.

Il n'est pas interdit de penser qu'aujourd'hui, délogés de leurs prétentions idéologiques, affaiblis et divisés, les Eglises pratiquent des compromis comparables à l'égard des pouvoirs établis. Elles ne s'identifient pas à ce qu'elles acceptent. Leur faiblesse n'est pas renoncement, même si elle n'est pas glorieuse. Peut-être se rapprochent-elles ainsi de pratiques populaires. A cet égard, les rares interventions ecclésiastiques officielles qui marquent une opposition (celle de Mgr Camus au Chili) (17), et dont les autorités s'emprescent d'atténuer le portée, prennent l'allure de « bruit » relatifs aux gloires ecclésiastiques d'en haut, et sont déjà secondaires par rapport aux résistances qui se cachent sous une humble dévotion de « pauvres ».

Des laboratoires de prise en charge

Il est d'ailleurs frappant que, dans leurs conflits avec les pouvoirs, les évêques privilégient des méthodes non violentes. Ainsi, Mgr L.E. Proaño à Riobamba (Equateur) (18), Mgr A. Fragoso à Crato (Ceara, Brésil), Mgr P. Casaldaliga à Sao-Feliz (Mato-Grosso, Brésil) (19). Même tendance dans les interventions sociales, comme à la cimetière Parias à Sao-Paulo (deuxième année de grève puis de procès, 1962-1974) (20).

Un symptôme en est le mouvement qui coordonne les actions de « libération non violente ». Depuis la première rencontre latino-américaine de 1971 (Asajque, Costa-Rica), un secrétariat général a été créé à Buenos-Aires (21) ; des réunions continentales régionales s'organisent (Medellin, février 1974 (22) ; Brésil, février 1976) ; et aussi des séminaires d'études (Buenos-Aires, mars 1975 ; Sao-Paulo, octobre 1975, etc.). Les actions rurales y jouent un rôle croissant, qui les oriente vers une révolution paysanne. Il s'agit surtout d'interventions qui se dégagent de références idéologiques précises (politiques ou religieuses) et leur préfèrent l'analyse de techniques d'action, alors même qu'on n'y parle pas de « non-violence ».

En un temps où (Mgr Fragoso le disait à Medellin en février 1974) « les forces de répression s'organisent de plus en plus » (23), les stratégies qui s'élaborent ainsi dans les collectifs (et aussi dans les mouvements de défense des droits de l'homme, des prisonniers politiques, etc.) (24) présentent des traits qui l'on peut sans doute déceler des orientations décisives dans un avenir proche (25). En retenir quelques-uns, ce sera en tout cas dessiner des issues et des questions du présent.

1. En laissant de côté les idéologies (indiscutables de l'élite militante qui les produit), on entend promouvoir des actions qui soient contrôlables par le groupe local concerné. Elles ne visent donc ni des objectifs qui lui échappent ni des forces qui le dépassent. Le but est d'éviter la division du travail entre rhétoriciens et exécutants, ou l'écrasement collectif à des ordres irresponsables dont le population de base paie toujours les frais. Les conflits doivent être proportionnés aux moyens du groupe par un apprentissage gestionnaire des rapports de force. Ils constituent donc « une lutte autogérée », une expérience positive et présente du pouvoir, et par là une « anticipation permanente » de l'avenir (26). Cette pratique collective n'est pas moins circonscrite dans la micro-politique et, comme le constatent déjà la rencontre de Buenos-Aires, elle articule difficilement des actions dissimulées sur un projet global. Mais est-ce possible ?

2. La conscientisation ainsi définie prend la forme de techniques d'action et fournit des instruments d'analyse de la réalité. Le savoir ici est un agir et il en naît. Il crée, beaucoup plus lentement, il est vrai, un irréversible : l'acquisition de pratiques sociales.

3. Cette science expérimentale a pour caractéristique de faire apparaître des seuils. Dans les pratiques sociales courantes, elle découpe des impossibilités nouvelles. Dans la « normalité » se dessine l'arrêt d'un non-pouvoir. La non-coopération est l'action initiale, une rupture insurmontable. Des paysans ne paient plus un impôt municipal (Panama) ; des Indiens Guaranis ne fréquentent plus les écoles imposées (Paraguay) ; les paysans de La Vega ne vendent plus leurs haricots au prix qui a été fixé (République Dominicaine) ; l'évêque de Crato (Brésil) ou de Riobamba (Equateur) refuse de participer aux cérémonies gouvernementales, etc. Une tactique du non, qui correspond à la forme première de la prise de conscience, mobilise le groupe et déplace la géographie de la légitimité en lui substituant une référence plus fondamentale.

4. Par là s'introduit une distinction entre « autorité » et pouvoir. A « autorité » ce qui est crédible ; à pouvoir ce qui s'impose. Des pouvoirs aujourd'hui de plus en plus forts

mois de moins en moins crédibles sont ainsi atteints en leur point faible par la mise en cause de leur autorité, puisqu'une adhésion leur reste nécessaire pour fonctionner. Par l'action qui déstabilise leur autorité en reconnaissant le fait de leur pouvoir, ils perdent le « vrai-semblance », qui est le décor nécessaire de la violence gouvernementale. Un ressort interne leur est enlevé, quand se dévoile la brutalité qui se cache derrière une autorité. Cette action-là démobilise et démoralise aussi les fonctionnaires trompés par ce que le pouvoir leur fait croire. Car les policiers et les militaires eux-mêmes ont besoin de croire, ou de croire qu'ils croient, au sens (l'ordre, la patrie, etc.) de la répression qu'ils exercent au service d'un pouvoir. A toucher à ce point névralgique, les stratégies non violentes deviennent aussi, et c'est encore plus important, des laboratoires où s'expérimentent les moyens dont dispose un groupe pour contrôler les systèmes de pouvoir. A petite échelle, c'est la prise en charge, au titre d'une conscience collective, du problème qui se pose devant les pouvoirs scientifiques et technocratiques : un apprentissage politique de ce qui est normal, croyable ou juste. Nul doute que l'expérience religieuse, depuis longtemps « spécialisée » dans le croire, n'ait un rôle nouveau et important à jouer dans ce champ encore si peu exploré de la vie politique.

MICHEL DE CERTEAU.

(16) Sur les mouvements messianiques, je renvoie aux travaux bien connus de Maria Laura Pereira de Queiroz. Cf. aussi les documents, Ralph della Ova, Afrade et Joseiro, Columbia University Press, New-York, 1970. Je me réfère ici à des séminaires de recherche sur le langage populaire et religieux auxquels je participe, à Recife, depuis 1974.

(17) Sur les propos de Mgr Camus (secrétaire de la Conférence épiscopale) lors d'une réunion de journalistes à Santiago et l'affaire qui a suivi, cf. M. Meneses (Santiago), novembre 1975, pp. 480-490. Un communiqué de la Conférence épiscopale du Chili (10 octobre 1975) jugeait d'ailleurs ces propos conformes pour l'essentiel à la déclaration épiscopale « Eglise et paix » (septembre 1975) qui exhortait la lutte dans la défense des « droits » et manifestait sa « reconnaissance » aux forces armées pour « le service rendu au pays » et pour « nous avoir libérés d'une dictature marxiste » (cf. le texte intégral, document DIAL, n° 247).

(18) Cf. « L'engagement politique du chrétien », note radiodiffusée le 24 janvier 1975 ; DIAL, doc. 210.

(19) Menace d'expulsion (comme Espagnol) pour avoir pris la défense de populations rurales marginalisées et de petits cultivateurs exploités. Mgr Casaldaliga a été défendu par l'assemblée de l'épiscopat, cf. le dossier 248 de DIAL.

(20) Cf. DIAL, doc. 183 et 202.

(21) Le coordinateur général, Adolfo Pérez Esquivel (« Servicio para la acción liberadora en América Latina. Orientación no violenta », Peru 620, P. 2, 1975, Buenos-Aires, Argentina), publie un bulletin, Paz y Justicia (Buenos Aires, 1975, San Ildardo, prov. de Buenos-Aires, Argentina), donnant informations et réflexions théoriques.

(22) Cf. Paz y Justicia, n° 10-12 (janvier-mars 1974) et 15 juillet 1974.

(23) On a une bonne analyse de la répression dans *Sic* (revue du CEAS de Caracas, Venezuela), numéro de septembre 1975.

(24) Ainsi, créé en 1973 et théoriquement dissous par la Junta en novembre 1975, le « Comité de coopération pour la paix au Chili », ou Pro Paz qui, lui, clame des principes chrétiens travaillés à la « libération » des prisonniers et a eu maille à partir avec la DINA (Direction de l'Intelligence Nationale), organe central de la police chilienne.

(25) Pour une analyse des techniques et des expériences de non-violence, cf. Jean-Marie Muller, *Stratégie de l'action non violente*, Fayard, 1972, surtout l'excellente revue *Alternatives non violentes* (3, rue Lemoine, 69000 Lyon).

(26) *Alternatives non violentes*, n° 4, p. 12 ; n° 12, p. 35.

مكتبة الشمل

(Suite de la page 17.)

Le pouvoir hégémonique des États latino-américains manque de consistance parce que les classes dominantes, auparavant soumises aux oligarchies et aux bourgeoisies dirigeantes (dépendantes du capitalisme international), se rebellent

Le mythe occidental

Si nous posons que les classes dominantes, et donc le capitalisme international, ont politiquement échoué en Amérique latine — même si certains pays comme le Brésil et l'Argentine ont atteint un degré très important de développement économique — il faut nous demander pourquoi d'autres pays, qui ont également subi, dans le passé, la pénétration capitaliste à partir de l'Europe, sont parvenus à avoir des régimes relativement stables, dans lesquels la domination idéologique est capable de parvenir à un consensus social qui légitime les institutions politiques bourgeoises. C'est le cas non seulement des États-Unis et du Canada, comme également de diverses anciennes colonies britanniques (Australie et Nouvelle-Zélande), mais aussi de pays à civilisation asiatique comme le Japon. Certaines explications ont été avancées : le capitalisme issu du féodalisme européen, il s'est implanté par simple colonisation territoriale dans des pays à faible population (les anciennes colonies britanniques) et il triomphe aussi sur certaines sociétés féodales pré-existantes, comme au Japon.

Pourtant, d'autres modes de production non occidentaux opposent une résistance au moins passive à cette pénétration capitaliste : « D'une façon générale, les pays non occidentaux », à l'exception du Japon, se sont révélés et se révèlent encore de piètres milieux pour le développement des rapports de production capitalistes. Le capitalisme ne s'est rapidement étendu que là où il a été protégé pendant sa jeunesse par le féodalisme (2).

En réalité, le féodalisme comme tel n'a jamais existé en Amérique latine (3). Cependant, on considère jusqu'à maintenant comme acquise l'appartenance de celle-ci au monde occidental : son origine coloniale, les traditions juridiques et religieuses européennes, l'instauration ultérieure de l'indépendance des systèmes politiques inspirés de la démocratie nord-américaine, la langue et la littérature de type latin, tout cela a sans doute contribué à faire oublier l'existence de cultures natives ayant atteint un certain degré de développement dans les pays andins et en Mésopotamie, ainsi que l'histoire des échecs successifs de régimes démocratiques parlementaires et des interventions militaires qui font de

désormais contre elles. Les États sont incapables d'arriver à obtenir un consensus social, dans le mouvement ouvrier surtout, chez les paysans, les Indiens et les intellectuels, autour de leurs Constitutions et institutions juridiques, utilisées aujourd'hui plus que jamais pour réprimer le peuple.

la démocratie libérale l'exception qui confirme la règle.

Un fait politique qui secoue violemment la conscience latino-américaine nous permet de prendre la mesure de la fragilité et de l'inconsistance du libéralisme creole : il nous rapproche en même temps de la réalité culturelle cachée des peuples latino-américains. Il s'agit du coup d'État militaire qui, en 1973, fait tomber le président Allende au Chili et détruit par la violence les insti-

Légitimation de la répression

CETTE culture liée à des rapports de production capitalistes, communautaires indigènes aux empires inca et aztèque, plus tard dominés et organisés en fonction du capitalisme, essentiellement par le biais du régime foncier — continue aujourd'hui d'opposer une certaine résistance à la pénétration capitaliste multinationale et à l'idéologie dominante. Elle contribue ainsi à la crise de la domination du capitalisme, plus évidente aujourd'hui mais constamment présente depuis l'indépendance au début du dix-neuvième siècle. La situation politique devient plus aiguë, au point de mettre en danger la reproduction du système de domination ; elle explique également pourquoi non seulement la répression s'étend d'une façon jamais vue jusqu'à ce jour, mais pourquoi aussi elle atteint, de façon systématique, les Églises, en particulier leurs éléments politiques.

En effet, les classes dominantes doivent avoir recours aux organes de répression (militaires et policiers) pour se maintenir au pouvoir ; elles doivent aussi compter sur l'importance de l'organisation idéologique capable de conférer une légitimité à la répression qu'elles exercent sur le peuple. L'Église, qui présente d'un grand poids dans la plupart des pays latino-américains, est précisément un organisme légitimisateur. Très souvent, elle est le seul, ou du moins le principal, d'où l'importance de la contrôler dans la plupart des pays où la religion est vivante dans les masses qui n'ont pas connu le processus de déchristianisation, tellement accentué en Europe occidentale et dans plusieurs pays d'Europe orientale. Il faut remplacer l'idéologie libérale, qui jouait un rôle d'homogénéisation et d'agglutination grâce au contrôle

tutions juridiques et sociales qui constituaient l'expression la plus élaborée, sur le continent, de la démocratie libérale telle qu'elle s'est imposée dans les pays industrialisés. La survivance du régime démocratique chilien, dans un pays en butte à de profonds changements sociaux, était sans doute l'ultime espoir qui alimentait encore le mythe « occidental » répandu par les classes dominantes du continent et imposé aux masses latino-américaines, y compris à leurs avant-gardes politiques de gauche, ainsi que l'affirmait récemment A. Uribe (4). Si, au Chili, le mythe démocratique libéral manifeste son caractère idéologique, à plus forte raison en est-il de même dans le reste du continent « normalement » soumis à des gouvernements totalitaires dont les élites intellectuelles, y compris révolutionnaires, commencent seulement à prendre à quel point elles sont loin des racines culturelles de leurs peuples.

direct, ou moins étroit, des moyens d'information par une idéologie légitimatrice de la répression. Le contrôle s'étend alors à l'appareil idéologique ecclésiastique, étant donné que les Églises peuvent être considérées comme « émissaires » d'un discours religieux et pouvant, de ce fait, légitimer les régimes totalitaires. Il s'ensuit que les classes dominantes et leurs gouvernements totalitaires s'emploient aujourd'hui à diffuser un discours idéologique dont les thèmes principaux non seulement sont ceux d'un anglo-américanisme primaire et d'un nationalisme restreint à leur vision de classe, mais s'emploient également à réinterpréter le christianisme en termes politiques en professant un pseudo-magistère chrétien qui se charge de définir la foi dans ses implications politiques. Les gouvernements militaires se méfient maintenant à faire de l'idéologie, processus qui, dans certains cas, correspond simplement au vide laissé par les Églises, spécialement par la hiérarchie catholique, qui se proclament « apolitiques » (5).

La question qui se pose est de savoir jusqu'à quel point les Églises et les chrétiens sont disposés à faire le jeu des classes dominantes et à prêter au rôle d'appareil idéologique de légitimation qu'elles leur assignent. En fait, la réponse est complexe, car les Églises d'Amérique latine sont aujourd'hui le lieu de contradictions diverses : en leur sein coexistent des secteurs conservateurs (et intégristes), des secteurs sociaux-chrétiens (c'est-à-dire démocrates-chrétiens) et des secteurs de gauche. Il ne faut pas confondre les hiérarchies ecclésiastiques et leurs intellectuels que sont les théologiens (parmi lesquels peuvent

coexister plusieurs théologies plus ou moins élaborées), avec d'autres secteurs plus directement liés aux masses populaires, chez lesquelles subsiste une « religiosité populaire » moins intellectuelle, mais plus efficace et plus vitale. Croyantes dans leur grande majorité, les masses latino-américaines considèrent généralement les évêques et les prêtres comme les représentants de Dieu, mais elles professent une religion dont la pratique s'écarte notablement des normes et théologies officielles. Cette « religiosité populaire », malgré son ambiguïté, plonge profondément ses racines culturelles et religieuses dans le passé indien et ordonne, de façon synchrétique, les mythes précolombiens avec la doctrine apportée par les missionnaires ibériques (6).

L'analyse se complique par le fait que, surtout à partir de la conférence épiscopale de Medellin, en 1968, qui a participé de la « libération » du théologisme, existent au sein de l'Église des théologies critiques du capitalisme et de l'impérialisme, lesquelles abandonnent des positions fondées sur « la doctrine sociale de l'Église » dont l'expression politique est la démocratie chrétienne, discréditée par l'expérience Frei et la complicité de la tendance majoritaire de ce parti avec le coup d'État militaire chilien. Ces théologies critiques — comme, par exemple, la « théologie de la libération » — sont le fait de prêtres, de pasteurs et de théologiens qui se sont politisés au contact direct des ouvriers et des paysans, et qui exercent une certaine pression à l'intérieur des Églises. Il est important de souligner que la force idéologique d'un tel courant, minoritaire dans l'Église, tend à augmenter à mesure que les classes dominantes se renforcent, une répression « sauvage ». L'escalade politique conduit stérilement à une polarisation des classes plus aiguë, et plus visible de tous, surtout dans les pays où il existait auparavant des régimes libéraux. C'est le cas du Brésil, de l'Uruguay et du Chili, pays dans lesquels les évêques, amenés à s'affronter au fait politique de la répression et du néofascisme déclaré contre le peuple puis contre l'Église elle-même, en viennent à assumer des attitudes de plus en plus équivoques des régimes militaires qu'ils avaient initialement appuyés ou du moins tolérés.

Il faut ajouter qu'entre les différentes théologies il existe des différences notables concernant la politique. La classe dominante trouve généralement un appui dans les positions théologiques diverses : en leur sein coexistent des secteurs conservateurs (et intégristes), des secteurs sociaux-chrétiens (c'est-à-dire démocrates-chrétiens) et des secteurs de gauche. Il ne faut pas confondre les hiérarchies ecclésiastiques et leurs intellectuels que sont les théologiens (parmi lesquels peuvent

coexister plusieurs théologies plus ou moins élaborées), avec d'autres secteurs plus directement liés aux masses populaires, chez lesquelles subsiste une « religiosité populaire » moins intellectuelle, mais plus efficace et plus vitale. Croyantes dans leur grande majorité, les masses latino-américaines considèrent généralement les évêques et les prêtres comme les représentants de Dieu, mais elles professent une religion dont la pratique s'écarte notablement des normes et théologies officielles. Cette « religiosité populaire », malgré son ambiguïté, plonge profondément ses racines culturelles et religieuses dans le passé indien et ordonne, de façon synchrétique, les mythes précolombiens avec la doctrine apportée par les missionnaires ibériques (6).

L'analyse se complique par le fait que, surtout à partir de la conférence épiscopale de Medellin, en 1968, qui a participé de la « libération » du théologisme, existent au sein de l'Église des théologies critiques du capitalisme et de l'impérialisme, lesquelles abandonnent des positions fondées sur « la doctrine sociale de l'Église » dont l'expression politique est la démocratie chrétienne, discréditée par l'expérience Frei et la complicité de la tendance majoritaire de ce parti avec le coup d'État militaire chilien. Ces théologies critiques — comme, par exemple, la « théologie de la libération » — sont le fait de prêtres, de pasteurs et de théologiens qui se sont politisés au contact direct des ouvriers et des paysans, et qui exercent une certaine pression à l'intérieur des Églises. Il est important de souligner que la force idéologique d'un tel courant, minoritaire dans l'Église, tend à augmenter à mesure que les classes dominantes se renforcent, une répression « sauvage ». L'escalade politique conduit stérilement à une polarisation des classes plus aiguë, et plus visible de tous, surtout dans les pays où il existait auparavant des régimes libéraux. C'est le cas du Brésil, de l'Uruguay et du Chili, pays dans lesquels les évêques, amenés à s'affronter au fait politique de la répression et du néofascisme déclaré contre le peuple puis contre l'Église elle-même, en viennent à assumer des attitudes de plus en plus équivoques des régimes militaires qu'ils avaient initialement appuyés ou du moins tolérés.

(2) Pierre-Philippe Rey, *Les Altitudes de classes*, Maspero, Paris 1973, p. 11. (3) Une controverse s'est élevée sur ce point en Amérique latine, entre divers auteurs, dont A. Gunter Frank, Carlo Prada Jr et K. Glasner. (4) Uribe, « Idéologie et mythologie dans le fascisme chilien » dans *Éléments d'analyse du fascisme* (Sociale) (S.A. Masocochi), Éditions 10/18, Paris, 1976. (5) Il convient de noter que ce « apolitisme » que l'impose comme principe normatif à des évêques, des prêtres et des religieux, suppose une absence de conscience que l'on ne peut pas toujours le cas pour la hiérarchie dans les pays où existe la démocratie chrétienne, laquelle provoque une baisse de l'activité théologique des Églises qui laissent ainsi, en ce qui concerne l'action politique, le champ libre au processus correspondant d'activité théologique des classes dominantes. Cela est propre à l'Amérique latine, où la hiérarchie théologique est l'utilisation politique de la récente instruction du Vatican sur la sexualité ; Et Mercurio, principal quotidien chilien, explique que cette décision romaine fait la preuve de la corruption de la démocratie européenne et que la préservation des valeurs morales réaffirmées par l'Église ne peut être garantie que par des régimes autoritaires comme le régime militaire chilien.

(6) Sans l'Église, le destin des Indiens aurait été tout autre. Et ce ne pense pas seulement à la lutte entre-prise pour adoucir les conditions de vie et pour les orienter de façon plus juste et plus chrétienne ; il y avait aussi la possibilité offerte par le baptême de participer, grâce à un sacrement, à un ordre et à une Église. Les Indiens, qui sont comme orphelins après la rupture des liens avec leurs anciennes cultures et la mort de leurs dieux et de leurs rites, retrouvent, par la foi catholique, une place dans ce monde. » Octavio Paz, *Le Labryrinthe de la solitude*, p. 96.

De la bourgeoisie au fascisme

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE CHILIENNE ET LA JUNTE

Par JULIO SILVA SOLAR

La démocratie chrétienne chilienne était imprégnée d'un certain projet de changements révolutionnaires. Elle avait pu le mener à bien quand elle était au gouvernement. Elle aurait pu aussi, dans son opposition à Allende, contribuer à la transformation sociale. Cependant, ni dans un cas ni dans l'autre, elle n'est parvenue à le faire. Le gouvernement de M. Frei a été loin de constituer une rupture avec le capitalisme ; bien au contraire, son plan de développement a pris appui sur le capital multinational.

Ensuite, sous la présidence d'Allende, l'incapacité de la démocratie chrétienne à rompre avec les grands intérêts privés l'a finalement conduite à favoriser le coup d'État fasciste pour contenir le socialisme. Pendant quarante ans, la démocratie chrétienne chilienne avait observé une fidélité exemplaire à la démocratie. Et pourtant, au moment critique, elle justifia le coup d'État militaire.

Gérer les intérêts de la bourgeoisie

La démocratie chrétienne a exercé le pouvoir en divers pays d'Europe et d'Amérique latine, et son rôle a toujours consisté à gérer les intérêts de la bourgeoisie. De la sorte, la contradiction avec son refus de principe du capitalisme arrive à un point dangereux pour sa cohésion interne, et montre que, pratiquement, dans le meilleur des cas, ce refus concerne les abus ou les excès du capitalisme mais non sa structure même. C'est à cela qu'il faut, en grande partie, attribuer les dissidences de gauche, devenues fréquentes au cours des dernières années. Certains secteurs catholiques, minoritaires mais significatifs, évoluent davantage vers la gauche et finissent par se séparer de la démocratie chrétienne.

Ses tentatives réformatrices modérées se situent donc à l'intérieur du capitalisme. Elles s'emploient à accorder une participation des travailleurs aux bénéfices et, parfois, à

la gestion du système, mais dans les limites acceptables par le pouvoir des entreprises. La démocratie chrétienne tend ainsi à donner au capitalisme une plus grande force sociale face à une éventuelle révolution. Le capitalisme qu'elle préconise est sans aucun doute un capitalisme démocratique (non fasciste), avec des partis, un Parlement, des syndicats, le pluralisme, ainsi que quelques réformes comme la réforme agraire, etc. On comprend que la démocratie chrétienne puisse ainsi entrer peu à peu en conflit avec des fractions de la bourgeoisie, les plus conservatrices et autoritaires, qui représentent le vieux régime fasciste. Dans des époques normales ou stables, en effet, ses perspectives démocratiques, ainsi que sa tentative de formuler une « troisième voie » (ni capitalisme ni communisme), l'entraînent à se heurter aux forces de droite. Mais sous le gouvernement d'Allende, devant le « péril marxiste », la démocratie chrétienne a bien vite serré les rangs autour de la droite, jusqu'à pratiquer une opposition qui aboutit au coup d'État fasciste du 11 septembre 1973. Une fois le jeu établi en son pouvoir, la démocratie chrétienne en arrive progressivement à une opposition chaque jour plus critique envers la dictature.

La stratégie de décalage économique du gouvernement Frei s'était principalement basée sur le dynamisme du capital multinational et de la technologie. Cela contribuait à renforcer la sujétion du pays à l'impérialisme. Le principal exécutant de cette politique du gouvernement Frei a été l'ingénieur Raúl Sáez, le même qui, aujourd'hui, occupe le poste de ministre de la coordination économique de la dictature de Pinochet.

M. Sáez est un homme dont l'action a été décisive pour ce qui concerne les lignes maîtresses de la politique de développement du gouvernement Frei, durant lequel il a exercé de hautes fonctions : chef de la Corporation de Fomento, la plus grande organisation chilienne d'État ; ministre des finances durant un court laps de temps ; principal négociateur des « accords » avec les sociétés Anacoada et Kennecott, accords excellents pour ces entreprises et exécrables pour le Chili.

Le gouvernement d'Allende envisageait le développement sur la base d'un changement profond des structures de la société. Ce changement commençait par la constitution d'un secteur social, ou nationalisé, dominant par rapport à l'ensemble de l'économie, et par une forte redistribution des investissements en faveur des salariés. D'importantes entreprises nord-américaines — Anacoada, Kennecott, L.T.T. — ont été expropriées. L'État a transféré au secteur nationalisé le fer, le cuivre, le pétrole, quelque 95 % du capital bancaire, les grands réseaux de distribution et un nombre important d'entreprises industrielles et autres. Plus de 50 % de la valeur productive sont ainsi passés au secteur nationalisé. En deux ans, la réforme agraire a exproprié plus de trois mille latifundia. C'était un véritable tremblement de terre pour la classe dominante — et pour l'impérialisme. L'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs sur une masse de biens plus abondants a successivement provoqué des phénomènes de pénurie, de marché noir, etc.

Bien que le gouvernement d'Allende se soit toujours maintenu dans le cadre de la légalité et de la démocratie constitutionnelle, le bourgeoisie, horrifiée, sentait dépeçée de la base même de son statut social et de son pouvoir. Pour ceux qui voyaient dans la bourgeoisie le modèle de leurs aspirations, il en était de même. Ceux qui voyaient dans le Chili un très mauvais exemple pour l'Amérique latine et pour certains pays d'Europe occidentale voulaient, de toute façon, mettre un terme à cette aventure. Le gouvernement d'Unité populaire a commis des erreurs graves qui ont facilité le mouvement de travail de « déstabilisation » dont s'étaient chargés ses puissants ennemis intérieurs et extérieurs.

La réaction fasciste de la bourgeoisie a été plus profonde que prévue. Au Chili, avec une bourgeoisie relativement démocratique dans sa façon d'être habituelle, le fascisme proprement dit se trouvait réduit à quelques noyaux organisationnels faibles et dispersés. Cependant, devant les progrès du socialisme et du pouvoir ouvrier et populaire, il a rapidement acquis un dynamisme enveloppant et agressif qui, à partir de la bourgeoisie monopolistique, s'est étendu à de vastes secteurs des classes moyennes : propriétaires de commerces, commerçants, médecins, fonctionnaires, cadres, etc.

C'est ainsi que le parti démocrate-chrétien a été gagné par le dedans à l'alliance avec le fascisme. Les petits groupes notoires fascistes qui agissaient dans les forces armées, dans les organisations patronales, dans les journaux, à l'université catholique, dans la direction du parti national ouvrier, les terroristes connus « Patria e Libertad » ont pu imposer leur ligne et pratiquement assumer la direction stratégique des forces opposées au gouvernement d'Allende.

Le fascisme entraîne

la démocratie chrétienne

La majorité des dirigeants de la démocratie chrétienne ne se sont pas rendu compte du danger d'une dictature fasciste : ce qu'ils redoutaient, c'était une éventuelle dictature marxiste. À partir des élections municipales d'avril 1971, dans lesquelles l'Unité populaire gagna des voix, la démocratie chrétienne fait alliance avec la droite, le parti national. Les trois blocs politiques qui avaient concouru aux élections présidentielles de 1970 — Alessandri (droite), Tomic (démocratie chrétienne) et Frei (gauche) — se réduisent ainsi à deux. Dans l'opposition, le parti national, dont la direction était déjà nettement fasciste et sécessionniste, conduisit la démocratie chrétienne à une surenchère de « dureté » et de « rage » envers le gouvernement constitutionnel. Celui qui cherchait à raisonner ou à dialoguer était donc « faible » à l'égard du marxisme. Très vite l'opposition soutient la thèse de l'illégitimité du gouvernement et accorde son soutien aux puissantes organisations professionnelles de la petite bourgeoisie qui cherchent pour la première fois, en octobre 1972, à pousser le pays à grève illimitée des chauffeurs, des vendeurs, des employés de transport, des commerçants détaillants, des

médecins et d'autres catégories comme les fonctionnaires et les cadres.

Les secteurs de gauche de la démocratie chrétienne ont plusieurs fois essayé de recourir au dialogue, mais ils ont manqué de force et de capacité de décision. Bien qu'ils aient participé à la direction du parti démocrate-chrétien (avant l'élection de Frei), Frei, comme président du parti en mai 1973), ils ont été l'objet de fortes pressions de la part de la « ligne Frei », hégémonique au sein du parti, qui représente la tête de la bourgeoisie pro-impérialiste, prédominante au sein de la démocratie chrétienne.

Dès août 1972, le parti démocrate-chrétien et le parti national annoncent au pays dans une déclaration conjointe : « Au Chili, il n'existe plus de démocratie véritable. Deux secteurs démocrates-chrétiens présentent un projet de réforme constitutionnelle destiné à créer un insurmontable conflit de pouvoirs. En plus d'un coup d'arrêt donné à la constitution du secteur nationalisé, ce projet visait, moyennant une subtile interprétation du texte constitutionnel, à supprimer le caractère présidentiel du régime pour le transformer en régime parlementaire, grâce auquel pourrait être imposée au président de la République la volonté de l'opposition, majoritaire au Congrès.

Jusqu'à la fin, la démocratie chrétienne et le parti national ont travaillé à créer les conditions favorables au coup d'État. Ils soutiennent la deuxième grande grève des organisations de la classe moyenne (août 1973) qui paralysa les hôpitaux, le commerce et, ce qui est plus grave, le transport chaque jour d'un million de tonnes de produits alimentaires, combustibles, matières premières, engrais, etc., provoquant ainsi un véritable chaos. Ils font approuver par la majorité de la Chambre des députés une motion qui déclare le gouvernement inconstitutionnel et illégal. Plus tard, la junte militaire invoquera plusieurs fois cette déclaration pour justifier le coup d'État. Le 9 août 1973, à la suite des conversations avec Frei, Allende constitue une équipe ministérielle incluant les quatre chefs des forces armées de l'époque. Mais la presse démocrate-chrétienne et M. Frei lui-même refusent toute autorité aux ministères militaires et soulignent l'inconvenance de leur présence au gouvernement.

Après le coup d'État militaire

Le coup d'État ayant eu lieu (11 septembre 1973), la direction du parti démocrate-chrétien se justifie aussitôt et en rejette toute la responsabilité sur l'Unité populaire. De leur côté, la Chambre des députés et le Sénat, tous deux présidés par des personnalités de la démocratie chrétienne, ont, sans protestation, accepté leur dissolution par la junte le jour même du 11 septembre.

Le président du Sénat, M. Eduardo Frei, a laissé les militaires séditionnaires non seulement dissoudre le pouvoir législatif mais aussi usurper ses fonctions, sans avoir, ne fût-ce que par dignité, esquissé le moindre geste de réprobation. Il a eu contraire déclaré : « Les militaires ont sauvé le Chili » (ABC de Madrid

مكتبة الشهدا

interne de pression sur les hiérarchies pour qu'elles prennent des positions plus engagées du côté des pauvres et de leur libération.

Progressivement, surtout depuis que les gouvernements dictatoriaux et militaires ont, dans les années 70, pris le pouvoir en Amérique du Sud, les hiérarchies s'emploient à contrôler doctrinalement et disciplinairement ces chrétiens, mais sans y parvenir totalement (7). Cela tient au fait que leur engagement au service des plus pauvres et de ceux qui sont de plus en plus victimes du chômage, de la famine et de la répression policière, trouve sa légitimité dans l'évan-

gile, qui parle de la libération des pauvres, théologie officiellement acceptée par la Conférence de Medellín en 1968.

Ainsi, l'influence idéologique des chrétiens de gauche — principalement prêtres, pasteurs et religieux — qui représentent, dans une certaine mesure, la voix des chrétiens sans voix au sein de l'Eglise, est plus grande que celle des chrétiens du social-christianisme, ces derniers étant plus proches de la « doctrine sociale de l'Eglise » soutenue par l'ensemble des évêques, sauf exception notable comme dans le cas de quelques évêques du Brésil ou d'ailleurs.

Eglise et classes dominantes

Cela est d'autant plus fréquent que les sociétés latino-américaines sont polarisées entre une classe dominante, dépendante du capitalisme international et chaque jour plus privilégiée, et les grandes masses opprimées auxquelles se rattachent souvent les classes moyennes ainsi que les sociaux-chrétiens qui en font partie. C'est dire, dans ces circonstances, que l'Eglise, surtout catholique et soutenue par certains secteurs de l'Eglise universelle, joue un rôle de suppléance politique, car ses œuvres et ses organisations ecclésiastiques offrent un espace de liberté, le seul où puisse s'exprimer une certaine opposition politique. Ce rôle de suppléance renforce, en quelque manière, le rôle ordinaire des Eglises, c'est-à-dire leur capacité de légitimation idéologique de l'ordre social.

Certains, de façon erronée, à notre avis, ne considèrent les Eglises que comme les alliées inconditionnelles des classes dirigeantes ou, pis encore, comme instrument de réaction de celles-ci. Il est vrai qu'elles sont les alliées objectives du régime capitaliste du fait même de leur existence institutionnelle dans ce système et dans la mesure où elles dépendent matériellement et juridiquement. Il est vrai aussi qu'une grande partie de leur discours — religieux, éthique et même politique — et qu'un grand nombre de leurs pratiques sociales et culturelles (écoles, action en faveur du développement) ont véhiculé et véhiculent encore les traits essentiels d'une idéologie libérale issue du capitalisme. Mais il n'en reste pas moins que des chrétiens, laïcs, prêtres, évêques, ne s'identifient pas à la classe dominante. En effet, ils estiment que le message du Christ implique la libération des opprimés, qu'ils ont pour mission de proclamer et d'actualiser dans la mesure de leur capacité.

Pour une autre partie de l'Eglise, l'absence de projet politique s'oppose à l'absence de projet spirituel. — fait qu'en général elles s'accrochent au projet de la classe dominante, dans la mesure où il garantit sa survie et l'accomplisse-

ment de sa mission de prédication évangélique. Mais les uns et les autres sont cependant hommes d'une certaine autonomie au sein de la société capitaliste de développement. Si elles se voient menacées dans leur survie, elles réagissent en esprit de corps et même de caste, esprit qui se perpétue avec une certaine rigueur au niveau des hiérarchies ecclésiastiques.

Il faut donc écarter l'explication qui assimile les Eglises et surtout leurs hiérarchies, aux classes dominantes, bien que certaines personnalités ecclésiastiques soient notablement compromises avec elles. Si cette explication était correcte, il serait impossible de comprendre pourquoi, dans plusieurs pays latino-américains, il existe une répression spécifiquement dirigée contre les chrétiens et même contre les évêques.

Une réponse plus élaborée doit nous amener à envisager plusieurs moments dans la réaction des Eglises aux régimes dictatoriaux. Elle doit représenter l'imposition de régimes dictatoriaux exigeant d'elles qu'elles remplissent un rôle idéologique de légitimation du gouvernement répressif. En effet, l'Eglise catholique a joué un rôle idéologique de légitimation prépondérant, en raison de conditions historiques difficiles à préciser ici. L'une des explications possibles est que la religion chrétienne, importée à l'époque de la conquête ibérique, ne s'est pas seulement enracinée profondément dans la culture du peuple, mais qu'elle a également servi jusqu'à un certain point de moyen de préservation des rites, croyances et coutumes culturelles pré-ibériques insérées de façon synchrétique dans la religion populaire.

Une analyse concrète de la situation actuelle montre que, dans la majorité des cas, il n'existe pas chez les hiérarchies de volonté délibérée de s'opposer à la répression militaire et répressive, surtout dans les pays où la dictature est une tradition. Dans les autres pays, elles font preuve, surtout au début, de grande faiblesse face aux régimes

dictatoriaux naissants et elles s'accrochent à la nouvelle situation de façon à assurer la permanence de l'institution considérée comme étant d'origine divine.

Il y a des raisons idéologiques à cela, en plus du lien institutionnel avec le système en place par le biais des œuvres et organisations ecclésiastiques qui, pour subsister, ont besoin du soutien des gouvernements successifs. Le fait que les Eglises sont fortement hiérarchisées et que le pouvoir est centralisé ne favorise généralement pas la prise de conscience des problèmes sociaux et politiques. Cela est d'autant plus vrai que les hiérarchies qui s'autorenouvellent font généralement preuve d'un profond anticommunisme, intégré depuis le dix-neuvième siècle dans la doctrine et la pratique chrétiennes, et réaffirmé au temps du stalinisme par Pie XI et Pie XII. Par ailleurs, comme nous l'avons vu, l'« apollinisme » de l'Eglise catholique permet aux classes dominantes de manipuler idéologiquement la foi et de neutraliser politiquement les chrétiens.

Dans un deuxième temps, les Eglises sont cependant capables de réaction, surtout celles des pays qui ont connu un certain degré de développement démocratique. L'attitude de faiblesse dans la résistance aux dictatures de droite au moment où elles luttent pour la prise du pouvoir en détruisant les démocraties libérales, et de plus grande faiblesse encore quand elles y parviennent effectivement, se transforme, dans certains cas, en attitude de résistance grandissante aux régimes dictatoriaux et répressifs qui cherchent à amener les Eglises à jouer uniquement un rôle de légitimation de la dictature. Pour y parvenir, ces régimes interviennent de l'extérieur pour augmenter leurs contradictions internes et éliminer les éléments révolutionnaires et progressistes du clergé (8).

C'est alors que se produit une certaine radicalisation de secteurs importants de la hiérarchie et du clergé qui sont à l'heure des souffrances et de la répression généralisée, aiguillonnés par leur conscience chrétienne et leur fidélité à l'Evangile. Ce processus est conforme non seulement aux traditions libérales et à la polarisation des classes, mais également à la réponse de l'Eglise comme institution qui n'accepte pas d'être détruite.

Ce processus, qui va d'un premier temps de soumission à un second d'opposition peut prendre plusieurs années, comme dans le cas du Brésil (de 1964 à 1970), ou peut aller plus rapidement aux moments de déstabilisation économique et politique accélérée, comme dans le cas du Chili (de 1973 à 1975). La Conférence nationale des évêques du Brésil (C.N.E.B.) et le Comité de coopération pour la paix au Chili ont joué

un rôle proprement politique, probablement bien au-delà de l'intention de la plupart des évêques d'opposition aux militaires (9). L'accélération de ce processus doit, bien entendu, se comprendre par rapport à la réaction du peuple, surtout de la classe ouvrière et des partis qui la représentent, ainsi qu'à la conjoncture économique, politique et sociale. L'opinion publique internationale, sensibilisée à ce qui touche à la violation des droits de l'homme, pèse également de son poids sur les Eglises latino-américaines, tout comme la pression exercée par les hiérarchies et évêques libéraux ou prophétiques d'autres pays.

Ainsi, la réponse à notre question n'est pas catégorique. La capacité de résistance des Eglises — et donc leur action comme organisme idéologique de contestation — face aux régimes dictatoriaux qui manipulent la foi, est dépendante de la lutte idéologique interne qui est menée en chaque Eglise, à la mesure où ses éléments d'avant-garde parviennent à s'identifier avec les masses populaires, dont la religiosité, bien qu'ambiguë et parfois aliénée, possède des racines culturelles distinctes de celles de l'Occident, leur position dans les Eglises se voit renforcée. En d'autres termes, il s'agit d'aller dans le sens — mais bien au-delà — où allait récemment Mgr Lopez Trujillo, secrétaire du CELAM, quand, dans son attaque contre les chrétiens pour le socialisme, il confirmait l'existence de deux « théologies de la libération » : l'une, qui serait d'origine européenne, utilisant l'analyse marxiste ; et l'autre, « latine-américaine », qui aurait été, selon Lopez Trujillo, élaborée par les évêques à Medellín. En réalité, toutes deux sont d'une certaine manière d'origine européenne. La première s'identifie davantage avec l'orthodoxie révolutionnaire, et la seconde avec l'orthodoxie de l'Eglise de Rome, aujourd'hui identifiée de fait au capitalisme occidental et, auparavant, aux conquérants ; mais, du moins la première s'en est-elle distinguée par ses racines culturelles actuelles engagées dans la lutte politique des masses et de leurs dirigeants — et elle influence et dynamise la théologie en Europe.

A. Touraine a quelque raison de parler de la nécessité de « latino-américaniser les Latino-Américains ». Le reproche ne peut s'adresser uniquement aux chrétiens, mais d'abord et surtout aux dirigeants politiques trop attachés à utiliser, de façon mécanique, des théories élaborées dans les luttes politiques du passé et dans d'autres continents, en oubliant que les conditions sociales, culturelles et politiques de l'Amérique latine, les Mariateguis convertis à la réalité culturelle opaque de leurs propres peuples, ne sera pas possible, aux Latino-Américains, de par-



(Photo G. Gerstein-Gemma.)
AVILDO M. EDUARDO FREI LA DEMOCRATIE CHRÉTIENNE S'EST DISCRÉTÉE AU CHILI. Mais l'Eglise, en tant qu'institution, ne se laisse pas détruire.

venir à l'hégémonie nécessaire pour résister et s'opposer à la dépendance économique et politique actuelle.

CONZALO ARROYO.

(7) Alors qu'en 1968 il avait adopté des positions correctes face au nationalisme, le CELAM prend un virage à droite lors de la réunion de Sucre (1972) au cours de laquelle Mgr Marcos McGrath est remplacé, au secrétariat général, par Mgr Lopez Trujillo, évêque de Santiago du Chili. Ce dernier est, aujourd'hui, à la tête de la lutte contre les chrétiens d'avant-garde, et aide en cela par le biais de la revue *Verbo* de Mgr Vekemans et de sa revue *Tierra Nueva*. Sur l'évolution de l'Eglise latine-américaine, voir l'article de Mgr McGrath.

(8) Cf. Gonzalo Arroyo, la répression (article du *Monde diplomatique* du 10/10/75).
(9) Rapport sur « la pénétration impérialiste dans les Eglises latino-américaines », présenté au CELAM, à Russell II à Rome, en janvier 1976.

du 10 octobre 1973). Tandis qu'Allende mourait en résistant comme il pouvait à l'offensive fasciste, M. Frei, pour sa part, lui avait les portes et l'applaudissait. Dans une lettre au président de la démocratie chrétienne mondiale, M. Mariano Ramon, il renouvelait sa justification du coup d'Etat.

So complexité politique avec les auteurs du coup d'Etat donne crédit à ce qui a été dit dans les papiers secrets d'I.T.T., portés à la connaissance du public par le journaliste Jack Anderson, à propos de sa conduite ambiguë entre septembre et octobre 1970, avant que Allende prenne la tête du gouvernement. Les agents d'I.T.T. à Santiago écrivent dans l'un de leurs rapports adressés à leurs supérieurs aux Etats-Unis : « Le président Frei veut barrer la route à Allende et il l'a déclaré à des intimes. Mais il veut le faire constitutionnellement, soit par un retournement des voix du Congrès, soit par une crise interne exigeant une intervention militaire. » La conjonction d'I.T.T. et du général Vaux, coordonnée par le C.I.A., a échoué à cette époque. Il faudra attendre jusqu'en septembre 1973...

Personnellement, ce que M. Frei craignait le plus, c'était de finir comme Kerensky. Ce complexe l'a gêné à l'extrême. Pour chasser ses phantasmes, il était prêt à payer le prix d'une dictature militaire. Dans un livre écrit peu avant le coup d'Etat (un monde nouveau), il a présenté le faux dilemme selon lequel le pays était fatalement condamné à dériver vers une dictature communiste ou vers une dictature militaire. Ce qui était une façon de désorienter la démocratie et d'encourager la sédition.

D'autre part, M. Frei a adressé de fortes critiques à la junte. Dans l'année d'elles, il réproche les régimes autoritaires et défend la démocratie (interview à l'hebdomadaire *Nueva Frontera*, de Bogota). Il déclare alors qu'il existe trois grands courants : « Une extrême droite qui prend de plus en plus dans le monde une physionomie proche du fascisme ressuscité et qui est une régression totale ; le communisme, aux différentes formules, que la philosophie marxiste-léniniste conduit inévitablement à une forme totalitaire de société, dont les modèles sont connus et déterminés en de multiples expériences historiques ; et, enfin, ceux qui soutiennent une philosophie humaniste et qui croient en la démocratie comme étant une attitude qui répond au sens progressiste du développement de l'homme. » M. Frei se situe évidemment dans cette dernière catégorie. Mais les faits sont plus forts que les mots : la vérité est que, à l'heure la plus critique de la démocratie chilienne dans le siècle actuel, M. Frei a été son fossoyeur.

Après plus de deux ans de dictature, la démocratie chrétienne se montre très critique à l'égard de la junte, en particulier sur le plan économique. Mais la stratégie de la démocratie chrétienne contre la junte ne passe pas par un front anti-fasciste ni par une rupture ouverte avec le gouvernement militaire. Jusque dans sa note de protestation contre le banissement de Ramón Fuentetaja (novembre 1974), le parti démocrate-chrétien laisse entendre que ceux qui cherchent à rendre irréductible le conflit entre lui-même et la dictature sont des éléments « enkyvés »

dans la junte militaire. Alors que son aile gauche (Leighton, Tomic, Fuentetaja) est favorable à un accord et à une coordination avec les forces de l'Unité populaire, la direction Alwyn-Frei défend la thèse que la démocratie chrétienne chilienne « a défini son objectif : le rétablissement de la démocratie au Chili ; et déterminé les moyens : la recherche d'un accord des forces politiques et sociales démocratiques avec les forces armées en vue de la restauration de la démocratie » (lettre de Alwyn à Fuentetaja, 25 septembre 1975). « Nous devons tous poursuivre cet objectif par les voies indiquées », continue la lettre qui ajoute aussitôt que les partis formant l'Unité populaire ne peuvent pas être considérés comme démocratiques...

Les courants de gauche

La démocratie chrétienne a toujours dit qu'elle voulait rétablir le capitalisme, mais les faits survenus sous deux gouvernements — ceux de Frei et d'Allende — démentent le propos. La démocratie chrétienne ne seulement n'était pas préparée pour une telle substitution, mais en outre elle lui a énergiquement résisté, quitte à s'allier pour cela avec la droite et le fascisme. Elle peut apporter son appui à un programme contraire à certains intérêts de l'oligarchie, mais à un programme de transition à la socialisme elle peut être favorable à une réforme agraire, mais elle ne peut organiser une agriculture socialiste ; elle peut soutenir la nationalisation du cuivre (du moins après la candidature de Tomic en 1970), mais non un secteur nationalisé de l'emploi voulu par l'Unité populaire. De la même façon, la démocratie chrétienne n'est prête à aucun accord politique avec l'Unité populaire, et encore moins avec le parti communiste. Aujourd'hui comme hier profondément anticommuniste elle n'entrera ni dans un front anti-fasciste ni dans l'unité sociale et politique du peuple conjointement avec les forces marxistes-léninistes qu'elle qualifie de totalitaires.

Dans l'analyse du comportement de la démocratie chrétienne, il faut sans aucun doute tenir compte des erreurs de l'Unité populaire. Depuis le début, cette dernière n'a élaboré aucune politique en direction de la démocratie chrétienne. Certains membres de l'Unité populaire rejetaient tout rapprochement avec la démocratie chrétienne comme une concession réformiste. L'Unité populaire a, d'une certaine manière, sous-estimé le pouvoir de la bourgeoisie et de l'impérialisme ; elle n'a pas adapté son action à la force réelle dont elle disposait. Elle a cru qu'il lui suffisait de mener sa politique pour que le peuple entier se mobilise pour la soutenir. Elle n'a pas prévu à temps l'ampleur de la contre-offensive réactionnaire. Cela explique, en partie, qu'elle n'ait pas eu la réel souci de rechercher un consensus plus large, même si cela signifiait qu'elle devrait aller plus lentement. Peut-être était-il possible de parvenir à une certaine convergence dans l'étape initiale du gouvernement d'Allende, alors que la démocratie chrétienne lui avait accordé son soutien au moment de l'élection par le Congrès national et que l'influence de Tomic était plus

grande. Mais l'Unité populaire n'avait pas compris qu'il fallait, au moins, neutraliser la démocratie chrétienne ; les faits ayant été abandonnés à leurs cours, l'affrontement n'en a été que plus fort.

La démocratie chrétienne chilienne, cependant, comporte aussi des forces progressistes. Ainsi en est-il advenu depuis sa naissance politique, à l'intérieur du parti de l'oligarchie catholique traditionnelle, le parti conservateur, dans lequel a surgi en 1939 un petit mouvement de jeunes issus des classes moyennes et entrés en lutte avec leur parti ainsi qu'avec les vieilles forces réactionnaires du catholicisme (1). C'est ensuite un conflit très dur avec la hiérarchie de l'Eglise parce que, conséquents avec le pluralisme démocratique, ils s'opposent à ce que le parti communiste soit déclaré illégal, sous le gouvernement de González Videla, au début de la « guerre froide » (1947-1948).

Un conflit permanent se déroule à l'intérieur de la démocratie chrétienne chilienne, entre tendances conservatrices et progressistes. Ces dernières cherchent à conduire le parti au-delà de ce qu'il est, en le changeant par l'intérieur. Ces efforts coïncident avec l'étude de certains concepts de base : « L'économie du travail », en 1946 ; « Une société communautaire », en 1950 ; « Voie non capitaliste de développement », en 1967 ; et l'Unité sociale et politique du peuple », en 1970. Mais ces idées, qui impliquent d'une manière ou d'une autre une ouverture vers le gauche, ne parviennent pas à prévaloir (sauf durant de brèves périodes) dans la pratique du parti ni dans son idéologie réelle.

C'est de cette tension interne qu'est sorti certains scissions. En mai 1969, quand la démocratie chrétienne repousse l'idée de travailler à un front élargi d'unité populaire avec les partis de gauche, naît le Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU) ; et en juillet 1971, quand la démocratie chrétienne fait alliance avec le parti national dirigé par le noxi Onofre Jorja, c'est la Gauche chrétienne qui se détache. Le MAPU et la Gauche chrétienne font partie de l'Unité populaire.

La dernière manifestation de ce heurt de tendances s'exprime à l'occasion du coup d'Etat de septembre 1973 : quinze dirigeants aux solides convictions démocratiques, à la suite de Bernardo Leighton, en contraste avec la position officielle du parti, publient une déclaration vigoureuse pour condamner catégoriquement le coup d'Etat et s'engagent respectueusement devant le sacrifice d'Allende à fait de sa vie pour la défense de l'autorité constitutionnelle.

Leighton est sorti du Chili peu après le coup d'Etat et, en octobre 1974, par décret signé de Pinochet, il se voyait interdire de rentrer dans le pays. La presse de la junte s'est employée à le disqualifier en prétextant toutes sortes d'injustes et de malices, mais il se trouvait à la porte de son domicile à Rome, des « inconnus » ont tiré sur lui et sa femme, le blessant d'une balle qui, à un centimètre près, aurait pu le tuer. Leighton et l'aile gauche de la démocratie chrétienne travaillent à une importante convergence de toutes les forces opposées à la dictature dans le but non seule-

ment d'y mettre fin mais aussi, par la suite, d'élaborer conjointement un programme progressiste et démocratique pour le Chili.

C'est à partir des masses humaines enchaînées par d'injustes structures d'exploitation, de misère et de dépendance à l'égard du pouvoir impérialiste, que surgit en Amérique latine une réflexion chrétienne de libération. Avec ses racines théologiques, cette réflexion revêt un dynamisme certain et possède une cohérence propre, car elle est le reflet vivant de la réalité sociale de l'homme actuel. Ce mouvement fait déjà participer une part des masses catholiques aux luttes de leurs peuples, en les libérant de leur traditionnelle sujétion aux classes dominantes.

Des perspectives nouvelles s'ouvrent donc dans la mesure où cette tendance, qui n'est qu'à ses débuts, étend son influence, fait pression sur les rudes résistances du secteur ecclésiastique le plus conservateur, et aide l'Eglise à découvrir la conscience et les intérêts bourgeois qui la dominent encore. Tout cela commence à peser aussi sur les masses et les intellectuels catholiques qui suivent la démocratie chrétienne, en les poussant à s'interroger et à chercher des chemins nouveaux.

JULIO SILVA SOLAR.

(1) Le noyau initial de la démocratie chrétienne est constitué par la jeunesse, ou phalange, conservatrice au sein du parti conservateur, dont l'existence va de 1887 à 1902. Le parti conservateur représente le traditionalisme catholique, soutenu par les propriétaires fonciers et les fonctionnaires. En 1933, la jeunesse du parti rassemble un groupe de dirigeants constitués par Leighton, Garretón, Frei, Tomic, Guzmán, etc., qui soutiennent des positions social-chrétiennes. En 1938, ils refusent d'appuyer le candidat à la présidence du parti, Gustavo Ross, magnat de la finance, homme d'extrême droite, ce qui amène le parti à réorganiser la jeunesse en lui retirant la relative autonomie dont elle bénéficiait. Ses membres abandonnent alors le parti conservateur et constituent un nouveau parti politique qui prend le nom de Phalange nationale, auquel s'intègrent les militants du parti corporatiste populaire, un petit groupe de catholiques fondé en 1932 pour suivre les encycliques sociales de Léon XIII et de Pie XII. De 1938 à 1973, la Phalange est un parti aux faibles forces, avec seulement trois ou quatre députés. En 1950, est constituée la Fédération sociale-chrétienne qui rassemble la Phalange nationale et un groupe dissident du parti national chrétien.

Aux élections de 1957, la Phalange obtient quatre sièges de députés et un de sénateur. En juin de la même année, les membres de la fédération sociale-chrétienne fusionnent pour fonder le parti démocrate-chrétien. En 1960, il présente la candidature d'Eduardo Frei à la présidence de la République, lequel obtient la troisième place après Jorge Alessandri qui est élu, et Salvador Allende. Aux élections parlementaires de 1961, le parti démocrate-chrétien obtient vingt-trois députés et quatre sénateurs. Peu après s'ajoutent cinq nouveaux députés de la nouvelle gauche démocratique, fraction dissidente du parti démocrate national. En 1963 et 1964, le parti démocrate-chrétien s'accroît de secteurs issus du Parti agraire du travail. En 1969, Eduardo Frei est élu président de la République, avec l'appui des partis de la droite traditionnelle, des partis conservateurs et libéraux qui se reportent sur lui par crainte d'une victoire d'Allende. En 1965, le parti démocrate-chrétien obtient quatre-vingt-deux députés et douze sénateurs. En 1968, les partis conservateur et libéral, sérieusement réduits, fusionnent dans le parti national auquel s'ajoute le groupe démocrate-chrétien. Aux élections nationales (Assemblée nationale), le candidat du parti démocrate-chrétien est Rodolfo Tomic. Allende est élu, avant Jorge Alessandri au second tour, soutenu par le parti national et Tomic en troisième position.

Insuffisances de l'agriculture, pressions de l'étranger...

L'INDE ET LE BANGLADESH RELANÇENT LEURS CAMPAGNES DE LIMITATION DES NAISSANCES

L'INDE et le Bangladesh, qui appartiennent à la région du monde où l'équilibre entre population et moyens de subsistance est le plus fragile, viennent d'annoncer des mesures spectaculaires de limitation des naissances. La population de l'Inde dépasse maintenant six cents millions de personnes ; elle pourrait atteindre le milliard en l'an 2000. La politique de planification familiale suivie depuis 1952 n'a pas empêché le taux d'accroissement naturel d'augmenter : il est de 2,5 % par an. Le Bangladesh, quant à lui, compte quatre-vingt millions d'habitants en 1976 ; son rythme de croissance annuel est de l'ordre de 3 % ; même si ce taux devait diminuer sensiblement, il y aura, selon toute vraisemblance, cent cinquante millions de Bangladais à la fin du siècle, sur un territoire représentant le quart de la France. De surcroît, cette masse humaine est très jeune et sa densité et sa pauvreté sont les plus impressionnantes du monde (1).

Si le développement de l'agriculture a permis, surtout en Inde pour le blé, d'accroître la production de céréales alimentaires, base de la nourriture, ces progrès (2,8 % par an entre 1960-1961 et 1971-1972 en Inde, et 2 % en moyenne dans le delta du Gange) ne sont révélateurs insuffisants pour faire face aux besoins : compte tenu du nombre de bouches à nourrir, les quantités de grains disponibles par habitant — premier critère d'évaluation du niveau de la consommation — ont à peine progressé en Inde au cours des dix dernières années et sont restées à peu près stagnantes au Bangla-

desh ; elles ont diminué, dans les deux cas, pour les légumineuses, importante source de protéines dans ces régions. En outre, de grandes inégalités existent dans la consommation domestique : comme les événements de ces dernières années l'ont amplement démontré, une hausse de la production globale ne met pas tous les Indiens et les Bangladais à l'abri de la disette. Derrière les troubles qui conduisent à la proclamation de l'état d'urgence en Inde en juin 1975, il y avait une crise socio-économique ; derrière les coups d'État au Bangladesh, les séquelles de la famine de 1974.

Les classes dirigeantes de New-Delhi et de Dacca craignent maintenant que les vieilles structures socio-politiques sur lesquelles repose leur pouvoir craquent sous la pression de masses prolétaires, jeunes et fréquemment sans emploi. Elles constatent, d'une part, qu'en dépit de leur vétusté (l'indépendance a été proclamée en 1947), les structures politiques et administratives, pour la quasi-totalité de leurs achats, sont en panne, et qu'elles ne sont pas adaptées à la situation économique, d'autre part, que les pays développés se lassent de plus en plus de verser le soutien financier de déplorables paniers percés et qu'ils réclament parfois ouvertement des mesures radicales pour enrayer le flot de population (2). Aussi bien, l'attitude un tantinet dilettante de ces responsables face à l'« explosion » démographique, à peu à peu succédée d'une inquiétude et d'un intérêt sérieux, est-elle le reflet de la peur qui inspire en Occident la perspective d'un plus grand déséquilibre démographique mondial.

New-Delhi tire les leçons de l'échec antérieur

Plusieurs gouvernements régionaux indiens ont envisagé de limiter les couples trop nombreux. Les projets anticonceptionnels, fortement coercitifs, qu'ils ont élaborés, ont plus loin que le souhaitait le plan élaboré à la conférence de Bucarest (celui-ci indiquait, notamment, que tout couple a le droit de décider librement du nombre de ses enfants et de l'espacement des naissances (3)). Ces projets ne sont pas encore entrés en vigueur, mais ils constitueraient, s'ils étaient appliqués, une nouvelle atteinte à la liberté individuelle. Le Pendjab semble ignorer les conclusions d'une étude scientifique faite à Chandigarh, sur son territoire, et qui confirmait que le principal souhait des gens de modeste condition sociale était d'avoir une famille nombreuse, comprenant en particulier les fils, les seuls capables de représenter une « force de travail », une source de revenu (4). Cet État du Nord-Ouest de l'Inde possède le revenu par habitant le plus élevé de l'Union. Il a largement bénéficié de la « révolution verte ». Il n'en a pas moins proposé de rendre la stérilisation obligatoire pour les couples de plus de deux enfants.

Le gouvernement du Maharashtra (État de Bombay) a envisagé de prendre des mesures dans le même sens ; il s'est fixé l'objectif d'un million de stérilisations. Il est du devoir de toute personne éligible de se faire stériliser, indique en substance son projet, qui prévoit aussi l'attribution d'un « certificat de stérilisation » aux personnes opérées. Des peines de prison pouvant aller jusqu'à deux ans et des amendes seraient infligées aux couples qui enfreindraient ces dispositions.

A la vérité, des mesures aussi radicales ne seraient applicables qu'au prix d'une véritable surveillance policière qui n'existe pas à l'heure actuelle, et dont la mise en place serait sans doute plus coûteuse que le programme de prévention des naissances lui-même. Mais devant l'échec des campagnes précédentes, surtout

incitatives, et reposant principalement sur des pratiques contraceptives « classiques » (condom, pilule, etc.), les gouvernements indiens ont décidé, malgré le retentissant fiasco des opérations de stérilisation obligatoire faites par le passé au Kérala et au Gujarat, de passer à une stratégie plus radicale : la possibilité de généraliser les méthodes chirurgicales (vasectomie pour l'homme, salpingotomie pour la femme) déjà pratiquées à petite échelle. Les dirigeants indiens ont ainsi sérieusement la possibilité de généraliser la planification familiale est largement répandue.

Le gouvernement de New-Delhi se rétracta sensiblement après avoir enregistré des réactions très défavorables à ses projets. L'Église catholique (il y a onze millions de chrétiens en Inde) déclarait que ceux-ci étaient à l'encontre de la dignité et de la liberté de l'homme et qu'ils étaient en violation des dispositions dépourvues de caractère forcé. Les musulmans (soixante-deux millions de personnes), qui sont, avec les chrétiens et les sikhs, les communautés les plus riches et les plus privilégiées chez laquelle la planification familiale est largement répandue. Les autorités firent alors entendre qu'elles n'avaient pas l'intention de précipiter les choses et d'en arriver à des mesures « drastiques ». Les gouvernements régionaux auront la liberté d'élaborer leurs propres législations, assura Mme Gandhi. Confié aux États provinciaux le soin de promouvoir des lois et, surtout, les décisions que dans un domaine aussi délicat, cela signifiait, en clair, céder au laxisme qui caractérise généralement la mise en œuvre de toute réforme au niveau local.

Le ministre indien de la santé et de la planification familiale, M. Karan Singh, maharajah et longtemps régent de l'État du Jammu et Cachemire, n'a pas moins déclaré le 16 avril, une politique à la fois claire et réaliste. L'âge légal du mariage est porté de quinze à dix-huit ans pour les filles, de dix-huit à vingt et un ans pour les garçons. Il y a de fortes chances, cependant, qu'une telle disposition subisse des entorses dans un pays où la corruption, autant que le mariage précoce, fait partie des mœurs et où les mariages, comme les décès et les naissances, ne sont pas sans déclarés. Elle devrait néanmoins avoir un effet dissuasif et contribuer à faire reculer l'âge de procréation des couples.

Le gouvernement a, d'autre part, l'intention d'améliorer l'état civil, les services de lutte contre la mortalité infantile (la perte d'un ou plusieurs enfants encourage la natalité), ainsi que l'éducation des jeunes filles (14 % des filles de quatorze à dix-sept ans poursuivent des études, contre 35 % des garçons), et d'enseigner la démographie dès l'école. Afin d'éviter les surenchères de certains États qui avaient tendance à ne pas freiner la natalité car la représentation des provinces au Parlement central est proportionnelle à leur population, cette représentation conservera la même importance jusqu'à la fin du siècle.

Plus significatif est le fait que si New-Delhi a décidé de renoncer « pour le moment » à la stérilisation obligatoire, la stérilisation volontaire, la « compensation » versée aux femmes et aux hommes acceptant de se faire stériliser sera portée à 150 roupies (30 F.) pour un couple de deux enfants, à 100 roupies s'il en a trois, puis à 70 roupies s'il en a quatre ou plus. Cette mesure devra entrer en application dès le 1^{er} mai. Mais l'expérience a montré que les stimulants monétaires doivent être très forts et prolongés pour être « efficaces » : ils attirent avant tout les couples dans la détresse sociale.

Enfin, la limitation des naissances sera encouragée par tous les moyens de communication de masse : les donations faites par des sociétés ou des associations aux organismes de planification familiale donneront droit de dégrèvements fiscaux ; la recher-

Par GERARD VIRATELLE

che en matière de génétique et de contraception sera développée.

Ces mesures sont, dans l'ensemble, conformes à celles que les spécialistes indiens ou étrangers conseillaient à New-Delhi d'adopter depuis longtemps. Etant donné les résultats de la planification familiale depuis plus de vingt ans, elle a à peine contribué à la diminution du taux de natalité — on est tenté de se montrer sceptique. Les dirigeants indiens ont finalement renoncé à la stérilisation obligatoire parce qu'elle aurait eu des conséquences imprévisibles sur la vie culturelle, sociale et économique. Le succès relatif de la nouvelle politique dépendra beaucoup du budget qui lui sera consacré. En tout cas, la dramatisation qui a entouré son lancement rend plus criant encore l'échec antérieur. Échec démographique (au moins existe-t-il)

Le problème numéro un pour Dacca ?

AU Bangladesh, la prévention des naissances n'en est pas à un stade aussi avancé qu'en Inde. Deux mois après l'installation du régime Ziaur Rahman, et deux mois après celle d'un « conseiller » du président ayant fonction de ministre de la santé, de la population et de la planification familiale, Dacca hésitait à lancer une « campagne intensive d'information sur la planification familiale ». Le ministre qui en a la responsabilité, le Dr Mohammed Ibrahim, agit en connaissance de cause : ces pays ont fait entendre qu'ils ne pourraient pas leur effort si des mesures n'étaient pas prises pour freiner l'accroissement démographique.

Il existe pourtant incontestablement une « demande » en faveur de la planification familiale. L'obstacle n'est pas la volonté, mais la capacité des autorités appartenant à une classe dirigeante citadine de convaincre les populations rurales (la majorité de la population) qu'ils trouveront une certaine amélioration de leur situation matérielle en réduisant le nombre de leurs enfants. C'est seulement avec et à travers les ruraux — eux-mêmes que le problème peut être résolu — déclare le docteur Ziaur Rahman Chowdhury, qui fait en solitaire une expérience remarquable en ce domaine. Il poursuit :

« La planification familiale ne peut être imposée d'en haut. L'un des grands obstacles à toute solution à ce problème est la myopie avec laquelle les intellectuels et les médecins regardent la situation. Ces derniers croient qu'ils connaissent la voie correcte et qu'ils vont transformer les « masses ignorantes ». Ceux qui ont la charge du programme national n'ont pas de compréhension de la situation réelle, mais de leurs « clients ». Sans cela, aucun succès n'est possible. Nulle

maintenant un service national de planification familiale et la population en est très largement consciente. Échec en matière économique, puisque aussi bien les progrès, en raison de leur extrême lenteur, n'ont pas eu, comme dans les pays nantis, où l'évaluation du niveau de vie a été rapide, de prolongement anticonceptionnel. Au Bangladesh, faute d'être nobilités dans de grands travaux collectifs, la masse humaine (douze millions d'inemployés recensés) hypothèque tout succès de la natalité, le degré de développement économique et social qu'il lui confère. La conférence de Bucarest avait pourtant fait ressortir que, dans la maîtrise de la natalité, le degré de développement économique et social jouait un rôle aussi grand que les pratiques contraceptives, et que tous ces facteurs étaient interdépendants. Mme Gandhi compte aussi, à son point de vue, sur un autre facteur : les pouvoirs exorbitants qui lui confère l'état d'urgence.

a livré 20 millions de mois-pilules. La nourriture (un repas), les médicaments et les vêtements donnés aux « vasectomisés » à titre de « compensation » sociale à l'égard de son mari et de la communauté qui l'entoure. L'influence tutélaire des femmes âgées est, considérable au Bengale, où les hommes ont également une autorité écrasante. Or ceux-ci tiennent à assurer leur descendance afin de compter autour d'eux des « bras » pour leurs vieux jours. L'enfant est, dit dans les champs.

L'islam, du moins la conception rétrograde que la religion a imposée de longue date à la société bengalaise, encourage aussi la natalité. Principale cellule de travail, de vie et de joie, la famille, si possible nombreuse, possède une fonction plus vaste et plus importante qu'en Occident. Vouloir la réduire sans apporter des transformations profondes affectant cette fonction, en particulier dans le domaine économique, c'est vouloir se regarder les pieds. Le gouvernement de Dacca a lancé son « programme intensif » de planification familiale avant même d'avoir écouté clairement sa population et sans avoir laissé entendre une évolution du statut de la femme, un relèvement du niveau de son éducation et de l'âge du mariage. La (sur) population est, certes, un problème majeur au Bangladesh, mais il n'est pas le seul ; et il n'est pas responsable de toutes les difficultés que connaît ce pays. En le traitant isolément et par la force, on risque-t-on pas d'obtenir des résultats contraires à ceux recherchés ?

A ROYAN Le cinéma du Sud-Est asiatique et de la Chine

Tous les pays du Sud-Est asiatique sont de grands producteurs de films ; l'Europe les ignore à peu près complètement, et l'on pouvait croire que le cycle asiatique du Festival de Cannes serait cette lacune. Il ne le fit qu'imparfaitement puisqu'on ne vit aucun film des Philippines, de Malaisie, de Thaïlande, de Birmanie, de Taiwan, de Singapour. Seuls les pays de la région indochinoise, la Chine, la Corée du Nord et, curieusement, l'Indonésie, proposèrent des œuvres, bien souvent maladroites d'ailleurs.

Deux films indochinois se proposaient d'illustrer « l'avant et l'après » de la révolution. La Petite Bouquetière décrit, dans un style mélodramatique non dépourvu de charme, la vie quotidienne en Corée sous la domination japonaise, tandis que Les Larmes exposent les épreuves de la construction du socialisme à l'époque de l'intervention américaine.

Les films vietnamiens présentent, au contraire, une originalité plus d'originalité dans la mise en scène et une très grande souplesse dans leurs affirmations politiques : dans Le Temple de l'Idole (de Huy Thanh et Le Huyen, 1966), par exemple, il apparaît nettement que la condition, l'exploitation et la réduction des masses sont les conditions pour l'émancipation des masses que les victoires militaires.

Les projections de films chinois eurent lieu au moment des affrontements entre la gauche et les partisans de Mao Tse-tung ; c'est dire qu'elles furent suivies attentivement, chacun y recherchant comme d'habitude les signes précurseurs d'une certaine mesure. La Rupture (terminée en décembre 1975) en proposait, l'interdit oppose un retour d'humanité révolutionnaire aux cadres du parti, enseignants conservateurs, qui contestent une ligne pédagogique basée sur le recrutement des étudiants les plus pauvres. L'installation de l'Université en milieu rural, la construction des bâtiments universitaires par les étudiants eux-mêmes, la modification des programmes en fonction des besoins locaux, la coopération avec les paysans voisins, la critique des maîtres au sein de l'Université, les luttes politiques et les tensions deviennent à l'ère de la révolution. Mao doit intervenir, par sa personne, en faveur du retour à la ligne.

Cette méditation de Mao Tse-tung (qu'on pourrait interroger politiquement) se produit également (mais sur

part au monde la planification familiale abordée séparément n'a eu de succès. La surpopulation est un symptôme du syndrome de pauvreté ; la croissance démographique ne sera maîtrisée que quand une meilleure qualité de vie sera offerte au peuple (5).

On est évidemment loin. Le niveau de vie n'a pas progressé depuis dix ans. Rien n'a été fait depuis l'indépendance pour améliorer la condition de la femme ni retarder l'âge du mariage, qui est très précoce. Une jeune fille n'est pas pubère que ses parents s'empressent de chercher à la marier. Le mariage est bien entendu « arrangé » par les parents des deux futurs conjoints, qui ne sont pas invités à formuler leurs sentiments ni à donner leur consentement. On est marié à douze ou à treize ans pour la jeune fille, entre seize et vingt ans pour le jeune homme. Certes, dans de nombreux cas, le mariage n'est pas immédiatement consommé, encore que l'éducation sociale et sexuelle de l'« épouse », qui a vécu toute son enfance dans la promiscuité au ras du sol de la hutte villageoise, est faite très tôt. Et on se marie jeune, pour avoir des enfants. Dès qu'une femme devient mère, elle renforce sa position sociale à l'égard de son mari et de la communauté qui l'entoure. L'influence tutélaire des femmes âgées est, considérable au Bengale, où les hommes ont également une autorité écrasante. Or ceux-ci tiennent à assurer leur descendance afin de compter autour d'eux des « bras » pour leurs vieux jours. L'enfant est, dit dans les champs.

L'islam, du moins la conception rétrograde que la religion a imposée de longue date à la société bengalaise, encourage aussi la natalité.

Principale cellule de travail, de vie et de joie, la famille, si possible nombreuse, possède une fonction plus vaste et plus importante qu'en Occident. Vouloir la réduire sans apporter des transformations profondes affectant cette fonction, en particulier dans le domaine économique, c'est vouloir se regarder les pieds. Le gouvernement de Dacca a lancé son « programme intensif » de planification familiale avant même d'avoir écouté clairement sa population et sans avoir laissé entendre une évolution du statut de la femme, un relèvement du niveau de son éducation et de l'âge du mariage. La (sur) population est, certes, un problème majeur au Bangladesh, mais il n'est pas le seul ; et il n'est pas responsable de toutes les difficultés que connaît ce pays. En le traitant isolément et par la force, on risque-t-on pas d'obtenir des résultats contraires à ceux recherchés ?

un plan symbolique, comme éphémère dans un autre film chinois, Notre époque de feu (1974), où le président tranche encore en faveur du chef métallurgiste Tchou Se-hai, qui met en pratique le mot d'ordre « compléter ses propres forces », s'oppose au défilé des directeurs de l'usine et propose de fabriquer, sans aide étrangère, un alliage spécial indispensable à la marine de guerre.

La plupart des films chinois sont ainsi bâtis sur la lutte de deux conceptions antagonistes ; ils indiquent les décisions qui doivent prendre les responsables ; séquences après séquences, le film désigne les positions « vraies », « justes », qui ruinent l'argumentation des adversaires. C'est un cinéma philosophique, construit sur une très solide unité d'action, où un moralisme strict tient lieu de psychologie.

Le cinéma que nous avons pu voir semble avoir connu de son champ de réflexion (ou du moins l'avoir peu théorisé) l'interrogation sur son rôle dans l'articulation à une culture populaire. Lorsqu'il s'agit d'un cinéma d'État, il procède d'une manière sage, pédagogique, exaltant une pensée progressiste, proposant des « conduites justes ». On ne le sent pas lui-même traversé par un conflit culturel, par une réflexion sur l'idéologie des formes narratives, par des réflexions sur le récit populaire.

En un certain sens, les deux films indonésiens (Toko, le martyr de Bandung et l'Aventure de la forêt au Javanais) projetés au cours du Festival sont plus proches des traditions narratives populaires qui dispensent le récit, s'attachant dans des intrèques secondaires, en appellent au magique, à la mythologie, et se comportent avec naïveté. Ces films, insupportables pour un regard occidental, sont irremplaçables par une production cinématographique occidentale, américaine en particulier, qui se pavait pas à augmenter sa part du marché. C'est là une réalité sur laquelle le cinéma d'État devrait réfléchir, lui qui, souvent, croit à une narrativité normative, à une sorte d'« épuration » rationnelle qui serait la réponse « scientifique » à l'abus des scènes idéologiques dans les films populaires et qui est plutôt une riposte institutionnelle qui apparaît d'un quelconque problème, l'imaginaire des films, discipliné le regard du spectateur, réduit leur plaisir et sous-estime la rhétorique des longues créations collectives du peuple.

I. R.

REPERES

LE MENSUEL DU C.E.R.E.S.

Editions Jacques Mandrin.

Abonnement : 80 F.

5, rue Payenne, 75003 PARIS

SOMMAIRE du n° 32

- Les multinationales étrangères en France.
- Edmond Maire : la C.F.D.T. et le programme commun.
- Marioscopie : Soares à livre ouvert.

En vente dans les kiosques ou au C.E.R.E.S., 346, rue Saint-Martin, Paris (3^e). Prix du numéro : 8 F. C.C.P. 14.022-01. Source

Politique et littérature

POURQUOI « ILS » ÉCRIVENT...

Par BERNARD CASSEN

Si de Harold Macmillan à Harold Wilson, les dirigeants britanniques ont toujours veillé à faire oublier leur caractère intellectuel et si l'actuel titulaire de la Maison Blanche se fait gloire de son homonymie avec un trust automobile (« *J'ai un gros du Michigan et mon nom est Ford* »), les hommes politiques français, au contraire, se font volontiers hommes de lettres. La « République des professeurs » a certes cédé le pas à celle des « énarques », mais les deux ont en commun un certain culte du diplôme et, malgré l'enrichissement de l'audio-visuel, un souci d'affirmer leur appartenance à l'intelligentsia, sinon à rester présents dans l'histoire par leurs ouvrages. Ce prurit de l'écriture transcende les frontières des partis : à un certain niveau de responsabilité, on se doit d'avoir un ou plusieurs livres à son actif pour ne pas déchoir. Leur qualité importe finalement peu. L'important c'est d'être imprimé.

De Charles de Gaulle à Georges Pompidou, « agrégé sachant écrire », puis à Valéry Giscard d'Estaing qui, lors de sa dernière conférence de presse, s'arrangea pour citer un personnage d'un roman de Pierre Méndès France datant de 1911, la fonction présidentielle n'échappe pas à la fascination littéraire.

Si le livre affermit le statut d'un homme politique, il répond aussi à d'autres motivations. Selon l'appartenance de son auteur et le moment où il est publié, il a des fonctions très différentes qui vont de l'avancement militant d'une idée au règlement de comptes, en passant par la confirmation d'une image de marque personnelle qui doit immédiatement, comme dans toute bonne publicité, être perceptible dans le titre. On n'est pas surpris que Michel Debré, « baron » intégriste du gaullisme, ait *Une certaine idée de la France* (1) que Jacques Chaban-Delmas, général, *regretman, homme d'été et sprinter*, sous-entend que chaque auteur renait son Ardeur (2), qu'un troisième « baron », Olivier Guichard, tout de calme et de mesure, s'accorde d'un *chemin tranquille* (3) et qu'après avoir mis *Cartes sur table* (4), comme un autre multipliait les caches, pour conquérir le pouvoir, Michel Poniatsowski, vice-maire, maintenant à *Conduire le changement* (5).

Dans l'opposition, les règles sont les mêmes. Il est dans l'ordre des choses que Pierre Mendès France ait légué comme leçon politique l'exigence de la *Chôir* (6), en rupture avec la grande tradition de la famille radicale selon laquelle, pour reprendre la célèbre formule du bon Dr. Queuille, « il n'y a pas de problème que l'absence de solution ne finisse par résoudre ». Robert Fabre avec *Quelques baies de genièvre* (7) nous restitue un peu de cette atmosphère d'école buissonnière et d'accents d'Occitanie que les radicaux de gauche ont

héritée des « radicaux du Sud-Ouest » de la IV^e République. Etienne Fajard reprend un thème du combat actuel du parti communiste en rappelant, sur le fond rouge de la couverture de son livre : *Ma vie s'appelle liberté* (8). René Audrieu, rédacteur en chef de *L'Humanité*, confirme que son objectif est celui de ses camarades c'est, pour reprendre le vers d'Edmond, *Du bonheur et rien d'autre* (9). Pierre Juquin, membre du comité central, réaffirme que le communisme de notre temps c'est maintenant le *Sens du réel* (10). On notera que ces trois ouvrages sont publiés chez des éditeurs « bourgeois », ce qui va certes réduire à peu de choses leur diffusion militante (celle-ci étant réservée, sauf exception, à la production des Editions sociales), mais montrera que les dirigeants communistes ne sont pas plus désarmés dans aucun ghetto, fût-il éditorial.

Edouard Depreux qui, pour des raisons de principe, rompit avec la S.F.I.O. pendant la guerre d'Algérie pour se retrouver dans le quasi-désert politique du P.S.A. puis du P.S.U. a laissé tout simplement *Souvenirs d'un militant* (11). Michel Jobert, qui prétend se situer politiquement « ailleurs », ne peut bien entendu faire moins qu'avoir un *Autre regard* (12).

Pour un éditeur, c'est généralement une excellente opération que de publier un homme politique connu. Le public escompté est d'abord le « noyau dur » des militants, à qui l'ouvrage sera recommandé dans les bulletins intérieurs de son parti, à qui il sera offert à la vente dans les fêtes, réunions, congrès, etc. Au-delà, on s'adressera à tous les lecteurs friands de politique intérieure. Ils peuvent se chiffrer par milliers, voire par dizaines de milliers. C'est une façon de se remettre au premier plan d'apparition à la télévision, d'être interrogé à la radio, de faire l'objet de comptes rendus dans la presse écrite. Les milieux de l'information et ceux de la politique vivent en constante symbiose ; aussi un homme politique ou un journaliste bénéficient-ils à priori d'une « couverture » infiniment plus grande, même pour un premier ouvrage médiocre, qu'un romancier déjà chevronné ou un chercheur confirmé.

Il ne faut pas négliger non plus un certain aspect de « voyeurisme » : lire les souvenirs de M. X., c'est pénétrer dans l'intimité des grands de ce monde, connaître le dessous des affaires, s'intégrer au « cercle magique » de la politique. C'est en tenant compte de ces différents facteurs que l'on va s'efforcer de classer en quelques catégories la quinzaine d'ouvrages récemment parus et où des hommes politiques français parlent d'eux-mêmes (on exclura donc romans, essais historiques ou théoriques, d'ailleurs plutôt rares).

Chroniqueurs et ci-devant

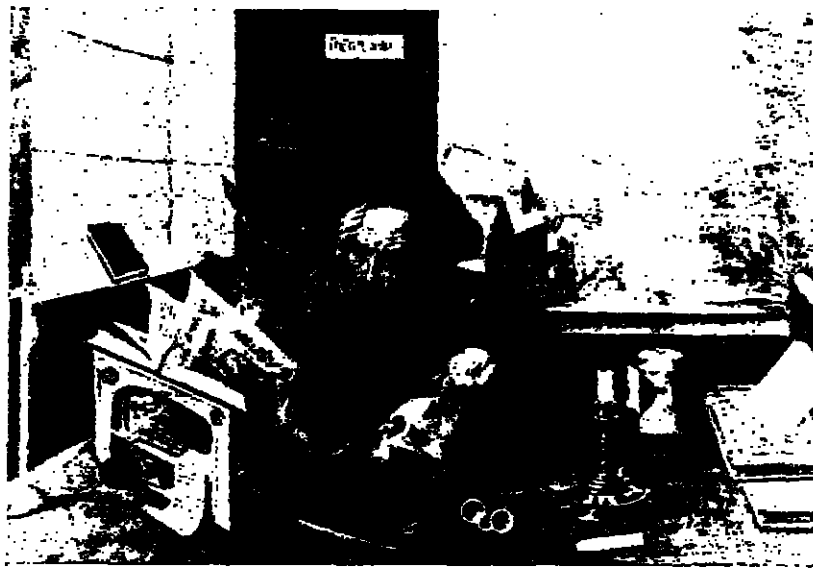
A L'AUTOMNE de leur carrière ou déjà à la retraite, ayant définitivement renoncé à l'exercice du pouvoir, certains peuvent prendre du recul avec sérénité. N'attendant plus de faveurs, ils recroqueront leur franc parler et ne se privent pas d'égratigner les personnages en place. Ainsi dans la *République épinglée* (13), Roger Duchet, ancien secrétaire général du C.N.I. (Centre national des indépendants) et l'un des faiseurs de rois de la Quatrième République, trace-t-il quel que soit le portrait au vitriol et évoque-t-il des épisodes décapitants des intrigues des années 50. Le « mythe Finay » y est mis en pièces par celui-là même qui l'avait suscité.

André Cornu, secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts de 1951 à 1954, a attendu d'être octogénaire pour livrer, dans *Mes républiques indécises* (14), quelques souvenirs. Sans doute s'illusionne-t-il quelque peu en croyant que les générations futures retiendront éternellement son nom comme restaurateur du château de Versailles. A côté de cette grande œuvre de sa vie politique, une grande déception : n'avoir pas été élu président de la République en 1953. Il disposait pourtant de tous les atouts au départ : l'appui d'un grand nombre de ses collègues sénateurs, de ses

amis députés et une jeune épouse dont il pensait que « sa prestance et son charme feraient merveille à l'Elysée ». Las ! Ayant découragé l'ardeur d'un séduisant dirigeant gaulliste, elle fit perdre à son mari les cent trois voix R.P.F. qui lui étaient nécessaires, et c'est René Coty qui, au troisième tour, accéda à la magistrature suprême.

Le général Bigeard ne songeait sans doute pas qu'il ferait plus tard une carrière ministérielle en écrivant en 1973 le manuscrit de *Pour une parcelle de gloire* (15). Évoquant en langage de chambrée sa carrière militaire bien remplie, il donne l'image d'un « petit gars d'chez nous » arrivé au sommet des honneurs, en restant proche du peuple. Est-il censé le représenter dans les conseils de gouvernement, comme un O.S. représente les travailleurs manuels au cabinet de M. Stoléru et les éboueurs le prolétariat matinal et immigré aux petits déjeuners de l'Elysée ?

Etienne Fajon se demande dans son livre (8) : « *La vie d'un homme, ma vie, est-ce vraiment intéressant ?* ». Et il constate : « *Je m'aperçois, relisant parfois ce qu'il m'a été donné d'écrire au long de ma vie, que je ne me suis presque jamais exprimé à la première personne du singulier.* » Sa vie s'est



LEÇONS D'UNE VIE OU MÉDITATION SUR LA MORT ?

effectivement confondue avec celle de son parti, mais sa sensibilité affleure fréquemment, ne serait-ce que lorsqu'il évoque ses angoisses de père de famille sans nouvelles de son fils pendant quelques heures hors du jeu en mai 1974. La politique dans le *Général indécis* (16). C'était, il est vrai, quelques mois avant d'être réélu au Sénat sous l'étiquette socialiste.

Les personnalités qui ont occupé des fonctions éminentes ont parfois quelque peine à se remettre et se posent désormais en recours. Dans *Ardeur*, Jacques Chaban-Delmas se reproche « d'avoir sous-estimé la brutalité et les irrégularités de l'adversaire », qui le mis hors jeu en mai 1974. La politique est certes un sport, comme nous le rappelle l'ancien premier ministre, qui n'a pas de collaborateurs mais des « coéquipiers » et qui, lorsqu'on évoque devant lui la jeunesse de Valéry Giscard d'Estaing, lance : « *Sur l'état civil, je suis battu en effet. Mais, sur tout le reste, ce serait peut-être autre chose.* » Et, dans ce sport, on se relève difficilement de la « fragilité », surtout lorsque la « rigueur est cachée, je le concède, sous une vivacité, une ardeur de plaisir... »

Michel Jobert est bien modeste. Ne pressentant pas qu'il irait un

jour « monter un haut-parleur sur [sa] toiture pour aller autour des places des villages vers ceux qui voulaient l'entendre » (12), il avait d'abord obstinément décliné le portefeuille de ministre des affaires étrangères que lui offrait le président Pompidou en 1973. « Et hélas ! il revenait à la charge, rompant le silence en me demandant instamment de « lui rendre le service d'accepter ce poste. » Voilà comment, en « rendant service », on se constitue peut-être un destin national et en tout cas un mouvement politique qui, lorsqu'il tient congrès, inscrit sur ses banderoles : « *Souriez, vous entrez dans le monde merveilleux du Mouvement des démocrates.* » Le monde « d'ailleurs » ou de l'*Autre regard* a effectivement ses règles (y compris grammaticales) propres et on n'y est pas chiche en fortes maximes que lecteurs et militants pourront méditer tout à loisir : « *Un conseil pourtant : si vous le pouvez, ayez toujours un arbre dans votre vie. Il vous tiendra compagnie partout, même à Manhattan.* »

Olivier Guichard, lui, ne donne pas dans l'émphase. Il a trop fréquenté les cabinets pour être impatient ou agri. Il sait d'expérience que « la part du jeu, de la puissance, est si grande dans la vie politique qu'elle facilite le succès des hommes de jeu et de puissance : les calculateurs et les arénateurs ». N'étant sans doute ni l'un ni l'autre, il poursuit paisiblement son *Chemin tranquille*, « où ne manquent pas les ornières et qui pourtant mène où l'homme doit aller ».

Les oracles et les responsables

LES oracles incarnent aux yeux de leurs partisans comme de leurs adversaires une rigueur qui commande le respect. On ne les soupçonne pas d'ambitions vulgaires. Michel Debré reconnaît avoir exercé les fonctions de premier ministre « de façon assez autoritaire », mais l'ambition de l'Etat ne fait-elle pas partie d'une certaine idée de la France ? A lire ses entretiens avec Alain Duhamel, on découvre un homme véhément, pourfendeur de « l'immobilisme ou de la subversion, sans autre ambition que de demeurer un combattant ». Aux éternels inquisiteurs qui contestent notre société, il rappelle les progrès accomplis. Critique-t-on la « civilisation de la pollution », il clame : « *A-t-on oublié les épidémies de peste et de choléra, les famines ?* »

De Pierre Mendès France, il est généralement admis qu'il a toujours fait passer ses principes avant toutes choses, n'ayant « pas éprouvé au même degré que tel autre l'ambition impatiente, l'ambition de pouvoir, le goût du pouvoir » (8). C'est ainsi que, souffrant, il refusa en mars 1973 une investiture qui lui eût sans nul doute rendu son siège de Grenoble conquis en 1967 et perdit pour une centaine de voix en 1968. Sa réflexion sur l'homme d'Etat et le pouvoir, qui préface la série de portraits politiques de *La vérité guidait leurs pas* (17), est un vibrant plaidoyer en faveur de la démocratie, de la parole donnée, jusque dans leurs extrêmes conséquences : « *Le suffrage universel a tous les droits, y compris le droit à l'ingratitude.* » Qui pourrait dire si, comme de Gaulle renvoyé à Colombey en 1969, Pierre Mendès France n'éprouve pas une morose délectation de cette « ingratitude » ?

Engagés dans l'action quotidienne, occupant le pouvoir ou le sentant à leur portée, les responsables ne souffrent d'aucun complexe, et leurs écrits ont une vigueur qui est le fait des hommes en prise

phoniques (Michel Jobert raconte qu'à un certain moment le bruit courait que — pour se protéger ! — Valéry Giscard d'Estaing et son fidèle lieutenant ne se parlaient qu'en anglais au téléphone...). Poser au défenseur des libertés individuelles menacées par l'ordinateur, se déclarer préoccupé par les incalculables et interminables abus, déplorer les services policiers et la multiplication des polices privées, n'était pas de nature à faciliter la tâche du ministre de l'Intérieur de l'époque. Comme il est bien connu que la société libérale avancée a mis fin à tous ces agissements, comme peuvent en témoigner les soldats et civils traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat, les promoteurs du projet SAFARI, les militants ouvriers agressés par les milices patronales et les travailleurs immigrés expulsés au petit matin, Michel Poniatsowski peut maintenant philosopher sereinement sur la meilleure façon de *Conduire le changement*.

François Mitterrand n'a pas les mêmes soucis. Ses chroniques réunies dans *La Paule* et *le Grain* (18) s'arrêtent au lendemain du 19 mai 1974 où il aurait « voulu sécher les yeux de ceux qui n'en peuvent plus d'attendre et d'espérer ». Fort aujourd'hui de ses succès électoraux, il devançait en quelque sorte l'événement en annonçant : « *Notre peuple a autre chose à faire que s'attendre. Moi aussi.* »

Profondément chaleureux est le journal de l'année 1975 de Robert Fabre (7). On y découvre un homme resté simple, encore étonné de s'être trouvé placé sur l'avant-scène (même si son statut de troisième homme aux côtés de Georges Marchais et de François Mitterrand est un peu formel) et qui, le dimanche, tient le service des urgences dans sa pharmacie de Villefranche-du-Rouergue. C'est seulement dans les petites villes de province que la politique peut garder ce visage humain qu'il affectionne. Qui donc, parmi les hommes politiques, aurait la franchise un peu naïve d'écrire ce que tous ont du ressentir, un jour de victoire, quand bien même ils ne prétendaient vibrer que pour la France ou pour le peuple : « *Comme mon père serait fier !* »

- (1) Michel Debré, *Une certaine idée de la France* (Fayard, 1972).
- (2) Jacques Chaban-Delmas, *Ardeur* (Stock, 1975).
- (3) Olivier Guichard, *Un chemin tranquille* (Flammarion, 1975).
- (4) Michel Poniatsowski, *Cartes sur table* (Fayard, 1972).
- (5) Michel Poniatsowski, *Conduire le changement* (Fayard, 1975).
- (6) Pierre Mendès France, *Chôir* (Stock, 1974).
- (7) Robert Fabre, *Quelques baies de genièvre* (J.-C. Lattès, 1976).
- (8) Etienne Fajon, *Ma vie s'appelle liberté* (B. Laffont, 1975).
- (9) René Audrieu, *Du bonheur et rien d'autre* (Stock, 1975).
- (10) Pierre Juquin, *Le Sens du réel* (Gressey, 1971).
- (11) Edouard Depreux, *Souvenirs d'un militant* (Fayard, 1972).
- (12) Michel Jobert, *Autre regard* (Gressey, 1976).
- (13) Roger Duchet, *La République épinglée* (Alain Moreau, 1975).
- (14) André Cornu, *Mes républiques indécises* (Jean Dulia, 1976).
- (15) Etienne Fajon, *Pour une parcelle de gloire* (Flon, 1975).
- (16) Edgar Pisani, *Le Général indécis* (Albin Michel, 1974).
- (17) Pierre Mendès France, *La vérité guidait leurs pas* (Gallimard, 1976).
- (18) François Mitterrand, *La Paule et le Grain* (Flammarion, 1975).

« Les Grands de ce monde »

QUAND elle procède d'un grand talent et d'une parfaite connaissance psychologique du milieu, la fiction politique est parfois plus instructive que la « vraie » réalité. A cet égard, le dernier roman de Bertrand Poirot-Delpech, *Les Grands de ce monde* (1), nous apprend beaucoup sur les ressorts et les rituels de l'ambition politique.

Le livre, partie monologue intérieur d'un garde républicain préposé à l'Elysée, partie séquences où interviennent une demi-douzaine d'autres personnages, pourrait s'appeler « Sept jours en mai 1968 », de l'effondrement apparent du régime au redressement ponctué par le discours de de Gaulle et la manifestation des Champs-Élysées le 30.

Quelques personnages réels : de Gaulle, Mendès France. D'autres qui ne sont pas véritablement « à côté » tant ils correspondent à des figures classiques de la V^e République : Monsieur Frank, qui, derrière la « couverture » d'un cabinet de gestion, la F.R.I.M.E., exerce ses activités de barbouze (il aurait soufflé à de Gaulle le « je vous ai compris » d'Alger) ; Astrid György, l'aristocrate gauchiste du septième arrondissement, ce quartier où « les tarés de droit divin et les bachotiers de la compétence se retrouvent comme par hasard sur le même pelier » ; André-Jacques Henri-Duval, normalien et arriviste, ancien condisciple de Monsieur Frank, qui l'a introduit auprès de de Gaulle à la recherche « d'autres Giscard pour la relève » mais « des Giscard sans Poniatsowski pour leur monter à la tête ». Bob Saint Rut, le promoteur, qui ne revendique « pas un passe-droit, je vous dis, juste un coup de pouce ».

Témoin privilégié, en tant que chauffeur de voiture officielle, des peultesses des grands de ce monde, le garde Tonio Manuelli sera aussi le dépositaire d'un secret d'Etat : ce n'est pas à Baden-Baden que de Gaulle est allé le 29 mai 1968, mais au métro Balard, où Tonio lui a tenu compagnie.

Ecrit, on le sent, dans la joie, le roman de Poirot-Delpech est véritablement dévastateur : les lics, les modes, les impostures, les faux-semblants de la classe dirigeante et de ses amuseurs appointés y sont pourfendus avec entraînement. L'espion n'est pas non plus absent : « *Celui d'un village immense dont les cloches n'ont pas encore sonné, mais dont l'heure arrive, vous ne croyez pas ?* »

B. C.
(1) Bertrand Poirot-Delpech, *Les Grands de ce monde* (Gallimard, 1976).

ASSADES

PARIS PAR ATTOROLITE NO
EXCEPTIONNELLE
SIECLE

COMPTON

LES PROJETS

« Le Projet espérance », de Roger Garaudy

Par YVES FLORENNE

L'ESPÉRANCE de Roger Garaudy est, on le sait, une espérance en quelque sorte totale, qu'on peut regarder, selon sa pente, comme contradictoire, merveilleusement unifiée, utopique, réaliste transcendant, doublement impie et hérétique (à l'égard de deux religions inéconciliables) ou tout simplement évangélique : puisqu'il possède l'espérance chrétienne et nourrit celle d'un communisme pur. On sait aussi qu'après une longue marche sur une route traversée il a trouvé son cheminement égal et assuré entre Marx et Jésus.

C'est dans cette perspective que s'inscrit son « projet » : et comme il est donné pour un contre-projet, le seul salutaire, c'est que tous les autres élaborent aujourd'hui sont, plus ou moins, des projets d'espérance.

Qu'on ne s'y trompe pas : ce projet-là est résolument terrestre, comme d'ailleurs le christianisme même de Roger Garaudy. Ce sont donc les périls mortels courus par cette terre et l'humanité dont elle est le lieu que l'auteur considère à son tour avec angoisse. L'angoisse « la plus grave », celle qui n'avait « jamais pesé sur les hommes » : celle de la survie de la planète. Pourtant, on s'étonne toujours d'une telle affirmation. C'est, au contraire, la fin de la planète et de l'homme terrestre qui a toujours été annoncée et qui est, pour les chrétiens, article de foi et même d'espérance. Seulement, il en est de cette fin totale comme de la mort : nous ne concevons pas qu'elle puisse être pour aujourd'hui, ni même que cela nous concerne personnellement. Seulement les autres. Et, en l'espérance, les autres d'un lointain futur. Or nous pourrions bien y être.

Il faut sans doute une certaine force d'âme et d'imagination pour accepter la pensée, et peut-être y trouver quelque exaltation, d'être les témoins de cette fin, les derniers hommes. Avec cette différence essentielle, cette nouveauté écrasante, que, cette fois, elle serait le fait de l'homme, non de Dieu ou de la nature. Bref, comme tout le monde, Roger Garaudy ne prend en compte qu'un avenir quasi éternel, encore qu'il soit menacé de mort et serait en tout cas désastreux s'il s'inscrivait dans la trajectoire que le présent lui assigne.

D'ailleurs, la « bombe » supposée neutralisée, c'est encore plus qu'il n'en faut pour nous détruire que l'énergie nucléaire « pacifique ». Le réquisitoire, ou plutôt la prophétie, vise encore des nausées, des drogues, mais surtout des asphyxiants, tels que l'automobile, cette « vache sacrée », et tout ce qui fait de la société de croissance et de « stimulation systématique du désir » une « société criminogène » et suicidaire. Alors, la décroissance ? Non, certes, mais une autre croissance. Ce sont, Dieu me pardonne, les mots mêmes prononcés par M. Giscard d'Estaing, qui les avait empruntés, il est vrai, à Robert Latécoère. Pour celui-ci comme pour Roger Garaudy, on imagine que ces mots-là ont un contenu un peu différent.

La critique porte sur les deux types actuels de société, dans la mesure où l'une et l'autre sont communales dans le même « religion » de la même croissance, qui n'est que

croissance pour la croissance, avec des motivations et des critères exclusivement économiques, sans aucune « finalité humaine ». En outre, ou plutôt en conséquence, car tout est lié : dans ces deux sociétés apparemment opposées, toute décision vient d'en haut. L'échec est double et total : il n'y a pas plus de « libre entreprise » ici qu'il n'y a à la de socialisme. Enfin, « il faut dire très clairement que dans un marxisme scientifique prétendant que tout problème humain peut être résolu « scientifiquement », dans un marxisme « unidimensionnel » faisant de l'athéisme un dogme, cet athéisme devient un « optimisme du peuple ». Or il rejette Santiago Carrillo — dans le P.C. espagnol actuel, Roger Garaudy était à l'aise — déclarant que le dogmatisme marxiste peut devenir un opium du peuple ».

Il faut donc revenir à la parité de l'évangile — socialiste. Sur cette pierre sera bâti le projet espérance. Il consiste d'abord à ramener l'inspiration et le fonctionnement de l'« en haut » à la base. Et d'abord le marché : soustrait aussi bien à l'anarchie libérale et au despotisme non éclairé du profit qu'au dirigisme de l'Etat.

Il s'agit donc d'un projet antegestionnaire, qui est décrit avec précision, à partir d'une note de Michel Rocard. Alors, l'entreprise ne sera plus une « société de capitaux » mais une « société de personnes ». On pourra enfin parler de libre entreprise. Mais l'antégestion est le principe même de la démocratie, qui déborde donc l'économie, embrasse la politique et toute la vie sociale, institue partout la démocratie directe et authentique, substituée à la « démocratie déléguée ».

Roger Garaudy ne prétend pas écrire un traité ni formuler un programme : simplement tracer des pistes de réflexion. Mais la fin, et les moyens qu'elle implique, sont très clairement définis et ne tolèrent pas le compromis. Les « fondements objectifs de notre espérance » sont solidement posés. Le projet est essentiellement porté par un triple pilier : une certaine conception de l'homme, de l'histoire, de l'avenir. L'homme (le « sens de l'histoire » rejeté) étant le créateur de cette histoire — la sienne — et de cet avenir. Mais c'est lui qu'est mise en lumière l'idée-force qui sera repudiée avec le plus de force aussi par les « dogmatiques » de transcendance. Elle est dans la trame du livre entier, et définit dans les dernières pages, « non pas seulement attribut de Dieu, mais dimension essentielle de l'homme ».

Telle est l'esquisse vigoureuse du nouveau modèle de civilisation qu'il est urgent d'inventer et de choisir. Demain peut-être, après-demain sûrement, il sera trop tard. Pour que l'avenir soit, il faut s'arracher à une condition qui fait de lui une « extrapolation suicidaire du présent ». Savoir concevoir et construire un vrai socialisme, tel qu'il n'en existe pas même l'ombre, impliquant « la poursuite d'autres fins ». Autrement dit : des fins autres que la fin tout court.

• Robert Laffont, Paris, 1976, 226 pages, 30 F.

AFRIQUE

Rhodésie et Namibie, bastions menacés du pouvoir blanc

DEPUIS de longues années déjà, des guérilleros se battaient dans l'indifférence quasi générale contre le pouvoir blanc en Rhodésie et en Namibie (ex-Sud-Ouest africain). Il aura fallu l'indépendance du Mozambique et la guerre d'Angola pour que l'Occident prenne vraiment conscience de la situation explosive créée en Afrique australe en un siècle de colonisation. Pour le moment, l'Afrique du Sud — pièce maîtresse du système de domination blanche — gagne du temps en s'employant à régler le sort des deux derniers bastions du colonialisme subsistant au-delà de ses frontières, faisant pression sur son « ex-ally » de Salisbury, organisant une mise en scène constitutionnelle à Windhoek.

Deux livres récents sur la Rhodésie et la Namibie, qui feront sans doute découvrir à un public européen non anglophone la situation réelle des populations africaines dans ces pays, montrent la fragilité de la cause qu'y défendent encore les tenants minoritaires du pouvoir blanc. (1) Roland Pichon rappelle que l'amendement Byrd avait permis au gouvernement américain de reprendre ses achats de chrome à la Rhodésie, au mépris des sanctions économiques imposées par les Nations unies. L'amendement est toujours en vigueur, mais cela n'a pas empêché M. Kissinger, lors de sa récente tournée en Afrique, d'offrir ses bons offices pour résoudre le problème rhodésien. Après les vaines tentatives de M. Wilson, puis de M.M. Vorster et Kamunga, a-t-il vraiment l'intention de porter le coup de grâce au régime de M. Smith en Rhodésie ? Toute l'histoire des rapports entre les colonies de Rhodésie et la Grande-Bretagne, la nature de leurs liens avec l'Occident, fondés avant tout sur des intérêts économiques, doivent maintenant les inciter à prendre ce risque au sérieux.

A cet égard, Roland Pichon cite des tropes récurrents énoncés par Charles-A. James, suppléant du secrétaire d'Etat, adjoint aux affaires africaines, qui déclarait, l'an dernier, qu'il fallait abroger l'amendement Byrd car cela pouvait « jouer mainte-

nant un rôle vital pour assurer l'accès à long terme des entreprises américaines au chrome et aux autres minerais de Rhodésie ». Juste retour du sort : les Européens de Rhodésie se voient aujourd'hui menacés par la logique de cette « politique de l'argent » qui n'avait jamais cessé de montrer le *Drame rhodésien*, de prévaloir sur la mission « civilisatrice » dont ils se réclamaient dès leur arrivée.

Mais s'ils doivent céder le pouvoir à la majorité noire, que sera alors le nouveau Zimbabwe ? C'est la grande interrogation à laquelle le livre exhaustif de Roland Pichon ne permet pas de répondre. Perpétuellement interdits et renoués sous d'autres formes, leurs chefs continuent à l'extérieur les mouvements nationalistes de Rhodésie, aujourd'hui fondus dans un Congrès national africain lui-même divisé, ont adopté des positions plus ou moins radicales pour mener la lutte de libération ; mais, longtemps coupés des populations dont ils se réclament, ils n'ont jamais formulé de programme politique. L'expérience enseigne que la guérilla prolongée mène au durcissement des positions anti-impérialistes et à des choix idéologiques souvent influencés par les alliances étrangères. C'est pourquoi le temps presse pour l'Occident en Rhodésie : si M. Kissinger a tiré les leçons de l'échec angolaï, va-t-il se contenter de la nomination, dans le gouvernement de M. Smith, de quelques Africains acquis au régime ?

Le dossier de la Namibie, que présente Peter Frankel (2), fait apparaître une cause juridiquement perdue d'avance pour l'Afrique du Sud, qui se trouve néanmoins mieux armée pour la défendre que son voisin rhodésien. Cette fois c'est, en effet, le géant économique et militaire du continent africain qui administre un territoire qu'il a pratiquement annexé contre la volonté de l'ONU. La sévère l'apartheid, et Pretoria s'efforce de façonner un avenir à son avantage en préparant la mise en place de « bandes-toutens » selon le système mis au point pour l'Afrique du Sud elle-même et qui permettrait aux Blancs de conserver les régions les plus riches.

Dans son introduction, l'auteur ne pouvait mieux faire que céder la parole à M. Sean MacBride, commissaire des Nations unies pour la Namibie, qui mène une lutte diplomatique active pour la cause dont il est chargé. Dans ce territoire, dit-il, la situation est « bien pire » qu'en Afrique du Sud ; « bien pire aussi que dans les anciennes colonies », et il cite, à titre d'exemple, l'extraordinaire défiance du système d'enseignement et de formation administrative. Peter Frankel complète cette prévision par des données historiques, diplomatiques et économiques, par une description des lois répressives et de la politique raciale.

Avec l'installation du M.P.L.A. au pouvoir en Angola, les guérilleros peuvent espérer avoir les coudées plus franches de l'autre côté de la frontière namibienne. Mais le régime de M. Neto doit prendre garde d'aller trop loin dans le soutien qu'il leur accorde. L'Afrique du Sud de M. Vorster reste une pièce maîtresse pour l'Occident : ses abais sont sans commune mesure avec ceux du régime rhodésien.

MICHELLE PAUNET.

(1) Roland Pichon, *Le Drame rhodésien*, Bayard, 1975, 120 pages, 120 F. (2) Peter Frankel, *Les Namibiens*, éditions L'Asiatique, Paris, 1976, 247 pages, 30 F.

CINEMA

ANALYSE DE FILMS : ANALYSE DE SOCIÉTÉS.

— Marc Ferro

★ Hachette, coll. « Pédagogie pour notre temps », Paris, 1975, 136 pages, 28 F.

Premier historien à considérer le cinéma comme une source fondamentale pour l'étude des sociétés du vingtième siècle, Marc Ferro part du postulat que « un film est histoire » : à le démontrer, il s'emploie régulièrement dans trois institutions : à l'École pratique des hautes études où il dirige un séminaire sur « Société - histoire - cinéma », dans la revue des *Annales* où il publie ses textes théoriques, et enfin au Palais de la Découverte où il réalise une série de films de montage. *Images d'histoire*, destinées en particulier aux enseignants, accueillent très favorablement par les professeurs d'histoire, ces films de court métrage demandant toutefois un support théorique qui permet de mieux en saisir toutes les significations, toutes les richesses. C'est dans cette perspective que Marc Ferro publie aujourd'hui cet ouvrage qui est à la fois une synthèse de ses positions théoriques et une démonstration pédagogique de celles-ci, en l'occurrence d'un catalogue raisonné des principaux films d'intervention historique diffusés en France et les moyens de se les procurer.

Dans la première partie, l'auteur revendique avec force l'argument du statut historique du film (de fiction ou de documentaire) : il explique l'importance que revêt le repérage exact de l'origine des documents filmiques et procure au lecteur quelques signes pertinents qui lui permettent de détecter les manipulations. Il rappelle la nécessité de lier tout film à l'époque et à la société qui l'a produit. Il insiste sur le besoin de révéler tous les aspects qui ont pu se glisser dans le cadre et de mesurer ainsi l'écart entre le projet du cinéaste et les données de l'histoire.

En analysant certains aspects de la *Grande Illusion* et de *Télémaque*, Marc Ferro montre que tout film, tout documentaire filmé possède une richesse de connotations qui échappe à leur auteur et que, grâce aux mutations idéologiques et à de nouveaux concepts théoriques, nous pouvons facilement percevoir aujourd'hui. Ces connotations « témoignent qu'un film est toujours débordé par son contenu » et que ce débordement autorise une autre lecture qui éclaire, mieux que bien des textes, les contours complexes d'une société.

I. R.

LE CINEMA AMERICAIN D'AUJOURD'HUI.

— Théodore Louis et Jean Pigeon

★ Seizher, coll. « Cinéma 2000 », Paris, 1975, 272 pages, 26 F.

Un livre nécessaire qui fait le point sur la production américaine depuis 1967 en analysant, sous un angle sociologique, trois aspects : les mécanismes économiques, les mutations esthétiques et les contenus fictionnels.

La dernière partie propose un dictionnaire de nouveaux réalisateurs et cinéastes, ainsi qu'une filmographie très détaillée et presque exhaustive.

I. R.

SOCIÉTÉ

★ CHANGER LA VILLE, par Paul Crémier (Grasset, Paris, 1975, 350 pages, 30 F.). Comment changer la ville : une dimension humaine et faire cesser le scandale de la politique d'urbanisme actuellement en vigueur en France.

EUROPE

L'IRLANDE : IDEOLOGIE D'UNE REVOLUTION NATIONALE.

— Maurice Goldring

★ Editions sociales, Paris, 1975, 126 pages, 18 F.

Maurice Goldring, déjà auteur de l'excellent *Drame de l'Irlande* (Borras, 1973), s'attaque au cœur même de l'énigme qui se cache derrière le mouvement de libération de l'Irlande, dans le dernier quart du vingtième siècle, de conflits où le poids de l'histoire, qui se dégage de la mythologie, semble l'emporter sur l'importance des enjeux immédiats. Il examine le contenu social des revendications nationales et le rôle des intellectuels irlandais venant donner de leur pays, en l'occurrence, un idéal au détriment de la réalité (façon aussi de se réapproprier une histoire que le colonisateur leur a niée). Une Irlande gaélique, rurale, dominée des poètes et cimetière des héros. Maurice Goldring montre brillamment comment cette idéologie nationale anti-anglaise, rêvée plus que vécue, est en même temps un puissant facteur de cohésion sociale.

Il explique aussi, au passage, pourquoi l'insurrection de Dublin de Pâques 1916 a largement échoué : les positions anti-ouvrières des dirigeants nationalistes. Ce remarquable ouvrage (dont la conclusion et le style allègre ne sont pas les moindres mérites) donne les éléments pour saisir un présent en symboles permanents avec le passé, car, comme le dit l'auteur, « en Irlande, l'histoire est toujours le masque de la tradition, le pays avance à révolutions, les yeux liés en arrière ».

B. C.

LE PROBLEME NATIONAL CATALAN.

— Jaume Rosinyol

★ Mouton, Paris, 1975, 712 pages, 88 F.

Deuis la mort du général Franco, la Catalogne du Sud est devenue le théâtre d'un mouvement d'émancipation. L'ouvrage de Jaume Rosinyol, qui possède toute la rigueur d'une thèse universitaire pour un doctorat de droit, explique les causes profondes et spirituelles des revendications catalanes. L'auteur décrit méthodiquement l'histoire nationale du fait national catalan ; il déroule avec minutie et précision les causes de l'indépendance catalane et linguistique, commente les indicateurs socio-économiques et relève dans tous les domaines l'adhésion catalane à l'indépendance.

Il démontre définitivement qu'avec sept millions d'habitants parlant une langue particulièrement différenciée, dotés d'une riche culture littéraire, architecturale, picturale, musicale, la Catalogne n'est pas une simple région, et même d'après le préface de l'ouvrage, M. Guy Béraud, « une nation plus homogène que la Finlande ou le Roumanie ». Après avoir souligné toutes les oppositions politiques, culturelles, économiques entre la Catalogne et le reste de l'Espagne, l'auteur expose les conditions d'une indépendance catalane dans un but constructif et avec un souci de sérénité, l'auteur écarte la « souveraineté absolue » : une plus grande autonomie, dans un premier temps, de l'autonomie dans le cadre d'une « fédération hispanique ». Il propose toutefois une large fédération européenne comme seule perspective politique qui garantirait définitivement les libertés catalanes et permettrait enfin la réunification de tous les Catalans, « ceux de Perpignan et ceux de Barcelone ».

Le sérieux de ce travail, la clarté et l'aisance de l'exposé, l'intérêt des thèses de l'auteur et l'importance considérable de l'appareil bibliographique font de cet ouvrage un outil désormais indispensable pour toute approche documentée des problèmes catalans.

I. R.

SOCIALISME

LE SOCIALISME DU SILENCE.

— Pierre Daitz

★ Seuil, Paris, 1976, 226 pages, 35 F.

Pierre Daitz a constaté que le « socialisme soviétique » était un « problème maudit ». Maudit en ce sens que tout le monde s'en est détourné, et que la recherche historique sur le sujet est rare. Jusqu'en 1966, très peu d'écrits sur le socialisme ont été traduits. Or il semble que les richesses ouvertes soient apparemment béantes, secrètes le maître, qui élève un autre mur : l'ancien stalinisme avait bonne conscience, le nouveau, mauvaise, — sans que cela change rien.

Ce non-changement est, au fond, l'objet même du livre, portant sa conséquence : la nécessité du changement fondamental. Il s'agit, pour Pierre Daitz, comme pour Medvedev, que les communistes soient les forces les plus intrinsèques de leur propre histoire. Dans la mesure où elle se confond avec celle de l'Union soviétique, Pierre Daitz « réajuste » et expose ensemble toutes les affections au « mur » du pacte avec Hitler, aux « décrets » édictés par Staline, et que nous nous obstions à prendre pour l'avenir. Reste la source, et elle n'a pas été épuisée : reste Marx, et s'il n'est pas mort à Pétrograd.

Y. F.

LE SOCIALISME SANS VISAGE.

— Thomas Molnar

★ P.U.F., Paris, 1976, 190 pages, 38 F.

Qu'il soit ou non dans le vrai, Thomas Molnar est, à coup sûr, à contre-courant. Alors qu'on a cru et continue d'espérer dans une évolution, à long terme convergente, des systèmes libéraux et marxistes vers un socialisme à visage humain, l'auteur aperçoit, lui, l'avènement d'un « socialisme sans visage », impersonnel, peu soucieux de théorie et d'idéologie, imposant durement un certain fonctionnement. Et cette évolution déplorable serait le fruit non pas de la tyrannie de l'Etat, mais de son affaiblissement : même dans les régimes socialistes où la confusion par le parti est analogue à la maximisation des groupes de pression et des « localités » dans les sociétés capitalistes, l'Etat constitutionnel réside dans le tiers-monde — « du tiers monde », qui n'est pas encourageant. Le livre non plus.

Y. F.

★ L'EUROPE TECHNICIENNE - REVOLUTION TECHNIQUE ET LIBRE ESSOR INDUSTRIEL EN OCCIDENT, 1945-1975, par David S. Landes (Gallimard, Paris, 1975, 175 pages, 135 F.).

PROCHE-ORIENT

LES EMIRATS DU GOLFE ARABE.

— Jean Jacques Tur

★ P.U.F., « Que sais-je ? », Paris, 1976, 125 pages, 6,90 F.

Rien de commun dans ce « golfe arabe » (le que l'on appelle aussi « golfe Persique ») dit l'auteur, entre les minuscules et pauvres emirats de Fudjah ou d'Umm-al-Qaiwain, dont les quelques milliers d'habitants vivent misérablement de la pêche, et le riche Koweït auquel l'accumulation des pétrodollars permet de spectaculaires progrès de participation dans des entreprises occidentales. Et, pourtant, n'a-t-on pas tendance à les considérer tous comme les « nouveaux riches du pétrole » ?

L'un des mérites de ce petit livre, écrit par un professeur d'histoire et de géographie, est donc de nous montrer, après avoir écarté les clichés, ce qu'est un « ouï-n'a pas pu » — utiliser la « révolution du pétrole » pour s'enrichir dans la voie de l'industrialisation, réduire la dépendance alimentaire, améliorer le niveau de vie de leur population, que ce soit dans le cadre d'un Etat indépendant comme le Koweït, Qatar ou Bahreïn, ou au sein de la Fédération des emirats arabes unis (F.E.A.U.) qui regroupe depuis 1971 les sept autres emirats du Golfe.

C. T.

Deux siècles d'Amérique

Une Amérique inconnue, ambiguë, en proie à ses contradictions. De la première présidence de Georges Washington au scandale de Watergate, c'est le même drame qui continue à se jouer.



— Trinité-et-Tobago (1^{er} avril) : 7 millions de dollars pour aider à financer un projet routier ;

— Bolivie (8 avril) : 25 millions de dollars pour le financement d'un projet destiné à développer la production et la distribution d'électricité ;

— Égypte (8 avril) : 45 millions de dollars, destinés à la reconstruction et à la modernisation du port d'Alexandrie ;

— Côte d'Ivoire (8 avril) : 30 millions de dollars (pour quinze ans et à 8,50 %) pour la réalisation d'un projet routier ;

— Indonésie (15 avril) : deux prêts d'un montant de 187 millions de dollars pour le développement du réseau routier (130 millions de dollars) et de l'enseignement (37 millions de dollars) ;

— Roumanie (15 avril) : 60 millions de dollars (pour vingt ans et à 8,50 %), qui financent en partie les dépenses en devises étrangères pour le projet de centrale hydraulique de Riu-Mare-Reiazi ;

— Syrie (15 avril) : 25 millions de dollars, qui seront affectés à l'amélioration du réseau d'adduction d'eau de Damas ;

— Cameroun (21 avril) : 17 millions de dollars, qui financent en partie un programme d'amélioration de l'enseignement ; ce prêt, accordé dans le cadre du « troisième guichet », porte intérêt à 4,50 % ;

— Thaïlande (22 avril) : 50 millions de dollars destinés au financement d'un projet de reconstitution d'une plantation de caoutchouc ;

— Nicaragua (22 avril) : 11 millions de dollars, qui aideront ce pays à mettre en œuvre sa politique de développement de l'enseignement et de formation professionnelle dans les campagnes.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — Cinq crédits ont été accordés en avril par l'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale : 7 500 000 dollars au Bangladesh pour la financement d'un projet d'assistance technique (8 avril) ; 5 millions de dollars à la Somalie pour le développement des cultures arborées (15 avril) ; deux autres crédits d'un montant de 42 500 000 dollars à la Somalie (15 avril) pour l'amélioration des réseaux d'adduction d'eau de six grandes villes (21 500 000 dollars) et la réalisation d'un programme d'enseignement (21 millions de dollars) ; 1 million de dollars au Burundi (22 avril) pour financer un projet de développement de la pêche.

OPERATION DE LA S.P.I. EN REPUBLIQUE DE COREE. — La Société financière internationale (S.F.I.) a consenti, le 15 avril, un prêt de 5 millions de dollars et souscrit une participation au capital d'un montant équivalent en dollars (30 000 dollars) pour l'extension de la Société des papeteries de Chonju, principal producteur sud-coréen de papier journal.

Banque africaine de développement

Prêts au Cameroun, au Ghana, à la Guinée et au Zaïre

La Banque africaine de développement a annoncé en avril quatre opérations de prêts :

— Au Cameroun (1^{er} avril) : un prêt complémentaire de 100 000 d.e. (soit environ 180 millions 700 000 francs C.F.A.) pour aider à couvrir le coût additionnel de la nouvelle aérogare de Douala ;

— Au Ghana (1^{er} avril) : 2 millions d.e. (soit environ 380 millions 600 000 francs C.F.A.) consentis à la Banque de développement agricole du Ghana et destinés à couvrir les coûts en devises afférents à la construction de plusieurs huileries ;

— À la Guinée (1^{er} avril) : un prêt complémentaire de 1 million d.e. (soit environ 178 millions de francs C.F.A.) pour financer le coût en devises qui requiert la modernisation de l'extension du réseau de télécommunications ;

— Au Zaïre (1^{er} avril) : un prêt supplémentaire de 1 million d.e. (soit 378 millions de francs C.F.A.), attribué au Conseil exécutif national pour couvrir partiellement le coût additionnel en devises relatif au projet de construction de quatre ponts sur la route Kinshasa-Kenge.

Tous ces prêts ont été accordés au taux de 7 % l'an, avec une commission statutaire de 1 % l'an et une commission d'engagement de 0,75 % sur les soldes non décaissés.

FONDS AFRICAÏNE DE DEVELOPPEMENT. — Deux prêts ont été accordés le 3 avril à 5 millions d.e. (soit 1 200 000 000 F.C.F.A.) au Tchad pour financer la totalité des dépenses en devises et une partie des dépenses en monnaie locale d'un projet visant à améliorer l'éducation des zones rurales des quartiers les plus denses ; 5 millions d.e. (soit 1 200 000 000 F.C.F.A.) au Soudan pour contribuer à la réalisation du projet d'extension du système d'adduction d'eau de Port-Soudan.

Banque arabe de développement économique en Afrique

Approbation de six prêts

SIX opérations de financement ont été approuvées par le conseil d'administration de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADÉA) au cours de sa quatrième session, tenue le 21 mars dernier à Tunis. Elles intéressent les pays suivants :

— Zambie : 10 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 4 %) pour la réalisation de la route Kitwe-Ndola ;

— Rwanda : 5 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 2 %), pour la réalisation d'un projet de développement rural intégré ;

— Kenya : 5 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 4 %) destinés à financer un programme de développement rural intégré ;

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Consultations sur le cuivre

À la demande des membres du Conseil inter-gouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPC), des consultations entre pays producteurs et consommateurs se sont déroulées du 23 au 25 mars à Genève au sein de la commission des produits de base de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). À l'issue de ces consultations, qui avaient pour but l'examen des problèmes du marché international du cuivre et des possibilités d'une action internationale commune, les vingt-six pays participants ont décidé de créer un groupe de travail chargé de mettre en chantier une réglementation destinée à stabiliser le marché et de rédiger un premier rapport avant l'automne 1976. Au cours de ces consultations, les participants ont pris connaissance d'une note préparée par le secrétariat de la CNUCED suggérant plusieurs possibilités pour la conclusion d'un accord international sur le cuivre.

— Mali : 10 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 2 %), pour contribuer à la réalisation du barrage de Selingue ;

— Sierra-Leone : 5 millions de dollars (pour quinze ans et à 4 %), destinés à la construction d'une centrale électrique ;

— Gambie : 4 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 2 %), pour la réalisation d'un projet de développement rural intégré.

Banque asiatique de développement

Prêts aux Philippines, à la République de Corée et à la Thaïlande

La Banque asiatique de développement a accordé, à l'aide de ses ressources ordinaires, plusieurs prêts en faveur des pays suivants :

— Philippines (25 mars) : 24,30 millions de dollars (durée de vingt ans et à 8,75 %), destinés à améliorer le réseau ferroviaire entre Manila et Legaspi ;

— République de Corée (30 mars) : 12 millions de dollars (durée de quinze ans et à 8,75 %), pour le financement d'un programme visant à exploiter les ressources nationales en charbon ; ce prêt a été accordé à la société gouvernementale Dai Han Coal Corporation ;

— Thaïlande (30 mars) : 19 millions de dollars (durée de vingt-quatre ans et à 8,75 %), pour contribuer à la réalisation d'un projet de construction de routes à grande circulation.

TROIS ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS. — Le 2 avril, la Banque asiatique a annoncé une émission d'obligations libellées dans vingt-quatre pays membres et non membres. Ces obligations, intitulées « obligations à deux ans de 1976 », venant à échéance le 1^{er} avril 1978, portent intérêt à 7,34 % payable deux fois l'an le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre de chaque année. L'émission a été achetée par dix-sept pays membres de la région et par sept pays non membres.

Après avoir, un accord portant sur une émission d'obligations d'un montant de 30 millions de dollars, accordé à la République de Corée, la Banque asiatique et l'Agence monétaire d'Arabie Saoudite ont conclu, le 22 mars, un accord portant sur une autre émission d'obligations de 75 millions de dollars (équivalent d'environ 29,46 millions de dollars) ayant aussi été prise ferme, le 29 mars dernier, par la Dresdner Bank A.G. de Francfort. Ces obligations portent intérêt à 7,75 % et viendront à échéance en 1983.

Banque européenne d'investissement

Prêts à la Nouvelle-Calédonie et au Portugal

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé le 25 mars à la Nouvelle-Calédonie un prêt d'un contre-valeur de 5 millions d'e. (environ 26,1 millions de francs français) pour financer l'extension des capacités de production de la Société métallurgique de la Nickel-S.R.L. D'une durée de douze ans au taux de 9,50 %, ce prêt a été consenti à la Caisse de coopération économique, qui l'utilisera pour le financement partiel d'un prêt d'un montant de 180 millions de francs français accordé pour ce projet.

D'autre part, la Banque a accordé, le 25 mars, un prêt d'urgence d'un montant de 150 millions d'e. (soit 1 500 millions de francs) au Portugal par la C.E.E. sous la forme de crédits à long terme, déjà devenue effective le 7 avril dernier : deux prêts, d'un montant total de 60 millions d'e. ont été octroyés pour renforcer l'approvisionnement en électricité du pays. Le premier de ces prêts, d'un montant de 35 millions de dollars (pour quinze ans), a été consenti à la Companhia Portuguesa de Electricidade pour le financement de la construction d'une nouvelle centrale thermique près de Setúbal. Le second prêt s'élève à 15 millions d'e. ; il a été accordé (pour onze ans) au Banco de Fomento Nacional, la Banque de développement portugaise, pour le financement de projets industriels et touristiques de petite et moyenne dimension.

Accordés sur les ressources propres de la Banque, ces prêts bénéficient d'une bonification de 3 % à charge du budget de la Communauté. Ils ont été ramené l'intérêt à un taux net de 9,50 %, contre 9,50 % habituellement.

Banque interaméricaine de développement

Prêt à la Jamaïque

La Banque interaméricaine de développement a annoncé, le 18 mars, l'octroi à la Jamaïque d'un prêt d'un montant de 5,9 millions de dollars destiné à financer le Fonds jamaïcain d'assistance aux étudiants. Accordé à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, ce prêt, d'une durée de trente-cinq ans, porte intérêt à 2 % l'an.

EMPRUNT AU JAPON. — Le 9 avril, la Banque a emprunté au Japon 5 milliards de yens (équivalent d'environ 16,7 millions de dollars) pour financer ses opérations d'aide au développement des pays membres.

PRECISION. — La création du Fonds africain d'assistance aux étudiants de la Société africaine de développement a été annoncée en page 25 du précédent numéro sous le titre « Banque interaméricaine d'intégration économique ». Il s'agit en fait d'organismes dépendant de la Banque africaine de développement.

zième session extraordinaire réunie à Lima du 23 février au 6 avril et qui a abouti à un accord sur la révision des objectifs du Groupe andin.

En six décisions, la commission recommande aux six gouvernements de soumettre au protocole additionnel portant révision de l'accord de Cartagena. On sait que cette révision porte sur : a) les produits réservés aux programmes de développement industriel ; b) le tarif extérieur commun ; c) le système de vote pour l'adoption des programmes de développement industriel.

Dans les deux premiers cas, le protocole prolonge de deux ans le délai initial pour la réalisation des objectifs de l'accord de Cartagena. Ainsi, l'entrée en vigueur des premiers dispositions du tarif extérieur commun est repoussée du 31 décembre 1976 au 31 décembre 1978. Par conséquent, il ne sera définitivement installé qu'en 1982 pour la Colombie, le Chili, le Pérou et le Venezuela, et seulement en 1987 pour l'Équateur et la Bolivie.

D'autre part, le système de dégrèvement appliqué à ces deux derniers pays est modifié. Quant au système de vote pour l'adoption des programmes de développement industriel, il a été convenu qu'un projet revu une seconde fois devant le Comité (la Junta), après le vote négatif d'une des parties, pourra être adopté avec l'adhésion d'au moins quatre pays.

LA DIFFUSION DU PROGRAMME PETROCHIMIQUE. — La deuxième session du comité pétrochimique du Groupe andin s'est tenue les 5 et 6 avril à Lima. Les participants ont pris en compte en vue de réaliser les objectifs du programme de développement industriel du secteur pétrochimique approuvé en août 1975. Le secrétaire permanent du comité a aussi présenté un rapport sur la diffusion du programme pétrochimique auprès des grandes entreprises des États-Unis, de l'Europe occidentale, du Japon et de l'Amérique latine, en moyen, notamment, de séminaires organisés dans ces régions.

Le comité a aussi discuté de l'adhésion à l'Union des États-Unis et de la participation de représentants de onze grandes entreprises des États-Unis, de l'Allemagne de l'Ouest, de la France et du Japon.

Association latino-américaine de libre-commerce

Le fonctionnement du système des paiements et des crédits réciproques en 1975

REUNIS à Montevideo le 27 mars dernier, les représentants des banques centrales des onze pays membres du traité de Montevideo, ont examiné les résultats des opérations commerciales effectuées en 1975 dans le cadre du système de paiements et de crédits réciproques de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC).

Dépassant d'un montant équivalent à 108 018 000 dollars le volume de l'année dernière, ces opérations ont atteint en 1975 l'équivalent de 3 396 000 000 de dollars. La tendance à l'accroissement du volume des opérations de compensation multilatérale des soldes, enregistrée d'année en année depuis la mise en vigueur en 1968 de ce système, s'est à nouveau confirmée.

Le système de paiements et de crédits réciproques, né de l'accord général de Mexico de 1965, permet notamment de réduire l'emploi de devises dans le règlement des opérations commerciales.

Le système de paiements et de crédits réciproques, né de l'accord général de Mexico de 1965, permet notamment de réduire l'emploi de devises dans le règlement des opérations commerciales.

Marché commun

Échec du Conseil européen

LES neuf chefs d'État ou de gouvernement de la C.E.E., réunis les 1^{er} et 2 avril à Luxembourg, n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la répartition des sièges du futur Parlement européen qui doit être élu au suffrage universel en mai 1979.

M. Valéry Giscard d'Estaing avait proposé à ses huit collègues de reconduire le chiffre de cent quatre-vingt-dix députés, c'est-à-dire la répartition actuelle des sièges du Parlement européen, mais ce projet a été rejeté.

De même, la discussion sur les problèmes monétaires et économiques s'est terminée sans adoption d'un communiqué. Des experts ont travaillé sur un texte rassemblant une déclaration d'ordre général d'origine française, une suggestion britannique portant plus spécialement sur le chômage structurel et le document de la Commission sur la nécessité d'une convergence plus poussée des politiques économiques, notamment budgétaires et monétaires, des États de la Communauté.

Ce document de la Commission, qui a servi de base de discussion, envisage d'ailleurs non des sanctions économiques et monétaires contre un pays qui ne respecterait pas les normes établies en commun mais la suspension des facilités et des aides prévues entre les États du Marché commun. Ce qui n'est pas loin des idées du chancelier Schmidt.

Ce dernier, qui a mené le débat au Conseil de Luxembourg, s'est opposé à l'adoption d'un texte qui ne traduirait pas dans les faits les mesures contraignantes dont il s'était fait l'avocat.

Pas d'accord sur une politique énergétique commune

Les ministres de l'énergie des Neuf n'ont pas réussi, le 25 mars à Bruxelles, à se mettre d'accord sur les grandes orientations d'une politique énergétique commune. Ils ont dû renvoyer à une session ultérieure au mois de juin, à Luxembourg, aussi bien la décision sur un programme de garantie aux investissements pour les sources d'énergie de remplacement produites dans la C.E.E. que sur la mise en œuvre d'un système de solidarité communautaire en cas de nouvelle crise de l'énergie.

La France et l'Italie, notamment, ont annoncé à leurs collègues qu'elles ne pouvaient donner leur approbation à la mise en place d'un prix minimum d'importation pour le pétrole destiné à rentabiliser les sources d'énergie produites dans la C.E.E. (énergie nucléaire, charbon, pétrole de la mer du Nord) et réduire ainsi la dépendance de la Communauté européenne à l'égard du pétrole importé, qui était encore de 55 % en 1975.

La politique budgétaire de la C.E.E.

Les ministres des affaires étrangères et des finances des Neuf ont assez facilement tombés d'accord le 5 avril à Luxembourg sur les grandes lignes d'une politique budgétaire pour les deux prochaines années.

Sans remettre en cause la politique agricole commune, les Neuf, indigènes ou de source communautaire, ont pris trois décisions importantes :

1) Ils ont pris l'engagement politique d'harmoniser d'ici au 1^{er} janvier 1978 les assiettes de perception de la T.V.A. Cela permettrait de doter la C.E.E. de ressources propres constituées

commerciales et de limiter le recours aux équilibres bancaires d'origine étrangère pour le financement des opérations commerciales entre les pays membres.

INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM. — Ouvrant un nouveau cycle de réunions par secteur d'industrie, les représentants de l'industrie de l'aluminium ont réuni à Montevideo du 23 au 30 mars. Les experts ont discuté la production annuelle de 1 million de tonnes à partir de 1980. Un accord a été conclu en vue d'orienter la production en fonction des caractéristiques de la demande. Le comité exécutif de l'ALAIIC en sera saisi avant le 30 septembre ; il devra mettre sur pied un mécanisme d'échange basé sur des concessions à caractère temporaire et ayant effet à partir de 1977.

O.C.D.E. — Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), l'augmentation des prix à la consommation dans les pays membres a été de 0,7 % au mois de février, ce qui porte à 9,1 % la hausse des prix pour la période de douze mois se terminant en février. L'O.C.D.E. considère une nouvelle accélération pour la zone dans son ensemble, après l'accalmie du fin de l'année 1975, et relève une très nette distinction entre l'inflation constante aux États-Unis (due en partie à la baisse du prix de l'essence et des produits alimentaires) et l'inflation européenne où, dans l'ensemble, les prix des produits manufacturés et des produits alimentaires se sont à nouveau élevés en flèche.

On s'attend, par les récentes publications de l'O.C.D.E. : la Suède, dans la série « Études économiques » ; Questions d'ordre politique, sous le titre « Les données et les libertés individuelles (376 pages) ; Examens des politiques nationales d'éducation » ; la Norvège et la Politique agricole en Autriche.

COMMUNAUTÉ DE L'AFRIQUE DE L'EST. — La commission de révision du traité de 1967 créant la Communauté de l'Afrique de l'Est entre le Bénin, le Togo, le Nigeria et l'Ouganda, a tenu sa troisième session à Arusha au début du mois d'avril. Outre la révision des structures et du fonctionnement de la Communauté et de ses institutions, la commission s'est préoccupée de l'amélioration de la coopération à l'intérieur du marché commun existant entre les trois pays.

CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Les perspectives concernant la production mondiale de blé pour l'année 1976 demeurent en général faibles. Les experts du Conseil international du blé de son rapport publié à Londres à la fin du mois de mars, signalent la récolte des États-Unis est estimée à 1 551 millions de tonnes contre 1 500 millions en 1975 en raison de la sécheresse qui a affecté les champs de blé d'hiver.

Les experts des cinq principaux exportateurs de blé (États-Unis, Canada, C.E.E., Argentine et Australie) à l'issue de leurs réunions 1975-1976 sont parvenus à l'heure actuelle à 22 millions de tonnes de blé (les prévisions de janvier dernier ayant été révisées en hausse de 3,6 à 7 millions). L'accroissement par rapport à l'année précédente serait celui de l'ordre de 1 à 4,5 millions de tonnes, ce qui porterait les stocks bien au-dessus de leur niveau de crise des deux dernières saisons (27 millions de tonnes).

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ÉTAIN. — Le Conseil international de l'étain indique que, au 31 décembre 1975, le montant des stocks réguliers était de l'ordre de 30 000 tonnes de métal, contre 11 942 tonnes au 30 septembre de la même année.

CONSEIL OILCOLE INTERNATIONAL. — Le quatrième trimestre du Conseil oilcole international (C.O.I.) s'est tenu du 29 au 30 avril à Izmir (Turquie). On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE. — Les ministres du pétrole des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se sont réunis les 21 et 22 avril à Genève. On trouvera un bref résumé de l'issue de cette rencontre extraordinaire et informelle, consacrée à la demande de l'Iran.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Fluctuations monétaires et politique agricole

Les effets pervers des fluctuations monétaires sur la politique agricole européenne ont encore occupé le 6 avril les ministres de l'agriculture de la C.E.E.

Avant de se préparer, au terme d'une session de deux jours consacrée à plusieurs problèmes de gestion, les ministres ont en effet entendu la Commission européenne annoncer que le budget agricole de la C.E.E. risquait de devoir être augmenté de 3 milliards de francs si la livre sterling et le lire italienne pouvaient leur chute libre. Ce déficit proviendrait de la nécessité pour le Fonds agricole de verser des « montants compensatoires » qui subventionnent les importations britanniques et italiennes de produits agricoles afin de corriger l'affaiblissement du pouvoir d'achat de ces monnaies. Le budget agricole de la C.E.E. est d'environ 31 milliards de F.

Les ministres de l'agriculture s'étaient consacrés essentiellement, la veille, à des demandes d'aides particulières. Réunis pour compléter leurs décisions du 6 mars dernier sur les prix agricoles, ils ont examiné successivement une demande allemande d'extension des zones d'aide à la production de blé dur, une demande danoise concernant l'aide au lait écrémé liquide, des revendications italiennes pour le stockage du sucre, la prise en charge des alcools provenant de la distillation des excédents de vin, et une modulation des primes à l'arrachage des mauvaises vignes en fonction des rendements.

NOUVELLES AIDES AU PORTUGAL. — Réunis à Luxembourg le 6 avril, les ministres des affaires étrangères ont décidé d'accorder une nouvelle aide importante au Portugal qui vient s'ajouter à l'aide d'urgence déjà décidée pour ce pays pour un montant de 150 millions d'unités de compte (150 millions de dollars).

Par ailleurs, les Neuf ont décidé d'accorder une aide exceptionnelle au Zaïre et à la Zambie, de l'ordre de 25 millions d'unités de compte (25 millions de dollars) en tant que pays associés au Marché commun par la convention de Lomé. Cette aide est destinée à permettre à ces pays de faire face aux difficultés causées par les documents d'Angola et le boycottage de la Rhodésie.

PAS D'ACCORD SUR LA CONTRIBUTION AU FOND INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE. — Les ministres de l'agriculture des Neuf n'ont pu se mettre d'accord, le 6 avril, à Luxembourg, sur la participation financière de la C.E.E. au Fonds international pour le développement agricole dans la création d'une action internationale commune de la conférence alimentaire de la F.A.O. Huit États membres de la C.E.E. se sont déclarés opposés à la contribution de la Communauté à la conférence alimentaire de la F.A.O. Ils ont déclaré que la contribution de la Communauté à la conférence alimentaire de la F.A.O. ne devait pas être de 200 millions de dollars équivalents, mais de 300 millions de dollars équivalents. Mais la délégation française a maintenu les réserves qu'elle avait déjà exprimées en octobre dernier.

مركز العمل

CECA

Qui paiera l'aide au financement des stocks de charbon ?

Le prochain conseil des ministres de la CECA, consacré aux problèmes de l'énergie, devra régler un des problèmes de la longue queue du 23 mars 1976 (voir notre précédent numéro) sur le prix-plancher du pétrole n'a pas permis de trancher. Il s'agit de savoir qui paiera l'aide au financement des stocks de charbon dans la Communauté, que chacun des Neuf juge indispensable tant pour des raisons de sécurité stratégique que pour des motifs d'emploi.

Le coût global d'une telle politique de stockage est d'environ sept unités de compte par tonne et par an ; soit, pour un peu plus de 40 millions de tonnes de stocks, quelque 300 millions d'unités de compte. La part que la Commission de Bruxelles propose de mettre à la charge de la CECA est de 50 millions d'unités de compte. Contreventer cette somme entre les Neuf ? La Commission a proposé aux Neuf de choisir entre trois formules, valables chacune pour trois ans :

1) Aide communautaire de 5 unités de compte par tonne stockée en tonnes. Etant donné l'état actuel des stocks et la « grille » de participation des Neuf au budget communautaire (28,1 % pour l'Allemagne, 23 % pour la France, 11,2 % pour l'Italie, 13,8 % pour la Grande-Bretagne, 8,9 % pour les Pays-Bas, 6,9 % pour la Belgique...), cela se traduirait d'après l'évolution du stockage en 1976 par un transfert positif pour l'Allemagne (5 millions d'unités de compte) et surtout la Grande-Bretagne (18 millions), mais négatif pour la France (7 millions), l'Italie (8,5 millions), les Pays-Bas (4,4 millions) et la Belgique (13 millions).

2) Aide communautaire de 2,5 unités de compte par tonne, pour 20 millions de tonnes de stocks. Cette formule permettrait de subventionner non seulement les stocks supplémentaires de 1975 mais encore 5 millions de tonnes de réserves nouvelles en 1976.

3) La troisième méthode procède d'un esprit différent. Ce n'est plus le stock additionnel qu'elle financerait, mais un total permanent de 20 millions de tonnes ; la Communauté paierait 2,5 unités de compte par tonne et par an. Les gouvernements et les entreprises d'importation et d'exportation de charbon, ainsi que les producteurs d'électricité à augmenter leur consommation charbonnière. L'application de mesures fiscales à l'égard du fuel et du gaz, ainsi que des interventions quantitatives directes ou indirectes sont également soumises à l'examen des experts.

Ces diverses formules impliqueraient un engagement réciproque des intéressés portant sur dix ans au moins.

Les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre des mesures d'aides communautaires pourraient provenir, soit du budget communautaire, soit d'une taxe spécifique grevant la consommation d'électricité. En cas de besoin, cette taxe pourrait être étendue à la consommation d'autres formes d'énergie.

Reprise confirmée dans la sidérurgie

Pour la première fois depuis plus d'un an, la production d'acier des Neuf a dépassé en mars son niveau de l'année précédente. 1 371 000 tonnes, soit 0,8 % de plus qu'en mars 1975. Ce léger progrès traduit celui des productions française (+ 11,7 %), allemande (+ 6,5 %) et danoise (+ 27 %). En revanche, les productions belge (- 8,6 %), suédoise (- 8,1 %), italienne (- 3,9 %), luxembourgeoise (- 4,4 %) et néerlandaise (- 6,7 %) restent inférieures à celles de l'an dernier.

La production de l'ensemble du premier trimestre (32,8 millions de tonnes) a encore été inférieure à celle des trimestres correspondants de 1974 (33,4) et 1975 (33,1), mais elle a toutefois dépassé les prévisions faites par les spécialistes de Bruxelles ; ceux-ci tablaient sur seulement 30,1 millions de tonnes de janvier à mars. Ce redressement devrait se poursuivre, puisque les commandes de produits laminés reçues en mars par les aciéries des Neuf ont dépassé 8 millions de tonnes, contre 6,8 le mois précédent et 6,4 en mars 1975. La demande est particulièrement satisfaisante dans les industries transformées et le négoce de l'acier en Allemagne et en France.

LOGEMENTS OUVERTS. — Un prêt à vingt ans et 1,5 % d'intérêt de 122 millions de D.M. a été accordé à la société Berliner Wohn und Geschäftshaus pour la modernisation de quarante logements de mineurs et de sidérurgistes.

AIDE À LA RECONVERSION PROFESSIONNELLE. — Une aide de 105 000 livres a été décidée par Bruxelles pour deux cent quarante-neuf travailleurs touchés par la fermeture de certaines industries (notamment de la sidérurgie, notamment de la sidérurgie) de la société britannique Lyons Patent Shaft, contrôlée par le groupe Laird.

AIDE À LA CONVERSION INDUSTRIELLE. — La Commission européenne a octroyé un crédit de 24 millions de livres sterling au National Coal Board, pour servir au financement de quinze projets d'investissement diversifiés en vue de stimuler la production de charbon pour centrales électriques, et de

maintenir la production de charbon à côté dans les mines Oubdale, Corn Condley et Aberllyry (Pays de Galles) et Swindon (Angleterre). Ces projets contribueront au maintien d'une capacité d'extraction de plus de 6 millions de tonnes par an. La capacité de production des sièges d'extraction concernés sera également augmentée de 2 millions de tonnes pour compenser la fermeture d'autres sièges.

Une aide de 7 millions de livres a été également accordée à la British Steel pour le financement partiel du remplacement du haut fourneau n° 4 de la section de Port Talbot (Pays de Galles). Le coût total du projet est évalué à 11,1 millions de livres ; le nouveau haut fourneau aura une capacité de production annuelle de 550 000 tonnes de fonte brute, mais deux hauts fourneaux de moindre importance seront simultanément fermés.

CONCENTRATION AUTORISÉE. — La même British Steel a été autorisée par Bruxelles à absorber la firme allemande de sidérurgie d'acier Walter Blume (Stuttgart), dans le cadre que les ventes d'acier de la British Steel sur le marché de la République fédérale sont pratiquement négligeables et que la part de la Blume sur le « relevant market » n'y atteint que 2,5 %. La British Steel Corporation assure ainsi un meilleur accès au marché allemandement éprouvé de nombreux sidérurgistes, dont le volume total de vente atteint quelque 8 millions de tonnes en 1974 ; les ventes de Blume ne s'élevaient qu'à 200 000 tonnes par an.

Parlement européen

Du stockage de soja aux négociations avec le COMECON

Le Parlement européen, réuni à Luxembourg, s'est prononcé le 6 avril contre l'attribution préconisée par la Commission d'aides européennes au stockage du soja, que la C.E.E. importe essentiellement des États-Unis.

Le Parlement européen a estimé que la dépense prévue par la Commission (35 millions de francs) pour stocker 250 000 tonnes de soja constituerait un excédent injustifié aux exportateurs américains.

Le Parlement a d'autre part adopté le 7 avril à Luxembourg une résolution qui affirme que « le succès du dialogue euro-arabe est lié à la création d'une relation plus étroite, ce qui contribuera efficacement à la paix ».

Dans sa résolution, le Parlement souhaite également que dans le cadre du dialogue euro-arabe la Communauté ne tolère pas le boycottage que certains États arabes infligent à pla-

sieurs firmes commerciales qui traitent avec Israël.

En outre, M. Wilhelm Haferkamp, membre de la Commission européenne, a déclaré que la décision française de quitter le « serpent » monétaire européen confirmait la fragilité du système monétaire en Europe, et ce aussi longtemps que les Neuf ne réaliseraient pas de progrès sur le chemin de l'Union européenne.

La Commission du Marché commun a justifié le 8 avril, devant le Parlement européen, l'ouverture de négociations commerciales entre la Communauté européenne et le COMECON. M. Brunner, membre de la Commission, a estimé que le souci des pays de l'Est de développer leur commerce avec l'Ouest était inspiré par « un besoin d'innovations », et que ce dernier ouvrait des perspectives de transformation de la société de ces pays. Cette tendance est favorable à l'amélioration de la situation mondiale, a-t-il ajouté.

Le commissaire européen n'a cependant pas caché la nécessité pour les Neuf de veiller à leurs intérêts, notamment en évitant les surenchères dans le domaine des crédits à l'exportation.

Association européenne de libre-échange

Création d'un fonds d'aide au Portugal

LES conseils de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) ont approuvé les statuts du fonds de développement industriel en faveur du Portugal, dont l'objectif est de contribuer au développement de l'industrie portugaise par le financement de projets visant à restructurer ou à créer des petites et moyennes entreprises dans les secteurs public et privé.

Le fonds, d'un montant équivalent à 100 millions de dollars, est constitué par les contributions des pays membres de l'Association dans les proportions suivantes : Suède 30 %, Suisse 20 %, Autriche 15 %, Norvège 12 %, Finlande 10 %, Portugal 6 % et Islande 1 %. L'entrée en vigueur du fonds, dont la création avait été décidée en novembre dernier par les ministres de l'A.E.L.E., se fera dès que les approbations parlementaires requises auront été obtenues.

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES, TECHNIQUES ET SOCIALES

Organisation des Etats américains

Les règles de fonctionnement des entreprises multinationales

« LES entreprises multinationales sont soumises à la souveraineté des États, et, par conséquent, aux lois et aux décisions des juges, tribunaux et autorités compétentes de chaque État », tel est le principe essentiel retenu par le comité juridique interaméricain sur les entreprises multinationales, dans son rapport final publié à Washington le 25 mars dernier. Ce comité avait été créé en 1963 par l'Organisation des États américains (O.E.A.) de codifier les règles de fonctionnement des entreprises multinationales dans les pays hôtes. Il recommande la création d'un centre interaméricain des entreprises multinationales pour examiner régulièrement tous les aspects de leurs activités. Les données recueillies permettraient d'élaborer une politique fondée sur l'expérience.

Il faut noter que, dans sa conclusion, le comité d'admission des entreprises multinationales qui se sont implantées en Amérique latine et celles qui se sont créées dans le cadre du processus d'intégration du sous-continent.

L'ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES. — Après une semaine de débats, le conseil permanent de l'O.E.A. s'est prononcé le 25 mars en faveur de l'admission de nouveaux membres dans le protocole de réforme de la charte de l'Organisation. Il s'est ainsi refusé à reconnaître comme candidats à l'adhésion, en vertu de la charte, la Grèce et la Jamaïque, en vue de sa suppression.

En vertu de cet article, le conseil permanent ne formulerait aucune recommandation et l'Assemblée générale ne prendrait pas de décision sur une demande d'adhésion. Le conseil permanent a adopté une résolution politique, soit en partie, soit en totalité, fait l'objet d'un litige entre un pays extracontinental et un ou plusieurs pays membres de l'Organisation. Toute décision serait suspendue en l'attente d'un accord par voie de négociation. Le recours au conseil permanent des Nations Unies, qui est désormais du ressort de l'Assemblée générale.

CONCENTRATION AVEC LES REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE BANANIÈRE. — Préparé par l'Organisation des États américains, le 31 mars, la première réunion sur les problèmes de l'industrie bananière en Amérique latine, a été, d'une part, les représentants de l'Union des producteurs bananiers (U.P.B.) et, d'autre part, les dirigeants de United Brands et de Castle and Cooke, les deux entreprises américaines qui contrôlent environ 80 % environ du commerce mondial de ce produit. Placée dans la perspective d'un accord international entre pays producteurs et pays consommateurs, dont la négociation va s'amorcer en juillet prochain au sein d'un groupe de travail de l'O.E.A., cette réunion d'information a été suivie de la part de l'O.E.A. et de l'U.P.B. et, au début de cette année, à la conclusion d'un accord entre le gouvernement de Panama et United Brands sur la propriété des moyens de production de la banane dans ce pays.

PROCHAINE SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE. — La commission préparatoire à la sixième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'O.E.A. a mis fin à ses travaux le 5 avril avec l'adoption définitive de l'ordre du jour de cette rencontre qui s'ouvrira dans la capitale chilienne le 4 juin prochain.

Parallèlement les questions les plus importantes qui feront l'objet des débats : le protocole de révision de la charte de l'Organisation et du traité interaméricain sur la solution pacifique des conflits, le projet sur la sécurité économique collective et sur la coopération pour le développement, le respect des droits de l'homme, la loi sur le commerce extérieur des États-Unis et l'adhésion de l'Équateur et du Venezuela des deux derniers à l'Organisation des États-Unis, ainsi que sur l'investissement de capitaux arabes à l'intérieur et à l'extérieur du monde arabe, et sur la création d'un marché financier au sein de la Ligue. Signé le 27, l'accord crée un Fonds monétaire arabe (F.M.A.) concrétisé en partie des projets : il est en effet destiné à favoriser le développement des échanges commerciaux et à répondre à

toute demande de crédits provenant des pays membres connaissant un déficit de leur balance de paiements ; l'accord prévoit un capital social initial de 250 millions de dollars, dont un montant de 250 millions de dinars arabes (900 millions de dollars).

Conseil de l'Europe

Développement économique et sauvegarde de l'environnement

REUNIS à Bruxelles les 23 et 24 mars, les ministres de l'environnement des dix-huit pays membres du Conseil de l'Europe et de cinq pays non membres (Finlande, Liechtenstein, Portugal, Espagne et Yougoslavie) ont décidé de traiter en priorité les problèmes d'aménagement de l'environnement naturel, en tenant compte des interactions entre ce milieu et le milieu créé par l'homme (centres urbains, industries et constructions). Dans le cadre de ce programme de coopération, les ministres ont décidé d'assurer, en matière d'aménagement des paysages, d'utilisation des sols, d'infrastructures et d'équipements, une planification préalable permettant d'assurer la poursuite des plans de développement économique et social sur la nature, et de sauvegarder le patrimoine biologique des pays européens en développant le réseau européen de réserves biologiques.

Le Conseil de l'Europe a été chargé d'élaborer une convention internationale relative à la conservation de la vie sauvage (espèces migratrices et habitats naturels) ; la coopération entre instances officielles et organisations privées de protection de la nature devra être renforcée, notamment par l'intermédiaire des campagnes d'information organisées dans le cadre du Conseil de l'Europe par le Centre européen d'information pour la conservation de la nature.

LUTTE CONTRE LA DROGUE. — Des experts sociaux, médicaux et juridiques de certains pays membres du Conseil de l'Europe se sont réunis à Strasbourg du 23 mars au 14 avril pour rechercher les moyens de faire échec aux trafiquants de drogue non professionnels qui circulent en Europe. Cette rencontre constitue la première étape d'une campagne de lutte contre le trafic de drogue et l'alcoolisme, prévue dans le programme quinquennal de travail du Conseil de l'Europe et destinée à mettre au point des mesures de prévention, de détection et de traitement communes aux pays européens.

PRELIMINAIRES DE L'ÉTUDE 1976. — La commission de l'environnement de l'Assemblée de l'Europe a attribué le Prix de l'Europe 1976 au Devon County Council, pour ses efforts en faveur de l'unité européenne.

SAUVEGARDE DE LA NATURE. — Le diplôme du Conseil de l'Europe pour la sauvegarde de la nature a été décerné aux parcs nationaux français de la Vanoise et des Pyrénées, et au parc national de Kuznetsov.

Croix-Rouge

Le gouvernement angolais refuse l'offre du C.I.C.R.

LE Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a annoncé le 28 avril que les autorités de la République populaire de l'Angola (R.P.A.) venaient de lui communiquer leur souhait de voir les programmes d'assistance en faveur des populations angolaises être conduits par des organismes nationaux, et plus particulièrement au travers de la société nationale de Croix-Rouge en voie de structuration. Aucune date n'a été fixée par les autorités de Luanda pour la reprise de ces activités.

Le C.I.C.R. rappelle à ce propos que, dans le contexte d'une assistance d'urgence d'après-guerre, il avait soumis fin février au gouvernement angolais un programme de six mois en complément des activités humanitaires déployées depuis plusieurs mois. Le nouveau programme mettait l'accent sur le domaine médical et devait laisser aux autorités le temps de mettre en place une infrastructure nationale.

Au vu de la réponse de la R.P.A., le C.I.C.R. a décidé de démobiliser le personnel en attente. Il étudie également les modalités d'un dégellement progressif du dispositif en place en Angola depuis juin 1975.

CONFÉRENCE SUR LE DROIT HUMANITAIRE. — La troisième session de la conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire appliqué dans les conflits armés s'est ouverte le 31 avril à Genève. Ses travaux doivent se prolonger jusqu'en 1976.

UN BILAN DES ACTIVITÉS DU C.I.C.R. AU CHILI. — Plus d'une centaine de visites dans quatre-vingt-neuf départements de la région de 800 communes et de secours directs (pour une valeur globale de 70 000 francs suisses) ; tel est le bilan, pour le dernier exercice de l'année, de l'activité du C.I.C.R. auprès de trois mille quatre cents détenus politiques au Chili.

UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — Réunie le 30 mars à Paris, la commission scientifique, technique et aéronautique de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) a examiné les conclusions du colloque sur les principes et les moyens d'une politique aéronautique européenne, qui avait eu lieu les 2 et 3 février à Toulouse. La commission a également débattu de diverses questions scientifiques, techniques et aéronautiques, et pris connaissance d'un rapport sur les activités européennes dans le domaine océanographique présenté par un député britannique, M. Raymond Carter.

Un débat sur le rôle de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et un exposé du ministre italien de la défense, Antonio Forlani, sur la politique de défense en Italie et la sécurité en Méditerranée ont été au centre des travaux de la rencontre annuelle de la commission de défense de l'Assemblée de l'U.E.O. avec les présidents des commissions de défense des Parlements nationaux des pays membres de l'Union, qui s'est tenue du 29 au 31 mars à Rome et à Naples.

COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ARMEMENTS. — Les représentants de onze pays européens membres de l'OTAN (les dix de l'Europe, plus la France) ont participé à Rome, le 5 avril, à la deuxième réunion du Groupe indépendant européen pour la coopération en matière d'armements, après la session constituante du 2 février dernier. À l'ordre du jour : propositions des pays participants indiquant les besoins nationaux en matière d'armements et calendrier des projets actuels et futurs de coopération.

CONSEIL NORDIQUE. — Le Conseil nordique et ses secrétaires pour la coopération culturelle dans les pays nordiques ont annoncé la publication d'une étude intitulée « Éducation des adultes dans les pays nordiques. Coopération nordique dans le domaine de l'éducation » (en anglais, 148 pages).

ORGANISATION DU TRAITÉ CENTRAL. — Réunie à Londres les 7 et 8 avril, la commission centrale du traité central (CENTO) a passé en revue les problèmes de défense de la région et préparé un rapport sur les activités militaires de l'Union centrale de la région du conseil des ministres du CENTO et de la région.

UNION INTERPARLEMENTAIRE MONDIALE. — L'Assemblée des Parlements de l'Union interparlementaire mondiale (U.I.M.) au cours d'une session qui s'est déroulée à Mexico dans la deuxième quinzaine du mois d'avril. Le conseil exécutif de l'U.I.M. a en effet estimé que ces pays, qui venaient de procéder à l'élection de leur conseil exécutif, devaient respecter plus les normes de la démocratie parlementaire telles qu'elles sont définies par l'Union. D'autre part, par soixante-dix-neuf voix contre dix, avec trois abstentions (deux députés des États-Unis et un de l'Espagne), a été adoptée une résolution adressée aux pays membres de la région de la Méditerranée et du Venezuela, qui condamne « la faiblesse des droits constitutionnels » au Chili et exige la libération immédiate des membres du Parlement chilien incarcérés ; la résolution demande l'envoi au Chili, dès que possible, d'une mission des membres de l'Union pour contrôler cette libération.

L'Union a également approuvé une proposition canadienne recommandant la création d'une commission spéciale d'enquête sur les cas d'emprisonnement, de torture et de mauvais traitements infligés à des personnes dans le monde entier.

COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — La huitième conférence régionale de l'enseignement organisée par la Commission du Pacifique Sud (C.P.S.) s'est tenue à Port de Spain, au Suriname, du 26 mars. Les directeurs de l'enseignement de treize pays océaniques qui participent à cette réunion, se sont principalement préoccupés de la formation des enseignants de la région, de l'éducation communautaire (et notamment du rôle du centre de formation à l'éducation communautaire de Port de Spain) et de l'expérience pédagogique de communication par satellite sur le réseau de communication PACESAT, de l'enseignement bilingue et bicultural, des services d'orientation professionnelle ainsi que de l'éducation sanitaire.

ORGANISATION EUROPÉENNE POUR LA RECHERCHE NUCLÉAIRE. — L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) a commencé au mois de mars la mise en route de l'accélérateur de particules de 400 GeV (S.P.S., synchrotron à protons) construit dans le cadre de la construction d'une entreprise en 1971, et qui est comparable, en dimensions et en performances, à l'accélérateur américain de Batavia (Chicago).

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS EUROPÉENNES. — Durant les mois de mars et d'avril, et malgré les difficultés dues aux troubles qui sévissent à Berlin, le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIMÉ) a pu organiser le transfert de la capitale libanaise à Athènes, de deux mille sept cent trente réfugiés libanais en transit en Liban, qui attendaient leur départ vers un pays de réinstallation. Dès le 26 mars, trois cent quatre-vingt-neuf entrées ont permis pour les États-Unis.

TRANSPORT AÉRIEN. — L'Association de transport aérien international (IATA) indique que, pour l'année 1976, les réajustements annuels bruts des compagnies aériennes, traduits par la charge de compensation (c'est-à-dire la total des sommes déduites et créées à charge membre) ont atteint 14 milliards de dollars (+ 19 % par rapport à l'année précédente) ; selon certaines prévisions, le montant annuel pourrait atteindre 14 milliards de dollars en 1976. Rappelons que l'IATA a pour objet l'élaboration de compensations de l'IATA pour activer les comptes de quatre-vingt-dix des cent dix compagnies aériennes membres de l'association, et de quatre-vingt-trois transporteurs non membres.

AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allée au prestige de ses monuments anciens l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans un élan sans relâche, construit son avenir.

ELLE VOUS OFFRE :



- LE PALAIS DES PAPES ; LE PONT SAINT-BENÉZET, populaire à travers le monde par la légende et la chanson ; ses nombreux édifices civils et religieux ;
- LES TRÉSORS DE SES MUSÉES ;
- DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS À TRAVERS LA PROVENCE ;
- SON FOLKLORE (danses et vieilles traditions) ;
- UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 16 août) Théâtre chorégraphie, cinéma, musique ;
- DES SALLES DE RÉUNION ;
- DES SERVICES RÉGULIERS DE TRAINS « aux caisses » aller et retour au départ de PARIS, STAPLES (Le Touquet), BOULOGNE, BRUXELLES, AMSTERDAM, DUSSELDORF, HAMBURG, KARLSRUHE ;
- SON IMPORTANT MARCHÉ QUOTIDIEN DE FRUITS ET LEGUMES ;
- DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et des vins de grande cru (Châteaufort, du Pape, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.) ;
- LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec l'équipement pour toutes les manifestations et congrès : ses grandes et luxueuses salles de conférences, de restaurant, son immense parking ;
- VISTES AVIGNON : La Soirée de Jolei ;

Renseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaures.

NICE capitale de la Côte d'Azur

centre mondial des congrès

met à votre disposition :



- Un Palais des congrès pouvant recevoir 20 000 personnes ;
- Vingt salles de capacités diverses ;
- Traduction simultanée ;
- Trois cents hôtels totalisant plus de dix mille chambres ;
- D'innombrables possibilités d'excursions et de distractions.

Au centre de la Côte d'Azur, desservie par un aéroport international, des liaisons ferroviaires, routières et maritimes la reliant à toutes les capitales.

EN TOUTES SAISONS

NICE EST LA FILLE

OFFICE DE TOURISME

SYNDICAT D'INITIATIVE :

32, rue Hôtel-de-Ville - Tél. : 23-25-23/24

Téléc. : Accueil Nice - 400-12

L'AMÉNAGEMENT DES CONVENTIONS DE GENÈVE

Guerre technologique et protection des populations civiles

Par MALVERN LUMSDEN *

* Attaché de recherche à l'Institut international de recherche pour la paix (SIPRI) à Stockholm, auteur d'un ouvrage publié sous les auspices du SIPRI, *Incidences Weapons* (Les Armes Incendiaires), Almqvist & Wiksell, Stockholm, 1975.

La troisième (et peut-être dernière) session de la conférence diplomatique sur le droit humanitaire international s'est ouverte à Genève le 21 avril. L'objet de cette conférence est de procéder à la remise à jour des quatre conventions de Genève de 1949, qui visaient à assurer un minimum de protection légale aux victimes de guerre, c'est-à-dire aux blessés, aux prisonniers et aux victimes civiles.

Les questions les plus controversées découlent du précepte bien connu disant qu'il vaut mieux prévenir que guérir : c'est pour protéger le plus grand nombre de gens possible contre les effets de la guerre que l'on propose de restreindre ou de prohiber l'usage de certains moyens de combat. Mais ces interdictions et ces restrictions imposent de sévères limites à la liberté d'action des militaires, ce qui pourrait remettre en cause la défense des intérêts nationaux par des moyens militaires.

Il est toujours aisé de soi que le droit humanitaire devait faire une part à peu près égale à ces intérêts contradictoires. Mais les aménagements qu'on se propose d'apporter aujourd'hui aux conventions de Genève sous prétexte de la modernisation tendent à faire une part beaucoup plus belle aux intérêts des militaires qu'à ceux des civils et des organisations humanitaires.

C'est ce qui ressort clairement des débats sur l'emploi d'armes particulièrement cruels et « non discriminants » sur lesquels était centrée la conférence spéciale d'experts gouvernementaux qui s'est tenue à Lugano (Suisse) du 28 janvier au 18 février sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge. Soixante des cent soixante-dix experts délégués par les gouvernements pour y participer étaient des militaires ou des fonctionnaires des services de défense.

Aucune organisation de protection civile n'était représentée. Aucun membre d'une organisation nationale de Croix-Rouge ne prit la parole pour décrire les ravages provoqués par les armements modernes parmi les populations civiles. Les organisations d'aide privée qui portent secours aux populations touchées par la guerre n'avaient pas non plus de représentant.

Cet état de choses n'est que le symptôme d'une situation beaucoup plus grave. L'objet de ces conférences est d'éliminer les méthodes et instruments de guerre « non discriminants », c'est-à-dire qui affectent indistinctement la population civile et les objectifs militaires.

Mais il est de fait qu'en général ni les militaires engagés dans des conflits ni les organisations internationales ne recueillent les données indispensables sur les effets « accidentels » des guerres sur les populations civiles. En conséquence, il leur est impossible de porter des jugements objectifs sur le caractère « discriminant » de tel ou tel acte de guerre.

Ainsi, l'*Annuaire des Nations unies* pour 1953 indique que l'état des pertes américaines pendant la guerre de Corée excédait trois cents mille tués, blessés ou disparus, tandis que les forces des Nations unies avaient infligé à l'ennemi « des pertes infinitesimales », que l'on peut chiffrer entre un million et deux millions. Mais combien de civils brûlés lors de raids incendiaires « non discriminants » sur des villes et des villages ? Les pertes civiles n'entrèrent-elles pas dans les calculs de l'ONU ? A en croire un article de M. Oberdorfer paru dans l'*International Herald Tribune* du 27 juin 1975, la guerre de Corée

aurait fait un total de deux millions sept cent mille victimes civiles, alors que les pertes militaires s'établissent au total à sept cent cinquante-huit mille tués, blessés ou disparus. Cela fait 3,6 victimes civiles pour chaque combattant tué. Il serait temps que les Nations unies créent un organisme officiel chargé de recueillir et de tenir à jour les statistiques de ce genre.

Il y a un second exemple : la guerre du Vietnam. Bien que le Pentagone ait fait parvenir aux troupes américaines engagées sur le terrain des consignes particulières qui soulignaient la nécessité d'éviter les pertes civiles (Congressional Record du 6 juin 1975), aucun bilan d'origine militaire ne parvint jamais à Washington sur les dommages accidentellement causés aux civils et aux biens privés (*New York Times*, 9 octobre 1972). Le Pentagone publiait chaque semaine un état détaillé des pertes militaires, mais le chiffre des victimes civiles n'était consigné nulle part, quoiqu'une commission du Sénat américain ait évalué le nombre des civils tués à plus d'un demi-million pour le seul Vietnam du Sud.

Ce manque d'information a poussé certains participants à la conférence de Lugano à adopter des positions qui fissent le ridicule. Ainsi, certains pays soutinrent que les bombes au napalm (dont près de 400 000 tonnes ont été larguées en Indochine) sont tout à fait « discriminantes », mais la délégation américaine ne put (ou ne voulut) offrir d'autre illustration des effets « bénins » du napalm que les conclusions d'une étude sur le cas de cinquante et un soldats américains qui avaient été brûlés au napalm à la suite d'accidents divers. Les mêmes délégations prétendirent que les pleurs de bambou et autres armes primitives non seulement provoquaient des souffrances horribles mais affectaient indistinctement les militaires et les civils. Il se peut très bien que cela soit vrai, mais aucun élément concret n'a été avancé à l'appui de cette thèse.

Le manque de données précises en la matière explique qu'il soit difficile d'aboutir à des conclusions scientifiques valables. Mais pareille lacune est tout de même étonnante, s'agissant d'une conférence à laquelle était supposée participer l'élite des experts mondiaux et dont la préparation, étalée sur deux ans, avait coûté la somme rondelette de 750 000 francs suisses.

Le résultat aurait sans doute été tout autre si les organisations humanitaires (nationales ou internationales) avaient pu exposer leur point de vue, afin de compenser les réticences bien naturelles qui se manifestent chez les militaires lorsqu'il s'agit de fournir des informations sur les dommages provoqués par les opérations de guerre dont ils sont responsables.

Les précédentes sessions de la conférence diplomatique ont permis quelques progrès dans la redéfinition des limites imposées aux opérations militaires en temps de guerre. C'est ainsi, par exemple, qu'on y a décidé d'interdire les bombardements systématiques des zones de peuplement et la destruction des digues, des récoltes et des centrales nucléaires. Les attaques contre des objectifs militaires situés dans des zones de peuplement devront être accompagnées de certaines précautions afin d'occasionner le moins de pertes civiles possible.

Sur le papier, ces nouvelles réglementations paraissent très judicieuses. Mais rien ne dit quelle sera leur efficacité dans la pratique. En particulier, on peut se demander quelle

place leur sera faite dans les préoccupations tactiques des écoles militaires et des réunions d'état-major.

Le problème est plus grave qu'il n'y paraît au premier abord, pour plusieurs raisons. La première est que la planification militaire est principalement axée sur la défense du territoire, et non pas des populations. La seconde est que les responsables des opérations militaires ont tendance à partir du principe que les civils seront évacués des zones de combat et qu'il n'est donc pas nécessaire de les faire entrer en ligne de compte lors de la préparation d'une action de défense ou d'une offensive. Et lorsque des civils sont pris au milieu d'une bataille, ils sont considérés comme des poids morts, et il ne viendrait à l'idée d'aucun corps opérationnel d'organiser autour d'eux son action défensive.

Un exemple assez extrême de ce problème est apparu à Lugano lors de la discussion sur l'utilisation des mines terrestres larguées d'avion contre des blindés, mines qui peuvent aussi être à usage antipersonnel. Il s'agit d'armes nouvelles, mises au point pendant la guerre du Vietnam, afin de semer en quelques instants des champs de mines sous les pas d'une armée ennemie en marche ou derrière des lignes ennemies.

On fit remarquer que, si ces mines étaient répandues dans la campagne, l'ennemi avait toujours le loisir de se réfugier dans les villes. Il fallait donc, logiquement, autoriser leur usage dans les zones urbaines. Les seules précautions que l'on proposait de prendre étaient soit la signalisation des secteurs minés (qui ne serait qu'une bien piètre consolation pour les civils), soit la mise au point d'un dispositif qui détruirait automatiquement la mine au bout d'un temps déterminé. On expliqua que ces mines étaient tellement nouvelles que leur emploi tactique n'était pas encore tout à fait au point, et donc qu'il n'était pas acceptable de réglementer leur usage dans les zones civiles, les militaires n'ayant pas encore décidé s'il était ou non souhaitable.

Il n'est pas nécessaire de faire un bien grand effort d'imagination pour mesurer l'étendue des possibilités qu'ouvrent ces mines en ce qui concerne les opérations de harcèlement derrière les lignes ennemies, pour ne rien dire de leurs perspectives terrifiantes pour les populations civiles. La seule manière d'éviter qu'elles ne provoquent des dommages considérables et aveugles serait de prohiber totalement leur usage, ou du moins de le réglementer très sévèrement.

Et pourtant, le groupe d'étude qui discutait de ce problème à Lugano était à tel point dominé par les militaires que tout cela n'entraîna pratiquement pas en considération dans ses débats. Il est très possible que la conférence de Genève soit invitée à « légitimer » l'usage de ces mines dans les conditions décrites plus haut.

Le fait reste que cette tentative de remise à jour des conventions de Genève souffre d'une représentation disproportionnée des militaires, tandis que la défense civile en est pratiquement exclue. Dans ces conditions, ne peut-on craindre que les nouveaux protocoles ne favorisent davantage la protection des militaires contre de possibles réactions de panique des populations civiles que la protection des civils contre les militaires ?

Dans ce numéro :

Pages 2 et 3

LA CLEF DE VOUTE DU SYSTEME AMERICAIN, par Moam Chamsky : un projet mûri de longue date, pour préserver les intérêts économiques des Etats-Unis dans le monde.

Union soviétique : Le bilan de la « détente » au cœur de nouvelles polémiques, par Bernard Féron.

Pages 4 et 5

« Crise » économique, « crise » des démocraties : LA NOUVELLE IDEOLOGIE (C.J.).

« Une Suisse au-dessus de tout soupçon », de Jean Ziegler : la forme la plus achevée de société capitaliste, par Jacques Attali.

« Croyez-vous que la Grande-Bretagne soit un pays libre ? », par Christian Martin.

Page 6

Suite de l'article de Christian Martin sur les libertés en Grande-Bretagne. — Apollitisme et collaboration : le film « Chantons sous l'occupation » (L.R.).

Page 7

Au Vietnam, les catholiques dialoguent avec le pouvoir révolutionnaire, par Hugues Terrais. Dans les revues...

Page 8

INCERTAIN PORTUGAL, suite de l'article de Jean-Pierre Clere. Festival à Perpignan : Les Amériques latines dans le miroir du cinéma (L.R.).

Page 9

L'Afrique du Sud doit s'efforcer de briser son encerclement par des régimes progressistes, par René Lefort. Une étude sur la littérature algérienne de langue française, par Jean Chevrier.

Pages 10 et 11

LE TCHAD, PAYS DIVISE : UNE « INDEPENDANCE » QUI SE CONQUIERT, reportage de Didier Baussy.

Pages 12 et 13

LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE ET LA CRISE LIBANAISE : La convergence syro-Israélienne, par Selim Turki. — La levée palestinienne en Cisjordanie, par Arthur Rabab. — Suite de l'article de Georges Corm : Le boubier libanais.

Page 14

CINEMA POLITIQUE : Objectifs militants, par Ignacio Ramonet. Guy Hamzaballa, Serge Toubiana et Alain Bergala.

Pages 15 à 20

EN AMERIQUE LATINE, LES CHRETIENS ENTRE LA DICTATURE ET LA REVOLUTION : Du conservatisme à la recherche d'une authentique libération, par Yves Materna. — Le rôle particulier des mouvements protestants populaires, par Christian Lalive d'Epina. — Mystiques violentes et stratégie non violente, par Michel de Certeau. — L'action idéologique et culturelle de l'Eglise, par Gonzalo Arroyo. — La démocratie chrétienne chilienne et la junte, par Julio Silva Solaz. — Espoirs et déceptions des démocrates-chrétiens au Venezuela, par Luis Ugaldé. — L'Addieu aux armées, de Pierre Gallois, par le général Georges Buis.

Page 21

L'Inde et le Bangladesh relancent leurs campagnes de limitation des naissances, par Gérard Virabelli. Festival à Royan : le cinéma du Sud-Est asiatique et de la Chine (L.R.).

Page 22

Les études africaines en Union soviétique, par Claude Wauthier.

Page 23

POLITIQUE ET LITTERATURE : Pourquoi « ils » écrivent..., par Bernard Cassen.

Page 24

Les livres du mois.

Pages 25 à 27

L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » d'avril 1976 a été tiré à 119 500 exemplaires.

INTERNAT
avec ou sans correspondant
1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD
Cours Jean-Jacques Rousseau
établissement privé du second degré
DIRECTION : JEAN-MICHEL TAILLEFER
documentation sur demande
7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54
nice cote d'azur

سكول الدبلوماسية

Mai 1976